



**RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**  
**un peuple — un but — une foi**



**NPCA**

## **Processus ECOWAP/PDDAA**



**Business meeting sur le financement des plans  
d'investissements agricoles  
Dakar (Sénégal), 14 au 17 juin 2010**

---

**Plan Régional d'Investissement pour la mise en œuvre  
des programmes mobilisateurs (document complet)**

## Sommaire

Liste des sigles .....	4
Avant propos .....	9
1 Origine du plan régional d'investissement.....	10
2 Champ couvert par le plan régional d'investissement.....	11
2.1 Définition du Plan régional d'Investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs.....	11
2.2 L'articulation du Plan Régional d'investissement avec les programmes thématiques existants ou en cours d'élaboration.....	12
3 Description détaillée du plan et justification au regard des objectifs de l'ECOWAP .....	14
3.1 Justification au regard des objectifs de l'ECOWAP .....	14
3.2 Présentation synthétique.....	14
3.2.1 Présentation synthétique des résultats correspondant à l'objectif spécifique n°1 .....	14
3.2.2 Présentation synthétique des résultats correspondant à l'objectif spécifique n°2 .....	15
3.2.3 Présentation synthétique des résultats correspondant à l'objectif spécifique n°3 .....	16
3.2.4 Récapitulatif des objectifs spécifiques et résultats attendus .....	16
3.3 Présentation détaillée de l'objectif spécifique n°1 : Promotion des produits stratégiques pour la sécurité et la souveraineté alimentaires.....	18
3.3.1 Objet et champ thématique de l'objectif spécifique n°1 .....	18
3.3.2 Problématique .....	19
3.3.3 Liens avec les orientations et axes de l'ECOWAP/PDDAA.....	24
3.3.4 Vue d'ensemble de la logique d'intervention de l'objectif spécifique n°1.....	25
3.3.5 Résultat 1.1 : L'Afrique de l'Ouest assure la majeure partie de ses besoins en produits alimentaires de base à travers la promotion de la culture du riz, du maïs et du manioc.....	28
3.3.6 Résultat 1.2 : Les importations régionales de produits et sous-produits animaux sont diminuées substantiellement .....	45
3.3.7 Résultat 1.3 : Une politique et des stratégies de gestion durable des ressources halieutiques sont définies et mises en œuvre.....	61
3.4 Présentation détaillée de l'objectif spécifique N°2 : Promouvoir un environnement global favorable au développement agricole régional .....	67

3.4.1	Objet et champ thématique de l'objectif spécifique n°2 .....	67
3.4.2	Problématique sectorielle .....	68
3.4.3	Liens avec les orientations de l'ECOWAP / PDDAA .....	71
3.4.4	Vue d'ensemble de la logique d'intervention de l'objectif spécifique n°2.....	71
3.4.5	Résultat 2.1 : L'environnement commercial des filières agroalimentaires est amélioré.	75
3.4.6	Résultat 2.2 : Des mécanismes et mesures d'adaptation à la variabilité et au changement climatiques et de gestion durable des ressources naturelles partagées sont promus 92	
3.4.7	Résultat 2.3 : Un système d'information et d'aide à la décision est opérationnel.....	106
3.4.8	Résultat 2.4. Les capacités des institutions et des acteurs régionaux du secteur agricole sont renforcées.....	115
3.5	Présentation détaillée de l'objectif spécifique n°3 : réduire l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité structurelle des populations au travers de filets sociaux de sécurité.....	120
3.5.1	Objet et champ thématique .....	120
3.5.2	Problématique .....	121
3.5.3	Lien avec les orientations et axes de l'ECOWAP .....	124
3.5.4	Vue d'ensemble de la logique d'intervention .....	125
3.5.5	Vue d'ensemble de la logique d'intervention de l'objectif spécifique n°3.....	127
3.5.6	Résultat 3.1: Un cadre régional harmonisé d'analyse des causes structurelles de la vulnérabilité et des instruments permettant de la réduire est défini .....	130
3.5.7	Résultat 3.2 : Le dispositif de suivi de la vulnérabilité et de prévention des crises alimentaires est amélioré et adapté .....	136
3.5.8	Résultat 3.3 : des instruments régionaux d'appui à la capacité nationale de prévention/gestion des crises alimentaires et de réduction de la vulnérabilité des populations pauvres sont mis en œuvre .....	143
4	Cadre logique.....	152
5	Coût et plan de financement.....	152
5.1	La démarche de conception du plan de financement .....	152
5.2	La structure du budget.....	153
5.3	Estimation des besoins de financement par résultats, activités et actions.....	153
5.4	Les sources de financement.....	155

6	Analyse économique et financière .....	155
7	Mécanisme de mise en œuvre .....	157
7.1	Gouvernance et pilotage de l'ECOWAP/PDDAA .....	157
7.2	Mécanisme de financement du plan régional d'investissement .....	159
7.2.1	Une approche progressive vers la mutualisation des ressources .....	160
7.2.2	Les instruments de financement .....	161
8	Synergies entre les programmes .....	165
8.1	Les synergies entre les plans nationaux et le plan régional.....	165
8.2	Les synergies entre les trois programmes mobilisateurs au sein du plan régional. ....	166
8.3	Les synergies entre les politiques sectorielles de la Communauté. ....	166
9	Implications pour les politiques publiques régionales .....	167
9.1	Dans le domaine de l'intensification.....	167
9.2	Les mesures portant sur la régulation des marchés agricoles.....	168
9.3	La mise en œuvre d'un système d'information et d'aide à la décision performant.....	169
10	Mesures de sauvegarde et d'accompagnement .....	169
11	Evaluation institutionnelle .....	170
12	Le suivi-évaluation.....	172
13	Evaluation des risques.....	173
	LISTE DES ANNEXES .....	175

## Liste des sigles

ABN	Autorité du Bassin du fleuve Niger
ABV	Autorité du Bassin de la Volta
ACMAD	Centre Africain pour les applications de la météorologie au développement
ADRAO	Centre du Riz pour l'Afrique
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique Subsaharienne
AGRHYMET	Centre Régional Agro hydro météorologique
AGRIS	Agricultural Information System
ALE	Accord de Libre Echange
ALIVE	Partnership for livestock development, poverty alleviation and sustainable growth
ANOPER	Association Nationale des Organisations Professionnelles des Eleveurs de ruminants du Bénin
APE	Accord de Partenariat Economique
APESS	Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savanes
ARAA	Agence régionale d'Appui à l'Agriculture
AREN	Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger
BAD	Banque Africaine de Développement
BID	Banque Islamique de développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CCG-TEC	Comité Conjoint UEMOA-CEDEAO de Gestion du TEC
CERPOD	Centre d'Etude et de Recherche sur la Population et le Développement
CILSS	Comité Permanent Inter Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel
CIRDES	Centre International de Recherche Développement sur l'élevage en zone subhumide
CMAOC	Conseil des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
CORAF	Conseil Ouest Africain pour la Recherche et le Développement Agricole

CORAF	Conseil Ouest Africain pour la Recherche et le Développement Agricole
CRA	Centre régional AGRHYMET
CRCE	Centre Régional de Coordination pour l'Eau de la CEDEAO (Ex-UCRE)
CSRP	Commission sous-régional des pêches
DAERE	Département Agriculture Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO
DE/DAERE	Direction de l'Environnement du DAERE
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ECOWADF	Fonds Régional de développement Agricole de la CEDEAO
ECOWAP	ECOWAS Agricultural Policy
FAO	Food and Agricultural Organization
FCCAO	Fédération des Chambres Consulaires d'Afrique de l'Ouest
FEWS NET	Famine Early Warning System
FIDA	Fonds International de Développement de l'Agriculture
FRSIT	Forum national pour la recherche scientifique et les innovations technologiques
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GRN	Gestion des ressources naturelles
GWP/AO	Global Water Partnership – Afrique de l'Ouest
ICRAF	International Center for Research in Agroforestry - Centre Mondial pour l'Agroforesterie
ICRISAT	International Center for Agricultural Research for Semi-Arid Tropics
IITA	International Institut for Tropical Agriculture
IMF	Institutions de Microfinance
INSH	Institut du sahel
LEAD	Initiative Elevage, Environnement et développement
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIE	Organisation Mondiale pour la Santé Animale
OIG	Organisation Intergouvernementale

OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Objectif du Millenium pour le développement
OMVG	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
OOAS	Organisation ouest-africaine de la Santé
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
PAM	Programme alimentaire Mondial
PDDAA	Plan détaillé pour le développement de l'Agriculture en Afrique
PGCA	Programme de gestion des Crises alimentaires
PNE	Partenariat National pour l'Eau
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PPA	Partenariat pour la Pêche en Afrique
PPLF	Pro-poor livestock policy facility
PRAO	Projet régional des pêches en Afrique de l'ouest
PRCM	Programme Régional de Conservation des Ressources Marines et Côtières en Afrique de l'Ouest (PRCM)
PREGEC	Programme de Prévention et de Gestion des Crises
PRIA	Plan Régional d'Investissement Agricole
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RECAO	Réseau des Chambres d'Agriculture d'Afrique de l'Ouest
RECOPA	Réseau de Communication sur le Pastoralisme (Burkina)
ReSAKSS	Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System
RESIMAO	Réseau des systèmes d'information de marché
Resogest	Réseau des Organismes de gestion des stocks
ROPFA	Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest

RPCA	Réseau de Prévention et de Gestion des Crises alimentaires
SAP	Système d'Alerte précoce
SFD	Système Financier Décentralisé
SIM	Système d'Information des marchés
SLE	Schéma de libéralisation des Echanges
SNRA	Système National de Recherche Agricole
SNS	Stock National de Sécurité
SPCS	Cadre Permanent de Coordination et de suivi de la GIRE
SRS	Stock Régional de Sécurité
TEC	Tarif Extérieur Commun
TSI	Taxe de sauvegarde à l'importation
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire ouest africaine
UICN	Union mondiale pour la conservation de la nature
UNCCC	Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
UNCCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
UNCDB	Convention des Nations Unies sur la Biodiversité
UNICEF	United Nations Children's Emergency Fund
UNSO	United Nations Sudano-Sahelian Office
USAID	United States Agency for International Development





## Avant propos

1. L'agriculture, l'élevage et la pêche constituent une composante essentielle sinon centrale des économies ouest africaines. Ils contribuent pour plus de 35 % à la formation du Produit Régional Brut, à plus de 15 % des recettes d'exportation, fournissent des revenus à plus de 60 % des actifs, couvrent plus de 80 % des besoins alimentaires. Ils participent à l'aménagement du territoire, à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement.
2. La crise alimentaire induite par la flambée des prix mondiaux des produits alimentaires en 2007-08 a brutalement rappelé à la région et à la Communauté internationale, l'urgence d'engager des réformes profondes pour engager une transformation des agricultures et permettre à celles-ci de relever le défi de la réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire.
3. La région compte aujourd'hui 290 millions d'habitants. Cette population est appelée à doubler d'ici 20 ans et l'urbanisation est rapide. L'Afrique de l'Ouest dispose du potentiel de ressources naturelles (terres, eau, espaces pastoraux) et humaines pour répondre à cette demande. Mais elle doit relever un double défi : (i) moderniser son agriculture pour répondre à la croissance de la demande ; (ii) réaliser cette modernisation en offrant des perspectives à une très large majorité de producteurs pour éviter un exode massif vers des villes qui ne parviennent pas à offrir suffisamment d'emplois à cette main d'œuvre.
4. Adoptée par les Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO en janvier 2005, la politique agricole régionale – l'ECOWAP/PDDAA – est très vite apparue comme le cadre approprié pour engager cette modernisation des agricultures, dans une perspective de souveraineté et de sécurité alimentaire de la région.
5. Lors de la Conférence d'Abuja sur le financement de la politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest (novembre 2009), les parties prenantes – Commission de la CEDEAO, Etats membres, Union africaine, Organisations de producteurs, secteur privé, société civile et partenaires techniques et financiers – ont adopté le « Pacte régional de partenariat pour la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA ». Ce pacte rappelle les fondements de la politique, sa vision et ses orientations. Il reconnaît l'ECOWAP comme le cadre de référence pour la programmation des actions dans le secteur agricole et le cadre de coordination de l'aide internationale.
6. Le pacte retient que la mise en œuvre de la politique au niveau régional se réalise au travers de trois programmes mobilisateurs reflétant les priorités de la région : (i) la promotion des produits stratégiques pour la souveraineté alimentaire ; (ii) la promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional et (iii) la réduction de la vulnérabilité alimentaire et la promotion d'un accès durable à l'alimentation.
7. Le Plan Régional d'Investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs constitue le programme régional de développement agricole pour la période 2011-2015. Il

est conçu sur la base des prérogatives de la CEDEAO, institution régionale d'intégration économique et politique. Il prend en charge les dimensions régionales des politiques et programmes agricoles des 15 Etats membres.

## **1 Origine du plan régional d'investissement**

1. L'opérationnalisation de l'ECOWAP/PDDAA repose sur la mise en œuvre de deux catégories de programmes complémentaires : les programmes d'investissements Nationaux (PNIA) et un Plan régional d'investissement pour la mise en œuvre des Programmes Mobilisateurs au niveau régional. Les PNIA représentent les visions, les ambitions, et les priorités des pays. A ce titre ils constituent le cadre de référence pour la programmation des actions dans le secteur agricole et le cadre de coordination de l'aide internationale au niveau national.
2. Au niveau régional, les Programmes mobilisateurs-ECOWAP/PDDAA combinent des investissements et des réformes de politiques publiques (instruments et mesures). Ils complètent les PNIA, prennent en charge les dimensions régionales, gèrent les interdépendances entre les pays et organisent leur coopération sur des questions communes.
3. La conception du Plan régional d'Investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs –ECOWAP s'inscrit dans la volonté de la Commission de la CEDEAO d'accélérer la mise en œuvre de la politique agricole régionale. Il correspond à une sélection de priorités stratégiques permettant de répondre simultanément à l'urgence créée par la nouvelle conjoncture internationale et régionale, et d'engager des réformes structurelles ouvrant la voie à une transformation profonde des agricultures ouest africaines.
4. En réalisant ce travail de hiérarchisation des priorités, la Commission de la CEDEAO a la volonté de promouvoir le leadership ouest africain dans la définition, le pilotage et la mise en œuvre des politiques et programmes qui correspondent aux orientations définies par les Chefs d'Etat et de Gouvernement, après un large processus de concertation et de négociation avec les acteurs du secteur agricole et de la sécurité alimentaire. Elle a aussi le souci de présenter aux Etats membres et à la Communauté internationale des programmes réalistes, en phase avec les capacités de mise en œuvre, et d'un coût acceptable pour les différents contributeurs, internes comme externes.

## **2 Champ couvert par le plan régional d'investissement**

### **2.1 Définition du Plan régional d'Investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs.**

5. Le Plan régional d'Investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs est focalisé sur un nombre limité de questions clés, déterminantes pour impulser et conduire une transformation décisive et massive du secteur agricole ouest africain.
6. Il vise à apporter des réponses aux principaux obstacles qui se dressent sur le chemin de la croissance agricole et de la sécurité alimentaire, en abordant simultanément les enjeux de production, les enjeux commerciaux et l'environnement global du secteur agricole, et enfin les enjeux liés à l'accès à l'alimentation.
7. Il est construit dans une perspective de résultats significatifs à court et moyen termes. Ces résultats doivent être mesurables à l'échéance de cette première génération de programmes, en 2015.
8. Tout en s'inscrivant dans les trois axes d'intervention et les six composantes de ECOWAP/PDDAA ainsi que dans les quatre piliers du NEPAD, ce plan vise à articuler correctement les investissements de court terme en réponse à l'urgence et les interventions structurantes de moyen et long termes : (1) l'accroissement rapide et durable des productions alimentaires, (2) la structuration des filières et la régulation des marchés et (3) la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables.
9. Il cherche aussi à poursuivre les efforts consentis dans le cadre des programmes d'urgence soutenus par les facilités spéciales mises en place par les partenaires au développement, de manière à engranger des résultats durables en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire. Il permet de bâtir des dispositifs institutionnels et de délivrer les services indispensables à l'agriculture, sur des bases durables de façon à sécuriser les conditions de production et d'échanges.
10. Il requiert un investissement prioritaire de la CEDEAO car il combine trois caractéristiques majeures :
  - La nécessité d'un travail de coordination entre les différents départements au sein de la Commission de la CEDEAO (agriculture, environnement et ressources en eau, macroéconomie, commerce-douanes, infrastructures, affaires humanitaires, etc.);
  - La nécessité d'un dialogue politique de haut niveau sur la convergence des politiques publiques avec les Etats membres de la CEDEAO ;
  - L'association, dans sa définition et sa mise en œuvre, (i) d'instruments réglementaires (qui ne peuvent être délégués à d'autres institutions), et (ii) de projets à caractères régionaux.
11. Il respecte le principe de subsidiarité entre les différents niveaux de l'action publique. Il contribue ainsi à une clarification progressive de la gouvernance et à l'affirmation des modalités particulières de mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA, fondées sur :

- Le dialogue permanent avec les acteurs du secteur agricole, en particulier les organisations de producteurs ;
  - La valorisation des compétences et savoirs faire des institutions techniques spécialisées dans la mise en œuvre des programmes d'investissements ;
  - Un leadership clairement exercé par la Commission de la CEDEAO et les autres organes (Sommet, Conseil, Parlement) sur le plan de l'orientation générale de la politique et l'élaboration des compromis régionaux. Ce leadership touche plus particulièrement les domaines de souveraineté ou de compétence régionale qui impliquent des réformes de politiques publiques, ou des domaines pour lesquels le cloisonnement des compétences ou les capacités des institutions techniques spécialisées ne permettent pas une mise en œuvre déléguée efficace ;
  - La focalisation du niveau régional sur trois grandes catégories d'interventions : i) la gestion des interdépendances entre les pays ; ii) la coopération autour de problèmes communs à plusieurs pays pour lesquels le niveau régional permet de réaliser des économies d'échelle significatives ; iii) la gestion des relations de la région avec l'extérieur.
12. Il permet d'articuler les actions thématiques envisagées dans les différents sous programmes du PRIA dans le cadre d'approches transversales plus cohérentes et holistiques. Il prend en charge les différents déterminants de la transformation du secteur agricole et permet de sortir des approches « technicistes » qui font passer au second plan l'environnement économique, commercial et institutionnel des producteurs et des autres agents économiques.
13. Le Plan Régional d'Investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs cherche à répondre à un critère de faisabilité. Il doit correspondre aux capacités humaines et institutionnelles actuellement disponibles pour la mise en œuvre et à une enveloppe financière raisonnablement mobilisable compte tenu des engagements pris par la Communauté régionale et la Communauté internationale (cf. les conclusions du dernier sommet du G8, tenu à Aquila en juillet 2009).
14. Le caractère fédérateur du plan s'exprime à trois niveaux :
- Il fédère dans une vision commune les priorités nationales et régionales : les PNIA comportent des programmes prioritaires qui intègrent des dimensions régionales qui dépassent les prérogatives des institutions nationales et que le Plan d'investissement régional prend en charge.
  - Il fédère et articule l'approche par les investissements et l'approche par les instruments de politique publique (réglementations, incitations, etc.);
  - Il fédère autour de questions clés communes les approches développées dans les différents sous programmes du PRIA.

## **2.2 L'articulation du Plan Régional d'investissement avec les programmes thématiques existants ou en cours d'élaboration.**

15. Depuis l'adoption de la politique agricole en 2005, un ensemble de programmes thématiques a été conçu. C'est par exemple le cas pour la transhumance transfrontalière, la lutte contre la grippe aviaire, la lutte contre la mouche des fruits, le marché des intrants, la biosécurité, etc. Par ailleurs la CEDEAO a enclenché un travail de formulation

du Programme régional d'investissement agricole (PRIA) structuré autour de six composantes :

- **L'amélioration de la gestion de l'eau**, comprenant: i) l'amélioration de l'irrigation; (ii) la gestion intégrée des végétaux aquatiques envahissants; (iii) le renforcement des capacités des organisations de bassins transfrontaliers.
  - **La gestion améliorée des autres ressources naturelles partagées**, intégrant : (i) l'organisation de la transhumance et l'aménagement des parcours; (ii) la gestion durable des ressources forestières; (iii) la gestion durable des ressources halieutiques;
  - **Le développement durable des exploitations agricoles**, prenant en compte : (i) la gestion intégrée de la fertilité des sols; (ii) le renforcement des services de support aux producteurs; (iii) la dissémination de technologies améliorées ;
  - **Le développement des filières agricoles et la promotion des marchés**, comprenant: (i) le développement des différentes filières (vivrières, agriculture périurbaine, cultures d'exportation, élevage à cycle court, produits agroforestiers alimentaires, pêche artisanale et aquaculture); (ii) le développement de la transformation des produits ; (iii) le renforcement des services de support aux opérateurs; (iv) la promotion du commerce national, régional et international;
  - **La prévention et la gestion des crises alimentaires et autres calamités naturelles**, focalisée sur : (i) la promotion de systèmes d'alerte précoce; (ii) le développement de systèmes de gestion des crises; (iii) l'appui à la réhabilitation des zones après les crises; (iv) le développement de mécanismes de compensations/assurances contre les calamités ;
  - **Le renforcement institutionnel**, comprenant: (i) l'intégration de l'approche genre ; (ii) l'appui à l'amélioration des capacités de formulation des politiques et stratégies agricoles et rurales; (iii) le financement durable de l'agriculture ; (iv) la communication ; (v) le renforcement des capacités de pilotage et de coordination ; (vi) le renforcement des capacités de suivi et évaluation.
16. Ces composantes ont fait l'objet d'un travail de programmation détaillée. La CEDEAO a désigné à cette fin des chefs de file et des groupes thématiques chargés de piloter le processus pour chacune des composantes. Ces composantes se veulent suffisamment exhaustives et correspondent à un objectif de mise en œuvre complète de l'ECOWAP/PDDAA. Un travail équivalent a été engagé pour la formulation du système régional d'information agricole (AGRIS).
17. Le séquençage thématique des composantes du PRIA pose des problèmes de recoupement des activités entre les composantes et rend plus difficile la mise en cohérence d'ensemble. De plus, la distinction entre les actions qui relèvent d'une responsabilité nationale, celles qui relèvent du niveau régional et enfin, celles qui induisent une responsabilité partagée entre les deux échelles de gouvernance n'est pas réalisée complètement. Le choix de construire un Plan régional d'Investissement vise à surmonter ces difficultés. Pour autant, la confection du Plan d'Investissement régional s'est fortement inspirée des actions identifiées dans le cadre de ces composantes et processus. Ce Plan est centré sur un ensemble de priorités régionales, en phase avec les ressources mobilisables, les capacités institutionnelles et humaines de mise en œuvre, dans les premières années.

18. En ce qui concerne la problématique de l'information, considérée comme une priorité essentielle, l'ensemble du programme AGRIS est intégré dans la composante du Plan centrée sur l'amélioration de l'environnement global du secteur agricole. Cela se justifie aussi au regard des besoins de pilotage et de suivi évaluation de la politique et des programmes qui nécessitent une amélioration sensible de la production et du traitement de l'information aux échelles nationales et régionales. AGRIS fédère par ailleurs l'ensemble des dimensions « information » traitées de façon spécifique dans chacune des composantes du PRIA.
19. A l'issue de la mise en place du premier Plan régional d'investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs, un second plan sera conçu pour compléter le premier à l'effet de renforcer ses acquis et de prendre en charge les autres priorités.

### **3 Description détaillée du plan et justification au regard des objectifs de l'ECOWAP**

#### **3.1 Justification au regard des objectifs de l'ECOWAP**

20. L'objectif général du plan régional d'investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs est de « moderniser l'agriculture pour la souveraineté alimentaire dans une perspective d'intégration régionale ».
21. Il a pour finalité l'accélération de la croissance économique pour améliorer les revenus des différents acteurs, réduire la pauvreté et assurer la préservation des ressources naturelles et de l'environnement.
22. Il est structuré autour de trois objectifs spécifiques : (i) la promotion des produits stratégiques pour la souveraineté alimentaire, (ii) la promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional et, (iii) la réduction de la vulnérabilité et la promotion de l'accès durable des populations à l'alimentation.

#### **3.2 Présentation synthétique**

##### **3.2.1 Présentation synthétique des résultats correspondant à l'objectif spécifique n°1**

23. L'atteinte de la souveraineté alimentaire régionale requiert de travailler en priorité sur des produits (i) qui disposent d'un potentiel de production important ; (ii) qui correspondent à l'évolution des habitudes alimentaires des populations ; (iii) et qui font l'objet d'importations extrarégionales importantes qui peuvent être substituées par la valorisation des complémentarités des bassins de production et la promotion des échanges régionaux.
24. L'ensemble des produits alimentaires (mil/sorgho, maïs et riz, racines et tubercules, fruits et légumes, produits animaux, etc.) concourt à la souveraineté alimentaire. Cependant, au regard des trois critères précédents, la priorité est donnée aux filières alimentaires stratégiques : riz-maïs-manioc d'une part ; bétail-viandes et produits dérivés d'autre part, et enfin les produits halieutiques.
25. La préoccupation qui sous-tend ce premier objectif spécifique est d'accompagner toutes les initiatives et stratégies régionales de développement des filières agro-alimentaires afin

d'améliorer les revenus des populations rurales, de réduire la dépendance alimentaire des Etats membres de la CEDEAO et de moderniser les systèmes de production. Il est structuré autour de trois résultats :

- **Résultat 1.1 :** Les produits alimentaires concourant à la souveraineté alimentaire : riz-maïs-manioc sont promus. Ce résultat intègre les activités d'appui, (i) à la modernisation des exploitations agricoles familiales et à l'intensification durable des systèmes de production ; (ii) au développement de l'irrigation, (iii) à la structuration et l'organisation des filières ou chaînes de valeur ; (iv) à la promotion de la transformation et de la valorisation des produits.
- **Résultat 1.2 :** Les filières bétail, viande et lait sont promues. Ce résultat comprend principalement les activités d'appui ayant trait ; i) à l'adaptation et à la sécurisation des différents systèmes d'élevage ; ii) à la gestion de la mobilité transnationale des troupeaux et la prévention / régulation des conflits sur l'usage des ressources ; iii) à la structuration et l'organisation des filières ou chaînes de valeur ; iv) à la promotion de la transformation et de la valorisation des produits.
- **Résultat 1.3 :** Une politique et des stratégies de gestion durable des ressources halieutiques sont définies et mises en œuvre. Deux activités concourent à l'atteinte de ce résultat : (i) la mise en cohérence des stratégies de gestion du secteur de la pêche et, (ii) l'amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'aquaculture.

### **3.2.2 Présentation synthétique des résultats correspondant à l'objectif spécifique n°2**

26. Qu'il s'agisse de l'environnement économique et commercial ou de l'environnement physique, des mutations majeures affectent le développement agricole régional. Cet objectif spécifique a un caractère plus global que le précédent en ce sens qu'il vise à mettre en œuvre un certain nombre d'activités qui permettent d'améliorer l'environnement de l'ensemble du secteur, quelles que soient les productions et les zones agro-écologiques. Elles ont donc une portée générale et permettent de ne pas repousser à des plans d'investissements ultérieurs l'ensemble des appuis aux sous secteurs jugés non prioritaires dans le cadre du premier objectif spécifique.
27. Cet objectif spécifique vise la construction d'un environnement commercial, physique, informationnel et institutionnel favorable à une transformation massive des systèmes de production et des filières agricoles en Afrique de l'Ouest. Il comporte quatre résultats :
- **Résultat 2.1 :** L'environnement commercial des filières agro-alimentaires est amélioré. Trois activités majeures concourent à l'atteinte de ce résultat : (i) la promotion du commerce régional des produits vivriers ; (ii) le développement des infrastructures de commerce adaptées aux produits agricoles et (iii) l'adaptation et la mise en œuvre des nouvelles dispositions commerciales aux frontières de l'espace CEDEAO.
  - **Résultat 2.2. :** Des mécanismes d'adaptation à la variabilité et au changement climatiques et de gestion intégrée des ressources partagées sont mis en place au niveau régional. Ce résultat est décliné en deux activités : (i) le renforcement de la recherche régionale sur les changements climatiques et leurs impacts sur les systèmes productifs ; (ii) le renforcement des capacités de gestion intégrée des ressources partagées en eau.
  - **Résultat 2.3 :** Un système d'information et d'aide à la décision est opérationnel et permet d'assurer le suivi, (i) du contexte environnemental et macro économique ; (ii) des politiques agricoles ; (iii) des systèmes productifs et de la



situation alimentaire et nutritionnelle et (iv) des marchés et des opportunités d'échanges.

- **Résultat 2.4:** Un cadre sous régional permettant le renforcement des capacités institutionnelles et humaines est établi. L'activité concourant à l'atteinte de ce résultat est le soutien régional aux initiatives de renforcement des capacités.

### **3.2.3 Présentation synthétique des résultats correspondant à l'objectif spécifique n°3**

28. Le développement des productions alimentaires régionales requiert une meilleure rémunération des producteurs et des autres agents des filières, tout en recherchant une amélioration de la compétitivité des produits pour réduire le coût de l'alimentation pour l'ensemble des consommateurs ouest africains. A court terme, la hausse des prix induite par l'environnement mondial et cette stratégie de promotion des produits régionaux sont de nature à renforcer les difficultés d'accès à l'alimentation des populations vulnérables. Un sous programme dans ce domaine se justifie (i) au regard des objectifs de sécurité alimentaire<sup>1</sup> poursuivis par la Communauté régionale et internationale et, (ii) pour garantir la faisabilité de la politique de développement agricole et de promotion de la souveraineté alimentaire, compte tenu de la proportion de la population affectée par les difficultés d'accès économique à l'alimentation.
29. Ce troisième objectif spécifique contribue à assurer la couverture des besoins alimentaires des populations vulnérables et à réduire la vulnérabilité structurelle des populations tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Il est structuré autour de trois résultats :
- **Résultat 3.1 :** Le cadre régional harmonisé d'analyse des causes structurelles de la vulnérabilité et des instruments permettant de la réduire est actualisé et mis en œuvre. L'atteinte de ce résultat est envisagée au moyen de la réalisation de l'activité « appui à la définition d'une approche commune de la vulnérabilité et des instruments d'intervention ».
  - **Résultat 3.2 :** Le dispositif de suivi de la vulnérabilité et de prévention des crises alimentaires est amélioré et adapté. Deux activités concourent à la réalisation de ce résultat, (i) l'adaptation/création de dispositifs de prévention intégrant l'évolution des risques, (ii) le développement de la capacité d'aide à la décision pour la prévention des crises et le ciblage des interventions
  - **Résultat 3.3.** Des instruments régionaux d'appui à la capacité nationale de prévention et de gestion des crises alimentaires et de réduction de la vulnérabilité des populations pauvres sont mis en œuvre. Quatre activités sont prévues à ce titre : (i) la conception du plan de contingence régional ; (ii) le renforcement des stocks nationaux et la constitution du stock régional de sécurité alimentaire ; (iii) l'appui aux initiatives nationales « innovantes » de filets sociaux de sécurité et (iv) l'harmonisation des méthodologies d'évaluation des impacts des filets sociaux et le soutien aux évaluations dans une perspective de capitalisation régionale.

### **3.2.4 Récapitulatif des objectifs spécifiques et résultats attendus**

<sup>1</sup>

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active (Extrait de la Déclaration adoptée lors du Sommet mondial de l'alimentation – Rome – Novembre 1996)

**Tableau 1 - Vue d'ensemble de la logique d'intervention**

Activités	Objectifs spécifiques	Résultats attendus
	O.S. n°1 : Promotion des produits stratégiques pour la sécurité et la souveraineté alimentaires	Résultat 1.1 : L’Afrique de l’Ouest assure la majeure partie de ses besoins en produits alimentaires de base à travers la promotion de la culture du riz, du maïs et du manioc..
		Résultat 1.2 : Les importations régionales en produits et sous-produits animaux sont diminuées substantiellement à travers la promotion des systèmes d’élevage et des filières de produits animaux.
		Résultat 1.3 : Une politique et des stratégies de gestion durable des ressources halieutiques sont définies et mises en œuvre.
	O.S. n°2 : Promotion d’un environnement global favorable au développement agricole régional	Résultat 2.1 : L’environnement commercial des filières agro-alimentaires est amélioré.
		Résultat 2.2. : Des mécanismes d’adaptation à la variabilité et au changement climatiques et de gestion intégrée des ressources partagées sont mis en place au niveau régional.
		Résultat 2.3 : Un système d’information et d’aide à la décision est opérationnel
		Résultat 2.4: Les capacités des institutions et des acteurs régionaux sont renforcées
	O.S. n°3 : Réduction de la vulnérabilité alimentaire et promotion de l’accès durable à l’alimentation	Résultat 3.1 : Un cadre régional harmonisé d’analyse des causes structurelles de la vulnérabilité et des instruments permettant de réduire est actualisé et mis en œuvre.
		Résultat 3.2 : Le dispositif de suivi de la vulnérabilité et de prévention des crises alimentaires est amélioré et adapté.
		Résultat 3.3. Des instruments régionaux d’appui à la capacité nationale de prévention et de gestion des crises alimentaires et de réduction de la vulnérabilité des populations pauvres sont mis en œuvre.
	Pilotage, mécanisme de financement et dispositif de suivi-évaluation	

### **3.3 Présentation détaillée de l'objectif spécifique n°1 : Promotion des produits stratégiques pour la sécurité et la souveraineté alimentaires**

#### **3.3.1 Objet et champ thématique de l'objectif spécifique n°1**

30. Le premier sous programme du Plan régional d'Investissement traite de la « *Promotion des produits vivriers stratégiques pour la souveraineté alimentaire* » et vise à développer un ensemble de produits, qui du point de vue de leur potentiel de production et de la place qu'ils occupent dans le système alimentaire de la région contribuent de façon décisive à (i) l'amélioration des revenus des ruraux, (ii) la réalisation de la sécurité alimentaire, voire de la souveraineté alimentaire des populations et (iii) la lutte contre la pauvreté. Il s'agit pour l'essentiel de produits pour lesquels, la région dispose d'un important potentiel permettant de produire suffisamment de denrées pouvant réduire substantiellement les importations. Ces dernières ont, en effet tendance à croître ces dernières années.
31. Trois catégories de productions végétales, animales et halieutiques sont visées. La première catégorie porte sur la promotion des productions céréalières en général, du riz et du maïs en particulier et des plantes à racine, le manioc en l'occurrence. Ces produits, qui circulent le mieux dans la région, sont représentatifs des différents écosystèmes et connaissent une forte croissance de leur demande à des fins de multiples usages : consommation humaine, alimentation animale et besoins industriels. En dépit des progrès enregistrés sur le front de la production au cours des vingt cinq dernières années, l'offre domestique de ces deux catégories de productions végétales est encore loin de couvrir entièrement une demande régionale sans cesse croissante.
32. La seconde catégorie de produits porte sur les filières animales et dérivés, viandes et lait. Tout comme pour les céréales et les produits dérivés du manioc, l'Afrique de l'Ouest demeure une région où la consommation de la viande et des sous produits animaux est des plus faibles du monde. L'ensemble des viandes produites dans la région totalise un volume de 2,35 millions de tonnes soit 8,7 kg par habitant; celle de lait est estimée à 2,05 millions de tonnes, soit un volume de l'ordre de 7,7 litres par habitant. En effet, en dépit de l'important potentiel dont dispose la région (quelques 210 millions d'ha de pâturage) et de l'importance de son cheptel, la région voit sa dépendance extérieure en protéines animales croître au fil des années. Les importations de produits carnés, de plus en plus dominées par des produits de volaille en provenance du Brésil, de l'Argentine et de l'UE, sont en nette croissance et constituent une sorte de dés-incitation à la production régionale. La région est également dépendante des produits laitiers, notamment du lait en poudre, antérieurement subventionné par l'Union Européenne.
33. Les produits halieutiques provenant tant de la pêche maritime et continentale que de l'aquaculture en pleine expansion constituent la troisième catégorie de produits. La production totale de poissons de l'Afrique de l'ouest était estimée en 2002 à 1.654.062 tonnes: 1.106.817 tonnes pour la pêche maritime, 507.048 tonnes pour la pêche continentale et de 40.197 tonnes pour l'aquaculture. La production halieutique de l'Afrique de l'Ouest représente environ 22 % de la production totale de l'Afrique et moins de 2% de celle de l'ensemble du monde.
34. La région en exporte quelques 550 000 tonnes pour une valeur estimée à 1,75 milliards de dollars par an. Le sous secteur de la pêche est confronté à de multiples contraintes qui

rejaillissent sur le volume des prises : faible coordination des politiques nationales, pillage des ressources marines par les bâtiments étrangers, du fait de la faiblesse des dispositifs de surveillance, nombreuses contraintes liées au développement de l'aquaculture.

35. Sur ces trois catégories de produits, l'ensemble des pays de la région ont élaboré des stratégies de développement. Cette composante du Plan Régional d'investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs se propose de mettre en œuvre un certain nombre de mesures incitatives visant principalement à i) moderniser les systèmes d'exploitation agricole, agropastoraux et pastoraux, ainsi que l'élevage de volailles et de pêche, ii) promouvoir l'accès aux ressources et facteurs de production, iii) appuyer la structuration des filières et enfin, iv) contribuer à la valorisation des productions à travers le développement de la transformation et la création des chaînes de valeur.

### **3.3.2 Problématique**

#### **3.3.2.1 Exposé des principaux problèmes à résoudre**

##### **3.3.2.1.1. *Persistance de la faible productivité de l'agriculture ouest africaine***

36. Le secteur agricole ouest africain a enregistré d'importants progrès au cours des vingt cinq dernières années, notamment une augmentation notable des productions, toutes spéculations confondues<sup>2</sup>. Le volume des productions dites de rente est ainsi passé de quelques 19 millions de tonnes en 1980 à 38 millions en 2006, soit 100% d'accroissement. Celui de l'ensemble des produits vivriers a été multiplié par 3,5 en passant de 59 millions de tonnes en 1980 à 212 millions en 2006.

37. Cependant, ces résultats masquent un des problèmes essentiels auxquels l'agriculture ouest africaine est confrontée : sa faible productivité. Les rendements de production sont encore très bas et ne progressent que faiblement. Entre 1980 et 2006, la progression des rendements a été en moyenne de 42% seulement. Ce rythme de progression n'a influencé l'augmentation du volume de production qu'à concurrence de 30%. De ce fait l'accroissement de la production n'a été obtenu qu'au moyen d'une forte progression des surfaces cultivées (229 % d'augmentation sur la période 1980-2005). Ce modèle extensif de croissance de la production n'est plus viable et reproductible (exploitation de terres marginales, dégradation des sols, conflits d'usage sur les ressources foncières, etc.). Les changements climatiques en cours vont rendre plus complexe cette situation.

38. Cette faible productivité recouvre des disparités selon les produits et les bassins de production. Dans le cas des céréales, l'augmentation des productions s'explique par le doublement des surfaces cultivées, alors que les rendements ne progressent que de 14%. Dans le cas des tubercules et des racines, la croissance des volumes produits s'explique par la multiplication par neuf des surfaces qui y sont consacrées. Le niveau de productivité est très fortement tributaire des conditions de production, notamment des conditions naturelles, de l'accès aux technologies, au crédit et aux intrants et de l'existence d'un marché solvable.

39. De façon spécifique, la productivité des principales productions végétales reste faible. Celle des céréales en général est comprise entre 600 kg et 1000 kg/ha, avec une pointe de 1,5 tonne pour le maïs contre une moyenne mondiale qui est de l'ordre de 8 tonnes. Celle du riz affiche une moyenne régionale de 2,5 tonnes par ha contre un rendement moyen mondial de 4,5 tonnes. Celle du manioc plafonne à 15 tonnes contre 40 tonnes pour les rendements moyens mondiaux. Cette faible productivité se double d'importantes pertes

---

<sup>2</sup>

Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde ; 2007 : les potentialités agricoles de l'Afrique de l'Ouest

post récolte, en lien avec la faible disponibilité et performance des infrastructures de conservation et de stockage. Les pertes post récolte de maïs se montent à 17%, contre une moyenne mondiale estimée à 4 % seulement.

40. Les volumes de production de ces trois produits vivriers ont de ce fait connu des évolutions très différenciées. Le volume de la production de maïs est ainsi passé de quelques 2 130 000 tonnes en 1980 à 11 778 000 tonnes en 2006, soit un accroissement moyen de 4,5 %. Celui du riz a crû à un rythme plus lent de 1,8 % en passant de 3 200 000 en 1986 à 9 000 000 en 2006. Enfin la production du manioc, très fortement localisée dans les pays côtiers forestiers, mais dont les dérivés alimentent de plus en plus le commerce régional, est passée de 16 400 000 tonnes en 1986 à 63 260 000 tonnes en 2006, soit un taux moyen de progression de 2,8% proche de la croissance démographique. On doit ces résultats aux importants efforts en matière de recherche de l'IITA sur les variétés à haut rendement de manioc.
41. La situation des filières élevage, et ses sous produits est globalement similaire à celle des productions végétales. Si l'élevage des espèces à cycles court a connu un boom important au cours des dernières années, celui des ruminants accuse toujours une faible productivité que la piètre qualité des données statistiques ne permet pas d'apprécier à leur juste valeur. La valorisation des zones par les ruminants sur la base de systèmes extensifs permet cependant de produire de la viande de qualité à faible coût. Le cheptel des volailles était estimé à quelques 400 millions de têtes en 2006, et celui des bovins à 57 millions, des caprins à 100 millions et des ovins à 83 millions.
42. La situation des filières halieutiques n'est pas reluisante, non plus. L'Afrique de l'Ouest enregistre depuis quelques années une baisse sensible de la consommation moyenne de poisson par habitant, estimée pour la période 2001-2005 à environ 12,9 kg. La baisse des captures dans un contexte d'augmentation de la demande induite par l'accroissement de la population et des besoins extérieurs, constitue la cause essentielle de la dégradation de la situation.

#### **3.3.2.1.2 Une forte et croissante dépendance alimentaire de la région.**

43. La valeur des importations agro-alimentaires de l'Afrique de l'Ouest est passée de quelques 3,2 milliards de dollars US au cours de la période 1994-1996 à 7,1 milliards entre 2004 -2006, soit une progression de 221 %. Celles des céréales sont passées de 1,2 milliards à 2,8 milliards, soit une augmentation de 233% au cours de la même période. Elles ont été renchériées tant en volume, qu'en valeur par la crise alimentaire née de la flambée des prix des produits de base dès le début de l'année 2007.
44. En dépit de ses énormes potentialités, l'Afrique de l'Ouest demeure un importateur net de céréales, du riz, du blé et du maïs. Les importations de riz pour lesquelles, il existe des données plus ou moins fiables se montaient à près de 7 millions de tonnes en 2008, soit quelques 50 % des besoins de la région. Le Nigeria à lui seul importe officiellement plus de 1,7 millions de tonnes auxquelles il faut ajouter les 500 milles tonnes provenant de la réexportation via le Bénin et le Niger. Il est suivi du Sénégal avec 700.000 tonnes, de la Côte d'Ivoire avec quelques 450.000 tonnes et du Ghana avec 350.000 tonnes. A l'exception du Mali qui est proche de l'autosuffisance, la plupart des pays sont à moins de 35% d'auto-alimentation en riz.
45. Les importations régionales de maïs sont moins importantes, mais connaissent une croissance forte du fait de la demande pour l'alimentation de la volaille et accessoirement humaine. De nombreux pays qui ont développé un secteur d'élevage de volaille ont de plus en plus recours à des importations extra africaines de cette céréale. L'évolution

récente du marché international de ce produit fait craindre une possible diminution de l'accessibilité pour la consommation humaine en raison de l'augmentation de la demande industrielle mondiale pour les biocarburants et l'alcool. Rappelons que le maïs constitue un aliment de base pour environ 50% de la population en Afrique au Sud du Sahara. En Afrique de l'Ouest, sa consommation a connu une progression territoriale ces dernières années en lien avec l'extension de l'aire de la production de cette céréale aux zones cotonnières.

46. Le marché des produits dérivés à base du manioc (cossette, tapioca et gari) est moins tendu. La région importe de faibles quantités des pays asiatiques. Par contre, elle reste largement dépendante du marché international de l'amidon. Le Nigeria, le Ghana et dans une moindre mesure le Mali et le Sénégal sont les plus gros importateurs de la région. L'Afrique de l'Ouest qui constitue actuellement la plus importante région productrice mondiale de manioc, tire très peu profit des opportunités offertes par le marché mondial de l'amidon que le FIDA évalue à quelques 20 milliards de dollars US. Elle a également très peu développé la production des cossettes pour l'alimentation de bétail, produit par lequel, la Thaïlande a conquis le marché international des dérivés du manioc.
47. L'offre régionale des produits animaux, notamment de la viande et du lait est encore largement en dessous des besoins de la région. Les travaux récents estiment à une moyenne de 631.000 tonnes par an, la production de viande bovine et à 1,26 millions de tonnes celle des petits ruminants. L'ensemble des viandes produites dans la région totalise un volume de 2,35 millions de tonnes soit 8,7 kg par habitant. La production de lait est estimée à 2,05 millions de tonnes, soit de l'ordre de 7,7 litres par habitant, ce qui représente une consommation moyenne par habitant très faible.
48. Sur la période 1994-1996 à 2004- 2006, les importations ouest africaines de viandes et préparations, toutes catégories confondues ont été multipliées par presque 2, passant de quelques 126 085 000 dollars US à 258 658 000 dollars. Le volume des importations de viandes de volailles a été multiplié par plus de 5,5 sur la période. En 2007, l'offre de viandes importées (réfrigérées et congelées d'origine extra africaine) a pour la première fois, dépassé celle de viande fraîche provenant du bétail local et importé de la région : 29 742 tonnes contre 22 525 tonnes, en Côte d'Ivoire par exemple.
49. Les importations de produits laitiers de la région ont connu une nette progression au cours des dix dernières années. Selon les statistiques de la FAO, la valeur des importations de produits laitiers de l'Afrique de l'Ouest est passée de 323,4 millions de dollars en 2000 à 740,8 millions en 2008, soit une augmentation de 129 %.

### **3.3.2.2 Les programmes en cours dans la région**

50. Tant au niveau des pays que de la région, de nombreux programmes portant sur le développement des céréales, des plantes à racines et tubercules, des systèmes d'élevage (ruminants et volailles, ainsi que la promotion des produits dérivés – lait, viandes, cuirs et peaux) ont été initiés et mis en œuvre.
51. En ce qui concerne le cas précis des céréales, il convient de mentionner les nombreuses initiatives prises par tous les pays de la région pour promouvoir le développement à court et moyen termes de la production du maïs et surtout du riz. Il s'agit de mettre en œuvre un certain nombre de mesures incitatives (subvention des intrants, allocation de crédit de campagne, achats des produits). Ces programmes nationaux généralement limités ont connu une nouvelle impulsion en 2007 et 2008 en réponse à la crise née de la flambée des prix. Ils sont désormais relayés par des programmes de plus grande envergure :

- a. **Le projet japonais de développement de la riziculture en Afrique.** Il porte sur un montant de 4,2 milliards de dollars US. Six pays ouest africains sont bénéficiaires de ce programme : le Ghana, la Guinée, le Mali, le Nigeria, le Sénégal et la Sierra Leone. Il est centré sur la recherche variétale et l'approvisionnement en intrants.
- b. **La Banque Islamique de Développement (BID) et un groupe d'investisseurs saoudien, envisagent un plan de promotion du riz sur sept ans** pour réduire la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations. Le montant global du projet est estimé à un (1) milliard de dollars US. Ce projet, dénommé 7 x 7 vise à aménager 700.000 hectares de terres agricoles pour produire, dans les sept prochaines années, 7 millions de tonnes de paddy. Le Mali et le Sénégal figurent parmi les pays bénéficiaires potentiels du projet en Afrique de l'Ouest.
- c. Plusieurs autres initiatives d'envergure régionale ont été ciblées l'office du Niger pour leur mise en œuvre : UEMOA, CENSAD, Lybie.

**52. Les plantes à racines et tubercules, notamment le manioc et l'igname font l'objet de nombreux programmes et projets en Afrique de l'Ouest,** principalement dans les pays forestiers. Parmi les projets les plus connus figurent, (i) le « Root and Tuber Improvement and Marketing Program » au Ghana (2006-2014) pour un financement total de 27 millions \$ US, et l'initiative spéciale du Président KUFOR pour le manioc ; (ii) le « Root and Tuber Improvement Program » du Nigeria (2001-2009) pour un financement de 36 millions \$ US ; (iii) le Programme de Développement des Racines et tubercules (PDRT) au Bénin (2001-2008) pour un financement de 19,2 millions \$ US. Enfin, il faut signaler le programme dénommé « Initiative Régionale pour la Transformation et la Commercialisation du Manioc (IRPCM) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre » piloté par le FIDA. Ce programme vise à développer les chaînes de valeur au sein de la filière manioc pour élargir les débouchés.

- 53. Au titre du développement du secteur de l'élevage qui contribue pour près de 44 % à la formation du PIB agricole de la région, on peut mentionner :
  - a. **Le projet Alive de la Banque mondiale, démarré en 2004** et qui vise principalement (i) l'amélioration de la productivité des systèmes pastoraux, (ii) la promotion de l'élevage intensif, et (iii) la mise en œuvre d'un plan d'action et d'un plan d'investissement pour le secteur de l'élevage.
  - b. **L'Initiative Elevage, Environnement et Développement (LEAD),** visant principalement à promouvoir les ressources naturelles pour le développement de l'élevage. Le programme intervient prioritairement dans les zones arides et semi-arides.
  - c. **Le Programme Pro-Poor Livestock Policy Facility (PPLF), financé par le DFID et mis en œuvre par la FAO depuis 2001,** qui a pour objectif le développement de l'élevage à l'effet de réduction de la pauvreté des populations africaines.
  - d. **L'Initiative Mondiale pour un Pastoralisme Durable,** qui vise à responsabiliser les éleveurs pour leur permettre de gérer durablement les ressources naturelles.
  - e. **Le programme conjoint CEDEAO-UEMOA visant la sécurisation de l'économie pastorale en Afrique de l'Ouest.**
  - f. **Le programme de lutte contre la grippe aviaire** mis en œuvre par la CEDEAO.

54. En ce qui concerne le secteur de la pêche, on peut mentionner les projets et programmes suivants :

- a. **Le Programme Régional de Conservation des Ressources Marines et Côtières en Afrique de l'Ouest (PRCM) est une** initiative conjointe de quatre Organisations Internationales non gouvernementales à savoir, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), le Fonds Mondial pour la Nature (WWF), Wetlands International et la Fondation Internationale du Banc d'Arguin (FIBA) en partenariat avec la Commission sous-régionale des Pêches (CSRP). Il couvre sept Pays : Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée, Sierra Leone et Cap Vert.
- b. **Le Partenariat pour la pêche en Afrique (PPA) ou Le PAF du NEPAD qui** vise à soutenir un cadre politique émergeant en définissant des processus qui vont renforcer les capacités de l'Afrique de prendre en considération, déterminer et mettre en œuvre **des reformes sensibles en matière de gouvernance et du commerce de la pêche**
- c. **Appui à la CSRP pour le développement d'initiatives de cogestion et pour l'intégration des AMP dans l'aménagement des pêches en Afrique de l'Ouest.** Le projet cherche à contribuer à la stabilité environnementale, économique et politique en Afrique de l'Ouest par une meilleure gestion de la pêche et de l'environnement marin et une amélioration des capacités à maîtriser les conflits d'usage entre acteurs et pays de la sous région
- d. **Appui à la Gestion des Ressources Halieutiques en Afrique de l'Ouest (AGRHAO).** La CSRP coordonne l'harmonisation des approches vers une exploitation durable des ressources halieutiques dans la sous région avec un renforcement des capacités institutionnelles de la CSRP (Secrétariat Permanent et Etats Membres
- e. **Projet Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO) Phase Préparatoire.** Le but est de favoriser l'accroissement durable de la richesse générée par l'exploitation des ressources halieutiques en Afrique de l'Ouest et la part de cette richesse captée par les pays et les opérateurs de la sous région
- f. **Fonds de Promotion des Pêches.** Le but est de renforcer les capacités de la COMHAFAT et de ses membres principalement dans le domaine du développement et de la gestion des pêches. Ce projet est financé par le gouvernement japonais pour une durée de dix ans.
- g. **Programme de Coopération FAO/Gouvernement d'Espagne.** Le projet entend favoriser l'investissement dans l'aquaculture pour réduire la pauvreté dans le bassin du fleuve Volta. Il favorisera la création des opportunités pour les aquaculteurs africains à faibles revenus à travers une meilleure gestion des ressources génétiques du Tilapia
- h. **Le projet sur l'Approche Ecosystémique dans les pêcheries marines des pays en développement – EAF Project (GCP/INT/003/NOR).** Il cherche à appuyer les institutions de recherches halieutiques et les administrations chargées de la gestion des pêches des pays participants au projet en vue d'améliorer les connaissances sur les écosystèmes marins de sorte à ce qu'ils puissent les utiliser par la suite dans la planification et le suivi, et par la même occasion s'approprier les principes clés de l'Approche Eco systémique des Pêches (AEP).



- i. **Le projet de protection du CCLME (Canary Current Large Marine Ecosystem).** L'objectif est de permettre aux pays concernés de prendre en charge les préoccupations transfrontalières relatives au déclin des pêches, à la biodiversité et à la qualité de l'eau à travers des programmes de réformes, d'investissements et de gestion.
- j. **Appui à la gestion des pêches en Afrique de l'Ouest (région couverte par la CSRP).** Il s'agit de: (i) promouvoir la contribution de la pêche aux économies des pays membres de la Commission sous régionale des pêches (CSRP); (ii) contribuer à rendre cohérentes les politiques d'aménagement des pêches des Etats membres.
- k. **Renforcement de la coopération sous-régionale pour le suivi, le contrôle et la surveillance (SCS) des activités de la pêche dans la zone de la Commission Sous-régionale des Pêches (CSRP).** Il vise à promouvoir l'application concertée des pratiques de pêche responsables notamment en contribuant à la réduction de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et de ses effets sur le milieu marin et sur la viabilité économique du secteur dans les Etats membres de la CSRP.

### **3.3.2.3 Enseignements et limites des programmes antérieurs**

55. L'Afrique de l'Ouest a enregistré plusieurs programmes destinés à promouvoir le développement du secteur agricole et pastoral. Si ces programmes ont le mérite de toucher la quasi-totalité des sous secteurs, ils ont rarement été inscrits dans une perspective de mise en œuvre d'une véritable politique régionale. La vision intégrée de l'ensemble des sous secteurs a également rarement été prise en compte. Cette approche a conduit à « un développement du secteur agricole sans gains de productivité ». Les augmentations des productions ont été obtenues par la mise en œuvre de systèmes de production consommateurs de ressources naturelles.
56. Pire, les objectifs de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté, assignés à ces programmes sont loin d'être atteints. Faute d'avoir pu réaliser sa révolution verte, l'Afrique en général, et l'Afrique de l'Ouest en particulier, restent encore fortement dépendantes du marché international pour leur approvisionnement en un certain nombre de produits pour lesquels, elles disposent pourtant d'importantes potentialités.
57. Ce qui a manqué aux programmes, c'est d'une part, un cadre cohérent de politique d'intervention, notamment l'absence d'instruments de coordination et d'autre part une démarche consensuelle tant dans le processus de leur élaboration qu'au stade de leur mise en œuvre. Beaucoup de programmes n'ont, de ce fait pas toujours été le reflet des priorités des bénéficiaires, situation qui explique le caractère mitigé des résultats opérationnels obtenus.

### **3.3.3 Liens avec les orientations et axes de l'ECOWAP/PDDAA**

58. Ce programme vise essentiellement à mettre en œuvre le premier axe d'intervention de la politique agricole de la CEDEAO. Cet axe postule « l'accroissement de la productivité et de la compétitivité de l'agriculture, essentiellement de l'agriculture familiale ». Il met l'accent sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'accroissement des revenus des producteurs, la réduction de la pauvreté tant au niveau de l'exploitation que des communautés rurales.
59. Plus spécifiquement, ce programme capitalise les initiatives formulées dans les quatre premiers domaines du Programme Régional d'Investissement de l'ECOWAP :

- a. L'amélioration de la gestion de l'eau, comprenant: i) l'amélioration de l'irrigation; (ii) la gestion intégrée des végétaux aquatiques envahissants; (iii) le renforcement des capacités des organisations de bassins transfrontaliers.
  - b. Le développement durable des exploitations agricoles, comprenant: (i) la gestion intégrée de la fertilité des sols; (ii) le renforcement des services de support aux producteurs; (iii) la dissémination de technologies améliorées ;
  - c. La gestion améliorée des autres ressources naturelles, comprenant: (i) l'organisation de la transhumance et l'aménagement des parcours; (ii) la gestion durable des ressources forestières; (iii) la gestion durable des ressources halieutiques ;
  - d. Le développement des filières agricoles et la promotion des marchés, comprenant: (i) le développement des différentes filières (vivrières, horticole, cultures d'exportation, bétail-viande et aviculture, produits agro-forestiers de cueillette, pêche artisanale et aquaculture) ; (ii) le renforcement des services de support aux opérateurs ; (iii) la promotion du commerce national, régional et international.
60. Il s'inscrit également dans le cadre de l'Offensive régionale pour la production alimentaire et la lutte contre la faim, qui a retenu trois axes d'intervention :
- i. l'accroissement rapide et durable des productions alimentaires,
  - ii. la structuration des filières et la régulation des marchés,
  - iii. la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables.

#### **3.3.4 Vue d'ensemble de la logique d'intervention de l'objectif spécifique n°1**

Cf. tableau de la page suivante.

**Tableau 2 – Logique d'intervention de l'objectif spécifique n°1 : Première partie (riz, maïs, manioc)**

O.S. n°1 Promotion des produits stratégiques pour la sécurité et la souveraineté alimentaires	Résultats attendus	Activités	Actions
	Résultat 1.1 : L'Afrique de l'Ouest assure la majeure partie de ses besoins en produits alimentaires de base à travers la promotion de la culture du riz, du maïs et du manioc	Activité 1.1.1 : Appuyer la modernisation des exploitations agricoles familiales et l'intensification durable des systèmes de production	Action 1.1.1.1 : Mise en place d'un mécanisme de cofinancement de subvention des engrais
			Action 1.1.1.2 : Mise en place d'un mécanisme de cofinancement de subvention de petit matériel innovant
			Action 1.1.1.3 : Renforcement du réseau de distribution d'intrants
			Action 1.1.1.4 : Mise en place d'un mécanisme de garantie des crédits intrants
			Action 1.1.1.5 : Création et diffusion de nouvelles semences
			Action 1.1.1.6 : Evaluation d'un impact des programmes spéciaux ainsi que des politique fiscales et tarifaires sur l'intensification
			Action 1.1.1.7 : Réglementation sur les intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, semences) et appui à leur application
			Action 1.1.1.8 : Promotion de la production locale d'engrais
			Action 1.1.1.9 : Sécurisation du foncier
		Activité 1.1.2 : Renforcer l'irrigation	Action 1.1.2.1 : Diffusion des bonnes pratiques pour la petite et grande irrigation
		Activité 1.1.3: Structurer les filières	Action 1.1.3.1 : Appui aux réseaux régionaux d'organisations de producteurs et interprofessions
		Activité 1.1.4 : Promouvoir la transformation et la valorisation des produits	Action 1.1.3.2 : Appui au commerce interrégional des produits vivriers
			Action 1.1.4.1 : Réglementation, normalisation et certification des produits et formation des acteurs
			Action 1.1.4.2 : Diffusion de nouvelles technologies adaptées de transformation

**Tableau 3 – Logique d'intervention de l'objectif spécifique n°1 : Deuxième partie (bétail, viande, lait, ressources halieutiques)**

O.S. n°1 Promotion des produits stratégiques pour la sécurité et la souveraineté alimentaires	Résultats attendus	Activités	Actions
	Résultat 1.2 : Les importations régionales en produits et sous-produits animaux sont diminuées substantiellement.	Activité 1.2.1 : Promouvoir les filières animales bétail viande	Action 1.2.1.1 : Promotion de la santé animale : Action 1.2.1.2 : Promotion de la production d'aliments du bétail et accessibilité (8)
		Activité 1.2.2 Renforcer la mobilité transnationale et prévention des conflits	Action 1.2.2.1 : Matérialisation des axes transfrontaliers et aménagement des parcours Action 1.2.2.2 : Adaptation des textes sur la transhumance transnationale, appui à leur vulgarisation et contrôle de leur application Action 1.2.2.3 : Mise en place un cadre régional de prévention des conflits
			Action 1.2.3.1 : Promotion des marchés autogérés Action 1.2.3.2 : Renforcement de l'organisation de l'interprofession et structuration des filières Action 1.2.3.3 : Promotion de la transformation et valorisation des produits animaux
		Activité 1.2.3 : Structuration des filières de productions animales	
	Résultat 1.3 : Une politique et des stratégies de gestion durable des ressources halieutiques sont définies et mises en œuvre	Activité 1.3.1. Assurer la cohérence des stratégies de gestion du secteur de la pêche	Action.1.3.1.1 : Formulation d'une politique régionale de la pêche Action 1.3.1.2 : Harmonisation des textes réglementaires en matière de pêche
		Activité 1.3.2 : Assurer la gestion durable des ressources halieutiques maritimes et continentales	Action 1.3.2.1 : Appui à la réalisation de travaux de construction d'infrastructures d'aménagement des cours et plans d'eaux. Action 1.3.2.2 : Sécurisation des ressources halieutiques tant maritimes que continentales Action 1.3.2.3 : Amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'aquaculture et de la pisciculture Action 1.3.2.4 : Accompagnement de la structuration et la professionnalisation des acteurs

### **3.3.5 Résultat 1.1 : L'Afrique de l'Ouest assure la majeure partie de ses besoins en produits alimentaires de base à travers la promotion de la culture du riz, du maïs et du manioc.**

61. Pendant longtemps, les stratégies de développement agricole ont mis l'accent sur la promotion des filières d'exportation pour lesquelles le retour sur l'investissement est plus rapide. Cette situation a été renforcée par la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel, qui de par leur caractère libéral, ont favorisé les importations massives de produits alimentaires à bas prix. Elles ont ainsi contribué à une sorte de dés-incitation de la promotion des produits vivriers locaux. Selon IFPRI, « les pays africains disposent de potentiels nécessaires pour réduire la pauvreté et garantir la sécurité alimentaire durant les 15 à 20 prochaines années en ciblant des politiques et stratégies d'investissement dans le but : (i) d'augmenter le taux de croissance moyen de la production agricole de 50% ; (ii) et d'accélérer le taux de croissance du PIB à hauteur de 6,5 à 8%. »
62. Les filières, riz, maïs et manioc, constituent sans nul doute celles qui se prêtent le mieux à l'atteinte de cet objectif : existence d'une forte potentialité régionale, maîtrise des techniques de production, et forte demande d'un marché régional en pleine expansion (selon la FAO, la demande en riz de l'Afrique de l'Ouest croît à un rythme annuel de 6%).
63. L'objectif est de contribuer à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des systèmes de production de la région, pour satisfaire à des coûts compétitifs la demande alimentaire des populations.

#### **3.3.5.1 Activité 1.1.1 : Appuyer la modernisation des exploitations agricoles familiales et l'intensification durable des systèmes de production.**

64. Le secteur agricole ouest africain est dominé par de petites exploitations familiales, très vulnérables aux différents chocs : aléas climatiques, dégradation continue de la fertilité des sols et imperfection du marché. Ces exploitations agricoles éprouvent d'énormes difficultés à accéder aux facteurs de production (intrants et matériels agricoles) dont le niveau d'utilisation est un des plus bas du monde. Dans ce contexte les producteurs en viennent à développer des stratégies alternatives de survie fondées sur la surexploitation des ressources naturelles et la sous rémunération du travail. La modernisation des exploitations agricoles, s'inscrit dans une perspective d'intensification des systèmes de production, de gestion durable des ressources naturelles, d'amélioration de la productivité et de la rémunération du travail, d'amélioration de la compétitivité des produits.
65. Cette activité vise essentiellement à transformer les systèmes d'exploitation agricoles familiaux en opérant une mutation de leur statut d'agriculture de subsistance à une agriculture de marché. Elles doivent en effet être capables de faire face aux trois enjeux majeurs des quinze à vingt prochaines années : enjeu de sécurité alimentaire pour une population sans cesse croissante, enjeu de croissance agricole pour éradiquer la pauvreté, enjeu d'intégration régionale avec le développement des échanges fondés sur les complémentarités de production.
66. Les actions proposées au titre de cette activité visent plusieurs objectifs :
- Promouvoir l'intensification en assurant durablement la disponibilité d'intrants et de petit matériel innovant à des prix incitatifs pour les producteurs, ce qui suppose, entre autres, un accès facilité aux crédits.

- Faciliter les investissements dans les aménagements hydro agricoles qui est une condition indispensable pour augmenter les rendements afin de satisfaire la demande future,
- Faciliter la production de nouvelles variétés de semences améliorées et la vulgarisation de nouvelles techniques culturales
- Harmoniser les mesures des pays membres visant la sécurité foncière

67. Un mécanisme de cofinancement régional pour l'intensification agricole vise le premier objectif à travers 4 actions qui sont interdépendantes. Ce mécanisme cherche à apporter une réponse cohérente au niveau régional, mais largement modulable selon les pays aux contraintes propres à chacun. Il est constitué d'un menu d'actions que les Etats membres peuvent décider de mettre en œuvre avec l'appui d'un cofinancement régional de la CEDEAO. Il comprend 4 actions, qui desserrent 4 contraintes :

- le prix des engrais par des subventions ciblées,
- le prix du petit équipement innovant par des subventions ciblées,
- la disponibilité des intrants par la mise en place d'un réseau de distribution (small dealer),
- le crédit par un fonds de garantie accessible aux banques.

68. Certaines de ces 4 actions sont obligatoires (elles constituent une condition à l'accès à un cofinancement régional dans le cadre du mécanisme mis en place) et d'autres facultatifs (les Etats peuvent, ou non, y souscrire, sans que cela affecte leur éligibilité au cofinancement pour les autres actions). Le taux de cofinancement communautaire pourrait être de 50% ce qui est suffisant pour donner à ce cofinancement une forte capacité d'entraînement, tout en évitant de déresponsabiliser les Etats. Cette activité se donne comme objectif une augmentation moyenne de 10% par an des consommations d'engrais pour atteindre les objectifs de la conférence d'Abuja à savoir une consommation de 23 kg ha d'unités fertilisantes d'ici 10 ans.

#### ***Action 1.1.1.1 : mise en place d'un mécanisme de cofinancement de subvention des engrais***

69. On estime la consommation de la zone CEDEAO à 1.2 millions de tonnes, ce qui représente 9 kg en moyenne d'éléments fertilisants à l'ha. Plus grave, cette faible utilisation d'engrais tend à stagner ces dix dernières années suite au recul de la culture du coton qui a vraisemblablement affecté indirectement l'utilisation d'engrais sur le maïs (engrais détourné sur les quantités destinées au coton), souvent cultivé dans les mêmes zones et par les mêmes producteurs.

70. L'engrais constitue le principal (mais non le seul) intrant agricole dont l'utilisation doit être promue par des subventions bien ciblées. L'enjeu est de permettre aux agriculteurs qui n'utilisent pas d'engrais (ou qui en utilisent trop peu) de l'utiliser dans des conditions économiquement rentables.

71. Il s'agit d'une action facultative, donc laissée à l'appréciation des Etats, avec une possibilité de modulation large par chaque Etat, mais selon des conditions de conception et de mise en œuvre définie au niveau communautaire.

- Les possibilités de modulation nationale sont :

- Choix du taux de subvention par le pays dans la limite d'un plafond communautaire. Chaque Etat qui décide de retenir cette mesure serait libre de fixer le taux de subvention qu'il souhaite, dans la limite du plafond communautaire fixé par la CEDEAO.
- Choix du ciblage. Il serait également libre de cibler cette mesure sur telle ou telle catégorie de producteurs, en fonction par exemple de la taille de l'exploitation, des zones agro-écologiques ou sur certaines cultures particulières.
- Les conditions communautaires sont :
  - Un système de *coupons*. Conformément à la stratégie engrais adoptée par la CEDEAO en 2006, le programme de subvention devrait passer obligatoirement par un système de coupons distribués aux agriculteurs.
  - Un taux de subvention *plafond*. Le taux de subvention admissible devrait être plafonné (par exemple à 50%), pour limiter le coût de la mesure, et éviter une utilisation antiéconomique des engrais et des distorsions de concurrence entre Etats sur les marchés des produits agricoles. Le niveau de subvention pourrait être modifié en cas de forte variation des cours internationaux.
  - La gestion par une *banque*. Le système des coupons devra être obligatoirement géré par une banque (auprès de laquelle le distributeur se ferait rembourser les coupons qu'il reçoit des agriculteurs),
  - Des distributeurs *agréés*. Seuls les distributeurs agréés (voir plus loin action 1.1.3 renforcement du réseau de distribution) seraient habilités à participer au programme et à se faire rembourser les coupons qu'ils reçoivent.
  - Un plafond des quantités de coupons par *exploitant*. Les quantités de coupons distribués devraient être plafonnées par exploitation (à titre d'exemple 100 kg), de sorte à éviter que le programme profite plus aux gros agriculteurs qu'aux petits. Ce plafond pourrait varier selon les pays, étant donné la variabilité de la taille des exploitations
  - Un suivi du *programme*. Des conditions de suivi du programme, propre à assurer la transparence du système et le respect des règles par les parties prenantes (distributeurs et utilisateurs d'intrants) devraient figurer parmi les conditions obligatoires à respecter par les pays.

Parties prenantes : CEDEAO ; Pays membres ; OP ; Banques

Maitres d'œuvre : Pays membres ; ARAA

Instrument mobilisé : Guichet « Appui à l'intégration agricole régionale » (enveloppe subvention)

Coût : 100 millions USD

#### **Action 1.1.1.2 : mise en place d'un mécanisme de cofinancement de la subvention de petits matériels innovants**

72. L'action vise à améliorer la diffusion du matériel agricole permettant l'intensification, c'est-à-dire le matériel favorisant l'accroissement du rendement à l'hectare, et, de façon plus générale, le matériel agricole innovant permettant une meilleure utilisation des ressources naturelles que sont le sol et l'eau.

73. La liste des matériels éligibles pourrait être établie chaque année par un comité régional comprenant, entre autres, des chercheurs, des importateurs et des fabricants locaux. La mesure serait facultative. Chaque Etat pourrait décider ou non de l'appliquer.

74. Chaque Etat serait libre de cibler la mesure sur telle ou telle catégorie d'agriculteurs ou sur tel ou tel type d'équipement (à l'intérieur de la liste établie au niveau régional). Le montant de la subvention serait également laissé à l'appréciation des Etats, sous réserve du plafond communautaire.

75. Conditions communautaires :

- Un taux maximum de subvention (par exemple, 50%) devrait être fixé,
- Un montant plafond (par exemple 200 \$) devrait être fixé pour les équipements éligibles,
- Un montant plafond par bénéficiaire devrait être défini,
- Un mode unique de gestion de la subvention (une banque mandataire),
- Des conditions de suivi du programme, propre à assurer la transparence du système et le respect des règles par les parties prenantes (distributeurs, banques, utilisateurs),

Parties prenantes : CEDEAO ; Pays membres ; OP ; Banques

Maitres d'œuvre : Pays membres ; ARAA

Instrument mobilisé : Guichet « Appui à l'intégration agricole régionale » (enveloppe subvention).

Coût : 30 millions USD

### **Action 1.1.1.3 : Renforcement du réseau de distribution d'intrants**

76. L'objectif de l'action est de renforcer le réseau des distributeurs locaux d'intrants (small dealer): engrais, produits phytosanitaires, aliment pour le bétail et petit matériel agricole. L'objectif sera, d'améliorer l'accès aux intrants pour les producteurs, les OP et les éleveurs. Il convient à la fois de :

- densifier le réseau par l'installation de nouveaux distributeurs en les aidant pour leurs équipements ;
- de former des distributeurs existants et nouveaux, afin qu'ils puissent fournir à leur clientèle les conseils techniques et technico-économiques et jouer un rôle plus actif dans la promotion de l'intensification ;
- de mettre en place un système d'agrément des distributeurs, à partir de normes régionales communes.

77. La densification du réseau de distribution sera promue par des aides à l'installation de distributeurs dans les zones qui en sont dépourvues. L'aide sera accessible aux distributeurs existants et sous-équipés qui veulent se doter des infrastructures minimales nécessaires. L'aide consisterait en une bonification d'intérêt pour les prêts bancaires destinés à l'équipement des distributeurs agréés. Les équipements éligibles seront à définir au niveau régional. Ce volet aurait un caractère facultatif, chaque Etat ayant la faculté de lui préférer un système d'aide national, ou de le compléter par d'autres mesures nationales (primes d'installation, avantages fiscaux, etc....).



78. La mise en place d'un système d'agrément serait obligatoire (c'est-à-dire que son adoption conditionne l'accès à l'ensemble des composantes du programme), dans la mesure où un système d'agrément semble un préalable à toute action d'amélioration tant au niveau de l'offre que de la demande. Le principe pourrait être celui d'un agrément donné, puis ensuite contrôlé, par une Autorité nationale sur la base de conditions d'agrément définies au niveau régional. Pourraient avoir accès au statut de distributeur agréé : les commerçants généralistes intervenant sur les intrants agricoles, les coopératives de producteurs ou groupements/GIE distribuant des intrants à leurs membres, les entreprises de transformation des produits agricoles intervenant dans les filières vivrières pour le marché local.

79. La formation technico-économique des distributeurs est un volet obligatoire justifié par son faible coût et la nécessité de disposer de distributeurs ayant des connaissances techniques minimales (manipulation des intrants, sécurité...). Des stages de formation seront assurés avant le processus d'agrément puisqu'il permettra aux distributeurs de remplir leurs engagements.

80. Les conditions communautaires seraient les suivantes :

- un plafond du niveau de bonification, en valeur absolue ou en pourcentage du taux d'intérêt moyen (par exemple 4 points),
- la gestion de la bonification par un organisme bancaire agréé,
- un plafond de bonification par distributeur bénéficiaire.

Parties prenantes : CEDEAO ; Banques ; Pays membres ; petits commerçants ; coopératives ; OP ; transformateurs.

Maitres d'œuvre : Pays membres ; ARAA

Instrument mobilisé : Guichet « Appui à l'intégration agricole régionale » (enveloppe bonification d'intérêts)

Coût : 15 millions USD

#### **Action 1.1.1.4 : Mise en place d'un mécanisme de garantie des crédits intrants**

81. L'objectif est d'inciter les banques à financer des crédits intrants aux producteurs et éleveurs, mais aussi à travers les distributeurs, en réduisant (sans l'éliminer), grâce au fonds de garantie, le risque pour la banque. Ce fonds de garantie porterait sur les crédits de campagne pour les cultures vivrières et l'aliment pour bétail. Cette mesure n'est évidemment pas suffisante à elle seule pour surmonter la contrainte du crédit, et doit être combinée à d'autres politiques régionales ou nationales telles que le développement du warrantage, la stabilisation des prix et des marchés agricoles. Ce volet ne serait pas obligatoire, l'existence d'un fonds de garantie n'étant pas une contrainte déterminante pour certains pays.

82. Un fonds de garantie accessible aux banques commerciales et abondé conjointement par l'Etat concerné et le programme communautaire sera créé. Les fonds nationaux de garantie pourraient être gérés par une banque de développement qui présenterait l'avantage de pouvoir être le gestionnaire unique pour l'ensemble des fonds nationaux. Les fonds de garantie seraient accessibles aux banques commerciales et aux institutions de micro-finance souhaitant adhérer au programme.

83. Le fonds de garantie prendrait en charge une partie des impayés subis par les banques et institutions de micro finance. Il s'agit de garantir les crédits de campagne accordés à des agriculteurs ou groupements d'agriculteurs pour l'achat d'engrais, ainsi que les crédits de fonds de roulement accordés par les banques à des distributeurs agréés pour permettre à ces derniers de vendre les engrais à crédit.

84. Une couverture de 50 % des pertes est une condition pour assurer la viabilité du fonds car il ne doit pas constituer une prime au mauvais payeur en exonérant l'agriculteur de l'obligation de rembourser ou au laxisme des institutions financières.

85. Cette action sera modulée par les pays par un ciblage géographique, un taux de couverture du risque et le montant du fonds de garantie, cependant limité par un plafond communautaire.

86. Les conditions communautaires porteraient sur le mode de gestion du fonds par une banque de développement et le plafond de couverture des risques par le fonds. Le montant maximum de contribution communautaire pourrait être, de 2,5% de l'encours des crédits.

Parties prenantes : CEDEAO ; Banques agricoles ; institutions de microfinance ; Pays membres ; OP

Maitres d'œuvre : Pays membres ; ARAA ; banques régionales

Instrument mobilisé : Guichet « Appui à l'intégration agricole régionale » (fonds de garantie)

Coût : 40 millions USD

#### **Action 1.1.1.5 : création et diffusion de nouvelles semences**

87. On observe une grande diversité de situations dans le secteur semencier, notamment en fonction des cultures. Les semences de céréales sèches et les plants de tubercules forment :

- Un premier groupe largement le plus important où la règle est l'autoproduction et l'autoconsommation. Globalement on estime à plus d'un million de tonnes la consommation de semences de céréales sèches en Afrique de l'Ouest. Ce marché offre donc un grand potentiel de développement à des fins de commercialisation.
- Un deuxième groupe constitué des semences améliorées (semences non hybrides de riz et de maïs), qui sont commercialisées sur le marché domestique. On estime que seulement 5% des besoins sont couverts par la production de semences améliorées produites à des fins de commercialisation. Certaines semences sélectionnées sont importées et concernent de façon quasi exclusive les semences de légumes destinées au petit maraîchage, à l'exception de quelques exemples d'achats de tubercules de pomme de terre ou de maïs hybride.

88. D'après la FAO sur la zone CEDEAO la production et la consommation de semences améliorées destinées à l'agriculture vivrière a augmenté à un rythme extrêmement faible : 1.5 % d'augmentation par an en moyenne. Deux raisons sont avancées :

- Les coûts importants pour les producteurs. A titre d'exemple pour les cultures intensives tel que le riz irrigué le coût des semences représente 5 % des coûts de production (main d'œuvre incluse), soit à peu près la moitié des coûts des engrais.
- La qualité des semences qui n'est pas toujours assurée faute, notamment, de réglementation et de certification dans certains pays, mais aussi de non respect de la réglementation faute de système efficace de contrôle

89. Pourtant la diffusion de semences améliorées est un instrument d'intensification durable de la production qui conditionne l'efficacité des autres facteurs d'intensification. Plusieurs types d'interventions sont préconisés au niveau national pour développer ce secteur :

- Le développement de la recherche, centrée sur les variétés et les fertilisants des sols. Il s'agit de promouvoir la recherche sur les variétés les plus adaptées aux changements climatiques, plus productives. Cette activité inclut le renforcement des capacités des centres spécialisés principalement dans les semences des filières prioritaires.
- L'appui à la production des semences de base. L'effort doit porter principalement sur les semences de riz, du maïs et des boutures de manioc qui ont un fort potentiel de rendement et qui doivent être produites en quantité suffisante pour les paysans multiplicateurs.
- L'appui à la multiplication des semences améliorées. Il s'agit d'augmenter la quantité et de garantir une bonne qualité aux semences produites par les multiplicateurs. Ces activités doivent être gérées au niveau national. Elles passent par la contractualisation des acteurs et le développement de partenariat : (i) d'une part entre les multiplicateurs et les systèmes nationaux de recherche, (ii) d'autre part par les producteurs individuels et les consommateurs.

90. Au niveau régional plusieurs actions sont déterminantes pour développer le secteur semencier :

- Coordonner la production des semences de base pour assurer un équilibre entre l'offre et la demande régionale dans une vision à long terme des besoins principalement pour les filières prioritaires ;
- Harmoniser les politiques nationales des intrants (fiscalité, subvention, conditions de circulation intérieure) pour limiter les distorsions de marché, les détournements de trafic et créer un environnement favorable au commerce régional des semences améliorées,
- Capitaliser et diffuser les bonnes pratiques dans différents domaines : vulgarisation d'itinéraires techniques innovants de production, de conservation et de stockage, de contractualisation entre les acteurs de la filière (centres semenciers, multiplicateurs, organisations paysannes),
- Renforcer les capacités des centres de recherches spécialisés comme le Centre africain pour le riz, l'IITA sur les racines et les tubercules, le CEDRES à Bobo Dioulasso pour l'élevage et la promotion d'un centre spécialisé sur le maïs.

Parties prenantes : ARAA ; Centres de recherche ; paysans multiplicateurs ; organisations paysannes

Maitres d'œuvre : CEDEAO ; Pays membres ; CORAF

Instrument mobilisé : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement de capacités

Coût : 15 millions USD

### **Action 1.1.1.6. Evaluation d'un impact des programmes spéciaux ainsi que des politiques fiscales et tarifaires sur l'intensification**

#### **Les mesures fiscales et tarifaires**

91. Parmi les mesures exclusivement communautaires, les politiques fiscales et tarifaires ont des effets très importants sur l'intensification de l'agriculture dans la mesure où elles interviennent dans le prix des intrants de l'agriculture et de l'élevage et, en conséquence, sur la rentabilité de l'activité agricole.
92. L'UEMOA et la CEDEAO ont adopté en 2009 de nouvelles directives sur la TVA visant à l'harmonisation des législations fiscales et à atteindre les objectifs de la transition fiscale. Dans le domaine agricole, jusqu'à ce jour, les différents pays étaient provisoirement libres d'appliquer ou de ne pas appliquer la TVA sur les produits et les consommations intermédiaires du secteur agricole. Soulignons que certains pays, suite à la crise des prix alimentaires, ont suspendu la TVA sur les intrants et certains d'entre eux ne l'ont pas remis en vigueur depuis.
93. Les conditions d'application de ces directives sur la TVA ne sont pas encore décidées. Pour les consommations intermédiaires (engrais, pesticides, petits matériels, aliments de bétail, poussin d'un jour...) et les services de l'agriculture, une TVA réduite peut être appliquée ou une exonération pour certains produits à définir. Les effets sur la compétitivité de l'agriculture dépendront du choix que feront les différents pays sur le taux de TVA, ainsi que l'opportunité d'une TVA réduite pour certains produits (10 maximum) ou d'une exonération<sup>3</sup>.
94. Dans le domaine de la politique tarifaire, les négociations sur le TEC CEDEAO ne sont pas terminées et l'enjeu pour l'intensification de l'agriculture est très important. Le résultat de ces négociations conditionne le prix final des intrants importés agricoles et de l'élevage et donc l'objectif d'intensification. Mais inversement il peut affecter la rentabilité de la production régionale d'intrants. Les choix sont donc complexes<sup>4</sup>.
95. L'ensemble de ces mesures tarifaires et fiscales devront être négociées, dans un premier temps, pour assurer une cohérence avec les objectifs d'intensification du présent programme. Ensuite, de façon permanente, elles devront être ajustées à l'évolution de plusieurs variables dont la compétitivité des intrants produits régionalement et l'évolution des prix sur les marchés internationaux. Ceci suppose un processus permanent de consultation, de négociation, et d'expertise. A cette fin le programme a prévu des moyens pour réaliser des études, des colloques, le fonctionnement de cadre de concertation, des

3

Les enjeux sont importants pour l'intensification : (i) l'exonération de TVA pour les intrants est un engagement inscrit dans la déclaration d'Abuja. Face aux enjeux que représente la TVA pour l'atteinte des objectifs d'intensification un débat des parties prenantes est nécessaire (Départements de la CEDEAO, pays membres, représentants des OP et des interprofessions) ainsi que des études d'impact selon les différents pays et filières. (ii) Pour la promotion d'unité industrielle de production d'engrais (voir action suivante), les incitations possibles sont des subventions éventuelles à la production ou une défiscalisation (temporaires, en attendant que le volume du marché régional permette une compétitivité de la production régionale) pour ne pas peser sur le prix des intrants agricoles.

4

On recommandera : (i) les engrais soient inscrits dans la première bande (0% de DD) d'autant plus qu'un tarif supérieur serait contradictoire avec la volonté de subventionner les intrants. (ii) Pour les produits phytosanitaires, au titre du « soutien agricole », un taux de DD de 0% ne devrait pas concurrencer les unités régionales de formulation et de conditionnement. (iii) Pour le matériel agricole, selon les lignes tarifaires, le tarif devrait être modulé pour protéger la production régionale de certains équipements. Par contre les matériels et équipements innovants qui ont des effets sur l'intensification devraient être exonérés de DD, (iv) Pour le secteur de l'élevage, pour les médicaments, les vaccins les animaux reproducteurs, un taux tarifaire de 0 % faciliterait leur diffusion. Par contre pour les aliments pour bétail un tarif de 10 % ou de 20 % peut se justifier pour protéger les unités de provende qui s'approvisionnent sur le marché régional. Dans la même logique le tarif sur le maïs (actuellement à 5 %) devrait être reclassé à 10 % ou mieux à 20 % car la région a la possibilité d'accroître la production de maïs local pour, entre autres, alimenter les unités d'aliment pour le bétail.

moyens de diffusion, des informations sur les règlements fiscaux et tarifaires vers les pays et surtout à destination des acteurs des filières.

### **Évaluation de l'impact des programmes spéciaux et d'urgence sur l'intensification**

96. Dans la plupart des pays membres de la CEDEAO, pour la campagne agricole 2008-2009, des programmes d'urgence ou spéciaux ont été mis en place. Ces programmes d'urgence ont plusieurs volets qui varient selon les pays. Ils portent sur (i) l'achat de certains produits vivriers locaux à prix subventionné au dessus du marché, (ii) la vente de produits alimentaires à bas prix au consommateur, l'homogénéisation des prix sur le territoire, (iii) la détaxation totale de certaines importations, (iv) des subventions sur le blé et la farine, (v) et selon les pays, des subventions à l'investissement agricole (travaux d'aménagement réalisés par l'Etat ou primes données aux producteurs pour augmenter leurs surfaces). Les distributions subventionnées d'intrants agricoles, notamment pour le riz, le coton, le maïs et le mil/sorgho, bien qu'importantes, ne représentent qu'une partie des coûts des programmes d'urgence. Les financements accordés à ces programmes d'urgence ont été très importants et ont entraîné des déficits budgétaires exceptionnels.

97. Bien qu'il n'y ait pas d'évaluation systématique de ces opérations à ce jour, il semble que ces mesures aient eu des effets positifs sur la production, mais il est difficile de faire la part des effets de la hausse des prix aux producteurs et celle des subventions aux intrants. Par contre les programmes d'urgence ont eu parfois, à travers les subventions, des effets perturbateurs sur les projets qui intervenaient sur le crédit et la commercialisation. Faute d'évaluation, à ce jour il est difficile de juger de l'impact des subventions aux intrants sur l'intensification, mais aussi des autres mesures (prix subventionnés, distributions alimentaires,...) sur la sécurité alimentaire.

98. Une évaluation approfondie de l'impact des programmes d'urgence et spéciaux des pays membres s'impose. Son objectif sera principalement de tirer des conclusions opérationnelles sur cette expérience de subventions à grande échelle des intrants agricoles, mais aussi de juger de l'impact des différentes mesures visant la relance de la production agricole et la sécurité alimentaire des populations. Les conclusions devront être partagées avec tous les acteurs impliqués dans ces programmes dont en premier les OP. C'est sur cette base que l'on pourra à l'avenir adapter et définir les modalités de ce type d'intervention.

Parties prenantes : Départements de la CEDEAO pays membres ; OP ; interprofessions

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instrument mobilisé : Guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût : 5 millions USD

#### **Action 1.1.1.7. Réglementation sur les intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, semences) et appui à leur application**

99. Pour les engrais la faiblesse du cadre réglementaire ne permet pas un contrôle effectif de la qualité des engrais mis en marché, tant en ce qui concerne le contenu en unités fertilisantes que la bonne conservation, et ne protège de ce fait pas suffisamment l'acheteur qui est d'autre part mal informé sur les normes de qualité et l'évolution des prix, faute de systèmes d'information sur les marchés des intrants.

100. Pour les produits phytosanitaires une réglementation est déjà en place. La CEDEAO a déjà approuvé un texte concernant la réglementation de l'utilisation des produits phytosanitaires. Le problème central des produits phytosanitaires reste leur commercialisation, leur stockage et la bonne utilisation par les producteurs. Ces produits

sont dangereux pour l'écosystème et pour la santé humaine. Des réglementations au niveau national sont déjà en place. Elles sont peu ou mal appliquées, faute de systèmes de contrôle adéquats. La CEDEAO a déjà approuvé un texte, au niveau régional, concernant la réglementation de l'utilisation des produits phytosanitaires, avec les mêmes problèmes : la sensibilisation et le contrôle. La CEDEAO a réalisé un gros travail sur l'harmonisation des réglementations et la formation des utilisateurs à une bonne utilisation des produits phytosanitaires. Ce travail sera prolongé dans le cadre du présent programme.

101. Pour les semences un texte réglementaire semencier régional pour les 15 pays a été adopté par le Conseil des Ministres de la CEDEAO le 18 mai 2008. Il prévoit un mécanisme de reconnaissance réciproque des certifications nationales et l'édition d'un catalogue régional de variétés avec en partenariat avec la FAO.

102. Dans ces différents domaines, la CEDEAO, doit s'engager dans :

- La mise en place de normes régionales de qualité pour les engrais,
- Le développement d'un dispositif collectif de certification des engrais importés du marché international, ou produits dans les fabriques de la région,
- La mise en place d'un mécanisme performant de contrôle de l'application des réglementations qui comprend un dispositif déployé dans les principaux ports d'importation,
- Continuer l'appui à la mise en réseau régional des importateurs/distributeurs d'intrants,

Parties prenantes : Départements de la CEDEAO ; pays membres ; OP ; interprofessions ; importateurs ; producteurs d'intrants

Maitres d'œuvre : CEDEAO et pays membres

Instrument mobilisé : Guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional » (enveloppe « réglementation »).

Coût : 10 millions USD

#### **Action 1.1.1.8. Promotion de la production locale d'engrais**

103. L'Afrique de l'ouest détient des ressources en phosphates importantes (au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, au Togo, au Bénin et au Nigeria). Les informations sur le potentiel de production régional d'engrais proviennent d'études déjà anciennes. D'après différentes sources, l'Afrique de l'Ouest possède des réserves estimées à 2 000 millions de tonnes de phosphate naturel. Cependant, seuls trois pays de la sous-région exploitent leurs gisements. La plupart des sites sont donc sous exploités ou non exploités, alors que l'intérêt de pratiquer des amendements à base de phosphates naturels, également riches en calcium, est reconnu. Cette sous utilisation des phosphates naturels est due à des contraintes techniques et économiques diverses

104. Par ailleurs, deux pays de la zone CEDEAO possèdent une industrie de production d'engrais, mais ont pratiquement arrêté, à l'heure actuelle leur production : (i) au Sénégal, les Industries Chimiques du Sénégal qui fabriquaient des engrais complexes à partir de la production locale d'acide phosphorique, exportaient et produisaient en direction de l'ensemble de la région. L'entreprise se réoriente désormais vers l'exportation d'acide phosphorique au détriment de la fabrication d'engrais complexe pour le marché régional. (ii) au Nigeria, la production reposait sur la disponibilité en gaz naturel, matière première

principale pour la fabrication d'engrais azotés. Les usines, soumises à une forte concurrence internationale et, semble-t-il, en proie à des problèmes de gestion, ont arrêté leur production, mais une reprise est envisagée.

105. Au cours des dernières années, la construction d'unités de bulk blending s'est particulièrement développée pour produire des formules d'engrais "à la carte" composés d'un mélange de produits importés. La plus grande partie de l'engrais complexe consommé dans la région proviennent de ces unités. La capacité totale de bulk blending en Afrique de l'Ouest est estimée à environ 3 000 000 t/an, dont plus de 2 000 000 t/an au Nigeria. Les capacités existantes de production de bulk couvrent largement les besoins de la sous-région.
106. Les besoins en engrais de la région devraient croître très rapidement et constituer un marché de plus en plus important. Cet élargissement du marché poserait le problème de la rentabilité d'une industrie régionale d'engrais dans des conditions bien plus favorables par des économies d'échelles.
107. La promotion de la production locale d'engrais constitue un enjeu économique très important. Actuellement la valeur des importations d'engrais avoisine 1 milliard de \$. De plus la dépendance aux importations comporte des risques importants comme la montré la crise de 2008 où les prix des engrais plus ont plus que doublé. Il est donc nécessaire de définir une politique de production d'engrais, à l'échelle régionale, dont les principales étapes seront :
  - Etudes de faisabilité d'unité industrielle d'engrais. Le document stratégique sur les engrais de la CEDEAO, proposait de réactualiser les études de faisabilité économique pour la relance de la production régionale. Il s'agira d'apprécier, dans la perspective d'un élargissement du marché des intrants, programme dans quelles mesures et à quelles conditions la fabrication d'engrais pourrait faire l'objet d'une reprise en Afrique de l'Ouest. Les éléments déterminants pour l'analyse économique seront (i) les perspectives d'évolution des prix des engrais sur le marché international (ii) les cours de l'énergie et du pétrole, (iii) le potentiel de la demande du marché régional. L'étude devra identifier le niveau d'incitation nécessaire pour rendre la production rentable (subventions, défiscalisation temporaires), en attendant que l'expansion du marché régional assure une compétitivité à la production régionale.
  - Etude pour la rationalisation de l'activité des unités de mélange. Dans la perspective d'un élargissement des marchés des engrais, il est nécessaire de repenser l'expansion des unités de mélange d'engrais qui sont actuellement en sous-utilisation. La répartition des implantations des unités selon l'évolution des bassins de consommation d'engrais sera à revoir, en prenant en compte les coûts de transport.
  - Au cas où des études s'avèreraient concluantes, il conviendra de s'interroger sur les mesures susceptibles de favoriser une relance de la production. Il est clair que toute mesure passant par une protection du marché ouest africain aurait des effets contraires à l'objectif recherché : un accroissement de l'utilisation d'engrais. Elle renchérirait le coût des engrais au lieu de le réduire. Les seules incitations possibles sont donc des subventions éventuelles ou une défiscalisation (temporaires, en attendant que le volume du marché régional permette une compétitivité de la production régionale) ainsi que les mesures visant à éliminer les entraves à la libre circulation des engrais dans l'espace CEDEAO.

- Recherche de financement. Le coût important des investissements dans une industrie régionale de l'engrais implique des cofinancements entre des investisseurs régionaux, des capitaux internationaux, et les banques de développement. Ces montages financiers complexes nécessiteront un travail de recherche de financement et de négociation important.

Parties prenantes : Départements de la CEDEAO ; pays membres ; Banques de développement ; secteur privé régional et international

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instrument mobilisé : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement de capacités » (enveloppe « diffusion de bonnes pratiques »)

Coût : 5 millions USD

#### **Action 1.1.1.8 Sécurisation du foncier**

108. La sécurisation du foncier est une des conditions majeures de l'intensification. Les producteurs n'investiront pas dans la modernisation de leurs exploitations s'ils ne sont pas certains de garder leurs droits sur les terres. La question foncière prend une importance encore plus importante pour les agricultures familiales africaines lorsque les droits d'accès à la terre ne sont ni reconnus ni sécurisés par les textes législatifs et les politiques publiques.
109. Les investissements du secteur privé, local ou international dans l'agriculture, ont pris de l'ampleur ces dernières années. Ceci est favorable à l'intensification de l'agriculture et globalement à la sécurité alimentaire si ces investissements s'orientent vers la culture de produits vivriers à destination du marché régional. Ces investissements dans de grandes exploitations doivent être, tout à la fois encouragés pour mettre en valeur des ressources inexploitées, mais aussi contrôlés dans la mesure où la terre et l'eau deviennent des ressources de plus en plus rares, et que l'installation de grandes exploitations peut se faire au désavantage des petits producteurs.
110. Pour résoudre ces difficiles problèmes, la plupart des Etats ont mis en place des législations foncières cadres et certains ont cherché à les mettre en œuvre avec plus ou moins de succès. Tous se heurtent à des contraintes de capacités limitées et de manque de moyens financiers. D'autres Etats sont actuellement en train de s'engager dans la reformulation de leurs cadres de politiques et législations foncières nationales avec la délicate question de la fiscalité foncière.
111. Des initiatives ont déjà été prises, sur les problèmes fonciers, à différents niveaux de l'UEMOA, du NEPAD, de l'Union Africaine, mais aussi de réseaux spécialisés. Elles ont actuellement abouti à des recommandations et des propositions telles que la rédaction d'une charte sur le foncier ou la mise en place d'un observatoire du foncier. La plupart de ces initiatives ne sont encore qu'au stade du chantier.
112. Dans le délicat problème du foncier qui reste un domaine de compétence nationale, le niveau régional a un avantage comparatif dans 2 types d'actions :
  - l'harmonisation du code d'investissement et du code foncier des différents pays afin de faciliter la libre installation des ressortissants communautaires,
  - la conclusion d'un accord entre les pays pour éviter la concentration des grands investissements privés dans les pays dont la législation est la moins exigeante. Il s'agirait de définir les conditions minimum (durée des baux, cahier des charges,



conditions d'exploitation, destination de la production,...) que devront négocier les pays avec les investisseurs.

Parties prenantes : ROPPA ; Ministères des pays membres ; organisations régionales

Maitre d'œuvre : CEDEAO ; pays membres

Instruments mobilisés : Guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional » (enveloppe réglementation)

Coût : 2 millions USD

### 3.3.5.2 Activité 1.1.2 : Renforcer l'irrigation

113. Moins de 10 % des terres irrigables sont actuellement mises en valeur en Afrique de l'Ouest. Il en est de même des eaux souterraines renouvelables dont les réserves sont estimées à plus de 1000 milliards de m<sup>3</sup>, dont moins de 2 % sont exploitées à des fins de développement agricole. La culture irriguée, avec cet énorme potentiel est donc un élément central pour intensifier l'agriculture et participer à la sécurité alimentaire régionale.
114. L'objectif de cette activité est donc de contribuer au déploiement d'un certain nombre d'actions visant à exploiter au mieux le potentiel d'irrigation de la région pour améliorer la productivité des exploitations familiales agricoles.
115. Parmi les nombreuses interventions que nécessite le développement de l'irrigation certaines relèvent clairement du domaine régional :
- Le partage des ressources en eau des fleuves, qui doit être garanti en tant que bien commun régional. En conséquence il faudra coordonner et renforcer les interventions des agences en charge de la gestion des bassins (ABM, OMVS OMVG,) pour une meilleure gestion des ressources en eau des fleuves au niveau régional. Cette action passera par la coordination du Centre de Coordination des Ressources en Eau de la CEDEAO<sup>5</sup> (CCRE).
  - la diffusion des expériences innovantes pour l'économie de l'eau, afin de valoriser les technologies et les résultats disponibles de la recherche en matière d'irrigation. Il s'agit de diffuser les expériences les plus probantes de la sous-région en matière d'utilisation de petites technologies d'irrigation économes en eau, d'aménagements de bas-fonds, et aider les pays à définir des stratégies d'irrigation à petite échelle s'appuyant sur les investissements privés. Ces actions viendront en renforcement des initiatives nationales.
  - d'orienter les banques régionales (BIDC, BOAD, BAD), les fondations (AGRA, Rockefeller, Bill et Melinda Gates, Syngenta etc) et les bailleurs vers des financements d'aménagements hydro agricoles avec des conditions de prêts adaptés (bonification d'intérêt) dans le cadre d'une vision régionale de l'utilisation des eaux des fleuves et des bas-fonds. Des mécanismes de cofinancement entre les pays, les banques régionales, les investisseurs privés, les bailleurs de fonds et les fonds communautaires devront être étudiés.
  - l'harmonisation du code d'investissement et du code foncier des différents pays pour attirer les investissements privés dans la grande irrigation et éviter la concentration

des investissements sur les pays dont la législation est la moins exigeante. (voir mesure 1.1.8)

**Action 1.1.2.1 : Diffusion des bonnes pratiques pour la petite et grande irrigation**

116. Ces dernières années de nombreuses innovations ont été testées aussi bien dans la petite irrigation avec les aménagements de bas-fonds que sur les grands périmètres. De nombreuses innovations permettent d'économiser la ressource rare qu'est l'eau, d'autres d'augmenter les rendements et de rentabiliser la culture irriguée. Faute d'instances pour capitaliser ces expériences, ces innovations se diffusent lentement sur l'ensemble de la région.
117. Le niveau régional a un avantage comparatif dans ce domaine et traitera des éléments suivants :
- Répertorier et valoriser les technologies et les résultats disponibles de la recherche en matière d'irrigation dans la sous région (IWMI, PSSA, PSI, SNRA) en vue de leur utilisation dans la petite irrigation ;
  - Répertorier, évaluer et diffuser (production de manuels, brochures, fiches techniques, radios, TV, forum électronique, journaux) les expériences les plus probantes de la sous-région en matière d'utilisation de petites technologies d'irrigation économes en eau, d'aménagements de bas-fonds, de construction d'ouvrages de collecte et stockage des eaux ;
  - Promouvoir la technologie de la petite irrigation en provenance d'autres régions du monde (Bangladesh, Inde, Chine, Pakistan, etc.) et assurer leur expérimentation dans le but de les adapter au contexte de la sous-région Afrique de l'Ouest et d'assurer leur diffusion ;
  - Organiser des échanges d'expériences dans la sous-région et dans d'autres régions dans le domaine de la petite irrigation (voyage d'études, ateliers, séminaires).
118. Cette action sera coordonnée avec celle qui vise à subventionner les équipements innovants pour l'intensification (voir action 1.1.2), dont ceux qui permettent une meilleure utilisation des ressources en eau.

Parties prenantes : CEDEAO ; Offices ; agences en charge de la gestion des bassins ; centres de recherche

Maitres d'œuvre : CEDEAO (UCRE) ; pays membres

Instrument mobilisé : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement de capacités » (enveloppe « diffusion de bonnes pratiques »)

Coût : 5 millions USD

**3.3.5.3 Activité 1.1.3: structurer les filières**

119. L'Afrique de l'Ouest a enregistré au cours des vingt dernières années, la montée en puissance d'organisations socio-professionnelles, tant au niveau des pays, qu'au niveau régional. Cependant toutes les filières ne sont pas logées à la même enseigne. Les mieux pourvues sont celles tournées vers le marché international. Les acteurs ont été structurés en de multiples organisations pour lever les contraintes liées à la production et à la commercialisation des produits. La plupart des produits vivriers stratégiques de la région ne

bénéficient pas encore d'une telle structuration. Le manque d'organisation et de structuration des filières et des acteurs qui interviennent aux différents stades : production, mise en marché, transport, transformation, stockage pèse énormément sur la compétitivité des filières et favorise ainsi les importations par rapport aux productions régionales. Il constitue aussi un handicap majeur pour sécuriser le crédit de campagne, indispensable à la mise en place de dispositifs pérennes d'accès aux intrants et équipements.

120. L'objectif de cette activité est d'accompagner la structuration des trois filières de produits vivriers stratégiques retenus, en vue de renforcer les capacités et la professionnalisation des acteurs, de favoriser l'accès des petits producteurs au marché local et régional et de promouvoir de nouvelles chaînes de valeur. Les activités prévues au niveau de cette activité sont les suivantes :
121. Accompagner la structuration des acteurs des filières riz, maïs, manioc et produits dérivés (appui au fonctionnement des cadres de concertation, à la création des organisations professionnelles des semenciers, des producteurs, des transformateurs et des négociants) ;
122. Accompagner et renforcer les stratégies de commercialisation des produits déployées par les producteurs (système de warrantage, constitution de stocks régionaux, bourse des produits agricoles). Cette activité inclut l'appui au réseautage des systèmes décentralisés de commercialisation groupée, le renforcement des capacités techniques des acteurs, et les possibilités d'accès à des crédits bonifiés.
123. Appuyer la mise en œuvre des plans stratégiques des organisations socioprofessionnelles des différentes filières et du ROPPA (organisation des foires agricoles, des conférences sur les grandes thématiques touchant au développement agricole, mise en place d'assurance agricole, promotion d'activité génératrices de revenus en milieu rural, etc.)
124. Appuyer le développement de partenariats entre le secteur entrepreneurial privé et les producteurs agricoles, (notamment le développement des logiques contractuelles et inter professionnelles entre les différents acteurs au sein des filières riz, maïs et manioc) pour le commerce intracommunautaire.
125. Accompagner la définition et la mise en œuvre d'une politique commerciale, incitative au développement de la production du riz, du maïs et du manioc (cf. Objectif spécifique n°2, notamment définition des mesures de sauvegarde, des droits de douanes dans le cadre de la mise en œuvre de l'Union douanière).

#### ***Action 1.1.3.1 Appui aux réseaux régionaux d'organisations de producteurs et interprofessions***

126. L'ECOWAP a prévu des cadres de concertation pour accompagner la mise en œuvre de la politique agricole régionale avec les organisations des principales filières. L'enjeu est de structurer ces acteurs en interprofession en priorité pour les grandes filières riz, maïs, manioc. Il s'agira donc de fédérer les organisations paysannes, les semenciers, les transformateurs, les négociants dans une organisation commune régionale pour une même filière et de renforcer leur capacité à participer aux débats sur la mise en œuvre de l'ECOWAP.
127. Les objectifs de ces appuis au niveau régional seraient :
  - L'aide à la mise en place d'interprofessions régionales, dont tout appui dans le domaine organisationnel et juridique et l'organisation de rencontres,

- L'aide à la mise en œuvre des plans stratégiques de ces interprofessions régionales ;
- Des aides pour l'organisation des foires agricoles régionales,
- L'organisation d'ateliers traitant de la dimension régionale des grands thématiques du développement agricole, dont la politique fiscale et tarifaire, les négociations commerciales, l'assurance agricole,...
- La promotion de contrats entre acteurs d'une même filière pour les échanges de produits transcommunautaires.

128. Les apports à mettre en œuvre sont principalement de la formation, de l'expertise, des supports de communication, l'organisation d'atelier, la mobilisation de des compétences juridiques et organisationnelles.

Parties prenantes : CEDEAO ; OP ; interprofessions nationales ; syndicats professionnels ; coopératives
Maitres d'œuvre : CEDEAO + ROPPA
Instrument mobilisé : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement de capacités » (enveloppe « renforcement des capacités des acteurs »)
Coût : 10 millions USD

#### **Action 1.1.3.2 Appui au commerce interrégional des produits vivriers**

129. Cette action est traitée dans le programme 2

#### **3.3.5.4 Activité 1.1.4 : promouvoir la transformation et la valorisation des produits**

130. Une des contraintes à l'accès au marché régional et international des produits agro-alimentaires générés par les exploitations agricoles familiales est leur faible capacité de transformation des produits. Au-delà des produits du secteur agro-alimentaire artisanal, dont le champ de diffusion dépasse rarement la zone de leur production, les produits agricoles sont commercialisés à l'état brut. Ils incorporent de ce fait une faible valeur ajoutée et une faible certification de leur qualité. La région a de fait perdu d'importantes parts de marché international et régional pour un certain nombre de produits. En ce qui concerne les produits vivriers stratégiques retenus, la faible transformation des produits se traduit par l'accentuation de la segmentation du marché : de nombreux consommateurs préfèrent les produits importés mieux élaborés, aux locaux. L'augmentation du niveau de vie des consommateurs et les conditions de vie en milieu urbain exigent de commercialiser des produits transformés, faciles à préparer.

131. L'objectif de cette activité est d'apporter une valeur ajoutée aux productions, tout en leur garantissant les normes de qualité admises en vue d'améliorer leur compétitivité sur les marchés locaux et régionaux. Les activités qui sont prévues dans cette sous-composante sont les suivantes :

- Capitaliser et diffuser les initiatives et technologies de transformation adaptées (décortiqueuses du riz, rappeuses pour la transformation du manioc en gari, tapioca, copeaux et amidon) ;
- Renforcer les capacités des acteurs du secteur agro-alimentaire en matière de normalisation et de standardisation des produits agricoles. Il s'agit principalement d'organiser des ateliers de formation au niveau sous régional pour les acteurs du secteur agro-alimentaire, sur l'évolution des normes internationales ;

- Appuyer le développement des outils de certification et de contrôle de qualité, incluant le renforcement des capacités des services et dispositifs nationaux de certification et de normalisation.
- Renforcer la présence des produits vivriers stratégiques dans les foires régionales.

**Action 1.1.4.1 Réglementation, normalisation et certification des produits et formation des acteurs**

132. Cette action est développée dans l'objectif spécifique 2, action A 2.1.1.3 « Application des normes régionales sur la commercialisation des produits agro-alimentaires »

**Action 1.1.4.2 Diffusion de nouvelles technologies adaptées de transformation**

133. Dans de nombreuses filières, des innovations techniques dans la transformation des produits se sont avérées un puissant levier d'amélioration de leur compétitivité et ont été à l'origine d'un développement important. La recherche publique est pourtant encore peu développée sur ce secteur alors qu'il reste de nombreux problèmes techniques à résoudre. Il est aussi nécessaire de promouvoir des démarches qui associent plus étroitement les opérateurs, dès les diagnostics techniques et tout au long du processus de recherche de solutions, d'où l'intérêt de renforcer les organisations professionnelles. Les connaissances sur les produits, les procédés artisanaux et les innovations techniques sont encore insuffisants et cloisonnés : des mécanismes de mise en relation et de réseau seront mis en place.
134. Plus spécifiquement, on retrouvera parmi les contraintes des entreprises du secteur de la transformation la disponibilité de machines performantes adaptées à leurs besoins, la fabrication locale bonne qualité étant souvent rare. Le séchage et le conditionnement des produits transformés restent également des problèmes récurrents, auxquels sont confrontés les entrepreneurs, pour assurer une bonne qualité sanitaire et une bonne conservation des produits. La prise en compte de la qualité doit être permanente. Elle est essentielle pour rassurer et fidéliser les consommateurs et concurrencer les produits importés. Une autre contrainte concerne l'absence d'offre de services adaptés aux spécificités et besoins des unités de transformation, principalement en matière de formation, de conseil, d'information, de recherche et d'accès aux services financiers.
135. Face à ces multiples contraintes, le niveau régional, au nom de la subsidiarité, peut intervenir dans les domaines suivant :
- Capitaliser et diffuser les initiatives et technologies de transformation adaptées (décortiqueuses du riz, rappeuses pour la transformation du manioc en gari, tapioca, copeaux et amidon). L'échange de technologies et la diffusion des savoirs doivent être favorisés car certains pays ont pu améliorer des procédés traditionnels et d'autres ont développé une grande diversité de produits sur une même filière. La priorité étant donnée aux filières riz maïs et manioc, cette action se concentrera sur les décortiqueuses du riz, de rappeuses pour la transformation du manioc en gari, tapioca, copeaux et amidon et d'unité de transformation pour l'élaboration de produits nouveaux et diversifiés.
  - Inciter à l'investissement dans des techniques de transformation innovantes.
136. Outre la diffusion de bonnes pratiques, l'appui de la CEDEAO portera sur la mise en place de prêts à taux d'intérêt bonifiés pour les investissements innovants. Il s'agira d'inciter les transformateurs à acheter du matériel moderne en mettant à la disposition des

banques un fonds de bonification, cofinancé par la CEDEAO et les pays qui adhèrent à cette action. La CEDEAO dressera une liste communautaire de matériel pouvant bénéficier de cette bonification. (voir pour plus de détail les mécanismes de financement de l'action 113 bénéficiant aux distributeurs d'intrants).

Parties prenantes : CEDEAO ; syndicats professionnels ; banques commerciales

Maitres d'œuvre : CEDEAO ; Pays membres

Instrument mobilisé : Guichet « Appui à l'intégration agricole régionale » (enveloppe « bonification »)

Coût : 10 millions USD

### **3.3.6 Résultat 1.2 : Les importations régionales de produits et sous-produits animaux sont diminuées substantiellement**

137. Les productions animales prennent une place croissante dans l'économie régionale ouest Africaine, contribuent à la diversification des activités en milieu rural, et constituent un puissant vecteur de l'intégration régionale.
138. Les animaux (grands et petits ruminants), mis sur les marchés, sont issus de systèmes de production pastoraux et agro-pastoraux diversifiés. Il convient de mentionner (i) les systèmes de grande mobilité pastorale (bande sahélienne), (ii) les systèmes agro-pastoraux ou d'agro élevage (bande sahélo soudanienne), (iii) les systèmes sédentaires, parfois intensifs (exploitations agricoles avec animaux de trait, ateliers d'embouche, fermes modernes, etc.).
139. En ce qui concerne les ruminants, la majeure partie de l'élevage est fondée sur la pratique du pastoralisme, via la mobilité du cheptel pour palier aux aléas de la disponibilité fourragère. Il permet de valoriser des zones arides et de s'adapter à la variabilité climatique. L'élevage pastoral est, bien plus qu'un mode de vie, une activité économique très rentable, basée sur une exploitation durable des ressources naturelles.
140. La saturation des espaces, avec l'extension des surfaces cultivées et l'intégration de l'élevage par les agriculteurs rendent les pratiques de transhumance plus difficile. Elle débouche sur des conflits d'usage des ressources entre agriculteurs et éleveurs, entre pays sahéliens et pays d'accueil.
141. L'enjeu est aussi économique en raison de l'évolution des marchés, des systèmes alimentaires des consommateurs, la normalisation et la qualité des produits. L'éloignement entre Les zones de productions et les bassins de consommations induisent des coûts renchérissés par la multiplication des intermédiaires et de taxations, licites et illicites. Ces produits locaux perdent aussi une grande partie de leur compétitivité et doivent faire face à la concurrence déloyale sur le marché local, des produits importés.
142. L'élevage intensif des animaux à cycle court, basé sur une forte utilisation des intrants, en particulier l'élevage des volailles et des porcins prend de l'ampleur à proximité des grands centres urbains (environ 8% par an). . L'élevage basé sur une forte intensification est essentiellement développé dans les pays côtiers, où les intrants alimentaires (provende) sont disponibles et bon marché et où la demande des consommateurs est la plus forte. Ce type d'élevage, qui relève plus de l'entrepreneuriat demande, pour sa création, d'importants capitaux. Les institutions financières privées hésitent à investir malgré une rentabilité tout à fait acceptable.

143. Il en est de même de l'industrie de transformation laitière qui connaît une croissance rapide dans tous les centres urbains. Les habitudes alimentaires tendent à évoluer et la demande est forte en produits lactés, bruts ou transformés. Malgré l'évolution des systèmes d'élevage, la production régionale peine à s'adapter à l'augmentation massive de la demande en produits animaux (lait, viande, œufs...). L'accroissement des importations des produits carnés et laitiers résulte des politiques d'exportations des concurrents de l'Afrique de l'Ouest, de la faible productivité des systèmes d'élevage locaux, de la faible protection du marché régional et de l'accroissement substantiel de la demande régionale (urbanisation, croît naturel de la population et amélioration du pouvoir d'achat d'une frange de consommateurs).
144. La politique régionale devra contribuer aux côtés des Etats membres à créer un cadre incitatif pour permettre à la production et la commercialisation de répondre à la croissance de la demande.
145. A chacun de ces systèmes d'élevage correspondent des besoins d'adaptation : recherche d'un nouvel équilibre sur l'accès à la ressource fourragère, accès aux aliments issus des productions végétales, gestion des problèmes de santé animale. L'intervention du régional se justifie amplement en raison du caractère transfrontalier des systèmes de production, du poids des échanges régionaux, et enfin, du caractère « sans frontières » des problèmes de santé animale. Il s'agira donc, par la conjugaison des initiatives au niveau régional et au niveau national :
- De promouvoir le renforcement des filières bétail viande et lait en agissant sur les trois principaux facteurs limitant : (i) le renforcement de la santé animale, (ii) l'accès aux intrants animaux en quantité et en qualité et, (iii) l'incitation à l'investissement.
  - De valoriser la mobilité transnationale et de prévenir les conflits en agissant sur (i) la matérialisation des axes transfrontaliers de transhumance, (ii) l'aménagement et la sécurisation des parcours, (iii) l'harmonisation des textes sur la transhumance transnationale et l'application des directives existantes, (iv) promouvoir un cadre régional de prévention des conflits, et (v) la mise en place d'un dispositif régional d'alerte précoce pour les crises fourragères et hydriques complémentaire des dispositifs en vigueur.
  - De contribuer à la structuration des filières animales : (i) la promotion d'une plus juste répartition des gains, dans la chaîne de valeur, (ii) L'appui à la création de marchés autogérés, dont les expériences existantes montrent les multiples bienfaits, (iii) animation, sensibilisation au niveau national et régional.
  - De promouvoir la transformation et la valorisation des produits : cette activité vise à adapter l'offre, à l'évolution des besoins des consommateurs : produits transformés, émergence de filières basées sur la qualité, respect des normes sanitaires... Il s'agit : (i) de développer les incitations à la valorisation et la transformation des produits ; (ii) aligner les normes régionales sur les normes internationales et veiller à leur application.

### **3.3.6.1 Activité 1.2.1 : Promouvoir les filières animales bétail viande**

146. Les filières basées sur les productions des ruminants doivent faire face à une demande en expansion. Des actions sont nécessaires, à tout niveau, afin de promouvoir ces filières bétail viande et lait et leur permettre de répondre à ces attentes. Les actions proposées au sein de cette activité se décomposent en trois catégories permettant la sécurisation des filières bétail (production de viande et production laitière). Celle-ci consistera à intervenir sur deux dimensions essentielles et d'intérêt régional:

- La santé animale,
- L'approvisionnement en aliments du bétail

#### **Action 1.2.1.1 : Promotion de la santé animale**

147. Il s'agira d'intervenir à plusieurs niveaux allant de l'opérationnalisation du diagnostic à la mise en place de campagnes adaptées de lutte. Cette action vise à dynamiser le dispositif de surveillance, mettre en place un système sur les crises sanitaires et permettre la mise en place d'actions adaptées (sensibilisation à la prévention, réponse épidémiologique directe, vulgarisation de techniques de luttes).
148. L'action, prend ainsi tout son sens par des actions de coordination et d'incitation au niveau de l'ensemble des pays de la CEDEAO. L'action comprend :

#### **Le renforcement des capacités de diagnostic d'un réseau de laboratoires au niveau régional :**

149. Il s'agira de renforcer les capacités des laboratoires en matière de diagnostic épidémiologique. L'action consistera à appuyer un réseau de laboratoires de références choisis au niveau régional selon des critères techniques, économiques, stratégiques et géographiques. Les laboratoires seront dotés de moyens, d'équipement adaptés et de capacités en ressources humaines. Par souci d'efficacité, il pourra être proposé de regrouper les moyens à l'échelle de plusieurs pays, en fonction des infrastructures existantes.
150. Le plan de lutte grâce à ce réseau sera double :
- Focalisation sur les pathologies majeures qui touchent l'élevage régional telles que la grippe aviaire, la fièvre aphteuse, la péripneumonie, la peste porcine qui entravent durablement le développement de l'élevage.
  - Action, en parallèle, sur les pathologies « quotidiennes » qui touchent les éleveurs et ont des incidences économiques importantes : parasitisme, perte de productions...
151. L'action se focalisera sur un réseau de cinq laboratoires, dans un premier temps et portera sur :
- Equipement et outillage : l'équipement des laboratoires sélectionnés en outils performants et adaptés constituera une priorité. Cet équipement permettra de réaliser des tests sérologiques de qualité, d'isoler les virus, de faire des diagnostics moléculaires et du séquençage. La CEDEAO interviendra en complément des appuis nationaux.
  - Personnel qualifié : le renforcement des laboratoires de référence passera aussi par la formation d'un personnel qualifié en matière de diagnostic épidémiologique, de statistiques analytique et d'élaboration de programmes de lutte (lutte contre l'apparition de foyers locaux et lutte généralisée). Ces actions se baseront sur les programmes existants dans la région (implication de l'OIE).
152. L'action permettra de renforcer l'ensemble de la chaîne, allant du prélèvement d'échantillon au sein des élevages, par des agents compétents et formés, l'acheminement vers des laboratoires de collecte, au niveau local et l'acheminement vers les laboratoires de références.

#### **Renforcement de la réponse régionale en matière de santé animale**

153. Cette partie de l'action vise, en aval des opérations de diagnostic, à apporter des solutions aux problèmes de santé animale concernant les aspects pathologiques mais



cherchera à organiser la réflexion de manière systémique (aspects zootechniques, alimentation, au même titre que les pathologies elles même).

154. Le travail portera sur la constitution/renforcement d'un réseau de techniciens vétérinaires ou d'agents zootechniciens formés, capables de prendre du recul, d'analyser et surtout de conseiller les éleveurs. Les infrastructures de formation pourront être renforcées par des appuis régionaux, via le cofinancement de programmes nationaux. L'accent sera mis sur les aspects de renforcement du corps enseignant national, par des sessions de formations thématiques et de formation de formateurs, réalisées par le niveau régional (homogénéité des méthodes). Ces cadres-enseignants, seront ensuite pris en charge sur budget étatique. Les techniciens d'élevage formés par la suite seront capables de prendre en compte les problématiques d'élevage dans leur globalité : analyse systémique, technico-économique et surtout de conseil aux éleveurs.
155. L'action visera aussi à assurer une cohérence régionale en matière de lutte contre les maladies animales : des échanges thématiques pourront être réalisés à différents niveaux, pour les cadres des ministères concernés.
156. Des études seront réalisées (une par an environ, sur un sujet choisi en fonction de sa pertinence et du contexte du moment) sur des problèmes de santé animale. Ces travaux seront réalisés par un groupe d'expert régionaux, sur financement du guichet régional d'innovation et de renforcement de capacité. La CDEAO organisera des réunions annuelles qui seront organisées au niveau régional. Celles-ci impliqueront les responsables nationaux.
157. D'autres réunions, d'ampleur régionale, réalisées annuellement, pourront donner lieu à l'établissement d'un bilan présentant l'état des lieux régional en matière de santé animale (bulletin annuel). L'OIE sera impliquée dans cette action. L'implication dans cette démarche, des organisations d'éleveur (faîtières et représentations nationales), permettrait aussi d'assurer une cohérence et surtout l'adhésion de la profession.

#### **Renforcement de la production d'intrants vétérinaires par l'équipement de laboratoires locaux de production.**

158. La mise à disposition, au niveau local, d'intrants vétérinaires de qualité est l'une des priorités de l'action. Ces intrants (vaccins, produits de traitements notamment les trypanocides et anthelminthiques) sont actuellement peu disponibles, et parfois de qualité médiocre. Le système d'approvisionnement des pays de la CEDEAO en matière de produits vétérinaires est actuellement basé sur l'importation. Il sera nécessaire, au travers du programme, de développer une production locale en matière d'intrants vétérinaires, répondant aux standards internationaux. Cette action permettra de répondre à une demande de plus en plus forte en intrants dans les années à venir.
159. Il est proposé de réaliser des actions d'appui à la production pour inciter les laboratoires pharmaceutiques à s'engager dans la production locale de produits vétérinaires de qualité. Des laboratoires privés, pourraient ainsi bénéficier de prêts bonifiés (cofinancement par le régional de bonifications d'intérêt passant par les banques commerciales) pour : (i) l'équipement, la mise aux normes de leurs installations, (ii) l'augmentation de leur productivité, (iii) l'acquisition de compétences, via la formation de leur personnel, (iv) le développement de nouveaux produits (rachat de brevets, production de génériques).
160. Ces actions seront complétées par du renforcement des réseaux de distribution pour faciliter la circulation de produits sensibles, les vaccins notamment : conservation, chaîne du froid (dotation de matériel adapté, personnel qualifié).

161. En parallèle, des actions concernent le contrôle des produits vétérinaires mis sur le marché. Des agents « référents », par pays (10 par pays environ) seront formés sur fonds régional. Ils seront par la suite intégrés dans les services nationaux spécifiques de leurs pays, leur activité sera prise en charge sur fond national.

#### **Renforcement de l'accessibilité en services vétérinaires au niveau des élevages**

162. Dans la plupart des pays membres de la CEDEAO, la législation prévoit que seuls les vétérinaires ou les agents habilités puissent distribuer les intrants vétérinaires.
163. Il manque globalement, au niveau régional, de vétérinaires, ou de personnes pouvant distribuer ces intrants. Les renforcements proposés passeraient par la formation d'agents vétérinaires permettant de palier à ces « vides ».
164. Un travail de réflexion pourrait être animé au niveau des Etats membres de la CEDEAO concernant la rénovation des lois régissant la profession vétérinaire. La plupart des lois actuelles laissent peu de place aux initiatives privées. On assiste souvent à une confusion dans les prérogatives et les rôles des différents opérateurs : l'activité de certains vétérinaires de l'état s'oriente de plus en plus vers le commerce de produits que vers le conseil. Une séparation nette, entre le conseil et d'approvisionnement en produits vétérinaires, par la présence d'un secteur privé renforcé serait l'objectif visé. Le cofinancement de bonifications d'intérêt, passant par les banques commerciales, permettant d'appuyer les installations d'agents vétérinaires serait l'une des actions conjointe des Etats et de la région.
165. La CEDEAO, via la cellule régionale d'animation, animera aussi une réflexion au niveau de chaque Etat sur le renforcement des structures de formation (formation d'auxiliaires vétérinaires) : veille sur les maladies, petite chirurgie, interventions de base, relations avec les services vétérinaires locaux. La constitution d'un maillage adapté en termes de « compétences vétérinaires » serait l'objectif visé par ces actions menées par les ministères mais coordonnées et animées au niveau régional.

#### **Renforcement du contexte législatif**

166. L'approche régionale apparaît comme la voie la plus rationnelle pour harmoniser les législations pharmaceutiques vétérinaires et mettre en place des dispositifs efficaces d'enregistrement, de contrôle de la qualité et d'animation de la distribution des médicaments vétérinaires. Chaque pays membre de la CEDEAO gère pour l'instant sa propre législation en la matière sans forcément de cohérence au niveau régional.
167. Des actions menées au niveau régional permettront d'harmoniser, les aspects liés à la certification, la création de normes régionale de mise sur le marché. Une cellule régionale animera la cohérence des actions (travaux d'animation au niveau national et ateliers menés au niveau régional).
- Un diagnostic préalable, visant à capitaliser au niveau régional la législation de chaque pays en terme de santé animale sera l'une des actions menées par la cellule régionale. Ce travail sera réalisé par des experts régionaux.
  - Des ateliers (deux ateliers de préparation et un atelier de validation d'une législation régionale adaptée) permettraient de faire avancer ces débats, de mutualiser les expériences législatives et de faire évoluer la réflexion en matière d'harmonisation de la législation. L'enjeu sera d'aboutir à une harmonisation de la législation régionale.
168. Des appuis seront fournis à destination des pays membres, (menés par la cellule régionale). Ils concerneront l'application des directives sanitaires (la formation de personnel,

la dotation de moyens opérationnels via des fonds du guichet « appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional).

Parties prenantes : CEDEAO ; OIE ; réseau ALIVE ; ministères et directions techniques des pays membres ; laboratoires publics sélectionnés ; un réseau régional d'experts.

Instrument mobilisé : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités ».

Coût : 12 millions USD

#### **Action 1.2.1.2 Promotion de la production d'aliments du bétail et accessibilité**

169. Cette action s'orientera autour de l'amélioration du système d'approvisionnement et de distribution des aliments et du petit matériel d'élevage.
170. Les besoins en intrants alimentaires sont permanents dans le cas de l'élevage intensif (production laitière périurbaine ou développement d'élevage d'espèces à cycles courts : deux types d'élevage en expansion). Les besoins de l'élevage de type extensif seront plus ponctuels, accentués en cas de crise fourragère pendant lesquelles les intrants garantissent la survie du bétail.
171. Actions spécifiques en faveur des élevages intensifs : les élevages intensifs sont en majorité présents dans les pays côtiers (aviculture, espèces à cycle courts). Ces zones où l'activité agricole est importante sont globalement bien fournies en matières premières valorisables (fanés d'arachide ou de niébé, résidus du manioc...). Des unités d'élaboration d'aliments du bétail, se sont ainsi développées depuis peu mais sont loin de subvenir à l'augmentation de la demande.
172. Le renforcement de la disponibilité en aliments pour animaux passera par la création d'unités locales de fabrication (équipements en matériel adapté, formation à l'utilisation et à la réparation, au rationnement).
173. La région pourra renforcer les Etats dans cette tâche, par le cofinancement de bonifications d'intérêt, passant par les banques commerciales afin de renforcer les unités de transformations et de conditionnement des aliments du bétail (voir la présentation du mécanisme, en activité 1.1.3). L'objectif sera d'avoir des unités de moyenne envergure, dans chaque pays, pour la transformation et le conditionnement des aliments du bétail.
174. Actions spécifiques en faveur de l'élevage extensif : l'élevage mobile a pour objectif de prendre en compte les aléas climatiques en gérant, par les déplacements, l'accès des animaux aux ressources. En cas de crise généralisée, la transhumance n'arrive pas à palier les besoins des animaux (épuisement des pâturages dû aux concentrations d'un nombre important de troupeaux dans des poches géographiques, déplacements risqués à travers des espaces dépourvus de ressources).
175. La nécessité est forte, pour ces troupeaux, de pouvoir accéder à des aliments pour le bétail. Les aliments pour le bétail sont peu présents sur les marchés : le problème est l'accès aux aliments plus que le prix. S'il y a, habituellement, une quantité acceptable d'aliments au niveau régional, leur accessibilité fait défaut au niveau local.
- En situation d'urgence, l'action consistera à mettre en place des mécanismes de solidarité (par la création d'entrepôts et de stocks à proximité des lieux de passage à destination des éleveurs les plus démunis). L'approvisionnement, en temps de crise, (annoncée par les systèmes d'alertes en place, renforcés au niveau régional, Cf. activité 2.2.3 ci-dessous) sera géré avant tout par les Etats, appuyés par les organismes internationaux. Le niveau régional, pourra contribuer à abonder à ces initiatives.

- En situation normale, le principal levier consistera à appuyer les distributeurs à s'installer dans les zones les plus reculées (installation small dealers, prévue dans l'action 1.2.1.1.).

176. L'action s'articulera en deux temps :

- Diagnostic des besoins par des experts régionaux (diagnostic locaux en matière d'acteurs, de systèmes d'actions, de besoins) qui ramèneront le débat à un niveau régional (séminaire) pour prévoir les actions opportunes à mettre en place. Les Ministères se l'Elevage des pays concernés seront impliqués.
- Priorisation des zones les plus vulnérables et mise en place d'actions visant à promouvoir l'accessibilité aux aliments du bétail, dans les zones vulnérables. Une liste de marchés « stratégiques », où l'on constate habituellement des problèmes d'approvisionnement en temps de crise sera constituée (notamment les marchés situés au nord de la bande sahélienne).
- L'action pourrait ensuite être basée sur l'octroi de subventions aux éleveurs. Elles seront grandement dépendantes dans leur mise en œuvre, de la phase de diagnostic préalable.
- Un quatrième volet d'action envisage la promotion des unités de production d'aliments du bétail, via l'octroi de bonification d'intérêts cofinancés par les pays concernés et la commission.

Parties prenantes : la CEDEAO, les ministères et directions techniques des pays membres, les distributeurs d'intrants, les banques commerciales, les entrepreneurs du privé souhaitant développer des unités de transformation de l'aliment, un réseau régional d'experts.

Instrument mobilisé : Guichet « appui à l'intégration agricole régionale » (bonification des intérêts des prêts à l'équipement).

Coût : 8 millions USD

### 3.3.6.2 Activité 1.2.2 Renforcer la mobilité transnationale et la prévention des conflits

177. La mobilité du bétail, basée sur une exploitation itinérante des ressources dont la disponibilité et la variabilité spatio-temporelle est vitale pour préserver les moyens d'existence locaux et favoriser le commerce et les échanges.

178. Ces élevages dits mobiles, opérant des transhumances, sont présents majoritairement en zone pastorale ou agro-pastorale (zone sahélienne et nord de la zone soudanienne). La mobilité maîtrisée permet, en zone sahélienne, une meilleure productivité par animal, en système transhumant, que dans le cas d'un élevage sédentaire : seul ce type d'élevage est en capacité d'exploiter durablement ces ressources dans ces zones.

179. Les deux facteurs qui entravent le bon fonctionnement de ces systèmes restent l'absence de pâturage et l'absence de points d'eau pour l'abreuvement des troupeaux. Ces deux éléments motivent cette mobilité, et ce, bien au delà des frontières, par des déplacements cycliques annuels entre la zone pastorale et la zone agricole.

180. L'augmentation simultanée du cheptel et de la population, en zone soudanienne et de forêt humide entraîne une compétition de plus en plus forte sur les ressources naturelles. Les troupeaux descendent, chaque année, vers les zones plus humides à la fois

plus peuplées et dont les espaces sont accaparés massivement pour l'agriculture. Ces zones d'accueil sont généralement mal préparées pour recevoir ce cheptel : faible matérialisation des parcours, insuffisance des points d'eau, proximité des champs ou des aires protégées, rejet par les populations autochtones etc. Ce contexte est la cause de multiples conflits, parfois mortels. Le programme travaillera autour de quatre thématiques :

- L'aménagement des axes de transhumance et des parcours.
- Un travail autour des textes régissant la transhumance.
- Le renforcement des dispositifs régionaux d'alerte précoce
- La mise en place d'un cadre régional de prévention et de gestion des conflits.

#### ***Action 1.2.2.1 : Matérialisation des axes transfrontaliers et aménagement des parcours***

181. L'aménagement en matière de pastoralisme relève avant tout des politiques nationales. Chaque nation a pu développer un schéma d'aménagement spécifique qui suit une méthodologie adaptée à son propre contexte et à sa propre législation. Ces logiques d'aménagement qui doivent viser à sécuriser la mobilité des élevages transhumants (aménagement d'hydraulique pastorale, par exemple) s'arrêtent aux frontières des pays sans qu'il y ait de réelles coordinations. Les éleveurs, lorsqu'ils franchissent la frontière, peuvent se retrouver dans des zones totalement dépourvues d'aménagement, inadaptées à leurs besoins. La CEDEAO est l'institution la plus à même de susciter des démarches d'aménagement au niveau régional.
182. Les Etats (surtout les pays d'accueil des transhumants) doivent pouvoir, dans un premier temps, être sensibilisés sur la nécessité d'avoir des politiques d'aménagements cohérentes et coordonnées. Ils doivent intégrer la prise en compte des bienfaits de l'élevage transhumant et la nécessité (en tant que stratégie de secours) pour les éleveurs de la bande sahélienne et nord soudanienne à se déplacer.
183. On distinguera deux types d'actions, les unes en faveur d'un renforcement de la mobilité pastorale et les autres à destination des transferts commerciaux d'animaux.

#### **Coordination de l'aménagement à destination des transhumants, dans les zones frontalières**

184. Les pays font donc face à des problèmes d'harmonisation des pratiques (négociation, concertation pour la localisation des aménagements) : certains pays ont une méthodologie bien évoluée, conscients des enjeux bénéfiques de ce type d'élevage alors que, dans d'autres cas, aucun appui n'est prévu au niveau étatique. L'action s'orientera vers les points suivants :
  - Un premier diagnostic sera réalisé sur les politiques d'aménagement par pays. Ce diagnostic sera mené par une équipe mobilisée au niveau régional.
  - Une réunion de synthèse des expériences nationales, réalisée au niveau régional, permettra de définir des zones d'action prioritaires pour lesquelles des aménagements sont nécessaires.
  - En parallèle, des travaux seront menés, tant au niveau régional que national pour faire évoluer la législation (les pays pour lesquels celle-ci est encore déficiente seront prioritaires).
185. Il s'agira, par la suite, de s'inspirer des différentes expériences pour : (i) Les discuter au niveau régional (atelier régional) (ii) proposer, dans certains cas des voies législative

(reconnaissance des problématiques de l'élevage) (iii) animer des ateliers au niveau régional, par thématiques visant à l'élaboration de lois adaptées à chaque situation.

186. La réussite de ces actions nécessitera impérativement l'implication de la société civile, en particulier des organisations d'éleveurs, la chefferie traditionnelle. L'objectif sera d'aboutir à une politique régionale en matière d'aménagement des couloirs de transhumance transfrontalière en vue d'améliorer les conditions de la transhumance et de circulation des animaux.

187. Des projets d'aménagements physiques seront proposés, en parallèle, via le guichet de dotations aux investissements.

188. La plus value du régional dans cette action consistera à agir dans la continuité des axes de transhumance, à travers les frontières. Les initiatives de projet d'aménagement seront portées par au moins deux états. Il est attendu par cette action une matérialisation des parcours et la facilitation des rapports entre communautés autochtones et transhumantes.

189. Sécurisation des couloirs :

- la matérialisation physique des couloirs repose sur des processus de négociation long et indispensable. Ils sont d'autant plus long si les couloirs traversent les frontières. Le balisage fait partie intégrante de ces aménagements. Les bornes ont pour objectif de matérialiser les accords sociaux entre les communautés usagères des ressources naturelles.
- Une facilité spécifique, sur fonds régional, permettra de co-financer ces projets d'aménagement. L'un des critères d'éligibilité de ces projets sera l'implication conjointe d'au moins deux pays concernés (projets inter-étatiques dans les zones prioritaires définies préalablement). Ces projets porteront sur l'animation et la réalisation d'aménagements pastoraux : (i) animation concernant les modes de gestion des parcours. (ii) aménagements physiques concernant les couloirs de passage (puits et mares d'abreuvement) et les zones de pâturage (balisage), implantation d'infrastructures zoo-sanitaires aux frontières.
- Ces activités se prolongeront à l'intérieur des frontières territoriales des pays pour avoir une continuité et respecter au mieux les déplacements des transhumance. Ces activités sont pleinement du ressort de la CEDEAO du fait du rôle communautaire et des bénéfices pour la région apportés par l'élevage transhumant.

190. Sécurisation des aires pastorales : en ce qui concerne la conservation des aires pastorales (préservation de zones d'accueil des éleveurs venant des pays sahéliens dans les pays soudaniens) :

- Il s'agira de compléter l'action par un renforcement de la matérialisation des zones de parcours des troupeaux transhumants et de limiter l'emprise agricole dans certains espaces (notamment en zones agro-pastorales). Cette activité implique (i) l'actualisation de la cartographie des zones (ii) la négociation des couloirs de passage, (iii) le parcellement (iv) le balisage des parcours, dans les zones d'arrivées. Ces actions seront coordonnées par la cellule de suivi régionale.
- Un travail de viabilisation des zones de parcours sera réalisé, en mettant en place des infrastructures d'accueil des troupeaux :

## **B- Aménager des axes spécifiques pour faciliter le commerce transfrontalier du bétail**

191. Les troupeaux transhumants et les lots d'animaux constitués pour la boucherie ne fréquentent pas les mêmes lieux de passage, n'ont pas les mêmes impératifs : il s'agit de convoier le plus rapidement possible les lots animaux, avec un minimum de pertes.
192. Les déplacements doivent pouvoir s'inscrire sur des axes aménagés permettant un respect des principes d'hygiène, de santé animale et une maîtrise plus importante des aspects administratifs, en matière de fiscalité, de contrôle des flux. Les éleveurs ont souvent à faire face à des situation de taxation abusive : le convoyage doit pouvoir se faire de la manière la plus transparente possible.
193. Un appui régional pourrait permettre un renforcement des états pour la création de postes de contrôle sanitaire le long des axes d'exportation, à proximité des frontières avec un double objectif de veille et d'observation des tendances en matière de commerce et de santé animale. Ces actions se traduiront par la réalisation avec les acteurs concernés de centres vétérinaires et points d'eau à proximité des lieux de passage, particulièrement dans les zones de transit frontalières. L'action se focalisera, dans un premier temps, sur des zones « pilotes ».

Parties prenantes : la CEDEAO, les ministères et directions techniques des pays membres, un réseau régional d'experts, les organisations d'éleveurs

Instrument mobilisé : guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût : 40 millions USD

### ***Action 1.2.2.2 : Adaptation des textes sur la transhumance transnationale, appui à leur vulgarisation et contrôle de leur application***

194. La problématique de la transhumance transfrontalière constitue un sujet qui préoccupe les Etats membres de la CEDEAO.
195. Les chefs d'Etat ont adopté en 1998 la décision A/DEC.5/10 98, relative à la transhumance entre les Etats et en 2003 le Règlement C/REG.3/01/03 relatif à la mise en œuvre de la réglementation de la transhumance entre les États membres de la CEDEAO. Le phénomène de transhumance est toujours marqué par de nombreux incidents. Ces règlements, pourtant adoptés de manière consensuelle, ne sont pas forcément respectés au même niveau dans l'ensemble des pays. Si quelques pays disposent d'un dispositif législatif et réglementaire approprié, de nombreux Etats de la région continuent d'appliquer des réglementations parallèles, souvent ignorées par les pasteurs ou qui ne vont pas dans le sens de leurs intérêts.
196. Certaines pratiques de contrôle et/ou de gestion de la transhumance transfrontalière ne sont pas toujours conformes aux règlements en vigueur dans les pays et au niveau de la CEDEAO. La Décision de la CEDEAO, par exemple, n'est pas appliquée de façon systématique dans les pays membres.
197. Il sera proposé de mener l'action en plusieurs points :
  - Conduire dans les pays de l'espace CEDEAO un exercice de capitalisation, d'actualisation, de traduction et de vulgarisation des textes relatifs à la transhumance afin de les mettre à la portée des acteurs les plus directement concernés. Il s'agira de travailler autour de la relecture des textes de lois régionaux et nationaux.

- Mener des campagnes de sensibilisation et de popularisation des textes sur la transhumance transfrontalière (campagnes d'information et de sensibilisation). Il s'agira de pointer les dysfonctionnements et améliorations à faire, de remonter ces informations au niveau régional. L'accent sera mis sur les spécificités de certains pays, qui ont dû intégrer la décentralisation dans leurs processus de décisions (présence plus étroite des communes dans l'application des textes réglementaires, et une gestion de leur application à leur niveau).
- Mener des rencontres, au travers d'ateliers nationaux pour préparer l'adoption, au niveau régional, d'une Charte Pastorale engageant les acteurs à respecter ces principes. Un atelier régional permettra la validation de ce processus

198. Une équipe mobilisée au niveau régional sera chargée de ce travail. Cette initiative débouchera sur un atelier de présentation des résultats au niveau régional.

199. Ces travaux devront s'appuyer impérativement sur les organes de la société civile, en particulier les organisations de producteurs, tant au niveau local que national et régional. Des initiatives sont proposées actuellement par ces organisations (feuille de route initiée lors du forum de Gogounou en avril 2010 sur la thématique de la transhumance transfrontalière). Ce processus serait animés par une cellule basée au niveau régional au travers d'ateliers. Un atelier sera réalisé dans chaque pays et un processus de validation des décisions débouchant sur un forum régional : (reconnaissance de la Charte Pastorale par les pays membre de la CEDEAO).

200. Le premier objectif de cette action devrait permettre de mettre en application effective la décision relative à la réglementation de la transhumance entre les Etats membre de la CEDEAO.

Parties prenantes : la CEDEAO, les ministères et directions techniques des pays membres, un réseau régional d'experts, les organisations d'éleveurs

Instrument mobilisé : guichet « appui aux institutions techniques de coopération régionale » (de réglementation/législation)

Coût : 7 millions USD



#### **Action 1.2.2.4 Mise en place un cadre régional de prévention des conflits**

201. Les conflits liés à l'usage de la ressource sont fréquents entre agriculteurs et éleveurs notamment lorsque les troupeaux descendent, en début de saison sèche, dans les zones agricoles : certaines cultures ne sont alors pas encore récoltées.
202. Ces problèmes peuvent être d'autant plus développés et générer des conflits sanglants : l'incompréhension et le manque de communication entre les groupes (agriculteurs et éleveurs notamment) constitue souvent la cause la plus importante. Il s'agira de proposer des actions visant :
- Réaliser un premier diagnostic sur la législation en matière de prévention et gestion des conflits au sein de chaque pays, le type de problèmes rencontrés les mécanismes de prévention et de gestion des conflits mis en place.
  - Amorcer une réflexion au niveau des différents acteurs sur une renégociation des règles d'accès et d'usage des ressources naturelles. La finalité restera la recherche d'articulation positive, dans l'usage de la ressource, entre agriculture et élevages extensifs.
  - Renforcer les processus nationaux et développer un réseau régional de gestion des conflits. Des réunions, séminaires permettront de mettre en place une méthodologie spécifique au niveau de chaque Etat. Cela viserait par exemple à favoriser l'installation de plates-formes de concertation et de planification entre les différentes échelles locales, nationales et régionales. Ces actions viseraient à renforcer et encourager les rencontres de proximité (renforcer le dialogue intercommunautaire).
203. L'action visera ensuite à mettre en place un cadre régional de gestion des conflits qui impliquera au niveau des pays, les autorités des administrations décentralisées et les représentants des groupes en jeu. Les groupements d'éleveurs et d'agriculteurs devront être impliqués à toutes les étapes (organisations de producteurs mais aussi mouvements culturels)
204. L'information permettra de proposer un cadre régional de prévention et de règlement des conflits en élargissant les cadres de concertations existants au niveau national et les rendre fonctionnels, au niveau de la CEDEAO.
205. Le présent programme permettra une coordination dans la mise en place des cadres de concertation au niveau de chaque pays.

Parties prenantes : le CILSS, l'ALG, et des membres de la société civile tels que le réseau Bilital Marobe (APESS, RECOPA, AREN, ANOPER...) les Organisations faîtières de producteurs ruraux (éleveurs, agriculteurs, etc.) et les ONG nationales.

Instrument mobilisé : guichet « Appui à l'intégration agricole régionale ».

Coût : 5 millions USD

#### **3.3.6.3 Activité 1.2.3 : Structuration des filières de productions animales**

206. On distingue, dans la zone CEDEAO, trois grands circuits commerciaux verticaux: le circuit occidental (production au Mali à destination des marchés Sénégalais et Guinéens), le circuit central (production au Mali, au Burkina Faso à destination du Ghana, de la côte d'Ivoire et du Togo) et le circuit oriental, qui est le plus important en volume (production au

Niger à destination du Nigeria et du Bénin). Des circuits transversaux contribuent aussi à renforcer l'intégration des marchés : certains produits animaux du Burkina Faso sont acheminés sur les marchés du Nigeria.

207. Globalement, la demande régionale est tirée par celle de cinq pays situés en bordure du golfe de Guinée : le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin et le Togo. Dans ces pays, la demande régionale en bétail, est en expansion compte tenu de l'évolution de la démographie, de l'urbanisation galopante et des changements progressifs d'habitude alimentaire (avec l'émergence d'une classe moyenne désireuse de consommer des produits carnés et laitiers). Toutes les tendances estiment une forte croissance annuelle de la demande en viande dans le futur (croissance estimée à plus de 250 % à l'horizon 2020).

208. La commercialisation du bétail est donc un enjeu important au niveau régional. Le trafic transfrontalier des animaux occupe sans nul doute le premier poste des transactions régionales des produits locaux, étendu, récemment aux sous produits animaux : lait et œufs. L'éloignement des espaces de production (essentiellement situés dans la bande sahélienne) vis à vis des marchés de distribution impose une longue chaîne de marchés (collecte, regroupement, transit...).

209. L'objectif visé par toute initiative serait de mieux organiser les circuits commerciaux des filières, actuellement mal organisées et rendre plus fluides les relations entre les pays. Actuellement, certains facteurs entravent ce phénomène : (i) la faible structuration et l'organisation des acteurs des filières bétail et viande constitue une des causes essentielles de l'insuffisance de l'offre en viande et en produits laitiers (ii) la présence de zones de production et de consommation dans des pays différents implique un traitement régional à toute action de formalisation et d'appui à l'émergence de ces filières (iii) la persistance des problèmes sanitaires met aussi en jeu la qualité des produits, de la faible fluidité des échanges régionaux (iv) les conditions sanitaires de l'abattage et la transformation restent aussi à améliorer significativement avec l'instauration d'une législation et de normes (basées sur les normes internationales de l'OMC et de l'OIE). Les actions porteront sur :

- La promotion des marchés autogérés
- Renforcement de l'organisation de l'interprofession et normalisation en matière de productions animales
- Promotion de la transformation et de la valorisation des produits animaux

#### ***Action 1.2.3.1 Promotion des marchés autogérés***

210. Les marchés autogérés semblent être, dans le cas des ruminants, l'une des voies qui répartit le plus justement les gains générés par la commercialisation des animaux. Les transactions s'opèrent directement entre les acheteurs et les vendeurs en limitant le rôle des intermédiaires qui se cantonnent à une fonction de témoin. Les prix pratiqués sont plus transparents du fait de cette relation directe affichée. L'éleveur, est, par ce système mieux rétribué et maîtrise mieux les enjeux de la vente de ses animaux.

211. Les commerçants y voient aussi une manière d'obtenir un groupage de produits homogènes et une régularité de l'offre dans le temps. Les facilités de services tels que l'accès, la présence de quais de chargement, l'abreuvement... sont des éléments importants.

212. L'action aura plusieurs objectifs :

- Accompagner et renforcer les stratégies de commercialisation des produits déployées par les producteurs, au sein des marchés autogérés de commercialisation du bétail.
- Appuyer l'aménagement physique des marchés de bétail (marchés de regroupement du bétail, à proximité des frontières et marchés autogérés).
- Appuyer le réseautage des systèmes décentralisés de commercialisation groupée (marchés autogérés), le renforcement des capacités techniques des acteurs, et les possibilités d'accès à des crédits bonifiés pour la commercialisation.

213. L'action s'articulera autour des étapes suivantes :

- Diagnostic des initiatives existantes par une équipe d'experts mobilisée au niveau national ;
- Visites et échanges sur les marchés autogérés (cadres des OP, faïtières) ;
- Réalisation d'un atelier de sensibilisation au niveau régional (OP élevage) ;
- Actions d'animation menées par une équipe régionale vers le niveau local, à destination des organisations de producteurs et des représentants des éleveurs.
- Appui aux initiatives de création de marchés autogérés (via l'octroi de subventions et de dotations aux investissements).

214. La création des marchés autogérés passera par un investissement en matière d'infrastructure. Ces investissements seront remis à une organisation de producteurs ou un comité de gestion.

215. Les expériences démontrent que certains marchés deviennent incontestablement des pôles de développement local (création d'écoles, de centres vétérinaires, de centres d'approvisionnement). Les actions prendront en compte ces aspects.

216. L'émergence du rôle des organisations d'éleveurs dans la commercialisation du bétail, via les marchés autogérés est une voie à privilégier.

Parties prenantes : la CEDEAO, les ministères et directions techniques des pays membres, un réseau régional d'experts, les organisations d'éleveurs (niveau local et régional) tels que le réseau Bilital Marobe (APESS, RECOPA, AREN, ANOPER...).

Instrument mobilisé : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités » (enveloppe « appui à la recherche, diffusion des bonnes pratiques, échanges d'expériences, capitalisation, mise en réseau sur des thématiques d'intérêt général »)

Coût : 10 millions USD

### **Action 1.2.3.2 Renforcement de l'organisation de l'interprofession et normalisation en matière de productions animales**

217. Il s'agira, par cette action, d'accompagner la structuration des acteurs des filières d'élevage conventionnel (bétail et volaille et des sous produits, notamment le lait). Ces actions passeront par des appuis à la création d'organisations professionnelles : ordre des vétérinaires, organisations d'artisans bouchers, organisations d'éleveurs.

218. Ces actions appuieront la mise en œuvre des plans stratégiques des organisations socioprofessionnelles des différentes filières bétail et viande (organisation des foires

agricoles, participation à des conférences sur les grandes thématiques touchant au secteur de l'élevage, etc.).

219. Il s'agira d'accompagner les initiatives de partenariat et de contractualisation entre tous les acteurs du secteur (filieres ruminants et filieres volailles), notamment le développement des logiques contractuelles et interprofessionnelles entre les différents acteurs au sein des filieres bétail et viande, d'une part, et les consommateurs d'autre part.
220. Des réunions, incitées par la CEDEAO permettront de développer ce débat : diagnostic en matière de structuration des filieres, appui à la création d'une interprofession (réunions à l'échelle nationale, réunions régionales).
221. Cette dynamique sera portée au niveau régional par la mise en place d'une cellule de coordination et de collecte des données. Elle s'articulera autour de plusieurs thèmes :
- Renforcement des systèmes d'information : les éleveurs vendent leurs animaux toujours au moment où se font ressentir des besoins. Ce moment coïncide généralement avec des taux d'échanges défavorables. Ce phénomène est lié à (i) l'imbrication des activités, (ii) à la nécessité de consommation (de céréales) en fonction de laquelle l'éleveur offre son produit et (iii) au manque d'informations et de capacité à anticiper les prix et au manque de connaissances sur les circuits de commercialisation.
  - Analyse et appui aux politiques commerciales : il s'agira d'accompagner la définition et la mise en œuvre d'une politique commerciale incitative au développement du secteur de l'élevage (notamment la définition des mesures de sauvegarde, des droits de douanes dans le cadre de la mise en œuvre de l'Union douanière).
  - Normalisation et réglementations : l'amélioration durable du secteur de la transformation et du conditionnement de la viande nécessite la définition de normes basées sur les standards internationaux et une mise en application contrôlée.
222. Des actions (du domaine de l'innovation) seront menées et concerneront la valorisation de l'utilisation des nouvelles technologies au service des filieres : transfert d'argent, téléphonie mobile, systèmes d'information. Ces éléments auront une influence positive sur la commercialisation du bétail, tous acteurs confondus : connaissance des caractéristiques de la demande sur les marchés de consommation, allotement adapté des animaux, de sécurisation des transactions financières entre les zones de production et de consommation.

Parties prenantes : la CEDEAO, les ministères et directions techniques des pays membres, un réseau régional d'experts, les acteurs de la filière (réseaux d'éleveurs, bouchers, intermédiaires).

Instrument mobilisé : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Coût : 5 millions USD

### **Action 1.2.3.3 Promotion de la transformation et valorisation des produits animaux**

223. Le marché régional des produits animaux est encore très segmenté. Le trafic des animaux sur pieds, concerne le volume de transaction le plus important. Le marché des viandes et des produits laitiers est confronté à la forte concurrence des importations du marché international. Si on peut imputer cette concurrence à la faible protection du marché régional (excepté le Nigeria), la faible valorisation des produits animaux de la région n'en demeure pas moins la cause essentielle (transformation, aliments élaborés).

224. Le niveau de transformation des produits animaux est actuellement très faible et les consommateurs doivent se contenter des productions des unités artisanales informelles (chevillards, bouchers). Ces dernières disposent rarement de capacité à respecter les normes et les standards internationaux de production. La qualité des produits est rarement garantie.
225. La présence de trop grosses structures de transformation ne conviendrait pas au regard des capacités d'approvisionnement et des possibilités logistiques (transport de produits laitiers et carnés, respect de la chaîne du froid). Cette faible valorisation des produits limite la productivité des différents systèmes et contribue à maintenir la dépendance régionale.
226. Des appuis permettront des améliorations en terme d'équipement et de renforcement des capacités des acteurs. Cela contribuera à accompagner les initiatives régionales qui, pour l'instant, éprouvent des difficultés à passer le cap des unités artisanales. L'objectif sera de les appuyer à produire des denrées qui répondent aux normes et standards internationaux et aux besoins des consommateurs.
227. L'action visera à renforcer le secteur privé par un appui au renforcement de l'entrepreneuriat intermédiaire en matière de transformation et valorisation des produits (abattage, transformation, diffusion, transport adapté). Ces initiatives seront valorisées par des appuis tant nationaux que régionaux.
228. Il s'agira de mettre en place un fond compétitif régional d'appui à la création et à la modération des unités de transformation des produits animaux. Cette activité vise non seulement à promouvoir de nouvelles unités (abattoirs modernes, entrepôts frigorifiques, fabrique de lait, de fromage, de yaourt), mais aussi à mettre à niveau celles qui existent.
229. Pour cela, il est envisagé, dans la pratique:
- D'identifier des mesures fiscales favorables au développement des industries de transformation des produits animaux (abattoirs, entrepôts et camions frigorifiques), etc.
  - De mettre en place des dispositifs et outils de certification et de contrôle de qualité, incluant le renforcement des capacités des services et dispositifs nationaux de certification et de normalisation (cf. activité présentée dans le cadre de l'OS n°2). Ces animations seront menées par une équipe d'experts sélectionnée au niveau régional.
  - De renforcer les capacités des acteurs du secteur de l'élevage, de la viande et des produits laitiers en matière de normalisation et de standardisation de leur production. Il s'agira principalement d'organiser des ateliers de formation au niveau sous régional pour les acteurs du secteur sur l'évolution des normes internationales
230. Ces actions contribueront à la valorisation des produits animaux de la région et au renforcement du commerce régional. Il s'agira, au final, de promouvoir l'intégration de la filière bétail viande des pays sahéliens au contexte des échanges commerciaux sous-régionaux en l'adaptant aux évolutions des marchés en terme de qualité, de diversification des produits et de normes sanitaires.

Parties prenantes : la CEDEAO, les ministères et directions techniques des pays membres, un réseau régional d'experts, les acteurs de la filière.

Instrument mobilisé : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités » (enveloppe « appui à la recherche, diffusion des bonnes pratiques, échanges d'expériences, capitalisation, mise en réseau sur des thématiques d'intérêt général »)

### **3.3.7 Résultat 1.3 : Une politique et des stratégies de gestion durable des ressources halieutiques sont définies et mises en œuvre**

231. Le secteur de la pêche constitue une des composantes importantes de l'économie ouest africaine, en dépit de la modestie des captures des produits halieutiques (1,4% de la production mondiale en 2000). Les ventes à l'extérieur de produits de la pêche contribuent pour 30 et 45% à la formation de la valeur des exportations totales, respectivement de la Mauritanie et du Sénégal. Les exportations s'élevaient à 1,75 milliards de dollars en 2005 (CSAO, 2005) pour l'ensemble de la CEDEAO. Pour ces deux pays auxquels s'ajoute l'ensemble des Etats côtiers de la région (Bénin, Nigeria, Côte-d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée, Ghana et Togo, Sierra Leone), le secteur de la pêche procure de substantiels emplois et revenus. Au plan régional, l'ensemble des chaînes de valeur du secteur de la pêche occupe environ 3 millions d'actifs ouest africains, dans des activités aussi diversifiées que celles relatives à la capture, à la transformation et à la commercialisation. Les produits halieutiques contribuent à l'amélioration des revenus des populations, notamment des femmes qui sont fortement engagées dans la transformation. Enfin ils contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations, notamment de la nutrition en y apportant des protéines et des micronutriments.
232. En dépit de cette importance, le secteur de la pêche est marqué par une baisse des captures tant au niveau marin que continental. Les réserves de poisson sont en diminution en particulier pour les poissons démersaux côtiers à cause d'une intensification de la pêche et de l'utilisation des techniques peu sélectives. L'analyse effectuée par le Groupe de Travail du COPACE en 2005 a révélé que, « pendant la période de 1990 à 2006, les quantités des prises des trois stocks commercialement les plus importantes ont diminué : petits pélagiques: 69 %, démersaux : 13 %, céphalopodes 16% et crustacés 2%, les céphalopodes et les crustacés constituent les plus petites proportions des prises » (CSAO, 2009) :
233. Les importations ouest africaines de produits halieutiques se montaient à quelques 2,5 millions de tonnes par an sur la période 2002-2004 (Statistiques du commerce extérieur, CEDEAO), contre une offre régionale qui est montée en flèche, de 300 000 tonnes de prises en 1960 à 1 854 000 tonnes en 2000 (CSAO, 2009).
234. Les initiatives développées au cours des dernières années pour gérer au mieux les ressources halieutiques maritimes et continentales, ainsi que la promotion de la pisciculture et l'aquaculture semblent éprouver d'énormes difficultés, en lien avec trois catégories de contraintes inter liées :
- L'absence de stratégies de gestion durable des ressources halieutiques aussi bien marines que continentales pour répondre à la forte dégradation de l'environnement des activités de pêche, i) la prolifération des végétaux aquatiques flottants qui diminuent la productivité des eaux et menacent leur survie, iii) la destruction des mangroves, zones de frayère pour les poissons ; iv) les pollutions liées à la prospection et l'exploitation pétrolière, v) la destruction des habitats et des fonds marins par l'utilisation des filets de plage; vi) l'ensablement et l'assèchement des cours/plans d'eau ; vii) l'utilisation d'engins et méthodes de pêches non réglementaires ; viii) l'occupation des plaines inondables par l'agriculture; ix) la surexploitation des ressources, etc.
  - la faible productivité et compétitivité de l'aquaculture. Le développement de l'aquaculture qui pouvait constituer une alternative à l'épuisement des ressources

halieutiques marines et continentales est confronté à de nombreuses difficultés liées à l'insuffisance des investissements, à la faible maîtrise des technologies, au choix des espèces de poissons, à la faiblesse des politiques de protection de l'environnement, aux difficultés d'intégration de l'aquaculture – élevage et de agriculture, à l'absence d'une stratégie d'empoissonnement des plans d'eau, etc.

- La faiblesse des capacités techniques, professionnelles et institutionnelles tant au niveau des professionnels de la pêche qu'au niveau des Etats et des institutions sous-régionales. Elle se traduit par un manque de collaboration dans la gestion des ressources, l'insuffisance et l'absence de coordination des moyens de contrôle de qualité et de prélèvement; la faible capacité de respect des normes et mesures sanitaires et phytosanitaires, absence d'un système d'information sur les potentialités et les ressources, l'absence de textes communautaires, l'absence de coordination des actions des institutions sous-régionales ; non harmonisation des politiques de pêche et des textes législatifs et réglementaires à l'échelon sous-régional.

### **3.3.7.1 Activité 1.3.1. Assurer la cohérence des stratégies de gestion du secteur de la pêche**

235. En dépit de son importance dans l'économie régionale, le secteur de la pêche ne bénéficie pas encore d'une politique cohérente intégrée aux politiques agricoles tant au niveau national que régional de la CEDEAO. Bien que les trois axes d'intervention de la politique agricole régionale ECOWAP/PDDAA, intègrent des actions spécifiques liées à la pêche, elle n'offre pas encore l'opportunité de cerner toutes les dimensions que recouvre la problématique de ce secteur. Un certain nombre de directives et de stratégies plus ou moins clairement définies tentent de réguler le fonctionnement des activités dans ce secteur. Pour le moment, elles ne permettent pas de mieux cerner la complexité des différents sous secteurs : pêche maritime, continentale, aquaculture et pisciculture. De même la gestion des dimensions environnementales (préservation des ressources, conservation de la biodiversité) commerciales (en lien avec les questions des normes sanitaires et phytosanitaires des produits), la gestion des interdépendances entre les Etats, constituent des problématiques spécifiques au secteur qui exigent la définition d'une politique claire pour ce secteur.
236. La CEDEAO a réalisé par le biais du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, une étude diagnostique, assortie de proposition d'un programme qui prend en compte une bonne partie des problèmes de la pêche continentale et maritime. Par contre certaines composantes du secteur : pisciculture, aquaculture ne sont pas encore l'objet d'une analyse approfondie.
237. Elle est engagée dans un processus de formulation d'une stratégie de développement de ce secteur dans le cadre de la définition du Plan Régional d'Investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs de l'ECOWAP.
238. La cohérence de ces programmations, leur pertinence et leur efficacité futures dépendent des orientations claires en matière de développement qui seront proposées pour ce secteur. Cette activité exige un ensemble d'actions visant à doter le secteur d'une politique claire, d'une plus forte cohérence des règlements, mesures de politiques au niveau régional. les actions qui concourent à la réalisation de cette activité sont les suivantes

#### ***Action.1.3.1.1 : Formulation d'une politique régionale de la pêche.***

239. Cette action vise à définir une politique régionale de la pêche qui soit en phase avec la politique agricole régionale ECOWAP. Elle implique un certain nombre de sous actions relatives :

- A l'approfondissement du diagnostic du secteur en mettant clairement en relief les problématiques que véhiculent la pêche maritime, continentale, la pisciculture et l'aquaculture.
- L'organisation d'ateliers nationaux et régionaux de concertation avec les acteurs, autour de la vision, des objectifs, des axes d'intervention et du document final de la politique régionale.
- L'élaboration d'un programme minimum de développement du secteur, assorti d'un plan d'action de mise en œuvre.

Parties prenantes : Pays, institutions régionales, organisations socioprofessionnelles

Maître d'œuvre : CEDEAO

Instrument mobilisé : Guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût : 5 millions USD

#### **Action 1.3.1.2 : harmonisation des textes réglementaires en matière de pêche.**

240. Cette action vise à créer un environnement, favorable à la gestion des ressources halieutiques. Il s'agit de conduire un ensemble de sous actions visant à palier à l'absence de textes communautaires, la faible coordination des actions des institutions sous-régionales ; le manque d'harmonisation des politiques de pêche à l'échelon régional.

- L'harmonisation de la réglementation en matière de pêche. Les différences notables que l'on observe dans le poids du secteur des pêches dans les économies des Etats se traduisent par des disparités de mesures réglementaires de gestion d'une ressource caractérisée par des migrations difficiles à maîtriser. Cette sous activité vise à rendre cohérents et harmonisés au niveau régional, les outils et les instruments et autres mesures de politiques de gestion du secteur.
- l'harmonisation des conventions et accords de pêche signés avec les pays étrangers. Les accords que les différents pays ont signés avec les Etats tiers, sont rarement partagés avec les autres pays voisins, tant au cours du processus de négociation que de leur application. Il en résulte parfois des conflits d'intérêt entre les Etats et les acteurs. Cette sous action implique une évaluation des accords de pêche signés et une négociation au niveau régional des grandes lignes des futures conventions de façon à prendre en compte des intérêts des différents pays et les orientations des politiques régionales agricoles et de pêche.
- Le renforcement des capacités de négociation des acteurs régionaux et nationaux. Cette sous action vise à doter des compétences nécessaires à la bonne conduite de leurs activités les responsables des institutions et autres organisations régionales en charge des négociations des accords de pêche et autres conventions qui touchent à la gestion des ressources halieutiques,.

Parties prenantes : CEDEAO, Pays, Organisations socioprofessionnelles, organisations spécialisées

Maître d'œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : Guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût : 5 millions USD



### **3.3.7.2 Activité 1.3.2 : Assurer la gestion durable des ressources halieutiques maritimes et continentales,**

241. En raison de la tendance à la raréfaction des ressources halieutiques maritimes et continentales, il importe de conduire un certain nombre d'actions qui permettent non seulement de mettre en place un système d'aménagement et de gestion des pêcheries, mais aussi de prévention des risques d'effondrement des stocks, de dégradation de l'environnement et de la disparition de la biodiversité. Les activités intègrent deux principales catégories d'actions : i) celles relatives aux aménagements ii) celles ayant trait à la réglementation des activités de pêches.

242. La première catégorie d'actions vise principalement à appuyer les initiatives, stratégies qui relèvent du niveau national, mais dont la faiblesse des ressources locales ne permet pas de les mettre en œuvre. Ces actions peuvent impliquer plusieurs pays, dans le cadre de la gestion d'une ressource partagée. L'objectif est de garantir de façon durable le renouvellement de la ressource halieutique.

#### ***Action 1.3.2.1 : Appui à la réalisation de travaux de construction d'infrastructures d'aménagement des cours et plans d'eaux.***

243. Cette action s'inscrit dans une perspective de conservation de la biodiversité et d'amélioration de la productivité des ressources halieutiques. De nombreux cours et plans d'eaux ont perdu leur productivité du fait de l'envahissement des végétaux aquatiques, des activités agricoles et de l'ensablement, et de bien d'autres phénomènes anthropiques. Les actions visent à appuyer :

- Le dragage de certains plans et cours d'eaux. Ces activités requièrent des investissements importants qu'un seul pays est souvent incapable de supporter. La finalité de l'opération étant multiple : développement des activités agricoles et pastorales, l'appui de la CEDEAO pourrait contribuer au financement des études de faisabilité, de mobilisation des ressources indispensables. Cette action aura pour responsable la CEDEAO et les Etats, pourrait être mise en œuvre par les agences de gestion des bassins, ou confiée à une institution spécialisée. Les bénéficiaires sont les Etats, les communautés des acteurs du secteur.
- La lutte contre les végétaux aquatiques envahissant, au moyen de l'introduction d'autres végétaux, ou du dragage des plans et cours d'eau.
- La réalisation des aménagements d'infrastructures littorales multifonctionnelles destinées à limiter les pertes post –capture des poissons. Ces pertes sont parfois très élevées. Ces infrastructures sont importantes pour une meilleure organisation des transactions des produits halieutiques, produits hautement périssables.

Parties prenantes : Pays, CEDEAO, Organisations socioprofessionnelles, Agence de gestion des bassins

Maître d'œuvre : CEDEAO,

Maitre d'œuvre déléguée : les agences de gestion des bassins

Instrument mobilisé : guichet appui à l'intégration agricole régionale

Coût de l'action : 10 millions USD

#### ***Action 1.3.2.2 : Sécurisation des ressources halieutiques tant maritimes que continentales.***

244. Cette action vise à mettre en œuvre un ensemble de moyens de lutte contre des pratiques peu recommandables, notamment la capture par des instruments illégaux, la

pollution des cours et plans d'eaux. Les activités de pêche bénéficient actuellement d'une faible surveillance tant de la part des Etats que des institutions de coopération régionale. Cette faiblesse qui est tributaire de l'absence de moyens techniques performants (les marines de certains pays ne disposent même pas d'une flotte de bateaux opérationnels), mais aussi de la faible coordination des dispositifs et moyens nationaux. L'action vise de ce fait :

- La lutte contre la pollution des eaux continentales et maritimes, au moyen de la réglementation des activités des chalutiers, de l'utilisation de substances toxiques à l'usage des pêches, du déversement des déchets pétroliers etc.
- La protection des habitats critiques des ressources halieutiques (mangroves, notamment).
- La mise en place d'un mécanisme régional modulé de régulation de l'accès et de l'allocation des droits de pêche. Le niveau actuel d'exploitation des ressources et les méthodes d'allocation des droits de pêche, en particulier aux navires de pêche industrielle dans le cadre des accords de pêche est en grande partie responsable de l'effort de pêche excessif et de la surexploitation. Il y a par conséquent un besoin urgent d'ajuster l'effort de pêche aux ressources disponibles. Il s'agit de réglementer les périodes de pêches des différentes espèces pour favoriser la reproduction de la ressource.
- L'amélioration et la coordination des dispositifs et systèmes de contrôle et de surveillance des activités et des zones de pêche. il s'agit de coordonner les opérations de surveillance entre les Etats pour lutter contre la surexploitation et le pillage des ressources halieutiques marines par des chalutiers étrangers. Le dispositif, comprend l'acquisition de moyens opérationnels de détection et de dissuasion des bateaux pirates, mais aussi la mise en place d'un système de veille informationnelle sur les activités de pêche.
- Le renforcement de la recherche pour un suivi régulier des ressources, des pêcheries, et de l'environnement. La recherche sur la pêche maritime et continentale est encore très faible en Afrique de l'Ouest, situation qui ne permet pas d'avoir une base de données de référence sur le potentiel des ressources halieutiques et leur évolution réelle dans le temps. La CEDEAO, pourrait à travers ses fonds compétitifs appuyer des programmes de recherche des institutions spécialisées et des universités nationales.

Parties prenantes : CEDEAO, organisations socioprofessionnelles, Pays, CORAF, Centres spécialisés de recherche

Maître d'œuvre : CEDEAO, maitres d'ouvrage délégués : Pays et instituts spécialisés

Instrument mobilisé : guichet « appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Coût de l'action : 15 millions USD

### ***Action 1.3.2.3 : Amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'aquaculture et de la pisciculture.***

245. L'aquaculture artisanale et industrielle peut constituer une réponse alternative à l'épuisement des ressources halieutiques ouest africaines. Actuellement le niveau de développement de cette activité est faible. On ne connaît pas très bien le niveau de la production et celui de sa contribution à l'offre régionale des produits halieutiques. Selon les statistiques de la FAO, la production régionale se montait à quelques 50 000 tonnes au

début des années 2000. Plusieurs expériences sont en cours en milieu rural dans le cadre des activités génératrices de revenus promus par divers projets et programmes. Mais le développement de l'activité est handicapé par un certain nombre de problèmes qui requiert une intervention régionale. Il s'agit de l'inexistence d'un cadre réglementaire de l'exercice de l'activité, de la faiblesse des investissements productifs, de la faible professionnalisation des acteurs. Les sous actions visant à promouvoir l'aquaculture et améliorer sa productivité portent sur :

- L'appui à la création et la gestion des fermes pilotes. Il s'agit d'accompagner au moyen de la facilitation d'accès au fonds d'innovation à des crédits, la création de fermes semencières pour produire des alevins. Elle vise aussi à promouvoir des centres d'ensemencement des poissons et la diffusion des espèces adaptées aux différentes conditions agro-écologiques de la région ; Ces fermes pourraient également servir de cadre d'échanges d'expérience entre les acteurs de la filière.
- L'appui aux opérations de ré-empoissonnement des plans et cours d'eau, au moyen de la facilitation de l'accès au fonds d'innovation aux professionnels du secteur. Cette action implique aussi la facilitation de l'accès aux produits destinés à l'entretien des ressources (antibiotiques et autres produits sanitaires) ; elle vise aussi à rendre disponibles les aliments pour poissons
- Favoriser l'accès aux technologies adaptées à une aquaculture paysanne durable.

Parties prenantes : CEDEAO, Pays, organisations socioprofessionnelles,  
 Maître d'œuvre : CEDEAO, Pays  
 Instrument mobilisé : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »  
 Coût de l'action : 15 millions USD

#### ***Action 1.3.2.4 : Accompagnement de la structuration et la professionnalisation des acteurs.***

246. Cette action vise à doter les professionnels du secteur des produits halieutiques de compétences nécessaires à la gestion de leur activité. La finalité de cette action est d'obtenir des produits halieutiques qui incorporent le maximum de valeur ajoutée, qui tiennent compte des exigences des marchés locaux, régionaux et internationaux. Cette action implique les sous actions suivantes :

- L'appui à la structuration des acteurs. Cette sous action vise à accompagner le réseautage des principaux acteurs du secteur de la pêche à l'effet de faciliter les échanges entre eux. La mise en réseau des acteurs de la pêche devrait aussi faciliter l'implication des professionnels de ce secteur dans les processus de définition et de mise en œuvre des programmes et surtout de négociation des conventions et autres accords.
- La mise en œuvre d'activités de formation et de sensibilisation des acteurs sur les exigences en matière d'hygiène, de respect des normes sanitaires et phytosanitaires. La faible capacité des acteurs à respecter les normes sanitaires et phytosanitaires (en lien avec le caractère inadapté des infrastructures d'appui, de la sous information et qualification de nombreux acteurs) explique en grande partie l'état actuel du marché de ces produits
- La facilitation de l'accès aux technologies et infrastructures adaptées de conservation et de transformation des produits halieutiques.

Parties prenantes : CEDEAO, Pays, organisations socioprofessionnelles
Maître d'œuvre : CEDEAO,
Instrument mobilisé : guichet « appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Coût de l'action : 10 millions USD

### **3.4 Présentation détaillée de l'objectif spécifique N°2 : Promouvoir un environnement global favorable au développement agricole régional**

#### **3.4.1 Objet et champ thématique de l'objectif spécifique n°2**

247. Le Programme se donne comme deuxième objectif spécifique de promouvoir un environnement global favorable au développement des filières agricoles et alimentaires.
248. L'environnement global intègre quatre grands volets : commercial, physique, informationnel et institutionnel indispensable à l'exercice des activités agricoles. Premièrement, au regard de l'environnement commercial, l'objectif spécifique N°2 du Programme renvoie à la construction, au sein de l'espace CEDEAO, d'un environnement économique propice au commerce des produits agricoles. Cela repose sur une double stratégie : d'une part, une meilleure protection des filières agroalimentaires essentielles du point de vue de l'alimentation et des moyens de subsistance des ruraux ; d'autre part, une fluidification des échanges régionaux. La connexion des exploitations agricoles au marché dans des conditions satisfaisantes, la consolidation du marché régional, la réduction de l'instabilité des prix et l'amélioration de l'efficacité des filières constituent des éléments déterminants d'une croissance agricole soutenue et d'une amélioration de la sécurité alimentaire.
249. Deuxièmement, un environnement physique favorable consiste à mettre en place, au niveau régional, des mécanismes d'adaptation à la variabilité et au changement climatiques et de gestion intégrée des ressources partagées. En effet, l'activité agricole est, par essence, fortement dépendante des conditions climatiques et de l'état des ressources naturelles. Dans un contexte où l'agriculture ouest-africaine doit réaliser une « révolution doublement verte »<sup>6</sup>, il est indispensable de promouvoir toutes les actions régionales susceptibles i) de limiter les impacts du changement climatique sur les systèmes de production agricole et ii) d'aboutir à une gestion durable des ressources partagées entre plusieurs pays, tout particulièrement les ressources en eau.
250. Troisièmement, l'environnement informationnel renvoie à l'ensemble des systèmes d'information et d'aide à la décision qui permettent d'orienter de façon appropriée l'activité agricole. La complexité et l'interdépendance des défis auxquels est confronté le secteur agricole ouest-africain, et la rapidité des changements, requièrent de disposer de systèmes d'information et d'aide à la décision performants pour appuyer les acteurs publics et privés. Les activités et actions du Programme s'inscrivant dans ce volet de l'objectif spécifique N°2 s'appuieront sur les priorités retenues dans AGRIS. L'enjeu est, d'une part, de renforcer la pertinence et l'efficacité des politiques publiques et, d'autre part, de réduire les asymétries informationnelles qui pèsent sur les choix des acteurs privés, tout particulièrement les petits producteurs agricoles.

---

<sup>6</sup> Terme inventé en 1994 par Gordon Conway pour caractériser une agriculture du futur qui soit à la fois très productive (comme le fut la « Révolution Verte »), respectueuse de l'environnement (d'où le deuxième vert) et fondée sur l'équité. Voir : M. Griffon. Nourrir la Planète : Pour une révolution doublement verte, Paris, Ed. Odile Jacob, 2006

251. Quatrièmement, l'amélioration de l'environnement institutionnel pour favoriser le développement agricole régional doit passer par un renforcement des capacités techniques et des compétences des différents groupes d'acteurs qui sont parties prenantes de la mise en œuvre de l'ECOWAP. A travers des actions dans les domaines de la formation, du renforcement institutionnel et du suivi-évaluation, il s'agit de favoriser une gouvernance agricole régionale cohérente, dans laquelle les différents acteurs seront en mesure d'exercer leur rôle avec efficacité.

### **3.4.2 Problématique sectorielle**

#### **3.4.2.1 Exposé des principaux problèmes à résoudre**

252. Le secteur agricole d'Afrique de l'Ouest doit affronter aujourd'hui des défis considérables. Le premier d'entre eux est de satisfaire la croissance de la demande alimentaire régionale ; celle-ci résulte essentiellement de la croissance démographique, qui se poursuit à un rythme élevé. En 2007, la population des 15 Etats membres de la CEDEAO était estimée à 290 millions d'habitants ; compte tenu des taux de croissance actuels, et de leur inertie, cette population devrait se situer à 353 millions en 2020 et à 455 millions en 2030. Quelles que soient les hypothèses retenues sur les taux de croissance respectifs des populations urbaines et rurales, deux faits sont acquis : d'une part, les urbains seront plus nombreux que les ruraux<sup>7</sup> ; d'autre part, l'effectif de la population rurale (et donc celui des actifs agricoles) va continuer de croître. Au cours des deux prochaines décennies, l'agriculture ouest africaine devra donc produire davantage tout en préservant les ressources naturelles, commercialiser une part de plus en plus grande de cette production (puisque la part des consommateurs non producteurs va augmenter) et assurer un revenu décent à un nombre croissant d'actifs agricoles.
253. Ce défi quantitatif devra être relevé en surmontant plusieurs contraintes, étroitement liées les unes aux autres ; en particulier :
- La détérioration des conditions climatiques, caractérisée par une réduction de la pluviométrie (déplacement des isohyètes vers le sud) et par une aggravation de certains phénomènes (pics de température, inondations, etc.), conséquence probable du processus global de changement climatique.
  - Le caractère non reproductible du modèle de croissance « extensif » (croissance beaucoup plus forte des surfaces que des rendements) qui a prévalu au cours des dernières décennies.
  - Le caractère massif de la pauvreté rurale, qui constitue un frein à l'adoption d'innovations, à la réalisation d'investissements.
  - L'affaiblissement des institutions en charge de la délivrance de biens publics à destination des producteurs agricoles et des autres acteurs du secteur : recherche agronomique, formation, conseil technique, informations, etc. Cet affaiblissement est la conséquence des politiques d'ajustement structurel appliquées au cours des années 1980 et 1990.
  - Une exposition accrue des producteurs aux risques de marché (variabilités inter et intra-annuelles des prix) et la faible connexion au marché de la grande majorité d'entre eux.

---

<sup>7</sup> En 1960, la population urbaine représentait 14% de la population totale de la zone CEDEAO ; en 2000, ce taux était de 42% ; en 2030, il devrait se situer entre 57% et 60%.

- Les nombreuses imperfections et incomplétudes qui caractérisent les marchés de produits agricoles et alimentaires, amplifiant les fluctuations de prix et limitant la connexion des bassins de production aux centres de consommation.

254. Ainsi, ce sont des transformations massives que doit entreprendre le secteur agricole ouest-africain pour faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain. Au niveau de la production, il s'agit d'accroître significativement la productivité du travail, de la terre et de l'eau tout en enravant la dégradation des ressources naturelles et en renforçant la résilience des systèmes productifs au changement climatique. En aval de la production, l'enjeu est d'augmenter les performances des systèmes de transformation et commercialisation, de manière à créer les conditions favorables à une intensification durable de la production, d'une part, et à une amélioration de la sécurité alimentaire (prix, quantité et qualité des aliments), d'autre part.

### 3.4.2.2 Les programmes en cours dans la région

255. Plusieurs initiatives en cours ou à venir concourent à la création, sur de multiples aspects, d'un environnement global qui aura de profondes implications sur le développement agricole régional. Elles sont conduites tant au niveau national, que régional.

256. Sur le volet commercial, on peut mentionner les processus de négociation en cours, en vue de la création de l'union douanière de la CEDEAO. Plus que l'extension du TEC UEMOA à l'ensemble de la région, la nouvelle union douanière comportera une structure tarifaire de 5 bandes ; 0 , 5, 10, 20 et 35. La dernière bande qui constitue la principale innovation de cette union par rapport à celle de l'UEMOA, devrait servir de protection aux produits stratégiques. La CEDEAO est également engagée dans la négociation d'une zone de libre échange avec l'Union Européenne dans le cadre des Accords de Partenariat Economique prévus par l'accord de Cotonou. Dans l'un ou l'autre cas, se joue l'avenir de l'agriculture régionale. Le défi majeur de ces deux négociations est de pouvoir tenir compte des orientations de la politique agricole régionale, celle de contribuer à la promotion de la souveraineté alimentaire, versus préférence communautaire.

257. Au titre des programmes majeurs, on peut retenir : Le Programme Régional Accès aux Marchés développé par le Comité inter États de Lutte contre la Sècheresse dans le Sahel dans la perspective d'une meilleure connaissance des mécanismes du fonctionnement, ainsi que la dynamique des marchés des produits agro-alimentaires de l'ensemble des pays de l'Afrique de l'ouest. Le programme s'intéresse également aux mutations des marchés en lien avec les reformes de politiques économiques, ainsi que leur rôle dans la garantie de la sécurité alimentaire des populations ouest africaines. Le programme a envisagé la mise en place d'un dispositif de suivi des flux transfrontaliers des produits agro-alimentaires, avec un accent particulier sur l'estimation des flux informels. Il a finalisé à cet effet une démarche méthodologique, qui devrait permettre de capturer le trafic qui échappe encore aux statistiques officielles et que de nombreuses études estiment important.

258. Le Programme MISTOWA: Market Information System and Trades Organisations in West Africa, financé par l'USAID et mis en œuvre par l'IFDC entre 2004 et 2006. MISTOWA s'est fixé comme objectif la promotion du marché régional des produits agricoles et de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest. MISTOWA a fondé son approche essentiellement sur l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des informations commerciales par les acteurs des filières agricoles. Pour ce faire, il a développé un certain nombre d'activités centrées sur le renforcement des capacités des acteurs à la base, notamment les producteurs et les commerçants au moyen du développement d'un système d'informations et de communication (TIC), l'entrepreneuriat et la gestion

organisationnelle et le plaidoyer. Ce programme est relayé depuis 2008 par le projet ATP financé par l'USAID visant à promouvoir certaines chaînes de valeur agro-alimentaires en Afrique de l'Ouest.

259. Le CILSS anime également un Réseau des Systèmes d'Information sur les Marchés (SIM) qui fédèrent les SIM nationaux du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Niger, du Mali, du Sénégal, du Togo et dans une moindre mesure celui du Nigeria. Ces SIM qui ont vu le jour en appui aux SAP sont destinés à prévenir les crises alimentaires au moyen du suivi du fonctionnement des marchés des produits vivriers. Le réseau constitue une des composantes du programme Accès au marché du CILSS. A travers cette initiative et plus précisément ce réseau, le CILSS ambitionne de contribuer au développement des SIM de ces pays et la promotion d'un cadre formel d'échange d'informations agricoles entre les acteurs qui sont à l'interface des questions de sécurité alimentaire, en Afrique de l'ouest. Par ce biais, le CILSS voudrait contribuer à l'harmonisation des méthodes de collecte, traitement et diffusion des données sur les prix sur les marchés de la région.
260. En ce qui concerne le volet changement et variabilité climatiques, le centre AGRHMET du CILSS, développe une démarche méthodologique pour promouvoir des outils d'adaptation principalement pour les exploitations agricoles. Parallèlement, plusieurs institutions internationales, s'investissent à un programme global portant sur : « l'analyse multicritère de la mousson africaine ».

### **3.4.2.3 Enseignements et limites des approches antérieures**

261. Suite au retrait des Etats de la sphère économique dans le cadre des politiques d'ajustement structurel des années 80-90, la puissance publique dispose de peu d'instruments pour contribuer de façon efficace à la régulation des marchés et à une croissance durable de la production agricole. Dans ce contexte, face aux problèmes aigus posés par la flambée des prix survenue en 2008, les Etats ont eu tendance à réhabiliter les approches nationales en vigueur avant l'ajustement. Or, la régionalisation des marchés, leur ouverture sur les marchés mondiaux, les transformations importantes intervenues en termes d'engagements internationaux, d'organisation des acteurs économiques et d'intégration régionale modifient en profondeur les conditions et la nature d'une intervention publique efficace.
262. La région demeure caractérisée par un fort cloisonnement des initiatives d'intervention publique, que ce soit entre les Etats, entre les bailleurs de fonds ou entre les organisations régionales (dont les mandats se recoupent parfois). Ce cloisonnement est préjudiciable à la mise en œuvre d'actions régionales ambitieuses, dans des domaines où l'obtention d'économies d'échelle augmenterait significativement l'efficacité et l'efficience des interventions. C'est le cas notamment des efforts publics en matière de recherche agronomique et environnementale, en matière de dispositifs d'information et dans le domaine du renforcement des capacités.
263. Malgré les efforts entrepris depuis quelques années, les réglementations nationales (accès au crédit, accès aux intrants, normes de production et de transformation, etc.) restent hétérogènes, ce qui constitue autant d'obstacles à la construction de véritables marchés régionaux. A ces obstacles s'ajoute la persistance des tracasseries administratives et routières qui augmentent les coûts de transaction sur le marché régional malgré l'existence de plusieurs initiatives tendant à enrayer le phénomène.

264. Enfin, la conjoncture des marchés agricoles et alimentaires des deux dernières années a montré le rôle essentiel d'une politique commerciale régionale aux frontières de l'espace CEDEAO afin de mieux réguler les prix des produits importés et de soutenir l'essor des échanges intra-communautaires de produits agricoles issus de la région.

### **3.4.3 Liens avec les orientations de l'ECOWAP / PDDAA**

265. Cette composante vise à opérationnaliser les orientations contenues dans le 2ème et 3ème axes d'intervention de l'ECOWAP, ainsi que dans les six domaines des Programmes régionaux d'investissement agricole
266. Le premier axe de l'ECOWAP porte, en effet sur la mise en œuvre d'un régime commercial intracommunautaire fondé sur une zone de libre échange, au moyen, i) de la facilitation du transport et du transit régional, de la ii) suppression effective des entraves aux échanges, de iii) de l'harmonisation de la fiscalité intérieure et promotion des mesures fiscales incitatives, iv) de l'harmonisation des codes des investissements et du droit des affaires,
267. Le second par contre, vise l'adaptation du régime commercial extérieur en fonction des conditions spécifiques du secteur agricole à l'effet de faciliter l'accès au marché international afin d'écouler les productions résultant de l'accroissement de l'offre permise par la modernisation des systèmes de production.
268. Les quatre dimensions que traite cette composante (marché, changement et variabilité climatiques, système d'information, et renforcement des capacités institutionnelles) couvrent entièrement les six domaines des Programmes régionaux d'investissement agricole.

### **3.4.4 Vue d'ensemble de la logique d'intervention de l'objectif spécifique n°2**

Cf. le tableau de la page suivante.



**Tableau 4 – Logique d'intervention de l'objectif spécifique n°2 : Première partie (environnement commercial)**

O.S. n°2 Promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional	Résultats attendus	Activités	Actions
	Résultat 2.1 : L'environnement commercial des filières agro-alimentaires est amélioré.	Activité 2.1.1. Promouvoir le commerce intra-régional des produits agricoles et agroalimentaires	Action 2.1.1.1 : Facilitation du financement du commerce transfrontalier des produits agricoles et agroalimentaires
			Action 2.1.1.2 : Concertation sur les transactions transfrontalières pour gérer les risques de change
			Action 2.1.1.3 : Définition et application de normes régionales sur la commercialisation des produits agroalimentaires
			Action 2.1.1.4 : Facilitation de la création de bourses régionales de produits vivriers et de fret
			Action 2.1.1.5 : Amélioration des conditions de la circulation des denrées dans la sous-région
			Action 2.1.1.6 : Prévention et lutte contre la volatilité des prix
		Activité 2.1.2. Développer les infrastructures de commerce adaptées aux produits agricoles	Action 2.1.2.1 : Promotion et équipement des marchés transfrontaliers
		Activité 2.1.3. Mettre en place des instruments incitatifs et efficaces aux frontières	Action 2.1.3.1 : Mise en place d'une mesure de sauvegarde à l'importation
			Action 2.1.3.2 : Réforme du Comité de gestion du TEC et mise en place d'un mécanisme de concertation sur les négociations commerciales
			Action 2.1.3.3 : Appui aux Etats pour l'harmonisation du système douanier et la formation des douaniers

**Tableau 5 – Logique d'intervention de l'objectif spécifique n°2 : Deuxième partie (variabilité et changement climatiques ; gestion des ressources partagées)**

O.S. n°2 Promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional	Résultats attendus	Activités	Actions
	Résultat 2.2. : Des mécanismes d'adaptation à la variabilité et au changement climatiques et de gestion intégrée des ressources partagées sont mis en place au niveau régional	Activité 2.2.1 Renforcer la recherche régionale pour adapter la production agricole à la variabilité et au changement climatiques	Action 2.2.1.1 : Amélioration des connaissances sur les variations et changements climatiques et leurs impacts sur le secteur agricole
			Action 2.2.1.2 : Développement de techniques et technologies d'adaptation aux changements climatiques
			Action 2.2.1.3 : Capitalisation et diffusion des techniques et technologies adaptées aux changements climatiques
			Action 2.2.1.4 : Mise en place d'un système de veille et d'information sur les négociations internationales sur les changements climatiques
		Activité 2.2.2 Renforcer les capacités de gestion intégrée des ressources naturelles partagées	Action 2.2.2.1 : Gestion intégrée des ressources en eau dans les grands bassins fluviaux
			Action 2.2.2.2 : Gestion des écosystèmes forestiers intégrés
		Activité 2.2.3 Mettre en place des mécanismes assurantiels pour les risques climatiques et environnementaux	Action 2.2.3.1 : Capitalisation des expériences sur les assurances agricoles
			Action 2.2.3.2 : Réalisation d'études de faisabilité de mécanismes assurantiels
			Action 2.2.3.3 : Appui à la mise en place d'expériences pilotes d'assurances agricoles

**Tableau 6 – Logique d'intervention de l'objectif spécifique n°2 : Troisième partie (Système d'information et d'aide à la décision ; renforcement des capacités)**

O.S. n°2 Promotion d'un environnement global favorable au développement agricole régional	Résultats attendus	Activités	Actions
	Résultat 2.3 : Un système d'information et d'aide à la décision est opérationnel	Activité 2.3.1 Assurer le suivi de l'environnement écologique et macroéconomique	Action 2.3.1.1 : Mise en place d'un dispositif coordonné de suivi écologique Action 2.3.1.2 : Mise en place d'un dispositif de suivi du contexte macro-économique et des politiques agricoles
		Activité 2.3.2 : Renforcer les dispositifs de suivi des systèmes productifs et de la situation alimentaire et nutritionnelle	Action 2.3.2.1 : Renforcement des dispositifs nationaux de suivi annuel de la campagne agro-sylvo-pastorale Action 2.3.2.2 : Analyse des tendances d'évolution de la production, pour les principaux produits et les différents bassins de production Action 2.3.2.3 : Mise en place d'un dispositif d'alerte régional précoce pour les crises fourragères et hydriques Action 2.3.2.4 : Analyse des tendances d'évolution de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle
			Action 2.3.3.1 : Renforcement des dispositifs de production et de diffusion d'information sur les marchés et les opportunités d'échange Action 2.3.2.2 : Réalisation d'analyses périodiques sur l'intérêt et les performances des chaînes de valeur émergentes d'intérêt régional
			Action 2.3.3.1 : Renforcement des dispositifs de production et de diffusion d'information sur les marchés et les opportunités d'échange Action 2.3.2.2 : Réalisation d'analyses périodiques sur l'intérêt et les performances des chaînes de valeur émergentes d'intérêt régional
	Résultat 2.4: Les capacités des institutions et des acteurs régionaux sont renforcées	Activité 2.4.1 Renforcer les capacités institutionnelles des acteurs de la région	Action 2.4.1.1 : Appui aux Institutions de recherche et de formation Action 2.4.1.2 : Appui aux organisations socioprofessionnelles régionales

### **3.4.5 Résultat 2.1 : L'environnement commercial des filières agroalimentaires est amélioré.**

269. Offrir de bonnes conditions de commercialisation aux produits agricoles ouest-africains est primordial à plusieurs égards. L'assurance de débouchés et de prix de vente suffisamment rémunérateurs et stables réduit l'incertitude et permet aux opérateurs des filières d'effectuer les investissements nécessaires dans le secteur agricole, notamment pour intensifier la production agricole. Les conditions de commercialisation déterminent également la capacité des opérateurs à fournir aux consommateurs les aliments en quantités suffisantes en tout temps, à des prix raisonnables et de qualité. Elles peuvent ainsi contribuer à accroître la sécurité alimentaire.

270. Aujourd'hui, l'environnement commercial des filières agroalimentaires en Afrique de l'Ouest est caractérisé par de nombreuses contraintes qui freinent le développement du commerce intra-régional<sup>8</sup>. Ainsi, bien que l'essentiel du commerce des produits vivriers soit réalisé au niveau intra-régional, ce commerce reste faible et bien en deçà du potentiel des échanges agricoles de la région. Les contraintes expliquant cette faiblesse des échanges intra-régionaux de produits agricoles peuvent être résumées au nombre de sept, comme suit :

- La première contrainte concerne les nombreuses entraves à la circulation des biens : les prélèvements illicites opérés sur l'ensemble des corridors de transport dans la région, le manque d'harmonisation des normes de qualité et les difficultés liées à la justification de l'origine des produits commercialisés. Ces entraves constituant des barrières non tarifaires se traduisent notamment par un renchérissement du coût de revient final des marchandises, une détérioration de la qualité des denrées alimentaires périssables. Elles hypothèquent la réussite d'actions de promotion du commerce régional<sup>9</sup>.
- La deuxième contrainte concerne le manque de financement bancaire adapté au commerce des produits agricoles dans la sous région.
- La troisième contrainte renvoie au risque de change lié à l'hétérogénéité des politiques monétaires au sein de la CEDEAO.
- La quatrième contrainte est la faible disponibilité et accessibilité à l'information commerciale pour la plupart des acteurs du commerce régional, contribuant à connecter l'offre et la demande.
- La cinquième contrainte est la difficulté pour les acteurs du commerce régional de faire respecter les contrats commerciaux ou de se protéger contre les abus des agents publics dans les pays tiers par manque de mécanismes appropriés de recours à l'échelle régionale.
- La sixième contrainte est la faiblesse et la mauvaise qualité des infrastructures commerciales nécessaires à la dynamisation des échanges régionaux.
- La septième contrainte porte sur les difficultés à définir et mettre en œuvre une politique communautaire de commerce extérieur en synergie avec l'ECOWAP.

---

<sup>8</sup> Le commerce intra-régional enregistré représente seulement 10% des échanges totaux de produits agricoles. Dans le cas de l'UE, ce taux atteint 60%.

<sup>9</sup> Par exemple, beaucoup d'agriculteurs ont du mal à écouler leurs productions dans le cadre de la politique « purchase for progress » du PAM, faute de pouvoir répondre aux normes définies par le pays bénéficiaire.

271. Lever cet ensemble de contraintes et ainsi construire, au sein de la CEDEAO, un environnement économique propice au commerce des produits agricoles, requiert de réaliser prioritairement trois grandes activités :

- Promouvoir le commerce intra-régional des produits agroalimentaires ;
- Développer les infrastructures de commerce adaptées aux produits vivriers ;
- Mettre en place des instruments incitatifs et efficaces aux frontières de l'espace CEDEAO.

#### **3.4.5.1 Activité 2.1.1. Promouvoir le commerce intra-régional des produits agricoles et agroalimentaires**

272. Le commerce intra-régional des produits agroalimentaires, s'il est de fait une réalité importante sur le terrain, peine à devenir une dynamique forte. Il est nécessaire d'encourager certains acteurs à s'engager dans le commerce intra-régional et à le soutenir, ainsi que de mettre en œuvre des mesures contribuant à fluidifier les échanges.

273. Promouvoir le commerce intra-régional passe ainsi par la réalisation de six catégories d'actions : i) la facilitation du financement du commerce transfrontalier des produits vivriers ; ii) la gestion efficace des risques de change liés à la non convertibilité, dans le circuit formel, des huit monnaies dans les transactions transfrontalières ; iii) la définition et l'application des normes relatives à la commercialisation des produits agroalimentaires ; iv) la facilitation de la création de bourses régionales de produits vivriers et/ou de fret ; v) l'amélioration des conditions de la circulation des denrées dans la sous-région ; vi) la prévention et la lutte contre la volatilité des prix dans une perspective de sécurité alimentaire.

##### ***Action 2.1.1.1 : Facilitation du financement du commerce transfrontalier des produits agricoles et agroalimentaires***

274. L'accès des opérateurs économiques engagés dans le commerce transfrontalier, en particulier des organisations de producteurs, au financement de leurs activités est rendu difficile par les taux d'intérêt élevés proposés par les institutions de micro-finance et les banques commerciales. Développer le commerce intra-régional de produits agricoles et agroalimentaires nécessite d'agir sur la facilitation de l'accès au financement.

275. En outre, les banques commerciales interviennent peu dans le financement des activités de commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires locaux ou régionaux. Les raisons sont multiples : risques liés au secteur, méconnaissance du secteur, absence de ressources longues, coûts d'approches et de gestion élevés, difficultés de mobiliser l'épargne, législation bancaire très contraignante, problème de gouvernance et de management dans les IMF/SFD. De plus, elles sont pénalisées par de nombreuses contraintes : fragilité mise en exergue par les restructurations bancaires récentes, capitalisation insuffisante et insuffisance des ressources longues et bonifiées, faiblesse de la collecte de l'épargne .....

276. Par ailleurs, les filières vivrières sont moins soutenues par la puissance publique en comparaison des filières agricoles d'exportation extracommunautaires. Les hésitations des banques à l'égard du secteur agricole vivrier, liées aux incertitudes fortes qui caractérisent la production agricole en Afrique, s'observent donc également pour le commerce des produits vivriers.

277. Certaines banques commerciales ont acquis de l'expérience à travers la création d'institutions de micro-finance (IMF), qui proposent des crédits pour le commerce vivrier, mais les fonds alloués restent modestes, les taux d'intérêt élevés et ne permettent pas de dépasser le cadre restreint du commerce de proximité. De fait, le taux de bancarisation des transactions commerciales portant sur les produits agricoles vivriers est très faible au sein de la sous-région.
278. Le développement du financement bancaire pour la commercialisation de produits vivriers doit permettre de renverser la situation actuelle, marquée par une commercialisation très atomisée, massivement informelle et opérant avec des fonds de roulement modestes qui limitent la réalisation d'économies d'échelle.
279. La CEDEAO interviendra pour réduire le coût des crédits à la commercialisation d'autre part et, réduire les risques liés au crédit d'autre part. Cette intervention pourra se traduire par deux grandes opérations : i) la mise en place d'un fonds de bonification des intérêts concernant les crédits à la commercialisation ; ii) la mise en place d'un Fond de garantie pour inciter les banques commerciales à proposer des prêts à la commercialisation pour les produits agricoles.

#### **Une enveloppe de bonification des intérêts pour la commercialisation régionale**

280. L'action de la CEDEAO consisterait en une bonification du taux d'intérêt pour les prêts bancaires destinés au financement d'opérations commerciales agricoles à caractère régional. Les opérations éligibles seront celles portées par les organisations de producteurs pour le commerce transfrontalier de produits agricoles et agroalimentaires. Les bénéficiaires des prêts de commercialisation seraient donc les organisations socioprofessionnelles agricoles engagées dans le cadre d'une contractualisation avec les autres acteurs des filières pour les opérations commerciales transfrontalières.
281. Un plafond du niveau de bonification, en valeur absolue ou en pourcentage du taux d'intérêt moyen, pourrait être fixé de même qu'un plafond de bonification par bénéficiaire des crédits à la commercialisation. L'enveloppe de bonification des intérêts pourrait être alimentée à la fois par la CEDEAO et par les Etats membres proposant ce soutien à la commercialisation.
282. La mise en œuvre de cette opération nécessitera comme moyens des frais d'expertise pour préciser les conditions d'éligibilité à bonification, ainsi que des frais de concertation multi-acteurs et de communication sur le mécanisme. Elle s'appuiera sur l'implication des banques commerciales, des opérateurs économiques et de la CEDEAO, qui reste responsable de la mise en œuvre.

#### **Un Fond régional de garantie pour sécuriser les banques commerciales**

283. Afin de sécuriser les banques commerciales et de les inciter à s'engager plus fermement dans le financement des opérations de commercialisation des produits vivriers portés par les organisations de producteurs, un Fond de garantie sera mis en place par la CEDEAO. Ce Fonds portera donc sur les crédits à la commercialisation de produits vivriers que les organisations de producteurs ont des difficultés à obtenir à l'heure actuelle.. Cette mesure pourra également contribuer à favoriser l'installation des banques commerciales, ou des IMF qui leur sont liées, en milieu rural et à instaurer un climat de confiance entre les institutions de financement et les opérateurs des filières vivrières.
284. Le Fonds de garantie sera alimenté pour moitié par les banques régionales de développement, et pour l'autre moitié par les Etats membres intéressés ainsi que la CEDEAO. Au niveau national, les fonds nationaux de garantie pourraient être gérés par une

banque de développement ou agricole qui présenterait l'avantage de pouvoir être le gestionnaire unique pour l'ensemble des fonds nationaux. Le Fond de garantie sera accessible aux banques commerciales et aux institutions de micro-finance souhaitant adhérer au programme. Le fond de garantie couvrirait une partie des pertes des banques liées au risque de défaut de leurs clients sur les crédits de commercialisation (et non la totalité pour ne pas induire d'effets pervers et de relâchement des règles prudentielles).

285. En complément du Fonds de garantie, d'autres opérations telles que la production et la diffusion d'informations spécifiques pour évaluer les risques, ainsi que la sensibilisation et les échanges d'expériences sur les meilleures pratiques et incitations peuvent contribuer à encourager les banques commerciales à s'engager dans le financement de la commercialisation des produits vivriers. Les informations nécessaires aux calculs d'évaluation des risques lors de l'instruction des dossiers de crédit peuvent être de diverses natures. Elles peuvent porter notamment sur les éléments d'offre et de prix sur les marchés vivriers ce qui renvoie au renforcement des systèmes d'information des marchés (voir l'appui au renforcement des systèmes d'information et d'aide à la décision, activité A2.3.2).
286. Les échanges d'expériences entre banques commerciales auront pour but de diffuser les meilleures pratiques commerciales et de tirer des enseignements sur la nature des incitations à fournir afin que les institutions financières développent à terme, un réel portefeuille destiné au commerce des produits agricoles. La capitalisation des expériences pourra porter, entre autres, sur les services et les produits financiers, les relations avec la clientèle, la connaissance de l'environnement, etc. Les pratiques des IMF pourront faire partie des expériences à capitaliser, dans la mesure où elles sont engagées dans le financement de la commercialisation primaire de produits vivriers et sont géographiquement mieux déployées dans les bassins de production. Les résultats des études et échanges d'expériences seront diffusés auprès des banquiers et des opérateurs économiques intervenant dans la commercialisation, au travers de moyens de communication et d'ateliers de sensibilisation.
287. Cet ensemble d'opérations visant à encourager le financement bancaire des opérations commerciales à caractère régional mobilisera donc des moyens de plusieurs ordres : financiers (dotation du Fonds Régional de Garantie et de l'enveloppe de bonification des intérêts), institutionnels avec les décisions par les organes statutaires de la CEDEAO de la mobilisation des fonds, des frais d'expertises et d'organisation d'ateliers d'échanges et de communication. Ces actions seront instruites dans le mécanisme et le dispositif globaux de financement de l'agriculture en cours d'élaboration par la CEDEAO.
288. L'action cible les banques commerciales. Les bénéficiaires en seront l'ensemble des acteurs engagés dans le commerce des produits vivriers au niveau régional, dont les activités seront facilitées. Elle pourra être mise en œuvre par les pays membres et la CEDEAO, avec comme parties prenantes les banques commerciales, les IMF, les pays membres et les organisations de producteurs, transformateurs et commerçants.

Parties prenantes : Etats membres, banques commerciales, IMF, organisations de producteurs, transformateurs et commerçants

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'intégration agricole régionale » (Fonds de garantie, enveloppe de bonification des intérêts pour les crédits à la commercialisation)

Cout :12 millions USD

### **Action 2.1.1.2 : Concertation sur les transactions transfrontalières pour gérer les risques de change**

289. La CEDEAO compte huit monnaies qui ne sont pas toutes convertibles dans les circuits de change formels. La plupart de ces monnaies ont un taux de change flottant dont la gestion génère des risques et des coûts qui limitent les possibilités de saisir les opportunités commerciales en temps réel. Ces deux facteurs (inconvertibilité et taux de change flottant des monnaies) ne contribuent pas à sécuriser et à faciliter les échanges commerciaux. Dans ce contexte, les acteurs du commerce transfrontalier sont généralement conduits à transporter d'importantes sommes d'argent liquide pour traverser les frontières, ce qui les expose à de nombreux risques (perte, vol, etc.).
290. Certaines banques s'efforcent de réduire ces risques de change à travers les succursales qu'elles ont créées dans des pays de systèmes monétaires différents (ex Ecobank...), mais les transactions restent faibles et pourraient être développées plutôt que de laisser le champ libre au marché parallèle. Par le passé, des initiatives telles que des chambres de compensation ont également été mises en place.
291. Afin de trouver des solutions durables notamment pour les échanges commerciaux de produits agricoles et agroalimentaires, il est important qu'une réflexion soit engagée par la CEDEAO, en concertation avec les principaux acteurs du secteur financier et du secteur privé (chambres de commerce, chambres d'agriculture, organisations socioprofessionnelles...). Cette concertation sera aussi un moment d'échange et de recherche de consensus sur les types de services que les institutions financières pourraient mettre à la disposition des commerçants, industriels et organisations socioprofessionnelles actifs dans les échanges régionaux. Les suggestions et propositions qui seraient faites pour faciliter les échanges commerciaux dans un contexte de pluralité monétaire pourront faire l'objet de mise en œuvre progressive, après examen par les instances de la CEDEAO.

Il est attendu que le programme soutienne techniquement et financièrement cette réflexion de la CEDEAO sur la facilitation des transactions commerciales des produits agricoles et agroalimentaires en Afrique de l'Ouest. Il s'agira de mobiliser une expertise (nationale, régionale et internationale), de faciliter la concertation des acteurs, de mettre en place un système d'accompagnement des banques commerciales et du secteur privé pour les informer et les sensibiliser sur les mesures à prendre pour développer la connexion entre banques. Cette action est mise en œuvre par la CEDEAO, avec la BIDC, les banques centrales, les banques commerciales et secteur privé (chambres de commerce, chambres d'agriculture, organisations socioprofessionnelles...).

Parties prenantes : BIDC, banques centrales, banques commerciales, acteurs du secteur privé (chambres de commerce, chambres d'agriculture, organisations socioprofessionnelles...)
Maitre d'œuvre : CEDEAO
Instruments mobilisés : guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional » (réglementation/ législation)
Coût : 2,3 millions USD

### **Action 2.1.1.3 : Définition et application de normes régionales sur la commercialisation des produits agroalimentaires**

292. La question des normes pour la commercialisation des produits agricoles et alimentaires recouvre plusieurs enjeux : l'hétérogénéité des normes nationales relatives à la métrologie et à la standardisation des produits est l'un des obstacles à l'essor du commerce régional des produits agroalimentaires ; elle crée de l'incertitude pour les acteurs du commerce régional, qui sont souvent amenés à agir dans l'informel pour éviter les contrôles des offices nationaux de normalisation ; la standardisation est d'autant plus nécessaire que



la relation entre producteurs et consommateurs est éloignée dans l'espace des échanges ; le contrôle et l'adéquation du niveau des normes aux capacités des opérateurs sont déterminants pour crédibiliser et assurer l'application des normes ; le différentiel de qualité entre les produits régionaux et les produits importés sur certains segments des marchés régionaux amoindrit significativement la compétitivité des premiers.

293. Sous l'impulsion de l'OMC, les normes sont en voie de devenir le pilier des systèmes commerciaux. L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) met en œuvre depuis 2001 un programme d'accréditation, de certification et de promotion de la qualité au sein de l'UEMOA ; ce programme a été récemment étendu aux pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA. Il comporte également un volet d'appui aux opérateurs économiques pour se mettre aux normes.
294. Persuadée que le marché régional constitue un espace pertinent de construction d'avantages comparatifs, la Commission de la CEDEAO mettra l'accent sur un processus progressif de construction de normes régionales. En effet, pour les produits destinés principalement aux marchés régionaux, il est nécessaire de définir des normes répondant à la fois aux capacités actuelles et futures des opérateurs et aux exigences des consommateurs.
295. Dans ce cadre, la CEDEAO impulsera et coordonnera l'harmonisation des normes relatives au commerce des denrées agricoles et alimentaires. Cette harmonisation se fera à travers :
- L'adoption d'un cadre juridique et réglementaire des activités de normalisation, d'accréditation, de certification et de promotion de la qualité dans les différents pays de la CEDEAO. Ce cadre intègre les normes internationales et harmonise les normes et réglementations relatives à la sécurité sanitaire des aliments et à la lutte contre les maladies et les ravageurs (criquets, grippe aviaire, mouche des fruits, etc.). L'existence de ce cadre juridique et réglementaire permet de desserrer certains obstacles non tarifaires à la circulation des produits.
  - L'appui à l'émergence de certificateurs privés pour répondre à l'évolution des exigences de qualité des acteurs du commerce régional. Les certificateurs privés sont aussi un vecteur pour favoriser la diffusion et la vulgarisation des normes régionales.
  - La mise en place d'organismes régionaux de normalisation dont le rôle est de coordonner et contrôler les travaux des organismes nationaux et ceux des certificateurs privés. Concernant les produits agricoles d'exportation, la CEDEAO définira et appliquera une stratégie de promotion des qualités afin que ces produits respectent les normes internationales, qui sont plus contraignantes que celles nationales existantes actuellement.
296. L'action de la CEDEAO ciblera les institutions nationales de normalisation. Les bénéficiaires de l'action sont à la fois les acteurs du commerce, qui disposeront de normes sanitaires et de qualité des produits adaptées, d'application régionale, permettant de fluidifier les échanges, et les consommateurs de la région. La mise en œuvre de l'action fera intervenir les États membres à travers leurs ministères de l'agriculture, du commerce, et de santé, les organismes de normalisation nationaux, les représentants des opérateurs économiques et des consommateurs, et la CEDEAO, qui est responsable de la mise en œuvre de l'action.
297. Les moyens de mise en œuvre sont constitués des expertises fournissant les éléments techniques d'organisation des organes régionaux de normalisation, les ressources

humaines, matérielles et financières qui permettent le fonctionnement de ces organes, la formation des agents certificateurs et leur mobilisation à l'échelle régionale.

Parties prenantes : ministères de l'agriculture, du commerce, et de santé des Etats membres, organismes de normalisation nationaux, représentants des opérateurs économiques et des consommateurs

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional » (réglementation/ législation, normalisation, certification)

Cout : 8,5 millions USD

#### **Action 2.1.1.4 : Facilitation de la création de bourses régionales de produits vivriers et de fret**

298. L'organisation des opérations de vente et d'achat des produits vivriers dans le cadre d'une bourse régionale constitue un levier possible pour favoriser le commerce intra-régional. À de nombreuses reprises et dans diverses enceintes, les organisations de producteurs et les opérateurs privés de l'aval des filières ont exprimé leur souhait de mieux connaître les opportunités de marché (vente ou achat) dans les pays voisins. La réflexion sur la mise en œuvre d'une bourse régionale de produits vivriers est déjà engagée au niveau de la CEDEAO.

299. Les coûts de transport particulièrement élevés dans le cadre du commerce intra-régional sont en partie liés à une organisation inefficace du transport par camions. Des « bourses de fret » permettraient de réduire les coûts de transport des marchandises entre les points de départ et ceux de destination, notamment entre les pays côtiers et ceux de l'hinterland en optimisant l'utilisation des moyens de transport. En général, les camions qui assurent l'acheminement des marchandises vers les points de destination (pays sahéliens) reviennent à vide vers les ports d'embarquement ou points de chargement. Les transporteurs peuvent avoir des difficultés à trouver dans des délais raisonnables des chargements de retour. Le principe des « bourses de fret » est de collecter les demandes de transport de marchandises pour l'évacuation et de favoriser leur transport vers les ports d'exportation ou les zones de consommation. La mise en place de telles bourses pourrait également avoir comme effet bénéfique de contribuer au respect des réglementations sur les charges à l'essieu. L'expérience des conseils nationaux des chargeurs sur le corridor Ouagadougou-Niamey-Bamako en relation avec le port d'Abidjan pourrait à cet égard être capitalisée.

300. L'action de la CEDEAO consistera à finaliser la réflexion sur la mise en place de bourses régionales de produits vivriers et de fret. Les moyens de mise en œuvre porteront principalement sur des frais d'expertise et de concertation entre les chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie, les Conseils Nationaux des Chargeurs et les organisations socioprofessionnelles. Cette action ciblera ces acteurs pour la bourse des produits vivriers et les conseils nationaux des chargeurs s'agissant de la bourse de fret. Une telle action viendra au bénéfice de l'ensemble des opérateurs engagés dans le commerce des produits vivriers (producteurs agricoles, commerçants, transporteurs, acteurs du transit....).

Parties prenantes : chambres d'agriculture, commerce et d'industrie, Conseils Nationaux des Chargeurs, organisations socioprofessionnelles

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Coût : 10 millions USD

#### **Action 2.1.1.5 : Amélioration des conditions de la circulation des denrées dans la sous-région**

301. Les durées de transport des marchandises à l'échelle régionale sont fortement accrues par le nombre pléthorique de formalités que les transporteurs doivent accomplir à différentes étapes de leur parcours. A ces coûts officiels s'ajoutent les « taxes informelles » prélevées par les représentants de diverses administrations. Ces dispositions réglementaires mais aussi, les pratiques anormales sont en flagrante contradiction avec le principe de la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux prônée par le Traité de la CEDEAO<sup>10</sup>. Elles peuvent avoir des répercussions importantes sur la qualité des produits et le respect des contrats commerciaux.
302. Par ailleurs, les procédures à l'exportation dans la sous-région peuvent s'avérer difficiles à effectuer. C'est le cas par exemple les autorités délivrant les autorisations d'exportation (certificats d'origine, déclaration de transit...) sont peu décentralisées et amènent les opérateurs économiques à se rendre dans les capitales engendrant des coûts supplémentaires dans les transactions commerciales.
303. Les opérations suivantes seront engagées par la CEDEAO pour contribuer à remédier à cette situation :
- La vulgarisation sur la réglementation fiscale et douanière régionale (certificat d'origine, déclaration de transit, Convention Transports États (TRIE)). Il s'agit en particulier de communiquer sur les dispositions réglementaires communautaires, notamment sur le contenu et les exigences du schéma de libéralisation des échanges (UEMOA et CEDEAO), au travers des médias et l'organisation d'ateliers de sensibilisation/ formation (voir également l'action A2.4.1.2.) à destination des opérateurs engagés dans le commerce intra-régional de produits agricoles (producteurs, transporteurs, commerçants...).
  - La facilitation de l'accès aux autorisations d'exportation (certificats...) par la mise en place de guichets ou de points focaux plus denses sur le territoire des Etats membres, notamment aux principales frontières.
  - La mise en place d'observatoires de pratiques anormales sur tous les corridors. Les analyses produites par ces observatoires aboutiront à la formulation de plans d'action réalistes, susceptibles de réduire significativement le nombre et le volume des prélèvements informels.
  - L'identification et la mise en application de mécanismes de recours, dénonciation et de sanction des obstacles non tarifaires au commerce intra-régional permettant aux opérateurs de faire valoir leurs droits.
  - La facilitation des opérations de dédouanement aux frontières par, entre autres, la construction de postes juxtaposés de dédouanement. Celle-ci est un chantier en cours qui doit être accéléré.
304. Cet ensemble d'opérations s'adresse en particulier aux structures publiques en charge de la délivrance des autorisations d'exportation et aux services des douanes des Etats membres. Les bénéficiaires en sont tous les opérateurs engagés dans le commerce transfrontalier de produits agricoles et agroalimentaires (transporteurs, commerçants, transitaires...).

---

<sup>10</sup> Article 3, paragraphe 2

305. Les moyens de mise en œuvre pour cette action renvoient à des frais de production et de diffusion de l'information à travers les médias, la formation et la sensibilisation des douaniers, des transitaires et déclarants en douanes, et des frais d'appui aux opérations de sensibilisation des opérateurs. Ils concernent également les frais d'appui aux activités de plaidoyer de la société civile dans ses activités de dénonciation des pratiques anormales, ainsi que la contribution aux frais de construction et d'équipement des postes juxtaposés de dédouanement. L'action sera mise en œuvre par la CEDEAO, en particulier le département commerce et douanes et le département agriculture, avec le concours des services de douanes des Etats membres.

Parties prenantes : services de douanes des Etats membres

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Cout : 14 millions USD

#### ***Action 2.1.1.6 : Prévention et lutte contre la volatilité des prix***

306. La volatilité des prix des produits agricoles constitue un facteur de risque qui freine les investissements des acteurs des filières agroalimentaires et en particulier des producteurs agricoles. La limitation des fluctuations de prix des produits agricoles nécessite de combiner des mesures de politique commerciale extérieure et des actions relatives aux flux nationaux et régionaux de produits agricoles. Ces dernières actions se justifient particulièrement pour les produits agricoles dont les prix sont déterminés par les volumes mis sur marché et sont peu sensibles aux prix des importations. Elles consistent généralement en des opérations de stockage et de déstockage des produits pour soutenir les prix sur les marchés de collecte ou de regroupement.
307. Les acteurs privés (organisations socioprofessionnelles, commerçants) ont comme pratique de constituer des stocks, warrantés ou non, pour répondre à divers objectifs (sécurité alimentaire, amélioration des prix de vente...). L'intervention de la CEDEAO consistera à encourager le stockage privé afin d'avoir un plus grand impact sur les marchés. Cette intervention se déclinera par les opérations suivantes :
- L'expérimentation de la mise en place de contrats entre des stockeurs privés (organisations socioprofessionnelles, commerçants) d'envergure régionale et la CEDEAO pour soutenir les prix sur quelques gros marchés de collecte et de regroupement. Les contrats de stockage régissant les opérations de stockage/ déstockage par les acteurs privés garantiront l'écoulement des produits selon un mode opératoire qui définit les quantités à mettre sur le marché, les prix et la période des ventes. Ces prix seront fixés de telle sorte que le stockage permette de limiter des baisses excessives sur les marchés (et le déstockage de fortes hausses). L'expérimentation permettra de tirer des enseignements pour une mise en œuvre à plus grande échelle du mécanisme de contractualisation privé-public du stockage.
  - Le suivi par un dispositif approprié (bourse des produits vivriers, AGRIS...) de l'évolution de l'offre et des prix sur les marchés ciblés, de proposer les contrats de d'entreposage, de suivre les opérations de stockage et d'écoulement dans le cadre des contrats et d'effectuer les contrôles sur les conditions d'entreposage et le respect des contrats.
  - Une réflexion sur l'harmonisation des législations nationales existantes concernant la profession de tiers détenteur et sur l'établissement de « magasins à tout venant » permettant d'entreposer des produits de différents propriétaires, privés comme publics. Cette réflexion viserait à étudier la faisabilité de mobiliser ces acteurs, tiers détenteurs

et magasins à tout venant, pour conduire des opérations de stockage/ déstockage sur un certain nombre de marchés d'envergure régionale sur décision de la CEDEAO.

308. L'action ciblera les organisations socioprofessionnelles et les commerçants d'envergure régionale, au bénéfice des producteurs et des consommateurs qui sont ainsi protégés par la volatilité des prix.

309. Pour être mise en œuvre, l'action devra mobiliser des moyens permettant de constituer une liste de stockeurs privés d'envergure régionale, des frais d'expertise pour élaborer les contrats de stockage, des moyens pour couvrir les coûts de contrôle du respect des contrats, des frais de concertation pour un partenariat public-privé. Les parties prenantes de la mise en œuvre de l'action seront la CEDEAO, les Etats membres, AGRIS pour le suivi des marchés ciblés par l'expérimentation, les organisations socioprofessionnelles de producteurs et de commerçants. La responsabilité de la mise en œuvre relèvera de la CEDEAO.

Parties prenantes : Etats membres, AGRIS, organisations socioprofessionnelles de producteurs et de commerçants

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Cout : 13 millions USD

### **3.4.5.2 Activité 2.1.2. Développer les infrastructures de commerce adaptées aux produits agricoles**

#### ***Action 2.1.2.1 : Promotion et équipement des marchés transfrontaliers***

310. L'essor du commerce régional de produits agricoles repose également sur l'existence d'infrastructures adaptées et performantes. En dehors des voies de communication transfrontalières, particulièrement importantes mais qui ne sont pas incluses dans le présent programme<sup>11</sup>, les infrastructures à considérer sont principalement celles de stockage et d'accueil sur les places de marché. A l'heure actuelle, la faible densité de ces infrastructures commerciales et le mauvais état d'une grande partie d'entre elles est préjudiciable au développement du commerce des produits agricoles qui sont par nature, des denrées périssables.

311. Dans le domaine des infrastructures commerciales, le niveau national est en général le plus approprié pour la réalisation d'investissements publics (par exemple, entrepôts de stockage des grains) ou pour la mise en œuvre d'instruments incitant les opérateurs privés à investir dans de telles infrastructures. Néanmoins, le niveau régional est pertinent pour certaines actions permettant de mieux gérer les interdépendances entre les économies nationales ou de réaliser des économies d'échelle telle que la mise en place des chaînes logistiques dans les zones transfrontalières.

312. Les réalisations concerneront des magasins de stockage, des systèmes d'adductions d'eau, téléphones, des bureaux pour l'organisme de gestion de ces marchés, des points uniques de formalité de transit, etc. Mais au-delà des équipements d'accueil marchands, les actions peuvent porter en coordination étroite avec les États et les collectivités territoriales concernés sur :

<sup>11</sup> La coordination des investissements en matière de voies de communication régionales relève de la politique sectorielle « transports » de la CEDEAO

- L'encouragement par la CEDEAO des partenariats « public – privé » dans la construction de véritables chaînes ou plateformes logistiques à vocation régionale, pour le regroupement, la conservation et la redistribution d'une gamme variée de produits agroalimentaires. Ces plateformes de redistribution seront équipées de chaînes de froid et pourront suppléer les équipements artisanaux constitués d'appareils ménagers utilisés par les acteurs du commerce dans les zones frontalières et qui accueillent essentiellement les produits carnés et laitiers hautement périssables. Une étude de faisabilité de ces infrastructures permettra de repérer les différents sites à retenir et de définir la nature et les coûts des aménagements à effectuer. La CEDEAO peut contribuer à construire plusieurs chaînes logistiques. Ces infrastructures viennent compléter une extension de la construction des postes de dédouanement juxtaposés au sein de la sous-région.
- Les infrastructures marchandes ne sont pas les seuls dispositifs physiques de facilitation du commerce transfrontalier. Les marchés transfrontaliers sont également des espaces de vie dynamiques qui nécessitent la fourniture des biens publics essentiels : adduction d'eau, éclairage public, centre de santé, ouvrages d'assainissement, etc. La CEDEAO encouragera l'aménagement des espaces marchands transfrontaliers pour contribuer à leur sécurisation.
- La création de points d'information qui pourront donner en temps réel des renseignements sur le marché. Ces points d'information pourront être aussi des centres de collecte de données relatives au marché. Ces postes pourraient être dotés d'équipements de communication pour la transmission des informations aux réseaux nationaux et régionaux de gestion des informations sur les marchés dont le fonctionnement est analysé dans la section R2.3. Il faudra aussi prévoir équipements de traitement des informations (ordinateurs), des animateurs chargés de la collecte des informations, des moyens de communication (téléphones portables) et de consommables bureautiques.

313. Les principaux bénéficiaires des actions sont les commerçants, les transitaires, les transporteurs et les consommateurs. Quant aux groupes cibles, ils sont constitués essentiellement des trois premières catégories d'acteurs qui constituent avec la CEDEAO, les États et les collectivités locales les parties prenantes des actions.

314. Les parties prenantes sont constituées de ces mêmes acteurs, des États à travers leurs systèmes nationaux d'informations sur les marchés, les collectivités locales, AGRIS et la CEDEAO.

315. Les moyens à mettre en œuvre sont constitués des contributions de la CEDEAO, des États, des collectivités locales et des acteurs privés. Les fonds de subvention de la CEDEAO serviront à la mise en place de la contribution communautaire régionale. Le Fonds d'appui à la commercialisation des produits agricoles contribue à la mise place de ces points (construction des infrastructures, équipement, expertise pour la mise en réseau des points).

Parties prenantes : collectivités territoriales, Etats membres, acteurs privés

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'intégration agricole régionale » (dotation aux investissements)

Cout : 29 millions USD

### 3.4.5.3 Activité 2.1.3. Mettre en place des instruments incitatifs et efficaces aux frontières de l'espace CEDEAO

316. Le développement des filières agroalimentaires peut être freiné voire remis en question par l'arrivée de volumes importants de produits importés substituables ou par la concurrence d'importations à bas prix. La régulation des importations aux frontières de l'espace CEDEAO est indispensable pour freiner la transmission des aléas des prix du marché international sur le marché communautaire et pour limiter la concurrence des volumes d'importation sur les filières locales.
317. Les instruments aux frontières sont un moyen de contribuer à offrir un environnement commercial sécurisé et stable pour le développement des filières agroalimentaires de la région. Cette sécurisation est essentielle pour inciter les producteurs à investir dans l'intensification de la production agricole. La définition des instruments aux frontières peut également permettre de stimuler l'essor des filières agroalimentaires locales et de mettre en place un environnement commercial favorable pour assurer la préférence communautaire, base de l'intégration régionale. Les instruments aux frontières peuvent donc constituer de véritables outils incitatifs pour le développement des filières agroalimentaires.
318. Durant les dernières années, la CEDEAO a réalisé d'importants efforts en vue de la définition d'un cadre commercial qui soit à la fois en accord avec les règles du système commercial multilatéral, au service du développement durable du secteur agricole et compatible avec les préoccupations majeures des Etats membres.
319. Les efforts se sont concentrés jusqu'à présent sur la définition d'un tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO. Ce processus s'est avéré plus complexe et long que prévu et a abouti à la décision de créer une cinquième bande tarifaire du TEC au taux de 35%. Le classement des produits à l'intérieur de la cinquième bande et la re-catégorisation des produits dans les autres bandes tarifaires est en cours de finalisation.
320. Au-delà des droits de douane fixes structurés en cinq catégories, le TEC doit être complété par des instruments tarifaires permettant de réagir à la conjoncture sur le marché international. De telles mesures complémentaires font partie intégrante de la mise en œuvre du TEC CEDEAO comme indiqué dans le plan d'action régional de l'ECOWAP 2006-2010.
321. L'existence d'un comité TEC12 représente un progrès indéniable dans la définition d'une politique régionale de commerce extérieur, cohérente et efficace. Il est cependant nécessaire de disposer d'un comité qui assure également le suivi de l'impact des dispositions commerciales aux frontières mises en œuvre et veille à ce qu'elles contribuent toujours à offrir un environnement commercial approprié aux filières. Il s'agit de vérifier que ces dispositions permettent bien d'atteindre les objectifs de développement des filières agroalimentaires et de procéder aux ajustements nécessaires.
322. Par ailleurs, la région est impliquée dans différents espaces de négociation : au niveau régional pour la finalisation du TEC, au niveau bilatéral avec ses partenaires commerciaux (par exemple les pays émergents, l'Union Européenne dans le cadre des accords de partenariat économique, APE), au niveau multilatéral à l'OMC. Il est indispensable de veiller à l'articulation et à la cohérence des positions de négociation prises dans ces différents espaces pour contribuer à l'amélioration de l'environnement commercial des filières. Or, la région rencontre encore des difficultés importantes à définir et à défendre

---

<sup>12</sup> Comité conjoint à l'UEMOA et à la CEDEAO.

une position commune et solide dans les espaces de négociation dans lesquels elle est impliquée. Ces difficultés se sont par exemple manifestées tout au long du processus de négociation d'un APE avec l'Union Européenne. Elles se sont exprimées également lors de la crise alimentaire de 2008 où les Etats membres ont adopté des mesures nationales qui étaient parfois en contradiction avec la réglementation régionale. En ce qui concerne les négociations sur le système commercial multilatéral, la position de la CEDEAO se trouve affaiblie par le fait qu'elle n'est pas membre à part entière de l'OMC<sup>13</sup>. Ce fait rend difficile la défense de l'intérêt communautaire au sein de l'OMC.

323. Dans ce contexte, l'activité se décline en quatre actions :

- Mise en place d'une mesure de sauvegarde à l'importation ;
- Réforme du Comité de gestion du TEC et mise en place d'un mécanisme de concertation sur les négociations commerciales ;
- Appui aux Etats pour l'harmonisation du système douanier (adoption du Sydonia++) à travers l'assistance technique et la formation du personnel concerné ;
- Formation des agents de douanes sur le cadre légal du TEC, les mesures complémentaires et autres dispositions sur le commerce intra-régional ainsi que sur le système Sydonia.

#### ***Action 2.1.3.1 : Mise en place d'une mesure de sauvegarde à l'importation***

324. La re-catégorisation des produits dans les 5 bandes tarifaires est en cours de finalisation. L'enjeu dans les 5 ans à venir est de faire adopter par les Chefs d'Etat et de gouvernement une réglementation sur la nouvelle structure tarifaire, son calendrier de mise en œuvre, puis de veiller à l'application de la réglementation dans les pays. Cette action renvoie au suivi du TEC (action 2.1.3.2.).

325. Si le processus de re-catégorisation est en cours d'achèvement, le chantier sur des instruments aux frontières complémentaires aux catégories de droits de douane doit encore être conduit. Ces instruments complémentaires sont les outils qui permettront de réagir à la conjoncture du marché international et ainsi de contribuer à assurer un environnement stable pour le développement des filières agroalimentaires.

326. L'action consiste en la mise en place d'une mesure de sauvegarde, la Taxe de sauvegarde à l'importation (TSI) et en la réflexion sur la faisabilité d'autres instruments complémentaires, tels que des droits spécifiques, des droits compensateurs, etc. Cependant, le chantier sur la TSI a commencé et est celui qui peut le mieux être opérationnalisé et mis en place dans les 5 ans à venir. En outre, au vu du contexte actuel de forte volatilité des cours internationaux, dont les analystes pensent qu'il va être durable, la TSI doit être une priorité de la finalisation du TEC.

327. La TSI consiste à appliquer un droit de douane additionnel aux droits appliqués sur les importations de pays tiers suivant trois critères : en cas de hausse brutale du volume des importations, ou de baisse brutale du prix des importations ou de dépréciation des devises par rapport aux monnaies nationales. Le niveau du droit de douane additionnel est d'autant plus élevé que les évolutions sur les critères sont fortes. Des seuils ou fourchettes de déclenchement sont ainsi définies. Dans le cas d'évolution inverse sur les trois critères, une

---

<sup>13</sup> A la différence de l'Union Européenne par exemple.



TSI inversée est enclenchée, consistant à diminuer les droits de douane appliqués, également par palier suivant les seuils de déclenchement.

328. Des propositions sur un type de mécanisme de sauvegarde ont été faites dans l'étude sur les instruments de régulation des marchés agricoles. Elles se sont appuyées sur une analyse comparative de plusieurs types de mécanismes de sauvegarde possible (proposition de mécanisme de sauvegarde spécial à l'OMC, taxe conjoncturelle à l'importation de l'UEMOA....). Les propositions portent sur les principes guidant l'architecture du mécanisme ainsi que sur l'architecture elle-même. Ces propositions doivent être soumises à l'adoption des Chefs d'Etat et de gouvernement.

329. Il reste cependant à avancer sur la conception de la TSI, la conception d'autres instruments complémentaires, puis à l'adopter et à la mettre en application suivant le calendrier retenu. Il s'agit de préciser avec les Etats membres, les seuils de déclenchement, les montants de droits additionnels (ou soustraits), le processus décisionnel de déclenchement, les dispositions permettant de prendre en compte les préjudices nationaux que pourrait engendrer l'application de la mesure au niveau communautaire et le calendrier de mise en œuvre dans les Etats. Pour les pays dont la structure d'importation s'éloigne sensiblement de celle existant au niveau régional, les conditions de déclenchement de la mesure de sauvegarde peuvent ne pas correspondre à celles existant au niveau régional. Il peut en résulter une concurrence accrue des importations sur leurs filières agroalimentaires ainsi qu'une perte de recettes douanières si la mesure se déclencherait au niveau de leur pays alors qu'elle ne se déclenche pas au niveau régional ; ou à l'inverse un renchérissement des produits importés occasionnant des coûts d'ajustement sociaux si la mesure se déclenche au niveau régional alors qu'elle ne serait pas appliquée au niveau national.

330. Les moyens à mettre en œuvre pour conduire cette action couvrent :

- Une expertise pour accompagner les départements commerce et douane et agriculture à conduire le processus de finalisation de la conception d'une TSI jusqu'à son adoption par les Chefs d'Etat et de gouvernement ;
- Du personnel logé au sein du département commerce et douanes en charge du suivi statistique des importations et des variations de taux de change, en lien notamment avec le département de l'agriculture ;
- Un dispositif (site Internet) permettant aux opérateurs de faire des requêtes pour que soit actionné la mesure de sauvegarde : une procédure de requête et un point focal au sein du département commerce et douanes sera chargé de traiter les requêtes ;
- Un fond permettant de prendre en compte les coûts d'ajustement induits par la mise en place d'une taxe de sauvegarde dans les pays, dont la structure d'importation est éloignée de la structure régionale d'importation. Ce fond pourrait être alimenté par les prélèvements communautaires sur les importations de pays tiers. Il pourrait servir à soutenir les filières locales des pays pâtissant d'une concurrence accrue (en cas de sauvegarde inversée), ou des filets sociaux dans les pays pâtissant d'un renchérissement des produits importés (en cas de sauvegarde).

331. L'action cible la commission de la CEDEAO et en particulier le Comité de gestion du TEC CEDEAO (CCG TEC), animé par le département commerce et douanes et dans lequel le département agriculture devra être davantage partie prenante dans un fonctionnement renouvelé (voir action 1.1.3.2.). Le département agriculture pourra également utiliser les données produites pour des analyses rétrospectives et prospectives.

332. Les bénéficiaires finaux de l'action seront l'ensemble des opérateurs économiques des filières agroalimentaires, qui disposeront grâce à la TSI d'un environnement plus sécurisé et stable au regard des évolutions du marché international pour investir et effectuer leurs transactions commerciales.

333. L'action relève de la politique tarifaire de la CEDEAO et rentre dans ce cadre dans les prérogatives de la Commission. La responsabilité de la mise en œuvre de l'action incombe au département commerce et douanes en charge de conduire la finalisation du TEC CEDEAO, en lien avec le Comité de gestion du TEC. Le dispositif AGRIS sera partie prenante de la mise en œuvre de l'action en intégrant les données d'importation commerciale des services statistiques de la Commission. Le déclenchement des mécanismes de sauvegarde doit en effet reposer sur un système d'information régional harmonisé. Dans cette perspective, la Commission de la CEDEAO établira un cadre de collaboration efficace entre le Comité de gestion du TEC CEDEAO et les instances de AGRIS pour s'assurer d'une bonne articulation avec le dispositif d'information commerciale prévu dans AGRIS.

Parties prenantes : AGRIS
Maitre d'œuvre : CEDEAO
Instruments mobilisés : guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional » (réglementation).
Coût : 1,5 millions USD

***Action 2.1.3.2 : Réforme du Comité de gestion du TEC et mise en place d'un mécanisme de concertation sur les négociations commerciales***

334. L'élaboration d'une politique tarifaire sur le commerce extérieur solide et harmonisée au service de la politique agricole régionale nécessite de disposer au sein de la CEDEAO d'un dispositif institutionnel en charge de l'application du TEC, du suivi de ses impacts et de sa révision. Cette gestion du TEC doit se faire en lien avec un dispositif de veille et d'appui sur les négociations commerciales engageant les Etats de la CEDEAO. Cela doit permettre d'assurer une harmonisation des positions des Etats membres et une cohérence entre les positions prises dans les divers espaces de négociation.

335. Les travaux du Comité de gestion du TEC pourraient également être alimentés par la mise à disposition d'un volant d'expertise pour conduire des études et mener des réflexions permettant de guider les décisions. Ce volant d'expertise mobilisable pourra s'appuyer sur des partenariats avec des instituts de recherche, université, bureaux d'études. Le Comité disposera ainsi d'un réseau de compétences externes sur des sujets techniques pointus.

336. Un Comité conjoint UEMOA-CEDEAO de gestion du TEC (CCG TEC) a été mis en place en janvier 2006 en même temps que la décision d'adoption du TEC CEDEAO. Les attributions de ce Comité consistaient à faciliter la finalisation du TEC entre les Etats membres, sous la responsabilité du département commerce et douanes de la CEDEAO. Ce comité est piloté par le département commerce et douanes de la CEDEAO, qui invite à ses sessions d'autres départements, notamment l'agriculture, les Etats membres et d'autres acteurs tels que des organisations de la société civile et des experts. L'action nécessite cependant que soit amélioré le travail de préparation des sessions avec les départements et les acteurs de la société civile.

337. L'action consiste d'une part à réformer le CCG TEC afin d'étendre ses attributions et de renouveler son mode fonctionnement comme suit :

- Suivi de l'application effective des règlements relatifs à position extérieure commune (droits de douane et mesures complémentaires).
  - Suivi de l'impact du TEC sur la croissance agricole, le développement des filières et le commerce intra-régional, en s'appuyant en partie sur AGRIS et sur la mobilisation d'un réseau de compétences externes. Il s'agit de s'assurer de l'efficacité du TEC à atteindre les objectifs de l'ECOWAP en matière de protection et de développement des filières agroalimentaires stratégiques pour la région. Le suivi implique également de prévoir la compensation des coûts d'ajustement liés à l'application du TEC dans les pays où cette application induirait un fort désarmement tarifaire et des pertes douanières importantes.
  - Appui à la Commission et aux Etats membres dans les éventuelles notifications à réaliser à l'OMC pour mettre en conformité le TEC CEDEAO avec les engagements (droits consolidés) des Etats membres. Cet appui sera ciblé sur certains pays pour les quels le taux de la 5ème bande risque d'être plus élevé que leurs engagements initiaux à l'OMC.
  - Organisation de réunions préparatoires aux sessions du Comité Conjoint de Gestion du TEC avec le département agriculture et les organisations de la société civile.
338. L'action consiste d'autre part à mettre en place un mécanisme de concertation sur les négociations commerciales internationales, chargé d'harmoniser les positions des Etats membres, d'assurer la cohérence des positions dans les différents espaces de négociation, d'analyser les intérêts nationaux en accord avec la solidarité communautaire. Ce mécanisme pourra être logé et animé par le département commerce et douanes en lien avec le département agriculture. Il sera doté d'une Cellule de veille et d'appui aux négociations commerciales (OMC, ALE...) qui effectuera une veille sur les négociations commerciales et diffusera l'information sur les nouvelles dispositions commerciales à l'ensemble des acteurs (commerçants, opérateurs économiques transfrontaliers, etc.). La diffusion d'information se fera au travers de divers supports : site Internet, publication, média, etc. La Cellule pourra fournir un appui ciblé aux Etats membres sur les négociations commerciales et mettre à contribution un réseau de compétences spécialistes sur ces questions. Cette Cellule se penchera en particulier à terme sur la fourniture d'appuis à un processus d'adhésion de la CEDEAO à l'OMC.
339. Les moyens à mettre en œuvre pour cette action consistent en de l'expertise pour définir le dispositif institutionnel d'ensemble (CCG réformé, mécanisme de concertation et Cellule sur les négociations commerciales), préciser son mandat, son organisation, et son mode de fonctionnement. Il sera nécessaire également d'étoffer l'équipe en charge de l'animation du CCG TEC en recrutant du personnel additionnel, de prévoir des frais de réunions multi-acteurs en préparation des sessions du CCG TEC. Il s'agira de mettre en place du personnel, avec une assistance technique permanente et la mobilisation d'expertise ponctuelle, pour animer le mécanisme de concertation et la Cellule de veille et d'appui aux négociations commerciales. Il s'agira aussi d'appuyer les instituts de recherche et les universités pour constituer le réseau de compétences. Enfin, le Fond de compensation des coûts d'ajustement liés à l'application du TEC pourra être mobilisé.
340. L'action cible la Commission de la CEDEAO, en particulier le CCG TEC et les départements commerce et douane et agriculture. La responsable de la mise en œuvre de l'action incombe au département commerce et douane, avec le département agriculture et les organisations de la société civile comme parties prenantes.

341. Les bénéficiaires finaux de l'action seront l'ensemble des opérateurs économiques des filières agroalimentaires, qui disposeront d'une politique tarifaire commune et de positions dans les négociations commerciales cohérentes avec les objectifs de l'ECOWAP.

Parties prenantes : institutions de recherche, universités, organisations de la société civile

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional » (dispositif institutionnel d'aide à la décision)

Coût : 0,5 million USD

### ***Action 2.1.3.3 Appui aux Etats pour l'harmonisation du système douanier et la formation des douaniers***

342. Il est important dans le cadre de la mise en œuvre d'instruments tarifaires communs de disposer d'une nomenclature tarifaire commune qui puisse guider correctement les décisions en matière de politique tarifaire et s'assurer qu'elles servent les objectifs de l'ECOWAP.
343. Des progrès importants ont été faits dans l'articulation et la comparaison des nomenclatures nationales à travers la mise en place du système Sydonia. Cependant, les travaux sur les produits sensibles et la re-catégorisation du TEC montrent que le travail à conduire sur les lignes tarifaires pour articuler les différentes nomenclatures nationales reste important.
344. Les services de douane occupent une place charnière dans la mise en place effective du tarif extérieur commun et du Schéma de libéralisation des échanges. La formation des douaniers et des auxiliaires de douanes est donc une action indispensable à l'application des engagements communautaires en matière de politique tarifaire sur le commerce extérieur et intérieur.
345. L'action consiste à appuyer les Etats sur l'harmonisation du système douanier régional, notamment pour la migration vers le système « Sydonia++ », et à contribuer à la formation des agents de douane à travers :
- Une assistance technique aux Etats Membres pour résoudre les problèmes techniques résultant de l'insuffisance en personnel qualifié pour la gestion du système ou d'autres difficultés similaires.
  - Un cadre régulier de formation des agents de douanes sur :
    - Les textes fixant le cadre légal du TEC/CEDEAO, y compris et les mesures complémentaires telles que la Taxe de sauvegarde à l'importation ;
    - Les textes fixant le Schéma de libéralisation des échanges ;
    - Les aspects fonctionnels, technique et de gestion du système Sydonia.
346. Les moyens à mettre en œuvre pour cette action recouvrent des frais de formation (moyens humains et logistiques pour organiser les sessions de formation) et de mise en place d'une assistance technique.
347. L'action cible les services des douanes des Etats membres. Les bénéficiaires en seront l'ensemble des opérateurs des filières agroalimentaires commercialisant sur le territoire de la CEDEAO. La mise en œuvre de l'action relève de la responsabilité du département des

douanes de la CEDEAO, les écoles de formation des douaniers dans les Etats membres étant parties prenantes de cette mise en œuvre.

Parties prenantes : services de douanes des Etats membres, écoles de formation des douaniers

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement de capacités »

Coût : 4,6 millions USD

### **3.4.6 Résultat 2.2 : Des mécanismes et mesures d'adaptation à la variabilité et au changement climatiques et de gestion durable des ressources naturelles partagées sont promus**

348. L'agriculture ouest-africaine fait face à un impératif : produire davantage par unité de surface tout en préservant les ressources naturelles. Ce défi doit être relevé alors que la région, comme l'ensemble des autres parties du monde, est confronté à la problématique de la variation et du changement climatiques.
349. Les manifestations du changement climatique sont possiblement une élévation de la température de l'air, l'élévation du niveau de la mer, une modification dans les quantités et la distribution de la pluie et une plus grande fréquence de catastrophes naturelles telles que sécheresses, inondations, tempêtes, vents violents, chaleur excessive, etc.
350. Les conséquences prévisibles pour le secteur agricole sont une réduction des superficies exploitables aux fins agricoles et pastorales, une pression accrue sur les ressources naturelles, une réduction des rendements et une offre alimentaire très fluctuante. Au plan social, cela pourrait affecter les moyens de subsistance du monde rural avec la dégradation des zones favorables à l'agriculture (dégradation de la fertilité des sols), la réduction de la période propice aux semis et la baisse des rendements (effets du stress hydrique et/ou des pics de température)<sup>14</sup>. Par contre, en ce qui concerne le sous-secteur élevage, les conséquences sont variables selon le type de modification du climat : la situation pourrait être plus profitable aux éleveurs de petits ruminants (moutons et chèvres) qu'aux éleveurs de bovins ; l'accroissement des précipitations pourrait, dans certains cas, perturber les pratiques de transhumance et accroître la prévalence de certaines maladies.
351. Face au risque d'une augmentation de la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes (sécheresses, pics de températures, précipitations exceptionnelles), il est logique de chercher à accroître la part des productions végétales irriguées<sup>15</sup>. Mais cette nécessité doit prendre en compte le renforcement de la compétition dans l'usage des ressources en eau. Sous l'effet de la croissance démographique, de l'urbanisation (et, dans certains pays, de l'industrialisation), la demande en eau pour des usages autres que l'agriculture augmente fortement<sup>16</sup>. Dans ce contexte, il est indispensable de renforcer la gestion concertée, à l'échelle régionale, des ressources en eau partagées entre plusieurs pays, tout particulièrement les fleuves.
352. Ainsi, afin de permettre aux systèmes productifs d'affronter au mieux les défis environnementaux des prochaines années, cette composante est structurée en deux sous-

<sup>14</sup> Les études actuelles prédisent des pertes se situant entre 2 et 4 % du PIB agricole de l'Afrique de l'Ouest.

<sup>15</sup> Voir, dans le programme mobilisateur n°1, les actions visant le développement de l'agriculture irriguée.

<sup>16</sup> A l'heure actuelle, pour l'ensemble de la région Afrique de l'Ouest, la répartition de la consommation d'eau est la suivante : 17 % pour l'eau potable domestique, 76 % pour l'agriculture irriguée et 7 % pour l'industrie.

composantes : i) le Renforcement de la recherche régionale sur les changements climatiques, leurs impacts et l'adaptation des systèmes productifs et ii) Le renforcement des capacités de gestion intégrée des ressources communes.

#### **3.4.6.1 Activité 2.2.1 Renforcer la recherche régionale pour adapter la production agricole à la variabilité et au changement climatiques**

353. L'Afrique de l'ouest dispose d'un certain nombre d'institutions techniques et scientifiques et d'organisation de la société civile particulièrement actifs dans l'amélioration des connaissances sur les phénomènes climatiques et/ou la génération et la diffusion d'innovations en matière d'adaptation pour le secteur agricole. Il peut être notamment cité :

- Les services nationaux de la météorologie nationale pour la collecte de données sur le climat.
- Le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD) qui travaille principalement sur la prévision météorologique, les scénarios de changement climatique en Afrique, les systèmes d'alerte précoce pour la lutte antiacridienne. De plus, l'ACMAD dispose du logiciel PRECIS pouvant générer des scénarios de changements climatiques régionaux.
- Le Centre régional du CILSS pour l'agriculture, l'hydrologie et la météorologie (AGRHYMET) qui élabore aussi des outils méthodologiques et d'aide à la décision dans les domaines de la climatologie, l'agrométéorologie, l'hydrologie, la protection des végétaux, la géomatique et la télédétection.
- Les centres régionaux de recherche en élevage tels que le Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide (CIRDES).
- Les centres avancés ou institutions internationales de recherche tels que le Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO), l'ICRISAT, l'IITA, l'ICRAF.
- Les Instituts de recherches agronomiques et les Universités nationales qui produisent de la connaissance et des innovations technologiques utilisables dans l'adaptation aux changements climatiques.
- Les institutions régionales de coordination de la recherche agricole telles que l'Institut du Sahel (INSAH) et le CORAF.
- Le Centre Régional de Coordination pour l'Eau (CRCE) qui a en charge la gestion intégrée des ressources en eau.
- Les Organisations de la Société Civile et les réseaux d'Organisations socioprofessionnelles comme le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPEA).

354. Ces institutions jouent un rôle important dans la génération et la diffusion de connaissances et d'innovations pour l'adaptation au changement climatique. Elles font toutefois, face à des contraintes majeures qui limitent leurs capacités d'interventions :

- Faible capacité des services météorologiques à produire de manière continue des données météorologiques et climatiques.
- Absence d'une masse critique d'experts et de scientifiques dans le domaine climatologique.

- Insuffisance des ressources matérielles et financières des systèmes nationaux de recherche agricole et des universités.
- Absence d'un modèle partagé de suivi des impacts des effets des variations et changements climatiques sur les systèmes de production et les ménages ruraux.
- Valorisation insuffisante des connaissances et résultats de recherche des institutions de recherches et aussi des savoirs locaux.
- Insuffisance des mécanismes de concertation et de recherche de synergie d'actions entre elles.
- Faiblesse des dispositifs de transfert de connaissance et de technologie.

355. Aussi la CEDEAO, dans le cadre du présent programme se propose-t-elle d'apporter un appui global aux institutions et organisations œuvrant dans la recherche agro-climatique et/ou la diffusion des innovations technologies pour le secteur agricole. Il s'agit essentiellement d'apporter un appui politique, technique et financier aux acteurs de la région en vue de i) l'amélioration des connaissances sur les effets et impacts potentiels des variations et changements climatiques sur les systèmes de production et les moyens de subsistance des ruraux, ii) le développement de technologies et techniques d'adaptation des exploitations agricoles et pastorales au changement climatique , iii) la capitalisation et la diffusion de ces techniques et technologies dans les zones sensibles aux phénomènes climatiques.

***Action 2.2.1.1. Amélioration des connaissances sur les variations et les changements climatiques et leurs impacts sur le secteur agricole***

356. Le renforcement de la capacité de la région à améliorer les connaissances sur les phénomènes de changement climatique et leurs conséquences sur les systèmes de production agricole et les ménages ruraux supposera :

- Le renforcement du dispositif actuel de collecte de données météorologiques et climatiques. Il s'agira d'accroître la densité des stations météorologiques, de les équiper et de renforcer leurs compétences tout en facilitant leur mise en réseau avec les systèmes africains et internationaux. Le choix se fera en relation avec ACMAD et AGRHYMET et concernera notamment les pays dont le taux de couverture en stations de suivi climatiques serait faible. L'action nécessitera qu'au préalable soit établie une cartographie précise des stations météorologiques, hydrologiques et climatiques et des localités potentielles d'extension. Elle sera faite dans le cadre d'une analyse préliminaire de la capacité de produire des données météorologiques et climatiques dans les 15 pays de la région.
- L'appui au Centre AGRHYMET, aux Universités et Institutions de Recherche Agronomique qui interviennent spécifiquement dans la modélisation des effets et impacts agronomiques, environnementaux ou socioéconomiques des changements climatiques. Il s'agira de soutenir des projets de recherche d'intérêt scientifique et technique régional reconnu, de renforcer les capacités de la région à entreprendre des recherches, à élaborer des modèles et des prévisions, à fournir des opportunités de formation, d'éducation. Une attention particulière sera accordée aux centres d'excellence régionaux. Le choix des projets de recherche se fera avec l'appui d'une commission scientifique de haut niveau. Outre la qualité du projet, une attention particulière sera accordée sur la synergie et le partenariat recherché entre institutions de la région et la collaboration avec des laboratoires de renommée africaine ou

internationale. Cet appui pourra être des appuis institutionnels et/ou des bourses de recherche de niveau doctoral ou post-doctoral, pour une durée ne pouvant excéder 3 ans.

357. La mise en œuvre de l'action nécessitera les moyens suivants :

- temps d'expertise pour les analyses de capacité,
- acquisition d'équipements de stations météorologiques et climatiques, matériel informatique pour analyse et stockage de données,
- frais de formation du personnel, un soutien aux projets de recherche, des bourses de recherche.

358. Les cibles sont le Centre AGHRYMET et les services nationaux de météorologie et toutes les institutions nationales et régionales spécialisées sur les questions relatives au changement climatique. Les bénéficiaires seront les décideurs qui définissent les politiques agricoles et environnementales, les points focaux et négociateurs de la Convention sur le Changement Climatique, la CEDEAO, le CILSS, les Institutions de Recherche, l'OMM et le GIEC.

359. Les parties prenantes seront ACMAD, les Institutions de recherche et les Universités intéressées par l'exploitation de diverses données météorologiques. Les responsables de la mise en œuvre seront le Centre AGHRYMET et ACMAD. ACMAD sera particulièrement en charge des relations avec les pays non membres du CILSS.

Parties prenantes : ACMAD, Institutions de recherche, Universités

Maitre d'œuvre : Centre AGHRYMET et ACMAD

Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Cout : 18 millions USD

#### ***Action 2.2.1.2 : Développement de techniques et technologies d'adaptation à la variabilité et au changement climatiques***

360. Pour permettre à la région de mieux s'adapter aux variations et changement climatiques, la CEDEAO, à travers le présent programme, soutiendra diverses initiatives de recherche. Il s'agira d'apporter un appui :

- Aux systèmes nationaux de recherche agronomique (INRA, Universités, Structures privées de recherche) qui sont particulièrement actifs dans la sélection variétale, l'économie de l'eau, les techniques culturales, la gestion durable des ressources naturelles et autres technologies pour l'adaptation des exploitations familiales et autres systèmes de production aux changements climatiques. Cela se fera sous forme d'appuis institutionnels pour renforcer les capacités d'analyses des laboratoires, soutenir des projets de recherche des institutions et de fournir des bourses de recherche. Outre la pertinence du projet pour la région, une attention particulière sera accordée au partenariat inter-SNRA et leur collaboration avec les Centres avancés ou internationaux de recherche.
- Aux institutions et universités particulièrement actives dans les travaux de recherche économique, sociologique ou anthropologique et qui s'intéressent particulièrement à la vulnérabilité des ménages ruraux dans des conditions climatiques ou environnementales fluctuantes ou évolutives. Une certaine attention sera prêtée aux



institutions dont les méthodologies reposent sur l'utilisation de séries longues d'observations et d'analyses. Il ne s'agira pas de financer des études et enquêtes ponctuelles. Cependant et malgré tout, des bourses de recherche et de formation seront accordées pour soutenir les initiatives de ces institutions.

361. Les cibles de l'action seront les SNRA, les Universités, les structures privées de recherche ainsi que les chercheurs travaillant dans le domaine agronomique et autres disciplines connexes. Les bénéficiaires seront les exploitations familiales, les organisations socioprofessionnelles, les ONG de développement, les étudiants ainsi que les décideurs définissant les politiques sociales et les stratégies de réduction de la vulnérabilité.

362. Les parties prenantes seront la Commission de la CEDEAO, l'OAS/CEDEAO, le CRCE, les Organismes de Bassin, le Réseau des Universités, les réseaux de recherche thématiques, les CIRA. Les responsables de la mise en œuvre seront le CORAF, l'INSAH et AGHRYMET.

Parties prenantes : CEDEAO, OAS/CEDEAO, CRCE, Organismes de Bassin, Réseau des Universités, réseaux de recherche thématiques, CIRA
Maitre d'œuvre : CORAF, INSAH, AGHRYMET
Instruments mobilisés : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Cout : 7 millions USD

### ***Action 2.2.1.3 : Capitalisation et diffusion des techniques et technologies adaptées à la variabilité et au changement climatiques***

363. Par le passé, les producteurs agricoles et autres utilisateurs des ressources naturelles ont développé des stratégies d'adaptation face aux variations et changements climatiques. Cela s'est traduit par la sélection et la diversification des espèces et des variétés adaptées, les pratiques d'exploitation et de gestion de ressources naturelles et de l'eau mieux appropriées, la maîtrise de l'eau et l'utilisation des bas-fonds, la gestion de la fertilité des sols. A cela, il faut ajouter des mesures sociales d'adaptation telles que l'entraide et la solidarité, la diversification des activités, la migration, les croyances, les rituels etc. La présente action vise à capitaliser et partager ces savoirs et expériences paysannes.

364. De même, les institutions de recherche agricole affirment disposer d'une quantité non négligeable de technologies telles que les variétés, les techniques culturales ou les techniques d'aménagement des sols et de gestion des eaux qui peuvent aider l'Afrique de l'ouest à bien s'adapter aux évolutions climatiques à venir.

365. L'action vise à inventorier, analyser et disséminer les savoirs locaux et expériences endogènes ainsi que les produits de la recherche scientifique. Cela implique de :

- Mobiliser de l'expertise régionale pour des enquêtes de terrain auprès des exploitants agricoles et des communautés rurales, dresser des catalogues d'innovations technologiques et de les faire connaître à travers divers canaux de communication. Les produits de ces investigations pourraient être diffusés sous forme de fiches, à travers un site Web ou autres moyens de communication médiatique.
- Organiser des foires aux innovations regroupant des chercheurs et/ou de paysans innovateurs. A ce niveau, pourraient être encouragées une contribution aux initiatives en cours dans les pays (FRSIT) et à l'échelle régionale (participation aux Foires Agricoles, Forum aux innovations organisées par le FIDA, le Club du Sahel et le ROPPA). Les coûts à supporter seront relatifs à la prise en charge des participants et exposants, l'aménagement de stands et la communication.

- Faciliter des voyages d'études entre pays. Il s'agira de prendre en charge les frais de voyages des personnes impliquées.
- Organiser des tests pilotes de démonstration multi-pays pour favoriser l'utilisation dans un pays ou une zone agro-écologique transfrontalière, de savoirs et technologies développés ailleurs.

366. Les initiatives à soutenir dans le cadre du programme devraient être sélectionnées sur la base de leur pertinence régionale, leur intérêt pour l'atteinte des objectifs de souveraineté alimentaire et d'accroissement des échanges commerciaux ou de réduction de la vulnérabilité. Une attention sera prêtée au portage conjoint Organisations Socioprofessionnelles, Institutions de Recherche et ONG de développement.

367. Les groupes cibles sont les institutions de recherche et leurs structures de coordination, les réseaux d'organisations socioprofessionnelles agricoles et les réseaux d'ONG de développement. Les bénéficiaires finaux sont les producteurs agricoles et les ménages ruraux des différentes zones climatiques de l'Afrique de l'ouest.

368. Les parties prenantes seront les systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation, les organisations socioprofessionnelles des filières ou des systèmes de production, les ONG locales de développement, les programmes et projets en exécution, les organismes de Bassins particulièrement concernées par la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et la Gestion durable des ressources naturelles (GRN). Le responsable de la mise en œuvre sera la CEDEAO qui pourrait s'appuyer sur les réseaux d'organisations socioprofessionnelles (Ex le ROPPA), le CORAF et l'Institut du Sahel.

Parties prenantes : systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation, organisations socioprofessionnelles, ONG locales de développement, organismes de Bassins
Maitre d'œuvre : CEDEAO, en s'appuyant sur les réseaux d'organisations socioprofessionnelles (Ex le ROPPA), le CORAF et l'Institut du Sahel
Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Cout : 4 millions USD

#### ***Action 2.2.1.4 : Mise en place d'un système de veille et d'information sur les négociations internationales sur les changements climatiques***

369. Les États membres de la CEDEAO sont parties prenantes de nombreuses conventions internationales sur l'environnement. Il peut être cité la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNCCCC), la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification (UNCCD), la Convention des Nations Unies sur la Biodiversité (UNCDB), et la Convention d'Abidjan relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

370. La participation efficace aux conférences des parties de ces conventions est un enjeu important pour la prise en compte des besoins spécifiques de développement de la région. Malheureusement, force est de constater la faible capacité des Etats à influencer sur les débats et l'absence de synergie et de coordination entre les pays. Pourtant la dernière conférence de Copenhague a montré que les concertations préalables et l'unité dans l'action sont relativement payantes pour l'Afrique.

371. La CEDEAO, dans le cadre de son rôle d'harmonisation des politiques sectorielles, se propose de renforcer les capacités de la région à mieux se préparer et prendre part aux

débats internationaux et conférences des parties sur une diversité de conventions dont celle sur le changement climatique.

372. L'action vise principalement à :

- Mettre en place un système de veille informationnelle sur les négociations actuelles relatives au changement climatique et à d'autres conventions. Il s'agit de veiller à ce que les efforts de l'Afrique de l'ouest à développer son agriculture au profit de ses populations ne soient pas hypothéqués par des dispositions contraignantes de la gouvernance internationale pour l'Environnement. Ce système de veille va essentiellement reposer sur les institutions et compétences de la région, ce qui nécessitera de procéder à un inventaire des capacités actuelles de la région. Il s'agira de faciliter la collecte et le traitement des données et la production de notes brèves pour les décideurs politiques et les négociateurs de la région. Cela se fera à travers des contrats d'études ou de recherche, ou des bourses d'études et de recherche selon les cas. Tous les dispositifs pertinents d'information pourraient être mis à contribution. Un Comité de veille composé de scientifiques et experts de haut niveau pourrait être mis en place.
- Coordonner et appuyer la préparation des pays aux réunions majeures sur les questions environnementales et dans la négociation des conventions, protocoles et autres traités concernant l'environnement.
- Faire reconnaître et accréditer la CEDEAO comme partie prenante des négociations au même titre que les Etats membres pour les conventions ciblées.
- Faciliter la participation d'une masse critique d'acteurs de la région aux conférences des parties des Conventions. Il s'agira notamment d'appuyer la participation de la société civile, des organisations socioprofessionnelles et des experts de la région, en plus des représentants attitrés des Etats.

373. L'appui du programme se traduira par la prise en charge de frais de voyage, de réunions, d'expertise extérieure et aussi du matériel technique et informatique pour la veille informationnelle. Des frais d'utilisation des services d'édition et de communication seront également prévus.

374. Les bénéficiaires sont les décideurs et négociateurs des Conventions, les Organisations Socioprofessionnelles et les Organisations de la Société Civile actives dans le plaidoyer sur les politiques agricoles et environnementales. Les groupes cibles sont les structures focales des Conventions, les Structures de Coopération Technique et scientifique, les réseaux d'Organisations paysannes et de la Société Civile.

375. Les parties prenantes sont la CEDEAO, le CILSS, les Universités et Institutions spécialisées, l'OSS, les Institutions spécialisées du Système des nations Unies, les Organisations paysannes, les ONG. La mise en œuvre sera sous la responsabilité de la CEDEAO – Direction de l'Environnement.

Parties prenantes : CILSS, Universités, OSS, Institutions spécialisées du Système des nations Unies, Organisations paysannes, ONG
Maitre d'œuvre : CEDEAO
Instruments mobilisés : guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »
Cout : 4 millions USD

### **3.4.6.2 Activité 2.2.2 : Renforcer les capacités de gestion intégrée des ressources naturelles partagées**

376. Les pays membres de la CEDEAO se partagent un certain nombre d'écosystèmes et de bassins fluviaux qui jouent un rôle stratégique dans la vie économique et sociale des populations, la sécurité alimentaire des ménages vulnérables et dans divers équilibres écologiques et climatiques.
377. Les écosystèmes en partage sont actuellement des zones importantes de séquestration de carbone et de conservation de la biodiversité. Malheureusement des menaces importantes pèsent sur l'intégrité des écosystèmes en partage. Des tendances lourdes de dégradation sont observées du fait des changements climatiques et de l'action de l'homme qu'il s'agisse des écosystèmes des parcs transfrontaliers sahéliens (Parc du W, Niokolokoba), des zones forestières de haute Guinée ou des zones de mangrove. Les conséquences prévisibles de la dégradation de ces écosystèmes en partage sont outre une perte importante de la biodiversité végétale et animale, mais aussi une réduction de la capacité de résilience et une aggravation des conséquences des variations et changements climatiques. Des phénomènes d'érosion hydrique et éolienne et aussi d'élévation du niveau de la mer pourraient être observés. Les tendances lourdes pourraient être observées si des mesures conjointes sont prises de part et d'autre des frontières pour préserver les écosystèmes, protéger les espèces menacées et réglementer sur une base consensuelle les aménagements techniques et l'exploitation de certaines ressources. Certes des initiatives sont prises en ce sens à travers plusieurs projets visant la gestion des parcs et écosystèmes transfrontaliers, mais elles s'avèrent insuffisantes eu égard aux besoins urgents de freiner la dégradation voire de l'inverser.
378. Les écosystèmes forestiers transfrontaliers sont dans la plupart de cas également des zones humides traversées par de grands cours d'eau de l'Afrique de l'Ouest tels que le Niger, la Volta, le Sénégal, la Mano River, la Gambie. Ainsi, leur dégradation sera ainsi un facteur supplémentaire de perturbations des régimes hydriques et une hypothèque aux usages multiples des ménages ruraux et urbains. Les bassins fluviaux constituent des centres majeurs d'activités sociales et économiques. Au plan agricole, ce sont des zones d'intensification des systèmes de productions vivrière, animale et halieutique. De ce fait chaque pays cherche à exploiter au profit de ses populations et selon sa capacité d'intervention, sa portion de bassin en faisant parfois fi des besoins spécifiques du voisin. Face à la nécessité d'une conjugaison d'efforts pour protéger les ressources naturelles et d'une consultation pour les exploiter durablement, l'Afrique de l'ouest s'est dotée d'une politique de l'eau prônant la Gestion durable des ressources en eau (GIRE) et d'Agences de Bassin chargées d'harmoniser la réglementation et renforcer la consultation.
379. La gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est une approche susceptible d'optimiser les usages concurrents des ressources naturelles tout en diminuant, par des pratiques adaptées, les externalités importantes qui s'y rattachent.
380. Le présent programme tout en mettant l'accent sur l'intensification de la production vivrière à travers l'irrigation s'évertuera à renforcer la gestion concertée pour équilibrer les besoins des utilisateurs entre les pays. Ainsi, l'activité relative à la gestion intégrée des ressources partagées des bassins fluviaux qui prendront en compte l'eau et les ressources naturelles.

#### **Action 2.2.2.1 Gestion intégrée des ressources en eau dans les grands bassins fluviaux**

381. La gestion des ressources partagées constitue un des domaines essentiels de la coopération régionale dans la mesure où de multiples ressources sont communes à

plusieurs pays et leur exploitation est stratégique. Ces ressources nécessitent une vision commune de leur exploitation et de leur préservation au niveau des pays et des acteurs concernés.

382. En 2000, l'Afrique de l'ouest a adopté son Plan d'Action GIRE et en 2001, s'est aussi doté d'un Cadre Permanent de Coordination et de Suivi (CPCS) de la GIRE, créé par décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO. Le CPCS comprend quatre organes : i) Le Comité Ministériel de Suivi (CMS), ii) Le Comité Technique des Experts (CTE), iii) Le Conseil Régional de Concertation sur les Ressources en Eau (CRCRE), organe consultatif placé auprès du Comité Ministériel de Suivi, iv) le Centre de Coordination Régionale des Ressources en Eau de la DAERE de la CEDEAO.

383. La gestion des eaux des fleuves transfrontaliers (Sénégal, Niger, Volta, Gambie et Mano) relève d'Agences de bassin dotées de prérogatives leur permettant d'exécuter et de gérer les travaux communs des États membres, d'utiliser les ressources communes en eau du fleuve et de coordonner la planification de la mise en valeur du bassin du fleuve. Ces Agences ont un rôle crucial à jouer en matière de gestion des eaux pour répondre aux différents usages domestiques, agricoles et industriels. Le développement d'un Système d'information géographique sur les bassins versants, l'élaboration de Schéma Directeurs d'Aménagement et de Gestion, sont des domaines d'actions relevant des Agences, ainsi que l'appui aux plans d'actions sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eaux (GIRE).

384. L'action visera à :

- Encourager la mutualisation/capitalisation des expériences et des résultats obtenus dans chaque bassin versant en ce qui concerne notamment la maîtrise du cycle de l'eau (réduction des gaspillages), la lutte contre l'ensablement des cours d'eau et la concertation entre les différentes catégories d'usagers. Cela impliquera d'inventorier, analyser et capitaliser ces expériences puis de les diffuser lors de rencontres organisées par le CRDE/CEDEAO ou des celles des acteurs de divers bassins. Les moyens à mobiliser seront du temps d'expertise et des frais de production et diffusion des documents et brochures produits.
- Vulgariser la GIRE au niveau de tous les usagers dans divers biefs. Cela se fera essentiellement à travers le Partenariat Régional de l'Eau (GWP/AO), les réseaux d'organisations socioprofessionnelles agricoles (ROPPA, réseau Riz et autres filières). Il s'agira d'action d'information et de sensibilisation sur les bonnes et mauvaises pratiques de la GIRE. Dans les différents biefs, seront aussi mobilisés les Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE), les Organisations Paysannes, les ONG de développement et les collectivités locales. Les médias nationaux et aussi de proximités (radios rurales) seront également utilisés comme espaces de débats, d'information et de sensibilisation des usagers. Les coûts induits seront du temps d'expertise pour produire les supports d'information, des frais d'interventions des médias nationaux et locaux, des ONG et organisations socioprofessionnelles.
- Assurer un suivi des politiques de gestion des ressources en eau au niveau des bassins versants. A cet effet, un comité consultatif technique sera mis en place en relation avec les Organismes de Bassin pour surveiller et prévenir les décisions unilatérales préjudiciables aux autres utilisateurs de la ressource. Le Comité alimentera les travaux des instances de décision des Organismes de Bassin. Le suivi des politiques et des pratiques nationales nécessite une collecte de données et d'information dans les biefs, la publication de bulletins ou notes d'informations, des analyses prospectives sur la répartition spatiale et temporelle des ressources pour les différents usages et aussi des

rencontres d'échanges. Des frais d'expertise, d'enquête et de concertations seront en conséquence prévus.

385. Les groupes cibles sont les Organismes de Bassin, le CSPA GWP/AO, les ONG de développement, les Organisations socioprofessionnelles et les collectivités locales des zones transfrontalières. Les bénéficiaires sont les différents usagers de l'eau.
386. Les parties prenantes sont les Organismes de Bassin, le GWP/AO, les ONG, les Organisations socioprofessionnelles des filières concernées, les collectivités locales, les administrations déconcentrées, les médias. Le responsable de la mise en œuvre sera le CRCE/CEDEAO.
387. Les principaux instruments sont les fonds pour les innovations et le renforcement des capacités pour appuyer les ONG, les médias privés et les Organisations Socioprofessionnelles. Une contribution des Organismes de Bassin sera requise. Elle pourra se faire sous forme de temps d'experts, de facilitation des déplacements de terrain ou sous forme financière.

Parties prenantes : Organismes de Bassin, GWP/AO, ONG, Organisations socioprofessionnelles, collectivités locales, administrations déconcentrées, médias

Maitre d'œuvre : CRCE/CEDEAO

Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Cout : 9 millions USD

#### **A 2.2.2.2 Gestion des écosystèmes forestiers**

388. Les ressources forestières transfrontalières dans l'espace CEDEAO sont aujourd'hui parmi les rares écosystèmes qui concentrent l'essentiel de la biodiversité tant floristique que faunique. Malheureusement des menaces importantes pèsent sur l'intégrité des écosystèmes en partage. Des tendances lourdes de dégradation sont observées du fait des changements climatiques et de l'action de l'homme qu'il s'agisse des écosystèmes des parcs transfrontaliers sahéliens (Parc du W, Niokolokoba), des zones forestières de haute Guinée ou des zones de mangrove. Les conséquences prévisibles de la dégradation de ces écosystèmes en partage sont outre une perte importante de la biodiversité végétale et animale, mais aussi une réduction de la capacité de résilience et une aggravation des conséquences des variations et changements climatiques. Des phénomènes d'érosion hydrique et éolienne et aussi d'élévation du niveau de la mer pourraient être observés.
389. Ces tendances pourraient être positivement inversées si des mesures conjointes sont prises de part et d'autre des frontières pour préserver les écosystèmes, protéger les espèces menacées et réglementer sur une base consensuelle les aménagements techniques et l'exploitation de certaines ressources. Certes des initiatives sont prises en ce sens à travers plusieurs projets visant la gestion des parcs et écosystèmes transfrontaliers, mais elles s'avèrent insuffisantes eu égard aux besoins urgents de freiner la dégradation voire de l'inverser.
390. Diverses initiatives ont été prises pour aménager et préserver les écosystèmes et/ou mettre en place des systèmes participatifs de gestion des ressources naturelles au profit des communautés locales. Il peut être cité notamment le Projet du Niokolo Badiar, le Programme Régional d'Appui à la gestion Intégrée des Ressources naturelles des Bassins du Niger et de la Gambie, le Projet Ecosystèmes Protégés en Afrique Soudano-Sahélienne (ECOPAS), Programme d'Elargissement de la Gestion des Ressources Naturelles (PEGRN) pour la Guinée et la Sierra Leone ; Projet d'Utilisation et de Gestion des Ressources

Naturelles dans le cadre de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG) ; le Projet Africover et Réseau Mondial sur le Couvert (GLCN) pour la zone du Fouta Djallon, lieu de naissance de tous les grands fleuves de la région.

391. Des résultats probants ont été obtenus mais les leçons tirées de l'exécution de ce projet mettent en avant : l'absence de plan d'aménagement, une faible capacité d'intervention des services publics et des organisations locales de gestion des ressources naturelles, des tendances à la dégradation peu contrôlées, une implication insuffisante des riverains et une valorisation insuffisante pour la création de revenu et la sécurisation nutritionnelle des communautés.
392. Soucieux des impacts potentiels d'une dégradation forte des écosystèmes forestiers sur les possibilités de gérer et exploiter durablement les ressources en eau des grands bassins fluviaux de l'Afrique de l'ouest, la CEDEAO prévoit des opérations complémentaires à celles précédemment exposées sur le GIRE.
393. Il s'agit essentiellement d'apporter un concours aux Etats, aux Organismes de Gestion des bassins fluviaux et des Organismes de Gestion des Écosystèmes en partage pour maintenir la capacité productive de la région dans une perspective d'accroissement de l'offre en produits vivriers.
394. L'action portera sur une diversité d'opérations comprenant :
  - L'état des lieux exhaustif des ressources transfrontalières en Afrique, Cette sous action vise essentiellement à recenser les grands massifs forestiers, à faire un inventaire de leur situation actuelle (caractéristiques de la faune et de la flore, état de dégradation des ressources et cartographie des différents éléments.
  - L'adoption de textes réglementaires d'harmonisation des systèmes de gestion y compris sur les aspects fonciers,
  - L'élaboration et l'application de plans d'aménagement réaliste et efficace,
  - Le renforcement des capacités techniques et institutionnelles des services publics ou privés impliqués ; pour une plus grande efficacité dans les interventions ;
  - La valorisation des sous produits pour la sécurité nutritionnelle ou la génération de revenus.

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Parties prenantes : CEDEAO, Etats, UICN, WWF, collectivités locales, administrations déconcentrées, organisations socioprofessionnelles, médias.

Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Cout : 9 millions USD

### **3.4.6.3 Activité 2.2.3 : Mettre en place de mécanismes assurantiels pour les risques climatiques et environnementaux**

395. L'agriculture est considérée comme la base essentielle des économies nationales et un facteur puissant d'intégration régionale en Afrique de l'ouest. C'est pour cela que la CEDEAO s'est dotée d'une politique agricole ambitieuse qui repose sur l'intensification des systèmes de production, la gestion durable des ressources naturelles dans un contexte de

changement climatique, la protection du marché régional et la mise en place de système de gestion de crises alimentaires et de catastrophes naturelles.

396. Des investissements importants sont prévus dans les différentes zones agro-écologiques, en particulier dans les bassins de production disposant d'avantages comparatifs pour un accroissement durable de l'offre en produits alimentaires ou agroalimentaires. Les effets de ces investissements sur les producteurs peuvent être hypothéqués par une prise en compte insuffisante des risques multiples auxquels ils font face : climatiques (sécheresse, inondation), sanitaires (phyto ou zoo), économiques (volatilité des prix), sociaux (insurrection et autres guerres civiles) ou simplement professionnels (intoxication par des produits, morsures de serpents et autres agressions). Les conséquences de ces risques peuvent se traduire par des crises alimentaires et nutritionnelles plus ou moins aiguës, une baisse de revenus voire le détournement des producteurs de certaines filières.
397. La CEDEAO et les Etats dans le cadre du présent programme de mise en œuvre de l'ECOWAP et de certaines politiques nationales, ont prévu d'investir dans la mise en place d'instruments de gestion des risques, dont notamment les mécanismes de régulation de la volatilité des prix, les filets de sécurité alimentaire, les mécanismes publics d'intervention dans les situations d'invasions de déprédateurs, ou d'épidémies et autres catastrophes naturelles. Cependant, d'une manière générale, ces instruments s'appliquent davantage à des territoires et/ou à des communautés. Ils ne renvoient pas à des mécanismes individuels de gestion des risques.
398. Les risques naturels (sécheresse, inondations) sont aussi des freins importants à l'investissement des producteurs dans l'intensification et la modernisation de leurs exploitations. Dans un contexte de changement climatique, ces risques naturels affectant la production agricole vont probablement voir leur fréquence et leur ampleur s'accroître. Il apparaît donc nécessaire, en complément des actions de prévention des aléas climatiques (techniques et technologies d'adaptation au changement climatique), de mettre en place des mécanismes de réaction aux aléas climatiques permettant de compenser les pertes de revenu liées à des diminutions de production (quantité, qualité).
399. Les systèmes d'assurance-récolte ou d'assurance bétail/ troupeau peuvent être à même de compléter les stratégies de sécurisation déployées par les producteurs face aux risques climatiques et environnementaux. En particulier, aux côtés des systèmes classiques d'assurance sur sinistre se basant sur les pertes subies par l'assuré, des systèmes d'assurances indicielles assurant un ensemble d'assurés dans une région donnée tendent à se développer. Ils reposent le plus souvent sur l'utilisation d'indices de pluviométrie. Des systèmes de micro-assurance climatique, s'adressant à des populations à faibles revenus et ne pouvant généralement pas accéder à des services d'assurance classique, sont également en cours de réflexion dans la communauté internationale.
400. De tels systèmes ont été mis en place avec plus ou moins de succès dans plusieurs pays en développement, notamment en Afrique (Malawi, Ethiopie, Inde...). La plupart des pays de la région estiment indispensables de développer des systèmes d'assurance. Des initiatives sont déjà en cours au Bénin, au Nigeria et au Sénégal. Au Nigeria par exemple, un système de couverture du risque, limité au départ et élargi ces dernières années à la quasi-totalité des productions et des natures de risque, a été mis en place sur la base d'un système public (Nigerian Agricultural Insurance Corporation). Des études de pré-faisabilité d'assurances indexées ont été faites dans certains pays (par exemple au Mali). La BOAD vient de lancer une étude de faisabilité pour l'espace UEMOA.



401. Aujourd'hui, le développement des systèmes d'assurance-récolte est freiné par plusieurs facteurs. Le coût des systèmes d'assurance, en raison de l'atomisation des exploitations et de leur faible surface financière, est souvent mis en avant. La frilosité des compagnies d'assurance à assurer les risques liés à l'activité agricole, en particulier en l'absence de mécanismes de réassurance, est également une forte contrainte. En même temps, l'absence de tels mécanismes d'assurance constitue une limite le développement du crédit, qu'il s'agisse du crédit d'investissement ou du crédit de campagne.
402. Dans ce contexte, la CEDEAO entend explorer la faisabilité et promouvoir le développement des systèmes assurantiels pour l'agriculture en Afrique de l'Ouest. Ces systèmes d'assurance pourraient avoir un triple intérêt. Il s'agit tout d'abord d'un instrument de soutien aux producteurs et de stimulation du développement des filières prioritaires retenues dans l'ECOWAP. Ils sont aussi un moyen d'incitation pour l'intervention des institutions financières. Enfin, ils constituent une voie de renforcement du partenariat public-privé.
403. L'activité vise donc à explorer les possibilités (i) de mutualiser les risques à l'échelle régionale pour des filières stratégiques données ; (ii) de mobiliser les compagnies d'assurance de la place ; (iii) de mettre en place des systèmes de réassurance à l'échelle internationale ; (iv) de mettre en place un fonds de garantie intervenant en cas de défaillance du système d'assurance liée à des calamités qui touchent l'ensemble de la région et affectent le mécanisme de mutualisation du risque.
404. Pour cette première phase de mise en œuvre de l'ECOWAP, il s'agira i) de capitaliser les expériences dans les pays en développement, notamment en Afrique, ii) de conduire les études de faisabilité d'un mécanisme assurantiel ciblé sur les calamités agricoles, relié au dispositif de financement des campagnes agricoles, en se basant sur les expériences conduites ailleurs, iii) d'appuyer l'expérimentation de mécanismes d'assurance récolte dans certaines zones ou pays.

#### ***Action 2.2.3.1 : Capitalisation des expériences sur les assurances agricoles***

405. Plusieurs pays en développement, connaissant des situations similaires, ont réussi à déployer des systèmes d'assurances récolte, en lien avec les filières de production ou l'octroi du crédit. Une capitalisation de ces expériences et une analyse des conditions de leur répliquabilité constitue une base de travail essentielle.
406. L'action consistera à inventorier et analyser les expériences en cours en Afrique de l'ouest et dans les pays en développement, notamment en Afrique (Malawi, Ethiopie).
407. Les cibles de cette action seront les organisations socioprofessionnelles, les sociétés d'assurance, les institutions de financement et les administrations nationales en charge des finances et de l'Agriculture. Les bénéficiaires en seront les producteurs agricoles et les institutions de financement.
408. Les parties prenantes seront les réseaux d'organisations socioprofessionnelles, les banques régionales de développement (BOAD, BIDC), les institutions financières (Banques, Fonds, IMF), l'UEMOA, le CILSS, les mécanismes assurantiels en cours, les partenaires multilatéraux (FAO, FIDA, PAM, Banque mondiale...) et les Etats. Le responsable de l'action sera la Commission de la CEDEAO. L'étude mobilisera des experts internationaux et régionaux. Les conclusions feront l'objet de partage au niveau régional.

Parties prenantes : réseaux d'organisations socioprofessionnelles, BOAD, BIDC, institutions financières (Banques, Fonds, IMF), UEMOA, CILSS, mécanismes assurantiels en cours, partenaires multilatéraux (FAO, FIDA, PAM, Banque mondiale...), Etats membres
Maitre d'œuvre : CEDEAO
Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Cout : 1 million USD

### ***Action 2.2.3.2 : Réalisation d'études de faisabilité de mécanismes assurantiels***

409. Sur la base de la capitalisation et d'une analyse des conditions spécifiques de la région (occurrence des risques, diagnostic institutionnel, etc.), la CEDEAO conduira, en partenariat avec la BIDC, les institutions de financement et d'assurance et les États membres intéressés des études de faisabilité d'un mécanisme assurantiel. La faisabilité couvrira les domaines technique, financier, socioéconomique et organisationnel.
410. Il sera réalisé une étude régionale et des études nationales à la demande. Ces études impliqueront l'élaboration et le partage de termes de référence, de la collecte de données et d'informations sur le terrain et l'organisation d'ateliers de validation. Elles pourront porter notamment sur les enjeux suivants : identification des risques à prendre en compte, type d'assurance (sinistre, indicelle, micro-assurance...), modalités de collecte des primes, partage des risques et des coûts au niveau régional, etc.
411. Les cibles de cette action seront les organisations socioprofessionnelles, les sociétés d'assurance, les institutions de financement et les administrations nationales en charge des finances et de l'Agriculture. Les bénéficiaires seront les producteurs agricoles et les institutions de financement.
412. Le responsable de l'action sera la Commission de la CEDEAO. Les parties prenantes seront les réseaux d'organisations socioprofessionnelles, les banques régionales de développement (BOAD, BIDC), les institutions financières (Banques, Fonds, IMF), l'UEMOA, le CILSS, les mécanismes assurantiels en cours, les partenaires multilatéraux (FAO, FIDA, PAM, Banque Mondiale ...) et les Etats. Ces études mobiliseront des experts internationaux et régionaux et nécessiteront l'organisation de rencontres régionales de validation et des sessions des instances statutaires de la CEDEAO. Les conclusions feront l'objet de partage au niveau régional.

Parties prenantes : réseaux d'organisations socioprofessionnelles, BOAD, BIDC, institutions financières (Banques, Fonds, IMF), UEMOA, CILSS, mécanismes assurantiels en cours, partenaires multilatéraux (FAO, FIDA, PAM, Banque mondiale...), Etats membres
Maitre d'œuvre : CEDEAO
Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Cout : 2,5 millions USD

### ***Action 2.2.3.3 : Appui à la mise en place d'expériences pilotes d'assurances agricoles***

413. Sur la base des études de faisabilité, la CEDEAO créera, en relation avec les institutions financières régionales, un système d'appui aux États pour la mise en place ou le renforcement de dispositifs d'assurance pour la couverture des risques climatiques et environnementaux. Les choix des filières et des bassins de production ainsi que des catégories de producteurs se feront sur une base objective de recherche de durabilité du mécanisme assurantiel.

414. L'action consistera à fournir de l'assistance technique, des conseils et éventuellement à alimenter un fonds initial pouvant servir de garantie pour les institutions financières et les sociétés d'assurance impliquées.
415. Les cibles sont les organisations socioprofessionnelles, les sociétés d'assurance, les institutions de financement et les administrations nationales en charge des finances et de l'Agriculture. Les bénéficiaires sont les producteurs agricoles et les institutions de financement.
416. Le responsable de l'action sera la Commission de la CEDEAO. Les parties prenantes seront les réseaux d'organisations socioprofessionnelles, les banques régionales de développement (BOAD, BIDC), les institutions financières (Banques, Fonds, IMF), l'UEMOA, le CILSS, les mécanismes assurantiels en cours, les partenaires multilatéraux (FAO, FIDA, PAM, Banque Mondiale ...) et les Etats
417. La mise en œuvre de l'action nécessitera de l'expertise, la prise en charge de frais d'approche (personnel et charges récurrentes), des frais d'organisation de rencontres ainsi que des frais de communication et d'acquisition de matériel et équipement. Les aspects de communication et de vulgarisation auprès des producteurs et de formation des agents assureurs sont particulièrement déterminants pour obtenir l'adhésion des producteurs et un nombre minimal de clients contribuant à la rentabilité du système. Les enseignements à tirer de l'action feront l'objet de partage au niveau régional.

Parties prenantes : réseaux d'organisations socioprofessionnelles, BOAD, BIDC, institutions financières (Banques, Fonds, IMF), UEMOA, CILSS, mécanismes assurantiels en cours, partenaires multilatéraux (FAO, FIDA, PAM, Banque mondiale...), Etats membres
Maitre d'œuvre : CEDEAO
Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Cout : 10 millions USD

### **3.4.7 Résultat 2.3 : Un système d'information et d'aide à la décision est opérationnel**

418. En dépit de l'existence d'un grand nombre de systèmes d'informations, le pilotage des politiques agricoles, au niveau national comme au niveau régional, est fortement hypothéqué par plusieurs obstacles, en particulier :
- La faible qualité des données de base (représentativité des données, fiabilité des processus de collecte, etc.) et corrélativement celle des informations et des analyses générées à partir de ces données primaires.
  - Les contraintes institutionnelles et financières qui entravent la production et l'alimentation régulières des différents systèmes et dispositifs en données de bonne qualité.
  - Le cloisonnement persistant entre les systèmes d'information et le manque de clarté dans les règles qui définissent l'accès aux données par les différents utilisateurs, qui entravent la mutualisation et la mise en réseau des données.
  - La faiblesse (en termes quantitatif et qualitatif) des analyses réalisées à partir des données collectées par les différents systèmes d'information.

419. C'est pour cela que la CEDEAO, en relation avec l'UEMOA, le CILSS et d'autres acteurs de la région se propose de mettre en place «un système d'information intégré sur les productions agricoles, le marché et les opportunités d'échanges en Afrique de l'Ouest, le suivi et l'analyse stratégique des politiques et perspectives ». Ce système, dénommé AGRIS (Agricultural Information System), est conçu comme un mécanisme intégrateur et fédérateur tant au niveau sectoriel que territorial des dispositifs existants dans la région. Il poursuit deux objectifs principaux : d'une part, le suivi et le pilotage de la politique agricole régionale, de la politique environnementale et de la politique de l'eau ; d'autre part, le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle.

420. Le fonctionnement de AGRIS reposera essentiellement sur les dispositifs d'information (collecte, traitement, analyse et diffusion) existant au niveau national et régional. Il s'agira moins de créer une nouvelle institution que d'aider celles existantes à fournir des données fiables et des informations exploitables par les décideurs tout en minimisant les coûts d'intervention et en exploitant les compétences de la région.

421. Le dispositif est conçu pour satisfaire les besoins en information d'une diversité d'acteurs. Les données traitées dans le cadre d'AGRIS porteront sur les principaux domaines suivants :

- Climat et ressources naturelles (ressources hydrologiques, pastorales et ligneuses ; fertilité des sols, etc.).
- Offre et demande de produits alimentaires (bilan alimentaire).
- Vulnérabilité des ménages dans les différentes zones agro-écologiques.
- Marchés, filières et leurs acteurs.
- Environnement du commerce régional : normes (régionales et internationales) sur les intrants et les produits du secteur agricole, fiscalité, ...
- Impact des négociations internationales (APE, OMC) et des politiques agricoles et alimentaires au niveau national et régional.

422. Dans ce contexte, le présent résultat consiste à rendre opérationnel le système AGRIS en produisant des informations particulièrement utiles pour les différents acteurs du secteur agricole. Il est structuré autour de trois activités :

- Le suivi de l'environnement écologique et macroéconomique du secteur agricole.
- Le suivi de la situation alimentaire et de la vulnérabilité des ménages, dans une optique de prévention / gestion des crises alimentaires.
- Le suivi des échanges régionaux de produits agricoles et alimentaires

#### **3.4.7.1 Activité 2.3.1 Assurer le suivi de l'environnement écologique et macroéconomique**

423. La réalisation de cette activité se fera principalement à travers deux actions complémentaires : le suivi écologique et le suivi macro-économique.

##### ***Action 2.3.1.1 : Mise en place d'un dispositif coordonné de suivi écologique***

424. Les besoins en information sur l'état et l'évolution des ressources naturelles sont particulièrement nombreux et divers. Ils concernent notamment les écosystèmes, le réseau hydrographique, l'occupation des sols, la biodiversité, etc.

425. L'importance stratégique de ces données et informations a amené des Etats, des institutions régionales ou internationales à développer des systèmes d'information de nature diverse : écologique, environnemental ou géographique. Au niveau régional, le Centre Régional AGHRYMET et les Organismes de Bassin sont particulièrement actifs. Ils travaillent en étroite collaboration avec des structures nationales dont les capacités sont plus ou moins importantes.
426. Cependant, ces divers dispositifs ne sont pas suffisamment coordonnés et agrégés de manière à disposer d'une information globale sur l'environnement écologique du secteur agricole et son évolution dans le temps.
427. Etant donnée cette situation, l'action va consister à :
- Harmoniser les méthodes de collecte et de traitement des données.
  - Renforcer les dispositifs régionaux et nationaux de suivi écologique.
  - Réaliser et actualiser périodiquement un atlas des ressources naturelles de l'Afrique de l'Ouest.
  - Réaliser des analyses sur les tendances d'évolution des principaux facteurs naturels affectant les performances des systèmes productifs agricoles.
  - Publier et diffuser les résultats de ces analyses selon des formats adaptés aux besoins des décideurs nationaux et régionaux.
428. Les opérations à réaliser nécessiteront des concertations régulières entre les différentes institutions, régionales et nationales, concernées. Elles nécessiteront également le recours à des prestataires pour concevoir la détermination des méthodologies, la réalisation de la situation de référence, l'édition et la diffusion des documents produits. . En outre, le budget doit prévoir l'acquisition de matériels de collecte et traitement de données, le renforcement des compétences des groupes cibles ainsi qu'une partie des charges récurrentes des dispositifs.
429. Les groupes cibles de cette action seront les systèmes d'information environnementaux, les observatoires sur les ressources naturelles, les services nationaux de la météorologie, les instituts géographiques, le Centre AGHRYMET. Les principaux bénéficiaires seront les décideurs, les universités et institutions de recherche, les organisations socioprofessionnelles agricoles, les ONG de développement, les partenaires au développement.
430. Les parties prenantes sont la CEDEAO, le CILSS, les Organismes de Bassin (ABN, OMVS, OBV...), les Systèmes Nationaux de Suivi Environnemental, l'Observatoire du Sahara et du Sahel, les Universités et Institutions ayant des expériences avérées, les Instituts Nationaux Géographiques, les Institutions Internationales travaillant sur les questions environnementales. Les responsables de la mise en œuvre seront la CEDEAO, le dispositif AGRIS et le CILSS.
431. Les instruments seront le guichet relatif à l'appui institutionnel et plus spécifiquement ses sous-guichets « Dispositif d'information et d'aide à la décision » et « Renforcement des capacités ». L'accessibilité à ces instruments devra être conditionnée par l'existence de cofinancements régionaux ou nationaux.

Parties prenantes : CILSS, Organismes de Bassin, Systèmes Nationaux de Suivi Environnemental, Observatoire du Sahara et du Sahel, Universités, Institutions, Instituts Nationaux Géographiques, Institutions Internationales travaillant sur l'environnement

Maitres d'œuvre : CEDEAO, AGRIS, CILSS

Instruments mobilisés : guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional » (dispositifs d'information et d'aide à la décision)

Cout : 20 millions USD

### ***Action 2.3.1.2 Mise en place d'un dispositif de suivi du contexte macro-économique et des politiques agricoles***

432. La mise en œuvre et l'actualisation de l'ECOWAP et des autres politiques sectorielles (Stratégie de développement de l'élevage, Politique de l'Eau, Politique Environnementale, Offensive pour la sécurité alimentaire) nécessite d'avoir des données statistiques et d'informations fiables pour analyser les résultats et impacts et prendre les décisions appropriées. Chaque groupe d'acteurs selon ses intérêts et son niveau d'intervention aura besoin d'informations sur le contexte macro-économique, le niveau d'application des mesures prises, les effets positifs ou pervers des politiques économiques, commerciales ou sociales prises.
433. La Commission de la CEDEAO a notamment en charge la gouvernance agricole régionale et la création d'un environnement favorable à l'émergence d'une agriculture dynamique. Elle a donc besoin de disposer d'outils appropriés pour mesurer les impacts de l'ECOWAP et les influences des politiques macroéconomiques ou sectorielles.
434. Dans le dispositif AGRIS, il est prévu un volet important pour le suivi des politiques et de certains indicateurs macroéconomiques. Une diversité d'institutions seront parties prenantes de ce dispositif : l'UEMOA (données macroéconomiques et indicateurs sur le secteur agricole), le CILSS (données sur la population), l'ADRAO et l'IITA (données agronomiques et socio-économiques sur les systèmes de production), AFRISTAT (données macro-économiques), le ReSAKSS (indicateurs de performance des politiques agricoles), la CEDEAO (données sur le commerce régional, le commerce extérieur et sur les ressources en eau). La plupart des dispositifs d'information relevant de ces organisations régionales s'appuient sur les données collectées et traitées par les services nationaux de statistiques.
435. En termes de production de données et d'informations sur l'environnement macroéconomique régionale ou même internationale, l'Afrique de l'ouest est confronté à deux problèmes majeurs :
- Une absence de coordination et d'harmonisation des outils au niveau des structures spécialisées se traduisant par des difficultés réelles d'analyse cohérente et circonstanciée des effets des politiques macroéconomiques et agricoles sur la croissance agricole et les moyens d'existence des populations. C'est ainsi que les conséquences des politiques fiscales, budgétaires et même monétaires sur les secteurs productifs ne font pas l'objet d'un suivi systématique de la part des institutions spécialisées.
  - Une dépendance vis-à-vis de l'expertise ponctuelle en ce qui concerne l'analyse des effets et impacts des décisions envisagées ou prises à l'échelle internationale. Très souvent, pour soutenir ses négociateurs dans les différentes arènes de discussion sur les accords commerciaux ou la gouvernance économique mondiale, la région rencontre des difficultés pour disposer d'informations et de données actualisées.

436. Le Système AGRIS a été notamment conçu pour palier à ces insuffisances. Aussi, l'action sera structurée autour de deux axes :

- Soutien aux dispositifs de collecte et de gestion des données macroéconomiques, afin d'appréhender l'impact des politiques macroéconomiques (nationales et régionales) et du contexte international sur l'atteinte des objectifs et résultats de l'ECOWAP.
- En ce qui concerne le suivi des politiques agricoles, il s'agira surtout d'apprécier les performances des politiques sectorielles mises en œuvre et, d'autre part, de définir les inflexions et évolutions à apporter à ces politiques.

437. L'action va consister à soutenir les institutions à statut ou intérêt régional particulièrement actives dans la collecte et l'analyse de données macroéconomiques et de suivi des politiques. Deux catégories d'institutions seront particulièrement visées : celles ayant une vocation à agréger des données nationales pour des besoins régionaux comme AFRISTAT, le CERPOD du CILSS, et celles qui font des études rétrospectives et prospectives périodiques comme le ResKass (IITA).

438. L'action permettra également de soutenir des initiatives d'Universités, d'Institutions de Recherche et des Structures d'Analyse Prospectives pour la réalisation d'analyses ponctuelles régionales. A ce niveau, la conditionnalité sera la mise en réseau des structures nationales et régionales et l'intérêt régional de l'opération. De même, il pourra être octroyé des appuis financiers pour des études rétrospectives et prospectives pertinentes. La sélection des dossiers à financer se fera avec l'appui de spécialistes de haut niveau sur les thématiques ciblées.

439. Le budget de l'action comprendra la réalisation d'opérations statistiques comme bases d'apprentissage des méthodes, l'organisation de rencontres régionales en vue de l'harmonisation des outils, la mobilisation d'expertise ponctuelle pour développer certains outils complémentaires, la réalisation de sessions de formation pour les services nationaux impliqués, l'achat des équipements nécessaires à l'analyse et au stockage des données, les prestations de service relatives à l'édition des supports d'information, etc.

440. Les groupes cibles sont les services spécialisés de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS, AFRISTAT, l'IITA/Reskass, certaines Universités et Institutions, le CORAF. Les bénéficiaires de l'action sont les Institutions et les Etats de la CEDEAO, les différents acteurs et partenaires du secteur agricole

Parties prenantes : services nationaux de statistiques, AGHRYMET, INSAH, AFRISTAT, SNRA, Universités
Maitre d'œuvre : CEDEAO
Instruments mobilisés : guichet « Appui au cadre politique, institutionnel réglementaire régional » (Dispositifs d'information et d'aide à la décision)
Cout : 15 millions USD

### **3.4.7.2 Activité 2.3.2 : Renforcer les dispositifs de suivi des systèmes productifs et de la situation alimentaire et nutritionnelle**

441. L'existence de données relatives à la production agricole, suffisamment précises et disponibles au moment opportun est un élément important du pilotage des politiques agricoles. Elle permet notamment d'apprécier les effets des mesures prises en faveur de l'intensification de la production. Par ailleurs, combinées aux informations concernant la

situation alimentaire et nutritionnelle (et aussi aux informations sur les marchés), les données sur la production sont très utiles à la conduite des politiques de prévention et gestion des crises alimentaires.

442. Pour ces différents types de données, il s'agira de promouvoir des dispositifs d'information qui prendront appui sur l'expérience accumulée par les pays membres du CILSS tout en s'adaptant aux nouveaux enjeux de la sécurité alimentaire.

443. L'activité sera structurée en quatre actions :

- Le renforcement des dispositifs nationaux de suivi annuel de la campagne agro-sylvo-pastorale.
- La réalisation d'analyses sur les tendances d'évolution de la production, pour les principales spéculations et les différents bassins de production.
- La mise en place d'un dispositif d'alerte régional précoce pour les crises fourragères et hydriques.
- La conduite d'analyses sur les tendances d'évolution de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle.

***Action 2.3.2.1 : Renforcement des dispositifs nationaux de suivi annuel de la campagne agro-sylvo-pastorale***

444. Au sein des pays membres de la CEDEAO, il existe schématiquement trois situations : i) les pays qui conduisent une enquête agricole avec un système de prévision et des estimations définitives (enquêtes issues du système CILSS lorsqu'elles fonctionnent) ; ii) les pays qui conduisent une enquête agricole avec un seul système d'estimation ; iii) les pays qui ne conduisent aucune forme d'enquête.

445. En raison de la diversité des problématiques de production et de sécurité alimentaire, le modèle issu du dispositif CILSS<sup>17</sup> ne peut être étendu à l'ensemble des pays de la CEDEAO. En préalable à la définition de nouveaux dispositifs de suivi de la campagne agro-sylvo-pastoral, il sera indispensable de réaliser des audits approfondis des services de statistique agricole dans chacun des pays. Ces analyses permettront d'analyser la pertinence des enquêtes en place et le, cas échéant, de redéfinir leurs objectifs et leurs méthodes afin de mieux répondre aux besoins des différents utilisateurs. Le travail sera conduit à l'échelle nationale, selon une démarche régionale harmonisée.

446. Sur la base de ces analyses approfondies, des appuis « sur mesure » seront apportés par le plan régional à chacun des pays ; les cofinancements fournis par la région pourront concerner la collecte des données, leur traitement, leur analyse et leur diffusion.

447. Par ailleurs, des sessions de formation et des ateliers de partage d'expériences seront organisés à l'échelle régionale dans le but de renforcer les capacités des agents des dispositifs nationaux d'information sur la production agro-sylvo-pastorale.

Parties prenantes : la CEDEAO, le CILSS, Agrhymet, les ministères et directions techniques des pays membres

Financement : guichet « appui à l'innovation et au renforcement des capacités ».

Coût : 10 millions USD

<sup>17</sup> Ce modèle comprend un module de prévision en novembre destiné à alimenter le bilan céréaliier provisoire et des estimations définitives en fin de saison agricole pour le bilan ex post.



**Action 2.3.2.2 : Analyse des tendances d'évolution de la production, pour les principaux produits et les différents bassins de production**

448. Cette action aura pour but de renforcer l'analyse des effets du plan régional, en particulier les actions relevant de l'objectif spécifique n°1. Elle consistera en la mise au point d'outils simples et pertinents d'analyse des dynamiques de production.
449. Au-delà des fluctuations interannuelles, liées essentiellement aux aléas climatiques, il est important de mettre en lumière les tendances d'évolution de la production dans les différents bassins et selon les différents types de systèmes productifs. Ces évolutions de la production seront mises en relation avec un nombre limité de facteurs (volume des intrants utilisés, niveau de formation des producteurs, caractéristiques de l'environnement économique et institutionnel, etc.). En permettant de mieux appréhender les spécificités des différentes zones et systèmes de production, de telles analyses seront très utiles pour améliorer la pertinence et l'efficacité des politiques d'appui à la production.
450. Le rôle du niveau régional consistera principalement à faciliter la définition de méthodologies communes et à organiser la comparaison des résultats obtenus dans chaque pays. Il s'agira également de fournir, sous forme de cofinancement, des appuis à la demande aux dispositifs nationaux de collecte et traitement des données : formations spécifiques, définition et réalisation d'enquêtes permettant d'approfondir tel ou tel sujet, etc.

Parties prenantes : la CEDEAO, le CILSS, Agrhymet, les ministères et directions techniques des pays membres.

Financement : guichet « appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Coût : 2 millions USD

**Action 2.3.2.3 : Mise en place d'un dispositif d'alerte régional précoce pour les crises fourragères et hydriques**

451. Suite aux crises alimentaires des années 1970 et 1980, qui ont particulièrement touché les pasteurs et agro-pasteurs, des systèmes spécifiques de surveillance et d'anticipation des ont été mis en place dans les pays sahéliens. Ces systèmes de veille (Systèmes d'Alerte Précoce, Systèmes d'information sur les Marchés...) ont donné de bon résultats en matière de collecte d'information et d'analyse de situations (données économiques, situation de la sécurité alimentaire).
452. En relation plus ou moins directe avec ces dispositifs d'information, certaines études, menées en particulier par le Centre Régional Agrhymet, portent spécifiquement sur les évolutions de la ressource fourragère.
453. L'ensemble de ces initiatives sont actuellement localisées dans 9 pays membres du CILSS. Cette action permettra qu'elles soient étendues aux pays membres de la CEDEAO qui ne font pas partie du CILSS. En effet, les mouvements de transhumance emmènent les troupeaux dans des zones situées parfois très au Sud de la zone sahélienne. Il est donc important que les pays d'accueil, même s'ils sont moins concernés par les aléas climatiques, puissent disposer d'informations du même type (évolutions agro-écologique, météorologie, évolution des marchés).
454. L'action consistera à :

- Réaliser un diagnostic au niveau de chaque état, concernant les besoins et spécificités en terme de collecte et d'analyse d'informations sur l'élevage transhumant. Les services statistiques des pays concernés seraient mobilisés.
- Mettre en place, en fonction de ces informations, un observatoire sur la transhumance, au niveau régional, couplé à un organe capable de collecter des données, notamment sur les mouvements des troupeaux et l'évolution des ressources fourragères, au niveau de chaque pays (sur la base du réseau Agrhymet) et de les analyser dans une perspective d'alerte régionale précoce. Le but serait de favoriser la diffusion de l'information au niveau le plus local possible (bulletins, émissions radios).

455. Ces outils serviront avant tout aux décideurs publics pour leur permettre d'être plus réactifs en ce qui concerne la prévision des crises (déclenchement d'un processus de subvention d'aliments du bétail).

Parties prenantes : la CEDEAO, le CILSS, Agrhymet, les ministères et directions techniques des pays membres, un réseau régional d'experts, les organisations d'éleveurs
Financement : guichet « appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Coût : 8 millions USD

#### **Action 2.3.2.4 : Analyse des tendances d'évolution de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle**

456. Cette action s'appuiera sur les enseignements des actions d'expérimentation ou de consolidation de méthodologies d'analyse de la vulnérabilité, mises en œuvre dans le cadre de l'O.S. n°3.

457. A partir des informations collectées relatives aux systèmes de vie des ménages et à leur situation nutritionnelle, l'évolution de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire sera analysée par types de ménages et par régions ou localités. Ces analyses permettront, d'une part, d'adapter les politiques d'accès à l'alimentation (en particulier les filets sociaux) à l'évolution des problématiques et, d'autre part, d'évaluer les effets et impacts de ces politiques, notamment en terme d'amélioration durable de la sécurité alimentaire.

458. Comme pour l'action 2.3.2.2, le rôle du niveau régional consistera essentiellement à impulser la définition de méthodologies communes et à organiser la comparaison des résultats obtenus dans chaque pays. Il s'agira également de fournir, sous forme de cofinancement, des appuis à la demande aux dispositifs nationaux de collecte et traitement des données.

Parties prenantes : la CEDEAO, le CILSS, Agrhymet, l'Organisation Ouest africaine pour la Santé, les ministères et directions techniques des pays membres.
Financement : guichet « appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Coût : 3 millions USD

#### **3.4.7.3 Activité 2.3.3 : Renforcer les dispositifs de suivi des filières et des échanges régionaux de produits agricoles**

459. En dépit d'une sensible augmentation des transactions commerciales intra-régionales, l'Afrique de l'Ouest éprouve des difficultés à faire des échanges des produits agricoles, un des catalyseurs du développement de la région. Les flux transfrontaliers sont encore mal estimés ; l'information sur les opportunités d'échange, peu formalisée, et insuffisamment diffusée à grande échelle pour les opérateurs économiques. Or, un meilleur

accès à l'information sur les marchés et sur les opportunités d'échanges contribue à la régulation des marchés dans l'espace régional, en facilitant l'allocation des investissements des opérateurs et l'écoulement des productions.

460. Des expériences de suivi des flux transfrontaliers et de diffusion d'information sur les marchés et sur les opportunités d'échanges régionaux existent, en particulier à travers le réseau des systèmes d'informations des marchés en Afrique de l'Ouest (RESIMAO) au niveau régional. L'enjeu est de renforcer et de développer ces expériences à l'échelle de l'ensemble de l'espace CEDEAO.
461. D'autre part, face à la demande structurelle croissante pour des produits agricoles transformés, il est important de disposer d'informations et d'analyses sur la performance des filières agroalimentaires d'intérêt régional. Les choix d'appuyer telle ou telle filière émergente (par comparaison aux filières considérées comme stratégiques et faisant l'objet d'actions prioritaires dans le cadre de l'O.S. n°1 du plan régional d'investissement) doit pouvoir se baser sur ces informations et analyses.
462. Dans ce contexte, cette activité sera structurée autour de deux actions :
- Le renforcement des dispositifs d'information relatifs aux marchés et aux opportunités d'échanges à l'échelle régionale.
  - La réalisation d'analyses sur les performances des chaînes de valeur régionales considérées comme émergentes.

***Action 2.3.3.1 : Renforcement des dispositifs de production et de diffusion d'information sur les marchés et les opportunités d'échange***

463. Les dispositifs de production et de diffusion d'information commerciale tels que le RESIMAO ne couvrent qu'une partie du territoire de la CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Togo), largement francophone. Ils nécessitent d'être étendus à l'ensemble de la région. La nature et le traitement des informations doivent également être adaptés pour que les informations diffusées correspondent aux attentes des acteurs, en particulier les opérateurs économiques et les pouvoirs publics.
464. Le RESIMAO a également comme activités et services de produire des informations sur les opportunités d'affaires et de mettre en relation les opérateurs. Il existe également des événements tels que la FIARA ou la Foire de la CEDEAO qui permettent aux acteurs de se rencontrer et de développer les échanges intra-communautaires. Enfin, la CEDEAO a récemment mis en place des initiatives telles que « Ecobiz » ou le portail du département du secteur privé de la CEDEAO qui délivre de l'information sur les événements d'affaires. « Ecobiz » constitue un annuaire électronique des entreprises de la zone CEDEAO, qui se veut un outil de promotion des échanges intra-communautaires et par conséquent d'impulsion du schéma de la libéralisation des échanges (SLE). Il permet aux entreprises de la zone CEDEAO de s'informer sur les offres et les demandes de biens et/ou de services.
465. Cette action vise à développer et à adapter les dispositifs de production et de diffusion d'information, ainsi qu'à renforcer l'organisation des opportunités d'échanges intra-communautaires dans les événements existants.
466. Les moyens à mettre en œuvre pour cette action sont des frais d'expertise pour le renforcement des dispositifs générant l'information sur les marchés et des frais logistiques pour l'organisation des événements. L'action cible des organisations telles que le CILSS, le

RESIMAO, Fédération des chambres consulaires d'Afrique de l'Ouest (FCCAO), qui doivent également être parties prenantes de sa mise en œuvre, sous la responsabilité de la CEDEAO.

Parties prenantes : CILSS, RESIMAO, Fédération des chambres consulaires d'Afrique de l'Ouest (FCCAO)
Maitre d'œuvre : CEDEAO
Instruments mobilisés : guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional » (Dispositif d'information et d'aide à la décision)
Cout : 5 millions USD

***Action 2.3.3.2 : Réalisation d'analyses périodiques sur l'intérêt et les performances des chaînes de valeur émergentes d'intérêt régional***

467. Il existe un besoin d'harmoniser les méthodologies nationales d'analyse de la performance des filières, notamment en ce qui concerne le calcul du cumul de la valeur ajoutée des produits ou l'estimation de la compétitivité. Le Resakss intègre parmi son ensemble d'indicateurs sur le système agricole un indicateur sur la performance des chaînes de valeur.

468. L'action consiste à harmoniser les méthodologies nationales et à produire des analyses périodiques sur les performances des filières émergentes d'intérêt régional. Sa mise en œuvre nécessite principalement de mobiliser des frais d'expertise. Elle relève de la responsabilité de la Commission de la CEDEAO et inclut, parmi les parties prenantes, des organisations comme le ReSakss.

Parties prenantes : ReSakss
Maitre d'œuvre : CEDEAO
Instruments mobilisés : guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional » (Dispositif d'information et d'aide à la décision)
Cout : 0,9 million USD

**3.4.8 Résultat 2.4. Les capacités des institutions et des acteurs régionaux du secteur agricole sont renforcées**

469. L'ECOWAP affiche sa volonté de contribuer à « l'émergence d'acteurs de mieux en mieux structurés au niveau régional qui se positionnent comme de véritables partenaires incontournables dans la définition et la mise en œuvre de politiques et stratégies qui intéressent le monde rural en général et le secteur agricole ouest africain en particulier »<sup>18</sup>. Le renforcement des capacités institutionnelles et humaines est déterminant pour atteindre les objectifs poursuivis par la politique agricole régionale.

470. Pour pouvoir relever les défis auxquels il est confronté, le secteur agricole doit, certes, pouvoir mobiliser des moyens financiers significatifs ; mais il doit aussi, et surtout, pouvoir compter sur des acteurs, individuels et collectifs, capables de mieux maîtriser leur environnement (naturel, institutionnel, économique), d'anticiper les évolutions à venir (pour prendre les décisions appropriées), d'analyser les conséquences de leurs décisions et d'exercer leurs rôles de manière coordonnée et efficace.

---

<sup>18</sup> Plan d'action 2005 – 2010.

471. Simultanément, la réussite de la mise en œuvre de l'ECOWAP est tributaire de deux autres facteurs institutionnels (voir chapitre 7, « mécanisme de mise en œuvre » et chapitre 8 « synergies entre les programmes ») :

- D'une part, l'existence d'une véritable cohérence entre les différentes politiques ou éléments de politiques de la CEDEAO, en particulier entre les politiques agricole et environnementale d'un côté et les politiques macro-économiques et commerciales de l'autre ;
- D'autre part, la mise en place d'un dispositif opérationnel de mise en œuvre et de gestion du Programme tout en prenant des mesures de renforcement de la capacité de pilotage politique de l'ECOWAP par la CEDEAO.

#### **3.4.8.1 Activité 2.4.1 : Renforcer les capacités institutionnelles des acteurs de la région**

472. La politique agricole régionale a fait l'objet d'une large concertation et d'un consensus au niveau des acteurs de la région. Ce consensus s'est notamment traduit par la signature des pactes nationaux et régionaux, ce qui traduit un engagement ferme à contribuer à l'atteinte des résultats aussi bien dans la réalisation des investissements que dans l'amélioration de la gouvernance agricole ou même dans la création de compétence, la recherche scientifique et technique ou la communication.

473. Par acteurs, il faut comprendre

- Les institutions gouvernementales et intergouvernementales. Elles sont en charge de l'élaboration, de la coordination et la mise en œuvre des politiques publiques de développement agricole :
  - les organisations nationales gouvernementales en charge de ECOWAP/PNIA : ministère(s), secrétariat national, comité national, etc.
  - les organisations intergouvernementales (OIG) régionales en charge de la politique agricole : CEDEAO, UEMOA, CILSS, CMAOC (Conseil des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre).
  - les institutions de recherche au niveau national et régional, exemple CORAF (Conseil Ouest Africain de la Recherche et le Développement Agricole), les systèmes nationaux de recherche agronomique (SNRA), les Universités.
- Les organisations socioprofessionnelles et de la société civile. Ce sont les praticiens qui combinent le capital et le travail pour développer et entreprendre des activités socioéconomiques en amont ou en aval dans les différentes filières agro-sylvo-pastorales.

474. Dans le cadre de la mise en œuvre de ECOWAP, la CEDEAO s'est engagée à créer les conditions favorables à "l'émergence d'acteurs (y compris les groupes de femmes et de jeunes) participant activement et efficacement dans la définition et la mise en œuvre de politiques et de mesures normatives appropriées pour le développement de l'agriculture ouest africaine.

475. Les actions dans ce domaine vont surtout viser i) les structures impliquées dans la génération de connaissances et de compétences, et ii) les organisations socioprofessionnelles.

### **Action 2.4.1.1 : Appui aux Institutions de recherche et de formation**

476. L'utilisation des connaissances issues des travaux de recherche ou des analyses rétrospectives et prospectives sera déterminante tout au long du cycle de politique, de la définition des orientations à l'évaluation de l'impact des investissements.
477. Malheureusement, les possibilités dans ce domaine sont limitées par :
- Le faible investissement fait dans la recherche scientifique et technique.
  - La faible implication des universités et des institutions de recherche sur des thèmes permettant d'éclairer les décideurs et les autres acteurs sur des enjeux majeurs tels que la gouvernance agricole, l'impact des politiques agricoles et économiques, les accords commerciaux, le changement climatique, la gestion des ressources naturelles et halieutiques.
  - La faible prise en compte des universités et des instituts des Universités et des Centres de Recherche Economique et Sociale dans le dispositif de recherche national et régional et aussi les débats sur les politiques.
  - Un système de partage et de réseautage encore à parfaire sur certains thèmes de recherche d'intérêt régional.
  - L'absence d'une véritable politique de développement de capital humain dans le domaine agricole et d'un plan de formation professionnelle.
  - La faible lisibilité de ce qui est reconnu comme pôles d'excellence en matière de formation et de renforcement des capacités.
  - L'absence de dialogue et de concertation pour confronter les besoins de renforcement des capacités et l'offre des services d'appui privés et publics.
  - La non prise en compte ou valorisation des expériences réussies des praticiens en matière de renforcement des capacités et des compétences.
478. L'appui aux institutions de recherche et de formation pourrait servir à :
- Accroître l'offre de formation de pôles d'excellences sous régionaux (universités, écoles de formation agricole et rurale...) à travers la mise en réseau et les échanges d'étudiants et d'enseignants et toute autre forme d'appui institutionnel jugée pertinente.
  - Renforcer la synergie et les capacités d'action des INRA, CERES, et Universités en matière de recherche liée à l'agriculture.
  - Faciliter le dialogue périodique Recherche – Décideurs et Recherche – Utilisateurs des produits de la recherche.
479. Il s'agira ainsi de mettre à la disposition des institutions ciblées des bourses d'échanges d'étudiants ou d'enseignants, des fonds de recherche, des facilités pour accéder à la documentation et l'information scientifique. Des séminaires d'échanges ou des ateliers de formation pourraient être aussi organisés. L'expertise des Universités et des Institutions pourrait être aussi mobilisées sur la base de projets d'études ou des Missions d'études à la demande de la CEDEAO.

480. Les groupes cibles seront les Institutions de Recherche, les Universités ou autres structures de formation pouvant servir de pôle d'excellence ou de référence pour la région. Les bénéficiaires sont les services publics et privés, les organisations socioprofessionnelles participant dans la mise en œuvre de l'ECOWAP et des autres politiques sectorielles.
481. Les parties prenantes seront tous les acteurs de la région impliqués dans l'ECOWAP. Le responsable de la mise en œuvre sera la CEDEAO, notamment la DAERE et le département en charge des questions d'éducation. Elle s'appuiera sur le CORAF, le réseau africain des Universités et des facultés d'Agronomie.
482. Les instruments mobilisés seront le guichet d'Appui à l'innovation et au renforcement des capacités et le guichet d'appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire pour des demandes ciblées relatives aux dispositifs d'information et d'aide à la décision et l'appui aux institutions techniques de coopération régionale.

Parties prenantes : CORAF, réseau africain des Universités et des facultés d'Agronomie

Maitre d'œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Coût : 28 millions USD

#### ***Action 2.4.1.2 : Appui aux organisations socioprofessionnelles régionales***

483. En adoptant l'ECOWAP, les décideurs de la CEDEAO ont implicitement reconnu que la participation des organisations professionnelles agricoles et agroalimentaires en aval et en amont de la production, est un enjeu majeur pour le développement agricole, à réalisation de la souveraineté alimentaire et la création d'un marché régional bien intégré.
484. Il existe une diversité de types d'organisations qui jouent des rôles complémentaires dans la mise en œuvre de l'ECOWAP. Il peut être cité :
- Les Réseaux, Organisations de la Société Civile (nationaux et régionaux) concernés par la mise en œuvre de ECOWAP/PRIA/PNIA, par exemple : ROPPA, RECAO, ROESAO, Interface... au niveau régional ; Plateformes Paysannes Nationales dans les pays de la CEDEAO.
  - Les Organisations professionnelles et du secteur privé (transformateurs et de distributeurs) actives dans le domaine de l'agriculture, au niveau national et régional. Il s'agit d'organisations remplissant les fonctions d'approvisionnement, de production et de commercialisation.
  - Les organisations interprofessionnelles (nationales et régionales) qui sont des regroupements d'au moins deux organisations professionnelles présentes sur une filière donnée qui s'unissent pour se concerter, établir des accords pour mener collectivement des actions autour d'un ou plusieurs produits agricoles (notion sera précisée ultérieurement à partir de la documentation appropriée).
485. Pour créer les conditions spécifiques visant à assurer une participation efficace des organisations paysannes et de l'agroalimentaire, diverses initiatives pourraient être soutenues par le programme :
- Développement institutionnel et organisationnel des Organisations socioprofessionnelles d'envergure régionale du secteur agricole.

- Appui aux cadres de concertations sur les filières, l'agroalimentaire et le mouvement socioprofessionnel au sein du secteur agricole – A cet effet, il pourra être établi un répertoire des organisations paysannes et des acteurs de l'agroalimentaires au niveau sous régional avec un état des lieux individuel des capacités organisationnelles et institutionnelles et des compétences relatives à la mise en œuvre de l'ECOWAP.
- Organisation de sessions de renforcement de capacités et de renforcement des connaissances des organisations paysannes et des professionnels de l'agroalimentaire dans les domaines tels que : Gouvernance agricole ; l'analyse comparée et l'interprétation des textes législatifs ou réglementaires ; l'analyse rétrospective ou prospective ; Information-Communication ; la planification et gestion de projets.
- Renforcement du système de conseil agricole pour l'intensification agricole, la gestion de crédit ou le commerce intra-régional.
- Facilitation de l'accès des OP aux informations stratégiques, gestion durable de l'eau et des ressources naturelles en partage ; l'accès au marché et la gestion des filières ; la prévention et la gestion des crises alimentaires et autres catastrophes naturelles ; le renforcement des capacités institutionnelles ; la prise en compte des questions genre et jeune.
- Activités de plaidoyer et de lobbying des organisations paysannes et des acteurs du secteur de l'agroalimentaire dans la négociation commerciale et l'intégration régionale.
- Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes agricultrices.

486. Les dépenses à soutenir pourraient concerner les frais de voyage pour les rencontres, les frais d'expertises externes et internes, l'information et la communication, l'équipement et quelques subventions qui seront utilisés comme fonds de démonstration ou de diffusion primaire de certaines technologies éprouvées.

487. Les bénéficiaires sont les organisations socioprofessionnelles. Les groupes cibles sont les organisations socioprofessionnelles régionales telles que le ROPPA, le RECAO, Interface, la Société Civile.

488. Les parties prenantes sont la CEDEAO, les Institutions de Recherche et de Formation, les ONG de développement, les Organisations de Coopération régionale, les Organismes de bassin, les administrations publiques nationales du secteur agricole. Les responsables de la mise en œuvre seront le ROPPA, le RECAO et les réseaux de transformateurs et de distributeurs d'intrants.

Parties prenantes : Institutions de Recherche et de Formation, ONG de développement, Organisations de Coopération régionale, Organismes de bassin, administrations publiques nationales du secteur agricole
Maitre d'œuvre : ROPPA, RECAO, réseaux de transformateurs et de distributeurs d'intrants
Instruments mobilisés : guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Coût : 31 millions USD



### **3.5 Présentation détaillée de l'objectif spécifique n°3 : réduire l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité structurelle des populations au travers de filets sociaux de sécurité**

#### **3.5.1 Objet et champ thématique**

489. Avant la crise induite par la hausse des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux, on estimait qu'environ 40 millions de ouest africains étaient en état d'insécurité alimentaire structurelle. Plus récemment les crises alimentaires ont révélé l'ampleur du phénomène de la malnutrition, en particulier chez les jeunes enfants.

490. La hausse spectaculaire des prix a provoqué une crise d'accessibilité qui a frappé une proportion très importante de la population, bien au-delà de la population vulnérable aux autres facteurs habituels de risque.

491. L'insécurité alimentaire était jusqu'alors principalement appréhendée en référence à deux types de risques :

- Les risques dans les zones rurales liés aux déficits de production. Cette forme concerne essentiellement les ménages qui fondent leur sécurité alimentaire sur l'autoconsommation. Cette insécurité alimentaire frappe principalement les zones arides et semi arides du Sahel ;
- Les risques induits par les conflits, et qui affectent en priorité les personnes déplacées. Ces crises ont affecté nombre de pays côtiers du Golfe de Guinée ces dernières années.

492. L'urbanisation et l'évolution des systèmes de vie en milieu rural ont profondément modifié la situation. La fluidification des marchés internes et la connexion aux marchés internationaux réduisent les risques induits par les chocs affectant la disponibilité des vivres, dans une région où les productions paysannes restent très sensibles aux aléas du climat. En revanche les autres dimensions de l'insécurité alimentaire prennent une importance déterminante dans le déclenchement des crises conjoncturelles, comme dans l'insécurité alimentaire structurelle :

- Le recours croissant des ménages au marché pour assurer leur approvisionnement alimentaire confère une importance majeure à deux paramètres : les ressources des ménages d'une part, les prix des vivres d'autre part ;
- Le fonctionnement des marchés, en particulier leur cloisonnement, les obstacles à la libre circulation des produits à l'intérieur de l'espace régional et enfin l'instabilité des prix affectent les conditions d'accès à l'alimentation des populations, les plus vulnérables en particulier.
- Le niveau des revenus et les conditions de vie des populations déterminent fortement les systèmes alimentaires. La diversité alimentaire est un facteur décisif du recul de la malnutrition. De la même façon, l'état sanitaire (accès à l'eau potable, accès aux soins) détermine l'utilisation des aliments par l'organisme. Ces aspects conduisent à replacer la problématique alimentaire dans une vision plus large de l'accès aux services sociaux de base ;
- Le niveau d'éducation détermine les opportunités économiques des ménages, la maîtrise de la fécondité, les soins apportés aux enfants et l'équilibre nutritionnel des repas confectionnés au sein de la famille. Dans ce sens, l'éducation des filles, facteur

majeur d'émancipation des femmes, est déterminant dans une stratégie de réduction durable de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle ;

- Le changement climatique jette une nouvelle ombre sur les perspectives de sécurité alimentaire. Ils peuvent affecter simultanément l'offre, notamment dans les zones déjà fragiles, et les conditions d'existence des ménages, et par conséquent l'accès à l'alimentation.

493. Les deux premiers objectifs spécifiques : (i) Promouvoir des produits stratégiques pour la sécurité et la souveraineté alimentaire de la région et, (ii) Promouvoir un environnement global favorable au développement agricole régional, visent à moyen – long termes un accroissement durable d'une offre alimentaire compétitive. Cette stratégie implique une amélioration sensible de l'environnement économique et commercial des producteurs et des autres agents des filières. Un environnement incitatif est destiné à réduire les risques de production et à inciter les producteurs et les agents en aval, à investir dans l'amélioration de la productivité via l'intensification des systèmes de production. Cela signifie que les interventions publiques doivent contribuer à mieux rémunérer les producteurs et leurs investissements.

494. A long terme, la réduction des coûts unitaires de production devrait permettre d'offrir aux consommateurs des produits accessibles. Mais à court terme, cette stratégie peut induire une hausse des prix des produits vivriers, affectant l'accès à l'alimentation des plus vulnérables qui consacrent déjà une part très importante de leurs revenus à l'alimentation. Le troisième programme mobilisateur est par conséquent indissociable des deux précédents. Il en constitue même une condition dans la mesure où il rend politiquement et socialement possible la stratégie de croissance agricole.

495. Un objectif spécifique dans ce domaine se justifie par conséquent à plusieurs niveaux :

- Au regard du respect des engagements internationaux visant la promotion d'un accès durable et stable à l'alimentation. Ces engagements se réfèrent au droit à l'alimentation qui est un droit fondamental inscrit dans l'article 25 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (Nations Unies – 1948) et qui engage par conséquent les Etats membres de la CEDEAO. Ils sont repris dans l'OMD 1 ;
- Pour créer les conditions économiques favorables à la mise en œuvre cohérente de la politique de développement agricole et de promotion de la souveraineté alimentaire, compte tenu de l'importance de la population actuellement vulnérable ;
- Au regard des politiques commerciales communes (marché intérieur et politique aux frontières de l'espace), soumises à de fortes pressions lorsque les hausses de prix affectent le pouvoir d'achat des populations en général, des populations urbaines en particulier.

### **3.5.2 Problématique**

496. Les économies alimentaires de la région sont fortement interdépendantes. Cette situation a des effets positifs et négatifs sur la sécurité alimentaire au travers :

- Des échanges de multiples produits qui permettent une meilleure adéquation de l'offre et de la demande, et concourent à un accroissement des débouchés et des revenus des producteurs ;

- De l'impact des niveaux de production dans les différents pays sur l'équilibre des marchés des produits vivriers, et le niveau des prix des produits alimentaires de base ;
- De l'impact des dynamiques économiques sur les revenus des producteurs exportant sur les marchés régionaux, sur les migrations régionales, et sur les stratégies des ménages vivant dans les espaces transfrontaliers, etc.
- De l'impact des conflits sur les dynamiques commerciales, sur les conditions de production, sur le développement des activités économiques et la génération des revenus, etc.

497. Cette interdépendance porte aussi sur les politiques publiques. L'exemple le plus frappant concerne l'impact des fermetures de frontières décrétées par les Etats en réponse aux crises. Ces fermetures affectent peu les flux mais renchérissent le prix des vivres, en raison des coûts liés au contournement de l'interdiction par les opérateurs avec le concours des services publics aux frontières.

498. L'espace régional, de par la complémentarité des bassins de production et de consommation, constitue un vecteur d'amélioration de la sécurité alimentaire. Mais, si l'espace régional est perçu par les Etats comme une opportunité pour le développement agricole via l'élargissement des débouchés offerts aux producteurs, il est aussi vécu comme une forme de menace de la sécurité alimentaire nationale en cas de crise alimentaire (sortie des vivres vers les pays voisins). Par conséquent il est crucial que la Communauté régionale contribue à la sécurisation des conditions de l'approvisionnement alimentaire.

### **3.5.2.1 Principaux problèmes à résoudre**

499. L'objectif spécifique 3 du plan régional s'inscrit dans le contexte :

- D'une vulnérabilité structurelle de forte intensité liée à l'ampleur de la pauvreté en milieu rural en raison des faibles moyens de production dont disposent les ménages agricoles (terres, équipement, intrants, savoir-faire) et des faibles opportunités de travail et de revenus hors de l'agriculture ;
- D'une insécurité alimentaire fortement accrue par la hausse des prix des produits alimentaires qui réduit le pouvoir d'achat des consommateurs qui s'approvisionnent sur le marché. Elle frappe les populations rurales déficitaires (plus de 60 %) et les populations urbaines pauvres ;
- Des nouveaux risques inhérents notamment (i) à la volatilité accrue des prix sur les marchés internationaux ; (ii) aux impacts des changements et des variations climatiques sur la production et les revenus des ménages ;
- D'interventions axées sur la protection sociale généralement sous dimensionnées (faibles montants et courte durée des actions), ou orientés vers le seul registre conjoncturel.

500. L'approvisionnement alimentaire des ménages s'effectue dans un marché libéralisé. Jusqu'en 2007, la stabilité des marchés internationaux, les bas prix et la régularité de l'approvisionnement ont conduit nombre de consommateurs et certains Etats à privilégier les produits importés et faiblement taxés. Le risque d'une telle dépendance a été brutalement mis au jour avec la hausse des prix internationaux.

501. Les institutions publiques ont peu de capacité à intervenir pour réguler les prix. Les stocks de sécurité ont une fonction limitée à la détention d'une réserve stratégique, mobilisable en cas de choc en attendant l'arrivée des aides alimentaires. De nombreux pays n'en détiennent pas. Ils sont coûteux à constituer, entretenir et reconstituer après utilisation.
502. Depuis 2008, les Etats membres sont confrontés à deux objectifs apparemment contradictoires : améliorer la rémunération des producteurs pour réduire la dépendance à l'égard des importations, et offrir des prix acceptables aux consommateurs pauvres. C'est pour relever ce principal défi que la Communauté régionale intervient en appui aux Etats membres.
503. Ces derniers bénéficient de nombreux appuis internationaux (principalement le PAM, la FAO, l'UNICEF, les ONG, etc.) pour réduire l'impact des crises alimentaires. Mais la plupart prennent peu en considération l'espace régional et sont conçus comme des interventions d'urgence ponctuelles. Elles concourent peu au renforcement des capacités nationales à gérer les crises et déployer des politiques alimentaires. L'ambition est de parvenir à inciter ou appuyer les efforts des institutions nationales en faveur de véritables politiques de protection des populations vulnérables, inscrites dans les principales stratégies de croissance et de réduction de la pauvreté d'une part, dans les politiques sectorielles, en particulier la politique agricole, d'autre part.

### **3.5.2.2 Les programmes en cours dans la région**

504. Face aux crises alimentaires récurrentes, les pays sahéliens se sont organisés dans le cadre du CILSS pour déployer une capacité collective de prévention et de gestion des crises alimentaires. Cette stratégie repose sur des dispositifs d'information et d'alerte précoce au niveau de chaque pays et au niveau régional : enquête agricole, suivi de la campagne agrosylvo-pastorale, établissement des bilans céréaliers et vivriers, SAP, SIM, etc. Ces dispositifs sont complétés par différentes approches permettant l'identification des zones et populations à risque, à l'initiative de différentes organisations (ONG, PAM, CILSS, FEWSNET, SICIAP/FAO, etc.). Des travaux sont en cours depuis plusieurs années pour harmoniser les approches de la vulnérabilité (cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité, bonifié par l'IPC) développées par ces différentes institutions.
505. A la demande de la CEDEAO ce dispositif est progressivement élargi aux pays non sahéliens membres de l'institution. Il nécessite des adaptations pour tenir compte des facteurs de risque spécifiques des pays côtiers.
506. La région est dotée d'un cadre de concertation régulier sur la situation agricole et alimentaire. Le programme PREGEC du CILSS anime ce cadre au sein duquel se retrouvent les dispositifs nationaux, les institutions régionales et internationales. Il vise l'établissement de diagnostics partagés, la formulation des recommandations pour les gouvernements et les institutions internationales, et la coordination des interventions. Le réseau de Prévention et de gestion des crises alimentaires (RPCA) permet chaque année de faire le point entre la région et la Communauté internationale sur la situation alimentaire. Il est co-animé par le CILSS et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE.
507. Un processus de mise en réseau des offices et sociétés en charge de la gestion des stocks nationaux de sécurité a été initié. Il a conduit à la création de RESOGEST début 2010.

### **3.5.2.3 Enseignements et limites des programmes antérieurs**

508. Malgré les efforts entrepris depuis la fin des années 70, le dispositif d'information et d'alerte reste fragile. De nombreux pays ne disposent pas encore de système d'information complet sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Là où ils existent, ces systèmes restent confrontés à des problèmes récurrents de financement et de dotation en ressources humaines.
509. L'extension du dispositif sahélien aux pays côtiers pose des problèmes méthodologiques et conduit à s'intéresser plus activement aux autres formes de crises alimentaires que celles induites par une baisse des disponibilités. D'une façon générale, les systèmes restent peu appropriés à un suivi des économies alimentaires des ménages. Ils permettent de détecter les crises alimentaires à un niveau macro mais sont peu exploitables dans la conception des réponses aux crises, notamment dans une optique de ciblage des populations vulnérables.
510. Progressivement les dispositifs ont intégré la plupart des paramètres qui déterminent le déclenchement d'une crise ou permettent d'en mesurer l'ampleur ou sa manifestation : production, prix, nutrition, etc. Mais l'analyse intégrée de l'ensemble de ces paramètres reste insuffisante pour améliorer la capacité de réponse aux crises induites par des difficultés d'accès à l'alimentation.
511. L'aide à la décision notamment au niveau régional est peu développée, tout comme les outils régionaux de réponse aux crises en appui aux dispositifs nationaux. Si de nombreuses initiatives sont déployées, elles sont souvent peu ancrées dans les dispositifs nationaux et concourent insuffisamment à la construction de capacités dans la région.

### **3.5.3 Lien avec les orientations et axes de l'ECOWAP**

512. L'ECOWAP a été élaborée avant la crise induite par la hausse des prix internationaux. De plus, s'agissant d'une politique agricole, elle traite peu des problèmes d'accès à l'alimentation des populations vulnérables. Dans ce domaine, l'axe d'intervention n°1 comprend l'extension à l'ensemble des pays de la région des dispositifs de prévention et gestion des crises – y compris l'alerte précoce – développés dans les pays du Sahel (Cf. le programme mobilisateur n°2). Le plan d'action ECOWAP/PDDAA 2006-2010 proposait deux programmes d'intervention :
- La prévention et l'atténuation des risques de crise ;
  - La gestion des crises déclarées.
513. Le nouveau contexte conduit la CEDEAO à déployer des efforts supplémentaires pour réduire l'insécurité alimentaire. Ces nouvelles orientations ont été adoptées par les Etats membres (cf. infra) et ont fait l'objet d'un consensus lors de la Conférence de Paris en décembre 2008 entre la CEDEAO et la communauté internationale.
514. L'Offensive régionale pour la production alimentaire et contre la faim préparée par la Réunion extraordinaire des Ministres de l'agriculture, de l'économie et des finances, et du commerce, puis adoptée par les Chefs d'Etat en juin 2008, a intégré une composante complète centrée sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables. Elle comprend des actions à court, moyen et long terme et porte sur :
- Les filets de sécurité ;

- L'appui aux dispositifs d'information et l'harmonisation des méthodologies d'enquête sur la vulnérabilité ;
- La concertation et la coordination des interventions.

### **3.5.4 Vue d'ensemble de la logique d'intervention**

515. Trois domaines d'action relatifs à la sécurité alimentaire sont d'ores et déjà pleinement intégrés dans l'intervention du niveau régional : les dispositifs d'information d'une part, la politique commerciale d'autre part, et enfin la relance de la production. Le troisième objectif spécifique de ce programme est d'apporter une réponse plus équilibrée aux différents paramètres de la sécurité alimentaire en traitant la question des filets sociaux et des instruments régionaux d'appui à la prévention et gestion des crises. Il s'agit dans ces domaines d'enclencher une action régionale en appui aux Etats membres, de l'évaluer avant d'envisager son extension après 2015.
516. La gestion des risques, particulièrement suite à des chocs sévères, covariants et de haute fréquence est de plus en plus perçue comme la fonction principale des filets sociaux. Sous cette formulation, l'objectif de ces instruments est de protéger les ménages contre les baisses « subites » de revenu, soit en les aidant à s'assurer contre les chocs, soit en leur permettant d'entreprendre des activités réduisant leur vulnérabilité ou leur exposition aux risques. Les stratégies mises en œuvre par les ménages (agricoles ou non) pour faire face à de tels risques (décapitalisation, etc.) peuvent être coûteuses et limitées en efficacité, créant une demande pour des mécanismes plus efficaces et fiables. Les filets sociaux de sécurité interviennent donc en complément des autres instruments de sécurisation des revenus, lorsque les dispositifs privés ou ceux de marché sont interrompus, dysfonctionnent ou n'existent pas.
517. Les gouvernements et leurs partenaires financiers ont longtemps préféré agir sur les disponibilités agricoles et les politiques de croissance économique pour atteindre la sécurité alimentaire. Ceci a conduit à sous-estimer le rôle des filets de sécurité comme composante de leur politique, particulièrement pour le volet protection des plus pauvres. Par ailleurs, en Afrique de l'Ouest, les filets sociaux continuent d'être considérés comme des réponses de court-terme aux chocs « conjoncturels », lesquels se traduisent souvent par des interventions fragmentées et mal coordonnées.
518. La crise alimentaire induite par la hausse des prix a accéléré la remise en question de ces approches et reposé le problème plus général des filets de protection pour les populations vulnérables. La plupart des pays ont réagi à la hausse des prix des produits importés par des mesures de soutien général à la consommation : baisse des droits de douane et de la TVA sur les produits importés, voire subvention à la consommation des produits de base. Réagissant dans l'urgence, les gouvernements n'ont pas eu la possibilité ou la capacité de cibler les mesures sur les populations dont la situation alimentaire était la plus affectée par la hausse des prix. Or ces mesures générales sont très coûteuses pour les finances publiques et ont finalement peu d'impact sur l'accès à l'alimentation (soutien insuffisant et inefficace pour les ménages les plus vulnérables, faible transmission de la défiscalisation sur les prix à la consommation).
519. Enfin, les mesures générales réduisant le coût des vivres importées pour les consommateurs contribuent à privilégier les produits importés, pèsent sur les prix des produits régionaux et affectent la stratégie de croissance agricole de la région.

520. La mise en place de filets de protection sociale ciblés en faveur des populations vulnérables constitue le moyen d'assurer un meilleur accès économique à l'alimentation sans remettre en question la stratégie de modernisation de l'agriculture, fondée sur une amélioration de la rémunération des producteurs.
521. Aujourd'hui, un consensus se réalise autour du rôle des politiques et programmes de filets sociaux dans la réduction de la pauvreté de long terme. En améliorant la capacité d'accès des ménages aux ressources monétaires ou non, les programmes en faveur des plus vulnérables donnent les moyens à ces derniers de sortir durablement de la pauvreté. L'intégration des interventions de filets sociaux en tant qu'objectif majeur d'un programme d'envergure régionale devrait contribuer à surmonter ce problème de fragmentation et faire passer les filets de sécurité d'une perspective de protection des revenus de court-terme à une perspective de contribution à la résolution des causes structurelles de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire.
522. Les résultats attendus sont au nombre de trois et participent à l'atteinte de l'objectif spécifique 3 du programme.
- Résultat 3.1 : Un cadre régional harmonisé d'analyse des causes structurelles de la vulnérabilité et des instruments permettant de la réduire est actualisé et mis en œuvre. Il s'agit au travers de cet objectif spécifique de doter la région d'une approche concertée de la place des filets sociaux de sécurité permettant d'améliorer l'accès à l'alimentation des populations vulnérables tout en réduisant la vulnérabilité structurelle des ménages concernés. Cette stratégie porte par conséquent sur des programmes inscrits en cohérence avec les options retenues par les pays et la région en matière de lutte contre la pauvreté, de promotion d'un marché régional libéralisé, et enfin de promotion d'une agriculture modernisée. La mobilité des hommes et la construction du marché unique nécessitent une harmonisation suffisante des approches développées par les pays.
  - Résultat 3.2 : le dispositif de suivi de la vulnérabilité et de prévention des crises alimentaires est adapté aux modes de vie des ménages, et permet aux décideurs et gestionnaires des crises alimentaires d'intervenir par des opérations ciblées auprès des populations vulnérables. La promotion des filets de sécurité orientés vers la sécurité alimentaire nécessite, selon les instruments mis en œuvre, différentes formes de ciblage des populations bénéficiaires. Elle questionne par conséquent les dispositifs d'information disponibles. L'objectif spécifique n°3 du plan régional doit concourir, (i) à déterminer le niveau et le type de ciblage possible avec les dispositifs d'information existants, et (ii) à réformer ces dispositifs d'information pour améliorer le ciblage ou mettre en place de nouveaux types d'instruments, plus adaptés à la réduction durable de la vulnérabilité, en fonction des systèmes de vie et de l'orientation des économies alimentaires locales. Ces dispositifs d'information doivent reposer sur des méthodologies fiables permettant de guider la décision sur des bases techniques indiscutables.
  - Résultat 3.3 : Des instruments régionaux d'appui à la capacité nationale de prévention/gestion des crises alimentaires et de réduction de la vulnérabilité des populations pauvres rurales et urbaines sont mis en œuvre. Pour les populations urbaines, l'atteinte de ce résultat dépasse le cadre de la politique agricole au sens strict. Il est animé par la nécessité d'apporter des réponses aux difficultés d'accès à l'alimentation induite par la hausse des prix des aliments, de façon à rendre soutenable une politique de prix rémunérateurs aux producteurs, en attendant que les gains de productivité permettent une réduction des prix des produits alimentaires. En milieu urbain, les initiatives nationales ou infranationales soutenues dans ce cadre doivent permettre de dépasser les opérations ponctuelles soutenues par les partenaires

internationaux et d'articuler les filets de protection visant des objectifs de sécurité alimentaire avec les stratégies de réduction de la pauvreté (filets conditionnels). En zone rurale, l'atteinte de ce résultat devrait favoriser la mise en œuvre de programmes permettant d'éviter la décapitalisation des actifs détenus par ménages les plus pauvres et une dégradation croissante de leurs conditions de vie. Inscrits dans une perspective de réduction de la vulnérabilité structurelle, ces programmes de protection dans la stratégie doivent être articulés avec la stratégie de modernisation agricole et dans la stratégie territoriale de développement socio-économique.

### **3.5.5 Vue d'ensemble de la logique d'intervention de l'objectif spécifique n°3**

Cf. tableau de la page suivante



**Tableau 7 – Logique d'intervention de l'objectif spécifique n°3 : Première partie (Cadre régional harmonisé ; dispositif de suivi de la vulnérabilité)**

O.S. n°3 « Réduction de la vulnérabilité alimentaire et promotion de l'accès durable à l'alimentation »	Résultats attendus	Activités	Actions
	Résultat 3.1 : Un cadre régional harmonisé d'analyse des causes structurelles de la vulnérabilité et des instruments permettant de la réduire est défini	Activité 3.1.1 : Appuyer la définition d'une approche commune et des instruments d'intervention en faveur de l'accès à l'alimentation des personnes vulnérables.	Action 3.1.1.1 : Evaluation et capitalisation des expériences de filets sociaux en milieu urbain Action 3.1.1.2 : Evaluation et capitalisation des expériences de filets sociaux en milieu rural Action 3.1.1.3 : Identification des instruments nécessitant une harmonisation à l'échelle régionale Action 3.1.1.4 : Appui à l'élaboration de stratégies nationales en faveur de l'accès à l'alimentation et la réduction de la vulnérabilité Action 3.1.1.5 : Appui à l'intégration des filets de sécurité alimentaire au sein des stratégies nationales de réduction de la pauvreté
	Résultat 3.2 : Le dispositif de suivi de la vulnérabilité et de prévention des crises alimentaires est amélioré et adapté	Activité 3.2.1 : Adapter le dispositif de prévention et gestion des crises à l'évolution du contexte et des facteurs de risque alimentaire	Action 3.2.1.1 : Adaptation d'une méthodologie d'analyse de la vulnérabilité fondée sur les systèmes de vie des ménages Action 3.2.1.2 : Consolidation des dispositifs de veille nutritionnelle Action 3.2.1.3 : Renouvellement de l'approche géographique des déterminants de l'insécurité alimentaire pour permettre un ciblage plus précis des filets de sécurité Action 3.2.1.4 : Renforcement des compétences au niveau national et régional pour la collecte et le traitement des données primaires
			Action 3.2.2.1 : Renforcement des capacités d'analyse et d'aide à la décision aux niveaux national et régional et améliorer l'interface entre les dispositifs d'information et les instances de décision de la CEDEAO Action 3.2.2.2 : Renforcement des dispositifs nationaux et régionaux de concertation et coordination sur la situation alimentaire et les réponses aux crises
		Activité 3.2.2 : Développer la capacité d'aide à la décision pour la prévention des crises au niveau Communautaire et le ciblage des interventions	

**Tableau 8 – Logique d’intervention de l’objectif spécifique n°3 : Deuxième partie (Instruments régionaux de prévention / gestion des crises et de réduction de la vulnérabilité)**

O.S. n°3 Réduction de la vulnérabilité alimentaire et promotion de l'accès durable à l'alimentation	Résultats attendus	Activités	Actions
	Résultat 3.3 : Des instruments régionaux d'appui à la capacité nationale de prévention/gestion des crises alimentaires et de réduction de la vulnérabilité des populations pauvres sont mis en œuvre	Activité 3.3.1 : Concevoir un plan de contingence régional	Action 3.3.1.1 : Appui à l'élaboration de plans de contingence nationaux de gestion des crises alimentaires Action 3.3.1.2 : Définition du plan de contingence régional
		Activité 3.3.2 : Renforcer les stocks nationaux et constituer le stock régional de sécurité alimentaire	Action 3.3.2.1 : Renforcement des capacités nationales en matière de stockage public de sécurité Action 3.3.2.2 : Renforcement de la coopération entre les pays en matière de stocks de sécurité Action 3.3.2.3 : Mise en place progressive du stock régional de sécurité
		Activité 3.3.3 : Appuyer les initiatives nationales « innovantes » de filets sociaux de sécurité	Action 3.3.3.1 : Définition de critères d'éligibilité et de la procédure d'instruction Action 3.3.3.2 : Cofinancement des opérations nationales de filets sociaux
		Activité 3.3.4 : Harmoniser les méthodologies d'évaluation des impacts des filets sociaux et soutien aux évaluations dans une perspective de capitalisation régionale	Action 3.3.4.1 : Renforcement des capacités en suivi-évaluation du dispositif PREGEC

### **3.5.6      Résultat 31: Un cadre régional harmonisé d'analyse des causes structurelles de la vulnérabilité et des instruments permettant de la réduire est défini**

#### **3.5.6.1   Problématique**

523.      La mise en œuvre de filets sociaux est avant tout une responsabilité nationale. Mais cinq éléments invitent la Communauté à s'investir dans ce domaine en complémentarité de l'action des Etats membres :

- Les pays sont dans une situation de très grande disparité par rapport aux politiques de prévention et gestion des crises. L'action régionale doit permettre de faire jouer la solidarité de la région en faveur des pays disposant de peu de capacités institutionnelles, humaines et financières pour affronter cette situation ;
- Les acteurs internationaux ne contribuent pas toujours à corriger cette hétérogénéité. Certains pays bénéficient d'appuis importants, alors que d'autres pays sont laissés pour compte, pour diverses raisons. L'action communautaire doit permettre de réduire ces disparités de traitement entre les pays ;
- La réussite de ces interventions nécessite un fort degré de coordination des acteurs et une cohérence suffisante des instruments mobilisés. Les Etats n'ont pas toujours la capacité de jouer un rôle de leadership pour conduire les différentes institutions internationales et les ONG à travailler de façon concertée. En unissant leurs efforts, les Etats membres de la Communauté sont en mesure de mieux assumer ce rôle de coordination opérationnelle ;
- En raison des interactions avec le fonctionnement du marché et la politique commerciale, et en raison des risques induits par les effets d'aubaine, un minimum d'harmonisation des politiques et des instruments nationaux est indispensable dans un espace de libre échange, assurant la libre circulation des personnes et des biens ;
- Une réponse adéquate apportée au problème de l'insécurité alimentaire constitue un enjeu régional. De la qualité de cette réponse, dépend la faisabilité politique et sociale de la stratégie agricole orientée vers la promotion des produits régionaux, à l'échelle de l'ensemble de la région, promue par ECOWAP.

524.      Pour autant il ne s'agit pas de concevoir une approche unique que devraient respecter tous les pays. Il s'agit de définir une approche commune et des instruments privilégiés à promouvoir. L'objectif est de procéder à l'harmonisation minimale nécessaire dans les domaines où les pays sont interdépendants.

#### **3.5.6.2   Activité 3.1.1 : Appuyer la définition d'une approche commune et des instruments d'intervention en faveur de l'accès à l'alimentation des populations vulnérables.**

525.      Cette activité vise à inciter les pays à se doter d'une stratégie nationale centrée sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables et à procéder à une harmonisation minimale de ces stratégies à l'échelle régionale.

526.      Elle devra prendre en compte les spécificités des systèmes de vie des populations en milieu urbain et en milieu rural.

527.      Les populations urbaines dépendent quasi intégralement du marché pour leur approvisionnement alimentaire. Elles sont par conséquent très sensibles au niveau des prix. Face aux risques sociaux, les gouvernements sont enclins à réduire les taxes sur les produits

importés (droits de douane et TVA). Cette mesure est très coûteuse pour les finances publiques et ne discrimine pas les bénéficiaires selon leurs conditions de vie et leur pouvoir d'achat. Elle contribue à accentuer la dépendance à l'égard des importations en favorisant la compétitivité des produits importés par rapport aux produits locaux. De surcroît, elle constitue une entorse grave à la politique tarifaire extérieure unique.

528. Les populations rurales recourent aussi au marché pour couvrir une partie de leurs besoins alimentaires, de façon variable selon leurs capacités productives, le résultat de la campagne agricole, etc.

529. Les facteurs de la vulnérabilité en milieu rural sont multiples. Mais la vulnérabilité structurelle a essentiellement trait :

- Aux faibles ressources productives dont dispose une large part des ménages ruraux et à la dégradation des conditions de vie dans les zones les moins bien dotées, en raison de la croissance démographique et de l'environnement économique peu porteur ;
- Aux faibles opportunités de diversification des sources de revenus et aux antagonismes entre cette diversification et l'activité agricole en raison des migrations saisonnières des forces vives, de la concomitance entre la période de soudure et d'hivernage, des priorités accordées par les ménages aux activités génératrices de ressources à court terme, etc.

530. Le renchérissement des prix des produits vivriers de base conduit les ménages pauvres, disposant d'un faible pouvoir d'achat et dépendant du marché, à concentrer leurs dépenses alimentaires sur ces produits indispensables, au détriment de la diversité alimentaire. Ceci constitue un facteur important d'aggravation de la malnutrition.

531. Plusieurs instruments sont mobilisables afin de favoriser l'accès à l'alimentation des populations urbaines pauvres : coupons alimentaires avec ou sans contrepartie des bénéficiaires, transferts en nature, transferts en cash dans le cadre de chantiers à haute intensité de main d'œuvre, etc. Tous posent cependant des problèmes importants de ciblage des bénéficiaires, avec un coût élevé.

532. En milieu rural, les filets sociaux (food et cash for work, aides alimentaires, ventes à prix modérés, AGR, etc.) sont fréquemment mis en œuvre dans les zones jugées vulnérables pour permettre de passer le cap d'une crise. Ils sont parfois accompagnés de mesures de réhabilitation post-crise telles que la reconstitution des cheptels, les dotations en intrants et petits équipements. Cependant ils ont rarement comme vocation de contribuer à attaquer les causes structurelles de la vulnérabilité des ménages. Au mieux ils permettent aux ménages de retrouver leur capital d'avant la crise. C'est ainsi qu'une fraction importante des ménages pauvres et très pauvres se retrouvent chaque année dans une situation de crise alimentaire plus ou moins aiguë. A elles seules, les incitations qui relèvent des politiques agricoles ne sont pas en mesure de sortir les ménages les plus pauvres de l'ornière de la pauvreté et donc de l'insécurité alimentaire. L'enjeu consiste par conséquent à combler le déficit alimentaire dans les périodes de crise, contribuer à une réduction de la vulnérabilité structurelle et, renforcer la capacité des ménages à affronter les chocs ultérieurs.

533. Cela implique de relier la modernisation de l'agriculture envisagée dans ECOWAP et les politiques agricoles nationales (PNIA) avec la mise en place des filets sociaux. Cela implique aussi de travailler étroitement avec les collectivités décentralisées dans la mesure où cette approche doit s'insérer dans les stratégies de développement territoriales : diversification des activités économiques et des opportunités d'emploi, développement des

infrastructures publiques (routes, pistes de désenclavement, réseaux d'assainissements, etc.), et reposer sur une gouvernance impliquant les institutions et élus locaux.

534. L'accès à l'alimentation constitue un des besoins essentiels, aux côtés de la santé et de l'éducation. Or, la question de l'accès à l'alimentation et de la nutrition est généralement peu traitée dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et dans les politiques agricoles. Les stratégies de réduction de la pauvreté intègrent parfois la problématique des filets de protection sociale mais ceux-ci concernent rarement la couverture des besoins alimentaires.

535. La définition de stratégies nationales dans ce domaine doit permettre d'enrichir les DSRP (OMD1) et de mieux intégrer la question de la lutte contre la pauvreté dans les stratégies de développement agricole. Cette activité se propose par conséquent :

- D'évaluer et capitaliser les expériences de la région en milieu urbain et rural ;
- Définir une « boîte à outils » regroupant les différents instruments mobilisables au titre des filets de sécurité alimentaire en fonction des objectifs recherchés et des conditions locales ;
- Appuyer les pays dans la définition de véritables stratégies nationales centrées sur l'accès à l'alimentation des populations vulnérables et encourager une harmonisation minimale à l'échelle régionale ;
- Appuyer les pays pour leur permettre de compléter leur stratégie de réduction de la pauvreté en mettant l'accent sur l'OMD 1.

#### ***Action 3.1.1.1: Evaluation et capitalisation des expériences de filets sociaux en milieu urbain***

536. Des initiatives ont été prises par certains Etats membres pour instaurer à titre expérimental des filets sociaux en milieu urbain. L'action consistera à évaluer les opérations en cours dans plusieurs villes de la région de façon à identifier les performances des dispositifs retenus, les impacts des instruments mobilisés sur les populations bénéficiaires et sur le marché, les problèmes posés par le ciblage, la question de la gouvernance (rôle des collectivités et des autres acteurs dans la mise en place et la gestion du système), les enjeux liés à la coordination, l'articulation avec la stratégie de réduction de la pauvreté, la liaison entre transferts sociaux et insertion économique, la liaison entre transferts alimentaires et insertion sociale (contreparties santé – éducation), le coût des différentes modalités de ciblage et des différents types de filets sociaux mis en œuvre, les modalités de leur financement, etc.

537. L'action comportera les étapes suivantes :

- Définition de la méthodologie d'évaluation avec les principaux acteurs nationaux (SAP) et régionaux (institutions impliquées dans le PREGEC, ONG) investis dans les analyses de la vulnérabilité ;
- Sélection des opérations retenues pour l'évaluation et la capitalisation ;
- Mobilisation de l'expertise ;
- Conduite des évaluations dans les pays ;
- Synthèse régionale des évaluations nationales et de leurs enseignements.

538. La discussion des résultats se fera en commun avec l'action suivante relative aux filets sociaux en milieu rural dans le cadre de l'action relative à la sélection des instruments (cf. infra).

Les parties prenantes : CEDEAO, CILSS, PAM, FAO, FEWSNET, ONG, Etats membres (Ministère des affaires sociales, dispositif de PGCA), OCHA.

Mise en œuvre : CEDEAO avec CILSS.

Instruments mobilisés : Guichet « appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût de l'action : 3,5 millions USD

#### ***Action 3.1.1.2 : Evaluation et capitalisation des expériences de filets sociaux en milieu rural***

539. L'action consiste à évaluer et capitaliser les expériences de filets sociaux promus en milieu rural. Plusieurs types de filets sociaux sont d'ores et déjà mobilisés dans les zones rurales vulnérables mais sont généralement mobilisés en réponse aux crises conjoncturelles, au cours de la période de soudure. La capitalisation permettra d'évaluer les impacts de ces différents outils et d'analyser leur performance dans une nouvelle approche orientée vers la réduction durable de la vulnérabilité. Seront notamment évalués : les modalités de ciblage permises par les différents instruments, leur insertion dans l'économie alimentaire locale et la stratégie de développement local, leur impact sur les systèmes de vie des ménages, leurs effets indésirables, les modalités et coûts de mise en œuvre, etc.

540. L'action comportera les étapes suivantes :

- Définition de la méthodologie d'évaluation avec les principaux acteurs nationaux (SAP) et régionaux (institutions impliquées dans le PREGEC) investis dans les analyses de la vulnérabilité ;
- Sélection des opérations retenues pour l'évaluation et la capitalisation ;
- Mobilisation de l'expertise et conduite des évaluations dans les pays ;
- Synthèse régionale des évaluations nationales et de leurs enseignements.

541. La discussion des résultats se fera en commun avec la même action relative aux filets sociaux en milieu urbain dans le cadre de l'action relative à la sélection des instruments (cf. infra).

Les parties prenantes : CEDEAO, CILSS, PAM, FAO, FEWSNET, ONG, Etats membres (Ministère des affaires sociales, Ministères du développement rural, dispositif de PGCA), OCHA.

Mise en œuvre : CEDEAO avec CILSS.

Instruments mobilisés : Guichet « appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût de l'action : 5 millions USD

#### ***Action 3.1.1.3 : Identification des instruments nécessitant une harmonisation à l'échelle régionale***

542. Les travaux d'évaluation et de capitalisation conduits dans les deux actions précédentes permettront aux pays de disposer d'une « boîte à outils ». Selon les objectifs assignés aux filets sociaux et les conditions spécifiques du pays, les Etats membres pourront sélectionner les instruments qui leur semblent les plus appropriés. En première analyse, les instruments seront catégorisés selon leur capacité :

- Pour le milieu urbain pauvre, à s'inscrire dans une approche plus complète des filets de sécurité sociale et dans une stratégie visant l'insertion économique des bénéficiaires ;
- Pour le milieu rural, à agir sur les causes structurelles de la vulnérabilité d'une part, à s'inscrire et s'articuler avec la stratégie de développement agricole et de développement local, d'autre part.

543. Toujours pour le monde rural, deux préoccupations seront prises en compte dans l'analyse des instruments :

- La capacité de certains filets sociaux à appuyer une stratégie d'adaptation des populations vulnérables au changement et à la variabilité climatique, qui constitue un facteur additionnel de vulnérabilité : par exemple le recours aux coupons intrants, au « cash » ou « food contre formation » peuvent être des instruments performants pour faciliter les changements techniques (utilisation de variétés plus adaptées, maîtrise de l'eau, promotion de la fumure organique, diversification des cultures, etc.).
- La possibilité d'exploiter certains filets sociaux pour favoriser l'insertion dans le marché des petits producteurs pauvres en liant ces filets à des programmes d'achats tels que les contrats locaux d'approvisionnement pour les cantines scolaires, le renforcement des stocks de proximité, et les programmes d'assistance alimentaire.

544. L'action consiste :

- A synthétiser et mettre en discussion au sein de la région les enseignements des travaux d'évaluation et de capitalisation réalisés dans le cadre des deux actions précédentes ;
- A exploiter ces enseignements pour définir le panel d'instruments mobilisables en fonction des objectifs, de leurs atouts et contraintes, etc. (conception d'une boîte à outils) ;
- A identifier les instruments de type filets sociaux qui nécessitent une approche régionale harmonisée, notamment pour éviter les distorsions sur les marchés et les migrations de population du milieu rural vers le milieu urbain, d'un pays vers un autre pays ;
- A identifier les instruments qui pourraient être déployés par la Communauté régionale en complément des instruments nationaux : par exemple les chantiers à haute intensité de main d'œuvre correspondant à des investissements régionaux : construction de marchés transfrontaliers, postes de frontières juxtaposés, connexions routières, etc.
- A définir pour ces instruments des modalités harmonisées à l'échelle régionale : caractérisation des situations pour lesquelles l'instrument est mobilisé, modalités d'utilisation, etc.
- A organiser les concertations régionales sur l'harmonisation des instruments permettant de retenir les principes régionaux.

Les parties prenantes : CEDEAO, CILSS, PAM, FAO, FEWSNET, ONG, Etats membres (Ministère des affaires sociales, Ministères du développement rural, dispositif de PGCA), OCHA.

Mise en œuvre : CEDEAO avec CILSS.

Instruments mobilisés : Guichet « appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût de l'action : 0,1 million USD

**Action 3.1.1.4 : Appui à l'élaboration de stratégies nationales en faveur de l'accès à l'alimentation et la réduction de la vulnérabilité**

545. Cette action s'inscrit dans la perspective d'aider les Etats Membres à se doter d'une stratégie nationale axée sur la réduction de la vulnérabilité et l'accès à l'alimentation des populations pauvres. Il s'agit d'un cadre de référence à partir duquel seront déclinés les appuis aux populations sous forme de filets de sécurité. Les pays sahéliens disposent de stratégies nationales de sécurité alimentaire qui prennent déjà en partie en compte cette préoccupation. Dans le cas des ces pays, il s'agira de réviser les stratégies nationales adoptées au début des années 2000 et de renforcer leur composante « accès à l'alimentation – réduction de la vulnérabilité ». Dans les pays côtiers non membres du CILSS, il s'agira de concevoir des stratégies prenant en compte le contexte particulier de ces pays et les facteurs spécifiques de vulnérabilité, très différents des pays sahéliens. Ces stratégies déclineront les instruments retenus pour réduire la vulnérabilité et favoriser l'accès à l'alimentation et la couverture des besoins nutritionnels parmi la gamme d'instruments définis dans la boîte à outils. Les pays définiront aussi comment ils entendent mobiliser les instruments régionaux pour appuyer la mise en œuvre de leur approche nationale.

546. Cette action comprend :

- L'établissement d'une note de cadrage du processus d'élaboration ou révision des stratégies nationales : étapes, acteurs mobilisés, études et enquêtes de base à conduire, etc. ;
- L'appui technique aux pays pour la conduite du processus national ;
- La concertation régionale sur le contenu des stratégies nationales en vue de leur harmonisation ;
- La communication autour des stratégies nationales.

Les parties prenantes : les Etats membres (Ministère des affaires sociales, Ministères du développement rural, dispositif de PGCA, etc.), CEDEAO, CILSS, PAM, FAO, FEWSNET, ONG, OCHA.

Mise en œuvre : Etats membres, CEDEAO, CILSS.

Instruments mobilisés : Guichet « appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût de l'action : 2,25 millions USD

**Action 3.1.1.5 : Appui à l'intégration des filets de sécurité alimentaire au sein des stratégies nationales de réduction de la pauvreté**

547. Cette action s'inscrit dans la perspective d'une meilleure intégration de l'accès à l'alimentation et de la nutrition dans les DSRP. Si certains pays ont d'ores et déjà intégré de telles approches dans leur documents stratégiques, les engagements se limitent généralement à des politiques de protection sociale de types assurantielles ou mutuelles qui pour la plupart des pays, concerne moins de 30% de la population. Cette action permettra de s'assurer d'une prise en compte de l'OMD1 à l'échéance 2015 et de disposer d'un cadre d'action plus complet, permettant d'affronter les différentes dimensions de la pauvreté et ses liens avec l'insécurité alimentaire et les difficultés nutritionnelles des ménages. L'avantage d'intégrer les orientations prises par les pays en matière de filet de sécurité dans les DSRP est également d'inscrire les actions en faveur des plus vulnérables dans des stratégies de long terme. Ce travail comporte deux dimensions :



- Une dimension technique permettant de définir la stratégie d'action retenue pour assurer le droit à l'alimentation des populations pauvres ;
- Une dimension institutionnelle permettant de définir le cadre d'intervention et les responsabilités dans la mise en œuvre de cette composante de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

548. Cette action sera conduite sous l'égide des Etats membres en fonction du calendrier national de révision des DSRP. Elle bénéficiera d'un appui méthodologique et technique des institutions régionales, à la demande.

549. L'action comprend :

- Une analyse régionale croisée de la prise en compte actuelle de l'accès à l'alimentation et de la nutrition dans les SRP nationales ;
- L'établissement d'une méthodologie pour améliorer la prise en compte de l'accès à l'alimentation, la nutrition et la réduction de la vulnérabilité alimentaire dans les stratégies de réduction de la pauvreté ;
- Le renforcement des capacités nationales pour définir le contenu du volet « accès à l'alimentation » des DSRP (public cible : secrétariats des DSRP, cadres des ministères concernés, ONG)
- La définition des indicateurs de suivi-évaluation qui devraient être incorporés dans la matrice des indicateurs d'impacts de la SRP.

Les parties prenantes : les Etats membres (secrétariats et cellules DSRP, Ministère des affaires sociales, Ministères du développement rural, dispositif de PGCA, etc.), CEDEAO, CILSS, PAM, FAO, FEWSNET, ONG, OCHA.

Mise en œuvre : Etats membres, CEDEAO, CILSS.

Instruments mobilisés : Guichet « appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût de l'action : 1,5 millions USD

### **3.5.7 Résultat 3.2 : Le dispositif de suivi de la vulnérabilité et de prévention des crises alimentaires est amélioré et adapté**

550. L'état des dispositifs d'information sur la sécurité alimentaire et la prévention des crises est très hétérogène. Si les pays enclavés du Sahel, réunis au sein du CILSS, disposent de systèmes relativement complets (Enquête agricole, suivi de la campagne agricole, SIM, SAP), les autres pays n'ont la plupart de temps que des dispositifs très partiels. Ils s'avèrent très peu performants pour saisir les problèmes d'accès à l'alimentation et ne permettent pas de comprendre les systèmes de vie des ménages et par conséquent d'analyser les ressources dont ils disposent pour affronter les différents types de risque. Ils sont généralement absents des zones urbaines. Lorsqu'ils existent, les systèmes d'information sont peu orientés vers les besoins de ciblage des interventions. Ils ne permettent au mieux qu'un ciblage géographique, très insuffisant pour mettre en place des filets de sécurité ciblés sur les plus vulnérables. Les pays qui mettent en place des filets sociaux le font sur la base de cette identification géographique des zones vulnérables ou doivent recourir à des enquêtes ponctuelles de vulnérabilité, généralement avec l'appui du PAM ou de certaines ONG.

551. La mise en place de dispositifs d'information permettant d'aider les décideurs à piloter une stratégie de transferts sociaux prendra du temps, notamment dans les pays où les dispositifs d'information sont les plus déficients. La mise à niveau minimale de ces systèmes est prévue dans le programme AGRIS (cf. OS2).

552. Le résultat 2 du programme est atteint au travers de deux activités principales (i) l'adaptation du dispositif de prévention et gestion des crises à l'évolution du contexte et des facteurs de risque alimentaire; (ii) le développement des capacités d'aide à la décision pour la prévention des crises au niveau Communautaire et le ciblage des interventions.

### **3.5.7.1 Activité 3.2.1 : Adaptation du dispositif de prévention et gestion des crises à l'évolution du contexte et des facteurs de risque alimentaire**

553. Les dispositifs de prévention – gestion des crises sont très marqués par l'histoire des crises alimentaires dans le Sahel, induites par des déficits de production. Un processus est engagé sous l'égide de la CEDEAO et du CILSS pour étendre ce dispositif à l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest. La configuration souhaitable pour les dispositifs est étroitement liée aux paramètres principaux de l'insécurité alimentaire dans chacun des contextes nationaux. La régionalisation de la production et des échanges, la régionalisation du marché du travail, etc. sont autant de facteurs qui impactent fortement les conditions de la sécurité alimentaire.

554. Le programme AGRIS (cf. objectif spécifique n°2, résultat attendu n°2.3) s'attache à mettre en place ou renforcer les systèmes d'information de base (enquête agricole, SIM, etc.). Compte tenu de la complexité croissante et de la diversification des problématiques d'insécurité alimentaire au sein de l'espace CEDEAO, ce programme doit être complété par des actions spécifiques portant :

- D'une part, sur le test, ou la consolidation, de méthodologies de suivi et analyses de différentes composantes de la vulnérabilité (situation nutritionnelle, systèmes de vie, environnement régional, etc.).
- D'autre part, sur le renforcement des capacités en matière de collecte et traitement des informations primaires.

555. Sur cette base, l'activité comprend quatre actions principales :

- Adaptation d'une méthodologie d'analyse de la vulnérabilité fondée sur les systèmes de vie des ménages.
- Consolidation des dispositifs de veille nutritionnelle.
- Renouvellement de l'approche géographique des déterminants de l'insécurité alimentaire pour permettre un ciblage plus précis des filets de sécurité.
- Renforcement des compétences au niveau national et régional pour la collecte et le traitement des données primaires.

#### ***Action 3.2.1.1 : Adaptation d'une méthodologie d'analyse de la vulnérabilité fondée sur les systèmes de vie des ménages***

556. Un certain nombre de pays sahéliens disposent d'une cartographie des systèmes de vie des ménages. Un tel outil présente l'avantage de fournir une description des modes de vie ou des systèmes de vie, tant en termes de ressources alimentaires que de sources de revenu, pour des groupes de ménages qui partagent les mêmes caractéristiques. Cependant,

sur l'ensemble de la CEDEAO, très peu de pays disposent de ce type d'analyse. Par ailleurs, les typologies de systèmes de vie disponibles actuellement sont principalement géographiques et basées sur l'accès à l'alimentation. Elles s'avèrent insuffisamment précises pour le ciblage nécessaire à la mise en place de filets de sécurité. L'objectif de cette action est donc de promouvoir une méthodologie régionale d'élaboration de profils de mode de vie plus fine, rendant compte de la diversité des chocs auxquels sont confrontées les populations vulnérables. A ce titre, il convient :

- D'élaborer des méthodologies d'enquêtes différenciées pour les populations à risques des zones urbaine/ périurbaine et auprès de celles vivant en milieu rural. Pour les populations urbaines, l'enquête mettra d'avantage l'accent sur les conditions d'accessibilité au marché et aux revenus monétaires. La méthodologie d'enquête divergera également par la méthode d'échantillonnage employé (échantillon aléatoire en ville, focus groups au niveau communal en zone rural). Dans les zones urbaines, la mise en œuvre des enquêtes s'appuiera sur une méthodologie plus classique d'enquête ménage, tout en utilisant des approches qualitatives.
- D'élaborer des méthodologies d'enquête permettant de collecter des données sur les sources de revenus non agricoles, pour les urbains mais également pour les populations vivant en zone rurale.
- D'élaborer des typologies de systèmes de vie des ménages adaptées aux pays côtiers. Ces derniers sont confrontés à des chocs relativement différents de ceux que peuvent connaître les pays enclavés, notamment face à l'instabilité « importée » des prix. La méthodologie devra donc intégrer la variabilité des prix des produits alimentaires importés, et pas uniquement des produits vivriers.
- De renforcer les éléments quantitatifs dans la description et l'analyse des systèmes de vie. Bien que cela ne soit pas encore généralisé à l'ensemble des pays de la CEDEAO, un certain nombre d'analyses sur la manière dont les ménages acquièrent les ressources alimentaires et monétaires, ainsi que sur leurs stratégies anti-crise existent déjà. Cependant, l'analyse reste souvent insuffisamment précise pour permettre la mise en œuvre de mesures concrètes. Pour cette raison, la méthodologie d'analyse des économies alimentaires des ménages élaborée ne devra pas seulement décrire mais également quantifier combien de ressources alimentaires ou monétaires le ménage tire de telle source, et combien il dépense pour l'acquisition de tel bien ou service de base à différentes périodes de l'année.

<p>Les parties prenantes : CEDEAO, CILSS, FEWSNET, ONG, PAM, FAO, OCHA, ROPPA, RESIMAO, Etats membres (SAP pays, cellules DSRP)</p> <p>Mise en œuvre : CEDEAO avec CILSS</p> <p>Instruments mobilisés : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »</p> <p>Coût de l'action : 0,6 million USD</p>
---

### **Action 3.2.1.2 : Consolidation des dispositifs de veille nutritionnelle**

557. Des travaux récents, en particulier l'initiative NUSAPPS, ont montré que des dispositifs légers de collecte de données anthropométriques et de données sur les consommations des ménages peuvent s'avérer très utiles pour le suivi de la sécurité alimentaire. Leur mise en œuvre, moins lourde que les enquêtes anthropométriques classiques, peut être associée à des enquêtes existantes (enquête permanente agricole ou toute autre enquête auprès des ménages).

558. Trois méthodologies complémentaires seront soutenues dans le cadre de cette action :

- Les enquêtes anthropométriques « MUAC » (Mid-Upper Arm Circumference), qui permettent d'appréhender la situation nutritionnelle à partir de la mesure du périmètre brachial chez les jeunes enfants.
- Les enquêtes sur la diversité des consommations alimentaires (en anglais : Dietary Diversity Score - DDS).
- Les enquêtes recueillant la perception, par les ménages de l'ampleur de l'insécurité alimentaire (en anglais : Household Food Insecurity Access Scale – HFIAS)

Les parties prenantes : CEDEAO, CILSS, FEWSNET, ONG, PAM, FAO, OCHA, Etats membres (SAP pays)

Mise en œuvre : CEDEAO avec CILSS

Instruments mobilisés : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Coût de l'action : 9,8 millions USD

***Action 3.2.1.3 : Renouvellement de l'approche géographique des déterminants de l'insécurité alimentaire pour permettre un ciblage plus précis des filets de sécurité***

559. Une compréhension correcte des déterminants de la vulnérabilité des ménages nécessite que l'espace géographique étudié soit approprié. De nombreuses situations ont été mal comprises ou mal anticipées suite à une vision centrée sur une approche exclusivement nationale. Pour être comprise dans leur globalité, les crises et les stratégies de réduction des risques des ménages nécessitent parfois d'adopter un angle d'analyse dépassant les frontières.

560. Cette action vise donc à approfondir la connaissance du fonctionnement des bassins de production et d'échange de produits alimentaires réunissant des pays fortement interdépendants (bassin Est focalisé autour du Nigeria, bassin central autour du Ghana et de la Côte d'Ivoire ; bassin Ouest polarisé par le Sénégal ; bassin Sud-Ouest autour de la Guinée) et à définir un cadre d'analyse spécifique pour chacun d'eux. Dans cette perspective, elle favorise la mise en réseau des producteurs d'information et des responsables des interventions en faveur de la sécurité alimentaire au sein de chaque bassin de façon à améliorer la pertinence des diagnostics et des réponses aux crises.

561. L'action comprendra plus particulièrement :

- La coordination et la facilitation des enquêtes de vulnérabilité transfrontalière par la mise en réseaux des Etats concernés et de l'ensemble des parties prenantes.
- L'organisation des rencontres entre les acteurs au sein des bassins de production et d'échange pour définir un cadre commun renouvelé d'analyse de la sécurité alimentaire (grille d'analyse des principaux facteurs de risques d'insécurité alimentaire, des systèmes de vie des ménages, de leurs stratégies d'atténuation et de réponse aux risques, etc.).
- Le renforcement des capacités d'analyse des systèmes nationaux et régionaux.

Les parties prenantes : CEDEAO, CILSS, FEWSNET, ONG, PAM, FAO, OCHA, ROPPA, Etats membres (SAP pays), RESIMAO
Mise en œuvre : CEDEAO avec CILSS
Instruments mobilisés : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Coût de l'action : 0,6 million USD

**Action 3.2.1.4 : Renforcement des compétences au niveau national et régional pour la collecte et le traitement des données primaires.**

562. Les cadres renouvelés d'analyse de la vulnérabilité développés dans le cadre des actions 3.2.1.1 et 3.2.1.2 (voir ci-dessus) impliquent qu'un certain nombre de nouveaux indicateurs sur les ménages soient régulièrement renseignés et, en conséquence, que les institutions nationales et régionales soient capables de le faire.

563. Cette action comprendra :

- Des formations au niveau national et régional pour la collecte des données. Elles pourraient s'intégrer dans l'offre de formation du Centre régional AGRHYMET (CRA), sous forme de modules contribuant au développement du Mastère sécurité alimentaire et nutrition que le CRA doit développer dans les prochaines années, ou sous forme de modules de formation continue. Ces formations s'adresseront aux cadres actuellement en activités dans les SISA et dans les instituts nationaux de la statistique. Au terme de ces formations, les bénéficiaires devront être en mesure d'élaborer un questionnaire adapté aux causes structurelles spécifiques du pays ou de la zone d'économie alimentaire, mais également de modifier le canevas en fonction de l'évolution des types de risques auxquels les ménages sont confrontés.
- Un appui aux organisations responsables de la collecte des données pour chacune des étapes du processus d'élaboration des nouvelles méthodologies : bibliographie, tests des méthodes de collecte, analyse des résultats des tests, élaboration des outils définitifs, etc.
- Les appuis à proprement parler au dispositif de collecte et de traitement de l'information sont pris en charge dans le cadre de l'OS2 (action 2324).

Les parties prenantes : CEDEAO, CILSS/AGRHYMET, FEWSNET, PAM, FAO, OCHA, RESIMAO, Etats membres (SAP pays, Instituts/Directions de statistiques, SIM)
Mise en œuvre : CEDEAO avec CILSS
Instruments mobilisés : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
Coût de l'action : 6,5 millions USD

**3.5.7.2 Activité 3.2.2 : Développer la capacité d'aide à la décision pour la prévention des crises au niveau Communautaire et le ciblage des interventions**

564. Le renforcement, l'harmonisation et la mise en réseau des systèmes d'alerte (cf. activité A.2.1) est une activité nécessaire à l'amélioration du suivi de la vulnérabilité mais n'est pas suffisante pour permettre la mise en œuvre de filets de sécurité ciblés sur les plus vulnérables. Les dispositifs nationaux procèdent à l'analyse de l'information sur la base de la grille d'analyse de l'insécurité alimentaire dont ils se sont dotés et formulent des

recommandations sur la base du panel d'instruments de réponse aux crises dont dispose le pays. Au niveau régional, l'analyse repose pour l'essentiel sur l'agrégation des analyses nationales et la confrontation des diagnostics émanant des différents systèmes régionaux, prenant diversement en considération des facteurs régionaux de sécurité alimentaire (disponibilités, dynamiques des prix, etc.).

565. Le lien est insuffisamment structuré entre les dispositifs d'information régionaux et les espaces de décision au sein de la Commission. Cette dernière n'est en mesure de réagir à une situation de crise que lorsque la situation s'avère exceptionnelle. Il n'existe pas de capacités internes à la Commission en mesure de réaliser l'interface entre le diagnostic et la décision communautaire, et par conséquent d'anticiper et de piloter les décisions, hormis de façon ponctuelle.

566. Enfin, la coordination des interventions au niveau national est assez structurée dans les pays sahéliens enclavés. Elle l'est beaucoup moins dans les autres pays de la région. Au niveau régional le processus de concertation porte principalement sur l'information et les recommandations d'action. Le dispositif PREGEC rencontre des difficultés à jouer un rôle effectif et opérationnel de coordination des interventions.

567. Sur la base de ces considérations, il convient de (i) renforcer aux différents niveaux les capacités d'analyse et d'aide à la décision, et améliorer l'interface entre les dispositifs d'information-aide à la décision et les instances de décision de la CEDEAO ; (ii) promouvoir les dispositifs de concertation et de coordination sur les réponses aux crises.

***Action 3.2.2.1 : Renforcement des capacités d'analyse et d'aide à la décision aux niveaux national et régional et amélioration de l'interface entre les dispositifs d'information et les instances de décision de la CEDEAO***

568. L'intervention du niveau régional vise (i) à réduire les disparités entre les pays en termes de capacités d'analyse et d'aide à la décision, (ii) à développer les capacités d'analyse dans tous les pays en vue de déterminer les filets de protection sociale appropriés à la situation alimentaire lors de l'établissement des plans de réponse aux crises et plus généralement pour apporter des réponses durables aux difficultés d'accès à l'alimentation des couches vulnérables. Cet appui est dirigé vers les cellules nationales d'analyse et d'aide à la décision, et leur mise en réseau à l'échelle des bassins de production et d'échanges.

569. L'intervention vise aussi à améliorer la réponse régionale aux crises, en agissant au travers de deux leviers : le renforcement des capacités au niveau de dispositifs régionaux rénovés (PREGEC) et la mise en place d'une compétence à l'interface entre ces dispositifs et les départements concernés de la Commission de la CEDEAO.

570. L'action comprend :

- La formation des personnels des dispositifs nationaux ;
- L'appui à l'amélioration des supports nationaux d'information et d'aide à la décision : policy brief, rapports mensuels, bulletin d'alerte, etc. ;
- L'organisation d'ateliers multi-pays associant les analystes régionaux et nationaux ;
- Le renforcement en personnels qualifiés dans l'analyse et l'aide à la décision au niveau des dispositifs régionaux ;
- L'appui à l'amélioration des supports régionaux d'information et d'aide à la décision ;

- La mise en place d'une unité « sécurité alimentaire » au sein de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation, en charge de préparer les décisions de la Commission de la CEDEAO et au Comité Inter-départements pour l'agriculture et l'alimentation. Cette unité travaillera en étroite relation avec les dispositifs nationaux et régionaux.

Les parties prenantes : CEDEAO, CILSS, FEWSNET, ONG, PAM, FAO, OCHA, ROPPA, Etats membres (SAP pays, SIM, dispositifs de prévention et gestion des crises), RESIMAO

Mise en œuvre : CEDEAO avec CILSS

Instruments mobilisés : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités » ;

Coût de l'action : 22 millions USD

### ***Action 3.2.2.2 : Renforcement des dispositifs nationaux et régionaux de concertation et coordination sur la situation alimentaire et les réponses aux crises***

571. Les interventions dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la gestion des crises mobilisent un très large panel d'acteurs : structures étatiques, agences des Nations Unies, ONG, partenaires au développement, etc. Certains pays disposent de mécanismes ou dispositifs de coordination assez efficaces, notamment dans les pays sahéliens enclavés où une partie des outils de gestion des crises (SNS, fonds de sécurité alimentaire) sont cogérés par l'Etat et les partenaires financiers qui contribuent au financement de ces outils. Dans ces pays, la coordination privilégie l'Etat et les partenaires financiers. Elle intègre peu les autres acteurs tels que les ONG. De nombreux autres pays ne disposent pas de cadre prévisible et structuré de concertation et de coordination.
572. Au niveau régional, le dispositif de concertation et de coordination actuel repose sur deux instruments : le programme PREGEC animé par le CILSS et le Réseau international de prévention des crises alimentaires (RPCA), co-animé par le CILSS et le Club du Sahel/OCDE. Ils ont été conçus pour la région sahélienne et procèdent actuellement à une extension de leurs prérogatives sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest avec l'appui de la CEDEAO. Ils sont essentiellement focalisés sur la concertation autour de l'information de façon à établir des diagnostics partagés mais agissent peu sur le terrain de la coordination des interventions, ces dernières étant surtout mobilisées à l'échelle nationale.
573. Deux problèmes se posent : (i) la capacité des institutions nationales et régionales à assurer le leadership et à aligner les interventions sur la politique nationale ; (ii) la coordination des interventions et leur efficacité globale.
574. L'action vise par conséquent à (i) appuyer la mise en place de dispositifs de coordination pour les pays qui en sont privés ; (ii) appuyer les pays qui disposent de tel dispositif afin d'y associer l'ensemble des acteurs pertinents ; (iii) développer une approche de la coordination opérationnelle à l'échelle régionale. L'ensemble devant permettre aux institutions nationales et régionales de renforcer leur capacité d'assumer leur rôle de leadership. La révision de la charte de l'aide alimentaire constituera un des outils permettant de codifier les approches positives et de conduire les multiples intervenants à agir dans un esprit de convergence des efforts et de cohérence des instruments et des réponses aux crises.
575. L'action comprend :
- Des missions d'appui technique aux pays ;
  - Les concertations nationales et régionales sur le contenu révisé de la charte de l'aide alimentaire ;

- L'adoption d'une nouvelle charte élargie à la codification de l'ensemble des instruments de réduction de la vulnérabilité, dont les filets sociaux. Cet aspect sera traité en lien avec l'établissement du plan de contingence régional.
- Le renforcement des moyens de la coordination opérationnelle au niveau du PREGEC et du RPCA.

Les parties prenantes : CEDEAO, CILSS, FEWSNET, ONG, PAM, FAO, OCHA, ROPPA, Etats membres (Dispositifs nationaux de PGCA), CSAO/OCDE

Mise en œuvre : CEDEAO avec CILSS

Instruments mobilisés : Guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût de l'action : 11 millions USD

### **3.5.8 Résultat 3.3 : des instruments régionaux d'appui à la capacité nationale de prévention/gestion des crises alimentaires et de réduction de la vulnérabilité des populations pauvres sont mis en œuvre**

#### **3.5.8.1 Problématique**

576. L'histoire des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest révèle l'importance d'une intervention raisonnée à l'échelle régionale. La crise intervenue au Niger en 2004-2005 est une illustration récente de la complexité et l'interdépendance des économies agricoles et alimentaires. Le pouvoir tampon de l'économie nigériane sur l'économie alimentaire du Niger, s'est exercé inversement en amplifiant l'insécurité alimentaire du Niger. La hausse sans précédent des prix des céréales au nord Nigéria, liée à une demande dynamique pour l'alimentation humaine et animale dans un contexte de production déficitaire, a tiré vers le haut les prix sur les marchés du Niger. Cette crise a révélé l'importance du marché du travail et des produits alimentaires, structurés à l'échelle régionale, dans le déclenchement et le règlement de la crise ainsi qu'une insuffisante compréhension du fonctionnement du marché dans l'espace régional (acteurs, flux, stratégies).

577. En raison des implications régionales des crises alimentaires et de l'importance de promouvoir la solidarité à l'échelle régionale, un des résultats attendus de ce programme est de doter la communauté d'instruments régionaux de gestion des crises en appui aux Etats membres. Trois instruments sont privilégiés : (i) la conception d'un plan d'un plan de contingence régional, (ii) le renforcement des capacités de stockage nationaux et la conception d'un stock régional, (iii) la création d'une facilité financière permettant de cofinancer des initiatives nationales « innovante » de filets de sécurité.

#### **3.5.8.2 Activité 3.3.1 : Concevoir un plan de contingence régional**

578. Le troisième objectif spécifique du plan régional d'investissement met l'accent sur la coopération et la solidarité régionales pour affronter les crises alimentaires dans les Etats membres. La crise alimentaire de 2008, puis l'actuelle crise alimentaire qui frappe plus particulièrement le Niger a mis en évidence l'importance de compléter les plans d'urgence nationaux avec un arsenal de mesures décidées au niveau régional. Pour l'heure, la mobilisation de la CEDEAO en appui aux Etats membres a été décidée sur une base ponctuelle dictée par l'urgence des situations. La mise en place d'instruments régionaux d'appui à la gestion des crises impose de disposer d'un cadre précis d'intervention du niveau régional.



579. Dans ce contexte un plan de contingence régional constitue l'outil de référence permettant de calibrer et rationaliser l'intervention de la CEDEAO et de ses institutions partenaires en appui aux dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises. Il s'agit de définir à priori les situations qui requièrent la mobilisation régionale, définir les responsabilités des différents acteurs, l'articulation des réponses nationales et de la réponse régionale, les moyens mobilisables et les modalités de leur mise en œuvre en fonction de la nature et de l'ampleur ou de l'acuité de la crise. Le plan de contingence est aussi un instrument permettant de gérer de manière appropriée et efficace les différents niveaux de crises par la coordination des interventions publiques en concertation avec l'ensemble des partenaires mobilisés dans ce type de situation de crise.

580. Plusieurs pays sont dotés ou se dotent actuellement de plans de contingences nationaux. Le plan de contingence régional intervient en complémentarité de ces plans, en particulier pour les situations de crise qui comportent une dimension régionale dans leurs causes, ou nécessitent une intervention régionale pour parvenir à en gérer les conséquences pour les populations. La première action de cette activité vise donc à renforcer les plans de contingences nationaux, condition préalable à la mise en place d'un plan de contingence régionale.

***Action 3.3.1.1 : Appui à l'élaboration de plans de contingence nationaux de gestion des crises alimentaires.***

581. Peu de pays sont dotés de ce type de dispositif institutionnel qui permettent de planifier et d'anticiper la gestion des crises. Ces plans de contingence devront permettre de synchroniser les interventions de toutes les parties prenantes, du locale au national, des organisations onusiennes, des ONG et des donateurs. Ces plans devront être également en mesure de combiner différents types d'interventions: transferts monétaires et en nature, nutrition, support aux banques de céréales, subventions aux intrants, etc. Enfin, le plan d'action fixera également le mode de gestion des stocks nationaux alimentaires ainsi que le fonds d'intervention d'urgence lorsque ce dernier existe. Le développement de plans de contingence nationaux est un préalable au développement du même type de plan à l'échelle régionale (cf. action 3312).

582. L'action comprend :

- L'établissement d'une typologie des crises et les indicateurs permettant d'en juger l'acuité ;
- L'évaluation des capacités de réponse aux différents types et intensités de crises au niveau national ;
- La définition des instruments mobilisables au niveau national en fonction des types de crise, et la hiérarchie dans la mobilisation des instruments ;
- L'identification des capacités nationales mobilisables : état des lieux des stocks de sécurité locaux (stocks de proximité) et nationaux (SNS), des réserves financières, des supports logistiques, etc.
- La détermination du dispositif de mobilisation, d'organisation et de coordination des moyens mis en œuvre en réponse à une crise.
- L'ensemble de ces travaux permet d'élaborer un plan de contingence national, discuté et validé par l'ensemble des acteurs nationaux et internationaux.

Les parties prenantes : les Etats membres (dispositifs PGCA, ministères de l'Intérieur – plans ORSEC - Ministères du développement rural, dispositif de PGCA, etc.), CEDEAO, CILSS, PAM, FAO, FEWSNET, ONG, OCHA, ROPPA, organismes gestionnaires des stocks nationaux de sécurité, organisations des transporteurs, etc.

Mise en œuvre : Etats membres avec l'appui de CEDEAO et CILSS.

Instruments mobilisés : Fonds d'appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional

Coût de l'action : 2,25 millions USD

***Action 3.3.1.2 définition du plan de contingence régional (cadre d'intervention): planification de la réponse régionale en fonction de la typologie des crises, rôle des acteurs, instruments mobilisés, cadre institutionnel, gestion des ressources***

583. Les plans de contingence nationaux permettent de déterminer quelles sont les crises (causes, intensité, ampleur) qui nécessitent le recours à la solidarité régionale et internationale. Ils doivent par conséquent être prolongés par un plan de contingence régional qui permet de codifier l'intervention de la CEDEAO aux côtés des Etats membres. Ce plan de contingence doit permettre d'identifier à priori les situations et les conditions d'intervention du niveau régional.

584. L'action comprend :

- L'analyse croisée des plans de contingence nationaux ;
- L'établissement d'une typologie des crises (causes, étendue, intensité) ;
- L'évaluation des capacités de réponse nationales aux crises et des situations où le recours à l'appui régional est nécessaire ;
- La définition des instruments mobilisables au niveau régional en réponse à la typologie des crises : instruments et politique commerciale, solidarité financière, mobilisation du stock de sécurité, etc.
- L'identification des capacités régionales mobilisables : état des lieux des stocks de sécurité, des réserves financières, des supports logistiques, etc.
- Ces activités permettent d'élaborer un plan de contingence soumis à la concertation et à l'adoption avec l'ensemble des parties prenantes : Etats, ONG, organisations des Nations Unies, etc.

Les parties prenantes : les Etats membres (dispositifs PGCA, ministères de l'Intérieur – plans ORSEC - Ministères du développement rural, dispositif de PGCA, etc.), CEDEAO, CILSS, PAM, FAO, FEWSNET, ONG, OCHA, ROPPA, organismes gestionnaires des stocks nationaux de sécurité, organisations des transporteurs, etc.

Mise en œuvre : CEDEAO, CILSS.

Instruments mobilisés : Guichet « appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »

Coût de l'action : 1,95 millions USD

**3.5.8.3 Activité 3.3.3 : Renforcer les stocks nationaux et constituer le stock régional de sécurité alimentaire**

585. La crise induite par la hausse des prix sur les marchés mondiaux en 2008 a rappelé aux pays de la région l'importance cruciale de disposer de stocks de sécurité physiques lorsque les marchés rencontrent des difficultés d'approvisionnement.

586. La plupart des pays ont décidé de porter leur stock existant à des niveaux supérieurs, ou, pour ceux qui ne disposent pas de stock de sécurité, d'en constituer un. Aujourd'hui seuls les pays sahéliens enclavés et le Nigeria disposent de stocks conséquents.
587. L'expérience des stocks de sécurité dans la région enseigne cependant que leur gestion est complexe et leur coût élevé. Des procédures rigoureuses de constitution, d'entretien et de mobilisation du stock sont indispensables pour espérer disposer de cette soupape de sécurité en cas de crise. Leur coût élevé a conduit les Etats et les partenaires financiers à se doter de procédures strictes, assises sur le principe de cogestion. Cette rigueur jugée indispensable pour sauvegarder ce bien commun, peut aller à l'encontre de la souplesse et de la réactivité indispensable en cas de sinistre.
588. Les stocks de sécurité ont été constitués au début des années 80, dans la phase de libéralisation des économies céréalières. Leur mandat a par conséquent été strictement encadré et limité. Le stock n'a pas pour vocation la régulation du marché et ne doit pas interférer dans son fonctionnement, animé par les opérateurs privés. Il était mobilisé dans l'attente de l'arrivée des aides alimentaires, généralement trop tardives pour juguler une crise. Il permettait aussi de répondre aux crises en utilisant des céréales locales de façon à ne pas affecter les habitudes alimentaires des populations bénéficiaires (cf. Charte de l'aide alimentaire).
589. Depuis plusieurs années, la finalité de stocks de sécurité est remise en question. L'instabilité des prix et la montée en puissance des difficultés d'accès à l'alimentation induites par le prix des vivres de base ont relancé le débat sur le rôle de la régulation du marché dans une stratégie de sécurité alimentaire. La crise sahélienne de 2004-05 a reposé le débat dans le Sahel. La crise internationale de 2008 l'a soulevé au niveau mondial et ébréché la doctrine fondée sur la non intervention de la puissance publique sur les marchés.
590. Plusieurs pays ont mis en place, au côté du SNS, un stock d'intervention dont la finalité affichée combine souvent le stockage de sécurité et l'atténuation des prix en cas de flambée. La cohabitation du SNS et du stock d'intervention est source de vives discussions entre les Etats et les bailleurs de fonds.
591. Si la discussion a été relancée au niveau national sur le niveau des stocks et leur finalité, le débat a aussi porté sur la constitution d'un stock ou d'une réserve régionale. Dans ce contexte, la CEDEAO a initié plusieurs études. Le CILSS a impulsé une concertation entre les offices et sociétés nationales en charge de la gestion des stocks de sécurité, dans la perspective d'une mutualisation des stocks nationaux. Cet objectif se heurte à d'importants obstacles mais d'ores et déjà ce réseau (RESOGEST) a permis d'engager des formes de coopération technique entre les pays.
592. Le principe d'un stock régional de sécurité a été acté lors de l'adoption des programmes mobilisateurs. Ce premier plan d'investissements vise par conséquent à finaliser l'accord régional et à jeter les bases de sa constitution progressive. La mise en place d'un stock régional de sécurité s'inscrit dans la volonté de mettre en place des outils régionaux de prévention et gestion des crises complémentaires des outils nationaux et permettant d'assurer une solidarité régionale.
593. Dans le même temps, la question de l'usage des stocks dans la perspective d'une meilleure régulation intra et interannuelle des prix fait aussi l'objet d'une instruction (cf. OS2).
594. Le programme comprend (i) des actions d'appuis aux Etats membres pour la constitution ou le renforcement de leur politique de stocks de sécurité ; (ii) la coopération

entre les pays en matière de stocks de sécurité et, (iii) la mise en place progressive du stock régional de sécurité.

**Action 3.3.2.1 : Renforcement des capacités nationales en matière de stockage public de sécurité.**

595. Le plan de contingence régional reconnaît que le traitement des crises alimentaires est avant tout de la responsabilité des Etats membres. Il permet d'identifier les crises (nature, ampleur, impacts) qui nécessitent le recours à la solidarité régionale. Dans les pays, les instruments qui relèvent des stocks de sécurité concernent les stocks de proximité (outils mis en place par les communes, les groupements, les villages) et le stock national.

596. L'appui aux pays pour qu'ils se dotent des outils performants de gestion des crises s'inscrit par conséquent dans une vision qui articule les rôles du niveau décentralisé, national et régional dans la prévention et la gestion des crises alimentaires. La longue expérience de certains pays mérite d'être valorisée dans cette perspective. L'objectif est d'appuyer la définition de politiques nationales de stockage claires, assorties d'une feuille de route.

597. L'action comprend :

- Une synthèse régionale des expériences de stocks de sécurité : dispositif institutionnel, calibrage du stock, coûts et dispositif de financement, modalités d'entreposage et d'entretien, modalités de mobilisation et de reconstitution, etc.
- La mobilisation de l'expertise régionale (autres Etats membres) auprès des pays qui souhaitent instruire leur politique de stocks ;
- L'appui à la définition de la politique nationale de stockage de sécurité.

Les parties prenantes : Etats membres : organismes gestionnaires des SNS (membres de RESOGEST), réseaux de banques de céréales et stocks de proximité, CILSS, PAM, ONG, CEDEAO.

Mise en œuvre : Etats membres et CEDEAO

Instruments mobilisés : Guichet « Appui à l'innovation et renforcement de capacités »

Coût de l'action : 0,8 million USD

**Action 3.3.2 : renforcement de la coopération entre les pays en matière de stocks de sécurité**

598. La coopération entre les pays comporte deux dimensions : la première a trait à la coopération technique et vise à valoriser l'expérience des organismes et sociétés gestionnaires des stocks dans tous les domaines : constitution, entretien, mobilisation, renouvellement, modalités de gestion, etc. La seconde a trait à la mutualisation des stocks. L'analyse rétrospective montre que les besoins de mobilisation du stock varient considérablement d'un pays à l'autre, d'une année sur l'autre. Or, le coût du stock est particulièrement élevé lorsqu'il n'est pas utilisé. Par conséquent, des formes de mutualisation des stocks nationaux constituent une voie potentielle de renforcement des capacités d'intervention et de réduction du coût collectif du stockage. Pour l'heure, les dispositifs nationaux de cogestion des stocks entre Etats et bailleurs limitent considérablement cette possibilité. L'implication des partenaires internationaux impliqués dans les stocks nationaux, l'harmonisation des procédures de gestion et de décision pourraient permettre de faire évoluer la situation, au bénéfice de tous.

599. L'action comprend :

- La synthèse des dispositifs en vigueur dans les pays pour la gestion de stocks et les modalités de codécision ;
- La concertation régionale associant les gestionnaires de stocks, les ministères de tutelle et les bailleurs de fonds impliqués dans chaque pays pour envisager une harmonisation des procédures et les potentialités de mutualisation ;
- La préparation et la négociation d'un pacte régional de partenariat entre les Etats membres sur les stocks de sécurité et leur mise en réseau ;
- L'appui au CILSS dans l'animation du RESOGEST.

Les parties prenantes : Etats membres : organismes gestionnaires des SNS (membres de RESOGEST), CEDEAO, CILSS, PAM

Mise en œuvre : Etats membres, CEDEAO, CILSS

Instruments mobilisés : Guichet « Sécurité alimentaire »

Coût de l'action : 0,75 million USD

### ***Action 3.3.2.3 : mise en place progressive du stock régional de sécurité***

600. Le plan de contingence régional précisera les outils mobilisés par le niveau régional en appui aux plans nationaux de réponse aux crises. Parmi ces outils, la région a décidé de mettre en place un stock de sécurité permettant de renforcer les capacités nationales de réponse aux crises lorsque les Etats membres ne sont plus en capacité, seuls ou avec leurs partenaires traditionnels, de gérer la crise.
601. L'action vise par conséquent à finaliser les travaux préparatoires à l'instauration du stock de sécurité, sachant que la voie privilégiée consiste à contractualiser la gestion de ce stock – propriété de la Communauté économique- avec les sociétés nationales qui disposent d'une capacité d'entreposage et d'une expérience avérée de bonne gestion technique des stocks. Elle vise aussi, une fois les décisions formelles prises par les autorités de la CEDEAO, à engager la mise en place du stock.
602. L'action comprend :
- La finalisation des études de faisabilité sur le stock régional de sécurité (SRS), leur validation par les Etats membres ;
  - La préparation des textes relatifs à la constitution, entretien, gestion du stock, modalités de mobilisation, instances de gestion, modalités de contrôle ;
  - La préparation du projet de directive portant sur la mise en place du stock régional de sécurité en vue de son instruction par les instances statutaires de la CEDEAO et son adoption ;
  - La mise en place du dispositif institutionnel de gestion du SRS ;
  - La contractualisation avec les sociétés gestionnaires des stocks nationaux de sécurité pour l'entreposage et l'entretien du stock décentralisé ;
  - La mobilisation du stock initial par voie d'appel d'offres sur le marché régional (objectif 50 000 tonnes au cours du premier plan d'investissement);

Les parties prenantes : CEDEAO, Etats membres (Organismes gestionnaires des SNS, dispositifs de PGCA, Ministères des finances, ministères du commerce), CILSS, PAM ;

Mise en œuvre : CEDEAO et Etats membres

Instruments mobilisés : Guichet « Sécurité alimentaire »

Coût de l'action : 55,5 millions USD

#### **3.5.8.4 Activité 3.3.3 : Appui aux initiatives nationales « innovantes » de filets sociaux de sécurité**

603. Le stock régional de sécurité alimentaire demeure, selon le principe de solidarité et de complémentarité, une exception parmi les instruments de ce programme dont le déclenchement ainsi que la mise en œuvre relève du domaine de la région. De manière générale, le principe de subsidiarité impose que les politiques de protection sociale, dont les filets de sécurité, restent du domaine exclusif des Etats et ne constituent nullement une prérogative régionale. Dans le cadre de ce programme, la CEDEAO ne pourra intervenir qu'à la condition que les Etats aient exprimé leur volonté de bénéficier d'un soutien de la région aux initiatives nationales en faveur des plus vulnérables. L'intervention de la CEDEAO vise à encourager les Etats à développer des programmes de filets sociaux via le cofinancement de ces programmes et à encourager une capitalisation collective des expériences dans ce domaine. A cette fin, elle doit définir les critères d'éligibilité des opérations et définir la procédure de sélection des initiatives.

604. Les actions réalisées dans le cadre de cette activité visent à établir une procédure de sélection pour le cofinancement d'initiatives nationales, éligibles selon des critères pré établis et à engager les premières opérations de cofinancement.

605. Il s'agira également de statuer sur le part de cofinancement régionale des initiatives nationales, en fonction de l'apport des Etats et des autres bailleurs internationaux. La part de la contribution nationale devra être significative, de façon à placer les Etats dans une position de leadership.

##### ***Action 3.3.3.1 : Définition de critères d'éligibilité et de la procédure d'instruction***

606. Cette action porte sur la définition des critères d'éligibilité des actions et sur les critères d'éligibilité des porteurs d'initiatives. La CEDEAO proposera aux Etats membres et aux acteurs concernés un projet qui sera mis en discussion avant d'être formellement adoptés :

- Initiatives éligibles : il s'agit d'élaborer les critères d'éligibilité permettant de cibler un cofinancement régional sur des actions destinées à empêcher les populations de « tomber » dans une trappe à pauvreté, et sur les actions post crise. Par extension du domaine d'intervention, la prévention du risque et la promotion des moyens d'existence peuvent également être intégrés dans les instruments de filet de sécurité. Les actions éligibles concernent l'ensemble des instruments de filets de sécurité dont une liste non exhaustive est donnée ci-dessous. Le rôle du niveau régional étant d'impulser une approche renouvelée des filets sociaux de protection, les initiatives mobilisant des « pool d'instruments » innovants seront privilégiées. Les actions éligibles ne devront pas concerner les autres types d'instruments de protection sociale à savoir notamment les mécanismes d'assistance et d'assurance sociale et privée.
- Acteurs concernés : la demande de cofinancement devra émaner des Etats, lesquels agiront en tant que maître d'ouvrage de l'initiative. Les autres acteurs (ONG nationales

ou internationale, collectivités locales etc..) pourront intervenir dans la conception et dans la mise en œuvre.

607. L'action porte aussi sur la détermination de la procédure d'instruction : conception du format type des demandes de cofinancements, modalités de sélection des opérations financées, etc.

608. Un comité de sélection sera défini. Son secrétariat technique sera assuré par l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation. Le comité de sélection aura la responsabilité de statuer sur les demandes de cofinancement. La composition de ce comité reflétera la diversité de compétences que nécessite la mise en place d'un dispositif de filets de sécurité. Une attention particulière sera également portée aux situations possibles de conflit d'intérêt.

**Liste indicative des instruments de filets sociaux de sécurité éligibles**

Cash for work	Transferts monétaires conditionnels ou non
Food for work	Transferts alimentaires
Subvention à la consommation directe et illimitée	Transferts en équivalents d'espèces éventuellement contre travail
Subvention de prix indirect illimitée	Aides alimentaires
Subvention rationnée (quotas)	Alimentation d'urgence
Ventes à prix modéré	Programmes alimentaires supplémentaires
Distribution gratuite/subventions aux intrants	Exemptions de TVA et de taxes
Programmes d'alimentation scolaire	

609. L'action comprend :

- la réalisation d'une étude permettant de formuler les critères d'éligibilité ;
- la concertation régionale sur ces critères et leur adoption ;
- l'élaboration d'une procédure de sélection des dossiers : définition de la composition du comité, mode d'instruction des dossiers, etc.
- la communication auprès des Etats membres et des acteurs de la procédure retenue ;
- La mise en place du comité de sélection et de ses procédures de travail.

Les parties prenantes : Etats membres, dispositifs de PGCA, ONG, PAM, FAO, UNICEF, OCHA, CILSS

Mise en œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : Guichet « Sécurité alimentaire »

Coût de l'action : 0,1 million USD

### **Action 3.3.3.2 : Cofinancement des opérations nationales de filets sociaux**

610. Une fois la procédure déterminée, l'objectif pour la CEDEAO est d'inciter les Etats membres et les principaux acteurs nationaux de la sécurité alimentaire à développer des opérations innovantes de mise en place de filets sociaux auprès des populations vulnérables.
611. A cette fin, le programme prévoit une provision financière pour cofinancer les demandes retenues par le Comité de sélection des programmes proposés par les Etats membres. La provision est modeste pour ce premier plan d'investissement. En fonction des résultats de ces premières opérations, l'enveloppe pourra être accrue.

Les parties prenantes : Etats membres, dispositifs de PGCA, ONG, PAM, FAO, UNICEF, OCHA, CILSS

Mise en œuvre : CEDEAO

Instruments mobilisés : Guichet « Sécurité alimentaire »

Coût de l'action : 50 millions USD

### **3.5.8.5 Activité 3.3.4 : Harmoniser les méthodologies d'évaluation des impacts des filets sociaux et soutien aux évaluations dans une perspective de capitalisation régionale**

612. La région dispose de très peu de références en matière de filets sociaux. Différentes initiatives sont en cours et le programme régional incitera les pays à promouvoir l'usage de ces instruments. Il est fondamental de capitaliser ces expériences pour construire des connaissances, affiner et améliorer progressivement les politiques et programmes de filets sociaux. Cette capitalisation constitue aussi un moyen d'appropriation par les acteurs nationaux et régionaux. La durée de cinq ans allouée au programme permet d'envisager une évaluation des impacts sur la base de laquelle la CEDEAO et les Etats membres ré examineront leur approche.

### **Action 3.5.1 : renforcement des capacités en suivi-évaluation du dispositif PREGEC**

613. Dans le cadre de ce programme, l'action consiste à renforcer les capacités au niveau du dispositif régional PREGEC pour :
- La définition des modalités et des méthodes de suivi. A ce titre, les indicateurs de suivi renseignés par les systèmes nationaux régionaux devront être adaptés aux besoins de l'évaluation.
  - L'évaluation des impacts des programmes et de leur mise en œuvre. Des rapports périodiques d'évaluation sur la vulnérabilité seront réalisés dans le cadre du dispositif PREGEC.
  - L'échange d'expériences et de pratiques entre les pays. La réalisation de séminaires, colloques, et réunion de travail, permettra la mutualisation des connaissances disponibles dans chaque pays membre de la CEDEAO.

Les parties prenantes : CEDEAO, CILSS, FEWSNET, ONG, PAM, FAO, OCHA, ROPPA, Etats membres (SAP pays, SIM, dispositifs de prévention et gestion des crises, ministères de l'action sociale et/ou de la solidarité)

Mise en œuvre : CEDEAO avec CILSS

Instruments mobilisés : Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »

Coût de l'action : 2 millions USD



## 4 Cadre logique

614. Le cadre logique du plan régional d'investissement est présenté en annexe n°1.

## 5 Coût et plan de financement

615. Cette section expose la démarche de conception du plan de financement, la structure du budget, l'estimation des besoins et les sources de financement.

616. La difficulté d'effectuer un état des lieux complet et détaillé des programmes régionaux ou multinationaux existants, en raison de la dispersion de l'information et de l'absence de « centralisation » tant au niveau de la CEDEAO que des partenaires au développement ne permet pas de définir le gap entre le coût global et les besoins réels.

### 5.1 La démarche de conception du plan de financement

617. L'élaboration en 2008-2009 des composantes du PRIA a reposé sur un costing classique. Il s'est agi de définir un programme d'action pour chacune des six composantes et d'en évaluer le coût. Le montant global des ressources nécessaires a été évalué à plus de 10 milliards de dollars pour les cinq ans.

618. Lors de la conception des programmes mobilisateurs, l'évaluation des ressources financières nécessaires a reposé sur une approche très différente. Le calibrage financier global du programme a été établi en fonction : (i) des capacités d'absorption des ressources par la CEDEAO et ses partenaires régionaux impliqués dans la mise en œuvre de l'ECOWAP, compte tenu de leurs capacités institutionnelles, humaines et de gestion financière ; (ii) Les capacités de mobilisation des ressources internes (sur budget de la CEDEAO) et externes (partenaires financiers).

619. Cette approche a permis de calibrer le programme régional autour d'un volume financier de l'ordre de 900 millions de dollars pour les 5 prochaines années. Par conséquent, il a été convenu de hiérarchiser les actions proposées dans les composantes du PRIA et de focaliser le plan régional d'investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs de l'ECOWAP/PDDAA sur un ensemble de domaines et d'actions prioritaires au regard :

- Des principes directeurs de l'ECOWAP, en particulier en termes de responsabilités respectives des Etats et de la Communauté régionale ;
- De l'objectif d'une transformation massive et rapide du secteur agricole, en agissant sur les principaux leviers de cette transformation.

620. La nature des dépenses prévues dans le plan régional d'investissements conduit à distinguer :

- Des investissements matériels en particulier dans les infrastructures à vocation régionale,
- Des investissements immatériels destinés à améliorer l'environnement des acteurs du secteur agricole et leurs capacités à s'investir dans la transformation de l'agriculture,

- Des instruments incitatifs régionaux ciblés sur les agents économiques et financiers, destinés à orienter le développement agricole dans le sens souhaité par la Communauté régionale et à accompagner les réformes de politiques agricoles nationales,
- Des instruments de solidarité ciblés sur les plus pauvres.

## 5.2 La structure du budget

621. Le budget comprend deux grandes rubriques :

- Le pilotage et le suivi-évaluation du plan régional d'investissement,
- Les activités proprement dites du plan régional d'investissement.

622. La mise en place des organes de pilotage, suivi-évaluation de la politique requière des ressources humaines et financières spécifiques. Les dépenses correspondantes ne sont pas intégrées dans les activités du Plan régional mais relèvent d'une rubrique spécifique en raison de leur caractère transversal à l'ensemble des trois programmes mobilisateurs. Par conséquent la première rubrique comprend :

- Le budget de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA), en particulier : (i) le financement de la mise en place de l'ARAA ; (ii) le coût du personnel ; (iii) les coûts de fonctionnement,
- Le financement du dispositif de suivi-évaluation,
- Le renforcement des capacités institutionnelles non fongibles dans les activités : (i) le renforcement du personnel du DAERE ; (ii) le fonctionnement du Comité Inter départements pour l'Agriculture et l'alimentation et du Comité Consultatif pour l'Agriculture et l'Alimentation, et (iii) les appuis institutionnels aux institutions et acteurs régionaux en vue de renforcer leurs capacités de mise en œuvre.

## 5.3 Estimation des besoins de financement par résultats, activités et actions

623. Le tableau ci-après présente les besoins de financement, agrégés par objectifs spécifiques, résultats attendus et par activités.

624. L'annexe n°2 présente les coûts estimés par an et par actions. L'annexe n°3 récapitule la ventilation des besoins de financement selon les guichets du Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation.

**Tableau 9 – Estimation des coûts du plan régional : Vue d'ensemble**

O.S.	Résultats attendus (formulation abrégée)	Principales activités
O.S. n°1 (399)	1.1 : Systèmes de production et filières riz, maïs et manioc (247 )	Modernisation des exploitations et intensification durable de la production (222). Renforcement de l'irrigation (5). Structuration des filières (10). Transformation et valorisation des produits (10).
	1.2 : Systèmes d'élevage et filières filières bétail, viande et lait (92)	Promotion des filières (20). Renforcement de la mobilité transnationale et prévention des conflits (52). Structuration des filières (20).
	1.3 : Politique et stratégies de gestion durable des ressources halieutiques (60)	Mise en cohérence des stratégies de gestion du secteur de la pêche (10). Gestion durable des ressources halieutiques (50).
O.S. n°2 (282,8)	2.1 : Environnement commercial des filières agro-alimentaires (95,4)	Promotion du commerce intra-régional (59,8). Développement des infrastructures de commerce (29). Mise en place d'instruments aux frontières (6,6).
	2.2. : Mécanismes d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques. Gestion intégrée des ressources partagées (64,5)	Renforcement de la recherche agricole (33). Renforcement des capacités de gestion intégrée des ressources naturelles partagées (18). Mise en place de mécanismes assurantiels (13,5).
	2.3 : Système d'information et d'aide à la décision (AGRIS) (63,9)	Suivi de l'environnement écologique et macroéconomique (35). Suivi des systèmes productifs et de la situation alimentaire et nutritionnelle (23). Suivi des échanges régionaux (5,9).
	2.4: Renforcement des capacités (59)	Renforcement des capacités des institutions de recherche et de formation (28) et des capacités des organisations socioprofessionnelles (31).
O.S. n°3 (176,2)	3.1 : Cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité (12,3)	Définition d'une approche commune : analyse et instruments (12,3).
	3.2 : Dispositif de suivi de la vulnérabilité et de prévention des crises alimentaires (53,5)	Adaptation du dispositif de prévention et gestion des crises à l'évolution du contexte (17,5). Développement des capacités d'aide à la décision (33).
	3.3. Instruments régionaux de prévention / gestion des crises alimentaires et de réduction de la vulnérabilité (113,4)	Conception du plan de contingence régional (4,2). Renforcement des stocks nationaux et constitution du stock régional (57,1). Appui aux initiatives nationales innovantes de filets sociaux (50,1). Harmonisation des méthodes d'évaluation des filets sociaux (2).
<b>Pilotage, mécanisme de financement et dispositif de suivi-évaluation (40 millions USD)</b>		

## 5.4 Les sources de financement

625. Quatre principales sources de financement sont identifiées :

- Les ressources propres de la CEDEAO. Celle-ci s'est engagée à contribuer au moins à hauteur de 15 % à la constitution du fonds régional et le financement du programme (150 millions de \$ sur cinq ans). Elle n'exclut pas d'accroître les ressources consacrées à l'agriculture lors des discussions budgétaires des 4 dernières années du plan, en relation avec l'importance du secteur dans l'économie régionale, avec les retombées du secteur agricole sur les autres secteurs de l'économie régionale, et enfin en relation avec la capacité d'absorption du Département au sein de la Commission de la CEDEAO.
- Les contributions sur dons des Partenaires Techniques et Financiers avec trois options : (i) les contributions mutualisées dans le fonds régional ; (ii) les contributions hébergées au sein du fonds, non mutualisées, mais dont les modalités de gestion respectent les principes du Fonds régional et, (iii) les contributions mobilisées en dehors du canal du fonds régional, en raison des contraintes particulières des agences d'aide.
- Les contributions sur dons des fondations privées avec les trois mêmes options : (i) les contributions mutualisées dans le fonds régional ; (ii) les contributions hébergées au sein du fonds, non mutualisées, mais dont les modalités de gestion respectent les principes du Fonds régional et, (iii) les contributions mobilisées en dehors du canal du fonds régional ;
- Les contributions sous forme de fonds de garantie émanant soit des PTF, soit des fondations, soit des institutions financières.

626. Le secteur bancaire (banques commerciales et banques de développement) est aussi un contributeur important au financement des investissements régionaux. Cependant ses ressources ne sont pas canalisées à travers le fonds mais directement auprès des opérateurs investisseurs. Par ailleurs le secteur bancaire pourra être mobilisé pour gérer certaines enveloppes du fonds régional ou des opérations de subventions.

627. Enfin, les acteurs privés, y compris les producteurs et leurs organisations sont en réalité les principaux contributeurs aux activités du programme. Ces contributions indirectes, difficiles à évaluer ne sont cependant pas formellement intégrées dans le plan de financement.

## 6 Analyse économique et financière

628. L'analyse économique et financière du plan régional d'investissement n'a pas encore été conduite en raison de la brièveté des délais impartis à l'élaboration de ce plan. Seules quelques actions ont fait l'objet d'une première estimation économique et financière de leurs effets (voir encadré n°1).

629. L'analyse économique et financière du plan régional constituera un exercice au moins aussi complexe que celle des plans nationaux, en raison de la multiplicité des domaines et

des échelles d'intervention, de la diversité des modalités d'action et de la pluralité des bénéficiaires.

630. Il existe plusieurs types d'effets pour lesquels une analyse économique et financière du plan régional sera pertinente. Il s'agit notamment :

- Des effets « multiplicateurs » : par exemple, les subventions aux intrants permettront non seulement un accroissement de la production agricole, mais aussi une augmentation de la valeur ajoutée créée par les agents situés en aval de la production.
- Des effets de diminution de l'incertitude pesant sur l'activité des agents économiques, à travers soit une réduction de l'occurrence des risques, soit une meilleure couverture des effets de ceux-ci. Par exemple, plusieurs des actions prévues par le plan régional contribueront à atténuer l'instabilité des prix des intrants et des produits agricoles (cf. le premier résultat attendu de l'objectif spécifique n°2). D'autres actions aboutiront à une meilleure protection des producteurs vis-à-vis des conséquences des aléas climatiques (cf. l'action 2.2.3 de l'objectif spécifique n°2). Au total, la mise en œuvre du plan régional dans son ensemble permettra à tous les agents du secteur agricole d'exercer leur activité avec davantage de prévisibilité.

631. Le plan régional engendrera de nombreux autres effets pour lesquels une analyse économique et financière serait de portée limitée. Il s'agit en particulier des effets en termes :

- De viabilité des institutions (locales, nationales, régionales) en charge de la mise en œuvre des différentes actions ;
- D'atténuation des conflits dans l'accès aux ressources (ou dans l'usage de celles-ci) ;
- De minimisation des crises alimentaires ;
- De renforcement de l'intégration régionale.

632. Pour cette seconde catégorie d'effets, le dispositif de suivi-évaluation du plan s'attachera à concevoir et appliquer des outils spécifiques.

Encadré : Analyse économique et financière des actions 1.1.1.1 (« mise en place d'un mécanisme de cofinancement de subvention des engrais) et 1.1.1.3 (« renforcement du réseau de distribution des intrants »)

a. L'impact des subventions aux intrants dépendra de nombreux facteurs dont l'implication financière des Etats dans le programme, les taux de subvention retenus, la qualité du ciblage des bénéficiaires, les effets de l'engrais sur les rendements, l'utilisation des intrants par le producteur selon les différentes cultures, etc.

b. Les hypothèses suivantes ont été retenues pour l'analyse économique et financière :

- Le taux de subvention de l'engrais est de 30 % du prix du marché.
- 1.3 millions de tonnes d'engrais sont subventionnées durant les 5 ans du plan programme.
- Les subventions sont bien ciblées vers des agriculteurs qui n'utilisaient préalablement pas d'engrais.
- La répartition de l'engrais subventionné selon les cultures est : 40% sur le manioc, 35% sur le maïs et 25% sur le riz.

- La production supplémentaire par kg d'engrais utilisé est de 31 kg pour le manioc, 9 kg pour le maïs et 18 kg pour le riz.

c. Sur la base de ces hypothèses, les principaux effets du programme seront :

- Une augmentation de la production en 5 ans de 33 % pour le manioc, de 34 % pour le maïs et de 74 % pour le riz. Pour l'ensemble de ces trois produits, cela représente une augmentation globale de 38 % en 5 ans, soit une moyenne de 7 % par an. Un tel taux permettra d'atteindre l'objectif fixé par la déclaration d'Abuja.
- La création d'une valeur ajoutée supplémentaire de l'ordre de 1 milliard de \$ par an, dont 80 % en faveur des ménages ruraux, induisant ainsi une «croissance pro pauvre» créatrice d'emplois.
- Un taux de rentabilité interne (TRI) pour les Etats et pour la Communauté de l'ordre de 15%. L'obtention de ce taux suppose que les prélèvements le long des filières soient de 5 % (taxes de marché, impôts prélevés sur les revenus des transformateurs, transporteurs, commerçants,...) et que les consommations d'engrais se maintiennent après l'arrêt des subventions.

d. D'autre part, l'élargissement du marché des intrants et l'amélioration de la concurrence réduiront les marges et les coûts de distribution ce qui entraînera une diminution de 10 % du prix de détail des intrants et, en conséquence, une incitation à l'augmentation de leur utilisation.

e. La bonne rentabilité du programme s'explique principalement par la forte réponse des rendements à l'augmentation des intrants en situation de sous utilisation des engrais. La réponse aux engrais diminuera ensuite progressivement à mesure que la dose d'application approche de l'optimum (loi des rendements décroissants). Le risque majeur de ce volet du plan régional est que les bénéficiaires soient mal ciblés et qu'ils se limitent à un « effet d'aubaine », ne profitant pas de la subvention pour augmenter durablement leurs consommations d'intrants.

## 7 Mécanisme de mise en œuvre

633. Parallèlement à la conception du plan régional d'investissement, la Commission de la CEDEAO a conçu l'architecture institutionnelle permettant sa mise en œuvre. Des travaux complémentaires seront conduits dans les prochains mois pour finaliser le dispositif et le mettre en place.

### 7.1 Gouvernance et pilotage de l'ECOWAP/PDDAA

634. La gouvernance de l'ECOWAP/PDDAA est une question centrale et déterminante sur le plan des résultats à attendre du plan régional d'investissement. Elle est aussi très complexe pour les raisons suivantes :

- Le secteur agricole recouvre de nombreux sous secteurs inter-reliés. On ne peut complètement séparer les productions végétales de l'élevage, les questions agricoles des enjeux environnementaux, les questions foncières et les problèmes de modernisation des exploitations, etc. La prise en charge de ces interrelations et de cette complexité est un enjeu décisif ;
- Le secteur agricole est fortement inter-relié avec le reste de l'économie. La réduction de la pauvreté (sévérité, incidence) est un enjeu majeur dans le monde rural. La lutte contre la pauvreté conduit les pays à mettre en place des dispositifs interministériels de

gouvernance et de coordination qui concernent pour partie le secteur agricole. Au plan régional, la politique macroéconomique, le développement des infrastructures, la politique commerciale interne et extérieure, etc. ont de fortes incidences sur le secteur agricole. Ceci met en évidence l'importance de la coordination et des arbitrages réalisés entre les différents départements.

- Les politiques agricoles ainsi que les politiques de développement et d'investissement dans le secteur restent avant tout des prérogatives nationales. Mais, les interdépendances entre les agricultures nationales à l'échelle de la région d'une part, la volonté d'aller vers une plus forte intégration du secteur d'autre part, conduisent à articuler les politiques nationales à l'échelle de la région et à construire un cadre de convergence progressive des approches nationales. Depuis la négociation, puis l'adoption, de l'ECOWAP, cette question est au centre du débat régional. Les mécanismes de mise en cohérence et de gestion des complémentarités des stratégies nationales restent pour l'essentiel à bâtir. La conception simultanée des programmes nationaux d'investissements et du programme régional constitue une opportunité pour progresser dans ce sens, mais elle implique que la convergence soit envisagée comme un processus qui prendra nécessairement du temps.
- Le secteur agricole est animé par de très nombreux acteurs - organisés ou non - du producteur au consommateur. Les services nationaux d'appui au secteur sont fragiles et nécessitent d'être fortement renforcés pour répondre aux besoins des acteurs et d'une politique volontariste de promotion de l'agriculture. Il en va de même au niveau régional. La structuration des acteurs progresse mais reste insuffisante. Les institutions intergouvernementales de coopération technique ont parfois des mandats qui se chevauchent et interviennent sur des zones géographiques à géométrie variables. D'une façon générale leur capacité à mettre en œuvre les programmes est insuffisante (capacités humaines et institutionnelles) et constitue un frein évident à la mise en œuvre du plan régional d'investissement. La réalisation d'un diagnostic approfondi des capacités des institutions techniques constituera un outil permettant de définir une stratégie d'adaptation des institutions aux besoins de la Communauté et aux attentes du secteur.
- La capacité de la Commission de la CEDEAO est, elle aussi, questionnée. Les capacités humaines du Département en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en eau sont nettement insuffisantes pour déployer le plan d'investissement. Les modalités internes de co-instruction et de codécision sont insuffisamment établies. Les modalités de gestion financière sont faiblement adaptées aux exigences et aux besoins du plan régional d'investissement (diversité des instruments mobilisés, rapidité d'engagement des ressources, procédures de cofinancement, etc.). La sécurisation du mécanisme financier interne à la Commission a beaucoup progressé mais est jugée insuffisante pour permettre la mutualisation des ressources émanant des différents contributeurs au financement de l'ECOWAP/PDDAA.

635. Dans ce contexte, la Commission de la CEDEAO a conçu un dispositif institutionnel et un mécanisme de financement qu'elle a soumis aux Etats membres et à l'ensemble des partenaires régionaux et internationaux. La Conférence d'Abuja en novembre 2009 a permis de retenir un ensemble d'orientations<sup>19</sup>.

<sup>19</sup>

Cf. Pacte régional de partenariat et la note relative au dispositif institutionnel et au mécanisme financier (Conférence internationale sur le financement de l'ECOWAP- Novembre 2009).

636. Le dispositif institutionnel repose sur quatre principes : (i) une responsabilité politique clairement assumée par les instances statutaires de la CEDEAO et la Commission ; (ii) un pilotage de la politique associant les principaux acteurs du secteur (partenariat, concertation) ; (iii) le principe de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les éléments du plan d'investissement qui ne constituent pas les fonctions régaliennes de la CEDEAO ; (iv) des procédures de gestion financière, de contrôle et de suivi – évaluation prévisibles et sécurisées.
637. La mise en œuvre de ces principes conduit la Commission à instaurer les organes suivants :
- Le Comité Consultatif pour l'Agriculture et l'Alimentation. Ce sera l'espace de dialogue structuré avec les acteurs ;
  - Le Comité Inter-Départements pour l'Agriculture et l'Alimentation. Il permettra d'instruire et de co-décider les réformes de politiques impliquant plusieurs départements de la Commission. Le Plan d'investissement comprend de nombreuses actions qui requièrent une implication de la Commission au-delà du DAERE ;
  - L'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation sera mise en place sur décision des instances statutaires. Elle bénéficiera d'une autonomie administrative qui lui permettra de contractualiser avec les maîtres d'œuvre délégués sélectionnés sur la base de leurs compétence, par voie d'appel d'offres, d'appel à proposition ou en gré à gré, selon les cas. L'agence sera directement placée sous la responsabilité du Commissaire en charge de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en eau.
  - Le Fonds Régional pour l'Agriculture et l'Alimentation dont la gestion sera confiée à une institution financière régionale (cf. infra).
638. La création de ces organes nécessite (i) une instruction détaillée ; (ii) la validation des modalités par les Etats membres et les acteurs ; et (iii) la décision formelle des instances statutaires de la CEDEAO. Ces aspects seront traités au cours du deuxième semestre de 2010.
639. Outre la mise en place de ces organes, le déploiement du plan d'investissement régional requière un renforcement des capacités humaines de la Direction de l'Agriculture, à court terme. Elle nécessite aussi de concevoir de nouveaux outils de travail spécifiques (tableaux de bord agrégés, évaluations croisées, etc.) favorisant une collaboration plus efficace entre les différents départements.
640. La mise en place des organes de pilotage, suivi-évaluation de la politique requière des ressources humaines et financières spécifiques. Les dépenses correspondantes ne sont pas intégrées dans les activités du Plan régional mais relèvent d'une rubrique spécifique en raison de leur caractère transversal à l'ensemble des trois programmes mobilisateurs.

## **7.2 Mécanisme de financement du plan régional d'investissement**

641. La conception du mécanisme de financement du programme agricole régional vise à doter la CEDEAO des outils financiers répondant aux différentes exigences et besoins spécifiques des différents types d'activités inscrites dans le programme.
642. Lors de l'adoption de l'ECOWAP, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé la création d'un fonds régional dédié au financement de la politique agricole (ECOWADF). Lors



de la Conférence internationale sur le financement de la politique agricole, tenue à Abuja en novembre 2009, la création du Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation a été réaffirmée et inscrite dans le pacte régional de partenariat signé par les différentes parties prenantes.

643. Le dispositif de financement vise, à terme, la canalisation dans le fonds régional de la plupart des sources de financement des actions régionales concernant le secteur agricole en vue d'une utilisation rationnelle des ressources internes et externes, pour garantir l'atteinte des objectifs de l'ECOWAP/PDDAA. La mutualisation des ressources permet à la CEDEAO d'exercer un rôle de leadership dans l'établissement des priorités de financement des différentes dimensions de l'ECOWAP/PDDAA, conformément aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.
644. Le fonds régional constitue un outil dont la qualité de la gouvernance et la rigueur de gestion doivent effectivement permettre cette mutualisation des ressources et leur allocation sur la base des priorités régionales.
645. C'est dans cette perspective que les partenaires techniques et financiers se sont engagés dans le pacte régional à « mettre en place un mécanisme de coordination et de gestion de l'aide, dans le cadre du dispositif institutionnel et financier de l'ECOWAP/PDDAA ».

#### **7.2.1 Une approche progressive vers la mutualisation des ressources**

646. La mutualisation des ressources au sein d'un fonds régional unique et sécurisé constitue l'objectif ultime. Pour autant, il est clair que tous les contributeurs au financement du plan régional ne sont pas aujourd'hui en mesure de canaliser leurs ressources vers ce fonds commun (basket fund), en raison de leurs propres procédures.
647. L'étude de faisabilité du fonds régional prend en charge cet aspect pour proposer une inscription des partenaires financiers différenciée selon leurs possibilités et leurs exigences.
648. Il convient par conséquent de distinguer trois dimensions :
- La programmation des ressources : le plan régional ouvre la voie à une réelle coordination de la programmation des ressources entre toutes les parties prenantes au financement. C'est par conséquent à ce stade que s'opère l'adéquation entre les priorités d'action établies par la région et l'orientation des ressources.
  - La canalisation et la gestion des ressources : elles vont de fait et dans un premier temps combiner plusieurs modalités (cf. infra) ; l'objectif étant que la diversité des modalités de financement n'affecte pas ou le moins possible la logique de programmation et de mise en œuvre des activités et actions. Par conséquent, les bailleurs ou pool de bailleurs intéressés à contribuer au financement du plan, sans passer par le canal du fonds régional sont invités à exprimer leurs intentions en prenant en compte des ensembles complets et cohérents d'activités et d'actions.
  - Le suivi de l'engagement et le contrôle de l'utilisation des ressources : à nouveau, si l'existence de plusieurs canaux de financements ne permet pas un suivi et des procédures de contrôle uniques, il n'en est pas moins indispensable de s'accorder sur des procédures qui permettent la consolidation et un suivi d'ensemble des ressources engagées.

649. Les procédures du fonds régional ECOWADF en cours d'élaboration visent précisément deux objectifs :

- Permettre un engagement rapide des ressources ;
- Offrir les garanties maximales en matière de transparence et de bonne gestion des ressources financières.

650. Les partenaires financiers sont par conséquent invités à travailler aux côtés de la CEDEAO pour s'assurer que les procédures retenues au niveau de la région sont conformes aux exigences des bailleurs et ne peuvent constituer un frein à la mutualisation des ressources.

## **7.2.2 Les instruments de financement**

651. Les instruments financiers requis pour mettre en œuvre les activités et actions retenues, relèvent de différentes catégories. Les instruments sont catégorisés, d'une part, selon leur finalité, et d'autre part, selon leur nature.

### **7.2.2.1 Catégorisation selon la finalité des instruments**

652. Quatre grandes catégories de guichets sont identifiées en fonction de leur finalité :

- Le guichet d'appui à l'intégration agricole régionale
- Le guichet de sécurité alimentaire
- Le guichet d'appui à l'innovation et au renforcement des capacités
- Le guichet d'appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional

653. Le plan régional d'investissement oriente chaque action vers un de ces quatre guichets du Fonds régional ECOWADF. Les domaines couverts par chacun des guichets sont détaillés ci-dessous.

654. Guichet « Appui à l'intégration agricole régionale » :

- Intensification agricole :
  - Fonds de garantie pour la couverture partielle du risque lié au crédit d'approvisionnement en intrants et équipements.
  - Enveloppe de subvention en cofinancement des programmes nationaux de subvention des intrants et des petits équipements.
  - Enveloppe Bonification des intérêts des prêts aux distributeurs d'intrants et aux distributeurs d'équipements.
- Transformation et commercialisation des produits agricoles
  - Enveloppe aux investissements : infrastructures de stockage, marchés transfrontaliers, etc.
  - Fonds de garantie pour la couverture partielle du risque lié au crédit de commercialisation des produits stratégiques et au crédit d'équipement des unités de transformation

- Enveloppe Bonification des intérêts pour :
  - Les crédits de commercialisation : Collecte primaire des OP ; opérations commerciales à caractère régional ;
  - Les crédits d'équipement ou d'investissement des unités de transformation
- Enveloppe compensation des coûts d'ajustement induits par l'application des nouvelles dispositions commerciales pour les produits agricoles
- Gestion des ressources partagées
  - Dotation aux investissements : aménagements des espaces transfrontaliers, etc.
- 655. Guichet « sécurité alimentaire »
  - Enveloppe de cofinancement des programmes nationaux de filets sociaux
  - Constitution et entretien du stock régional de sécurité
- 656. Guichet « Appui à l'innovation et au renforcement des capacités »
  - Enveloppe « appui à la recherche, diffusion des bonnes pratiques, échanges d'expériences, capitalisation, mise en réseau sur des thématiques d'intérêt régional »,
  - Enveloppe « renforcement des capacités des différentes catégories d'acteurs »
- 657. Guichet « Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional »
  - Réglementation / législation, normalisation, certification et contrôle qualité communautaires ;
  - Dispositifs d'information et d'aide à la décision ;
  - Coordination et harmonisation régionale des politiques nationales ;
  - Négociations internationales ;
  - Appuis aux institutions techniques de coopération régionales ;
  - Etudes et évaluations.

#### **7.2.2.2 Catégorisation selon la nature des instruments**

- 658. La subvention : cet outil est mobilisé pour :
  - Financer les programmes d'investissements immatériels : études, recherche, concertations régionales, dispositifs d'information, etc. ;
  - Financer ou cofinancer des investissements matériels : infrastructures de stockage, infrastructures à vocations régionales (marchés...) ;
  - Cofinancer des politiques ou programmes nationaux de subventions aux intrants, équipements de production et de transformation ;
  - Promouvoir les innovations et financer les programmes de renforcement des capacités.

659. La bonification des taux d'intérêts : cet outil est utilisé pour réduire le coût du crédit dans différents domaines, notamment l'approvisionnement en intrants et en équipements pour la production et la transformation, ainsi que la commercialisation.

- La garantie des prêts : cet outil est destiné à assumer une part du risque encouru par les établissements bancaires pour faciliter leur investissement dans le financement de l'agriculture.
- Les prêts : cet outil ne figure pas en tant que tel dans l'architecture du dispositif de financement. Les prêts sont mobilisés par les banques commerciales et/ou les banques de développement. Le fonds régional n'intervient que pour fournir des cautions ou des bonifications d'intérêts.

660. Le plan détaille pour chaque activité et chaque action, l'instrument financier mobilisé. Un certain nombre de principes régissent la mobilisation de ces instruments financiers.

### 7.2.2.3 Les principes de mobilisation des instruments de financement

661. L'intervention financière du niveau régional repose sur les principes suivants :

- Les actions qui relèvent des domaines de compétence exclusive du niveau régional : elles sont financées sur dons à hauteur de 100% ;
- Les actions qui relèvent du champ économique dans les Etats membres, telles que les subventions à l'intensification, le soutien aux investissements privés, relèvent de la coresponsabilité Etats membres – Communauté économique. A ce titre :
  - Les instruments régionaux interviennent pour exercer un **effet levier** : inciter les Etats membres, orienter l'action publique en fonction des objectifs de l'ECOWAP;
  - Les instruments régionaux viennent appuyer et renforcer les instruments nationaux : le niveau régional ne peut intervenir qu'en cofinancement des programmes nationaux ;
  - Les investissements productifs sont financés sur prêts. La disponibilité des lignes de crédit relève de la responsabilité du secteur bancaire (banques nationales, banques régionales, banques d'investissement). Les partenaires internationaux qui disposent de tels instruments (fonds de roulement) peuvent les mobiliser directement auprès de ces établissements financiers. Le conventionnement entre la CEDEAO, le gestionnaire du Fonds régional ECOWADF et l'établissement bancaire est une condition préalable à l'intervention du fonds régional pour la bonification des intérêts ou la couverture du risque crédit.
  - La couverture des risques financiers est systématiquement partagée entre l'institution financière, l'Etat et la Communauté régionale. Il s'agit d'un principe de **responsabilité partagée** conduisant chaque intervenant à privilégier une bonne gestion du crédit. Les modalités de ce partage doivent être affinées. Le budget actuel est établi sur les bases provisoires suivantes :
    - Le fonds de garantie est mobilisé à hauteur de 20 % pour couvrir les risques avérés ;

- Ces 20 % sont répartis sur la base suivante : 10 % pour la banque, 5 % pour l'Etat et 5 % pour la région.
- Le partage des coûts de la subvention, de la bonification, et de la garantie entre l'Etat et la Communauté régionale pourra être modulé pour tenir compte du niveau de développement du pays et de la capacité du budget de l'Etat (solidarité régionale).
- La mise en compétition. Afin de favoriser l'innovation, l'association de différentes catégories de partenaires autour d'une même opération, certains guichets seront mobilisés sur la base d'appel à proposition ou d'appel d'offres. C'est le cas pour une partie des ressources allouées au guichet « appuis à l'innovation et au renforcement de capacités ».

**Tableau 10 – Récapitulatif des besoins de financement, des guichets et des sources**

Nature des besoins	Guichets	Sources
Missions régaliennes de la Commission de la CEDEAO * réglementation, législation, normalisation, * information * harmonisation des politiques * négociations internationales	Budget Commission + Guichet Ecowadf dédié à l'appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire	Direction des Finances de la Commission ; Fonds ECOWADF
Prêts * investissements productifs * lignes de crédit pour la commercialisation	Secteur bancaire privé, intergouvernemental ou à capitaux mixtes	Banques régionales et internationales de développement Banques commerciales
Subventions * intrants * petits équipements  * filets sociaux * investissements immatériels	Fonds ECOWADF Appui à l'intensification agricole Sécurité alimentaire Innovations et renforcement des capacités Appuis au cadre politique, institutionnel et réglementaire	Banque hébergeant le fonds ECOWADF + autres bailleurs de fonds agissant en bilatéral + fondations
Dotation aux investissements * réseaux distributeurs  * infrastructures commerciales et stockage * infrastructures communes	Fonds ECOWADF Appui à l'intensification agricole  Sécurité alimentaire  Transformation et Commercialisation des produits agricoles Gestion des ressources partagées	Banque hébergeant le fonds ECOWADF + autres bailleurs de fonds agissant en bilatéral
Bonification des prêts * intrants * équipements	Fonds ECOWADF Appui à l'intensification agricole Transformation et Commercialisation des produits agricoles	Banque hébergeant le fonds ECOWADF
Fonds de garantie * crédit intrants et équipements * crédit commercialisation	Fonds ECOWADF Appui à l'intensification agricole Commercialisation des produits agricoles	Banque hébergeant le fonds ECOWADF + autres institutions financières

## 8 Synergies entre les programmes

662. La conception du Plan Régional d'Investissement repose sur les principes de l'ECOWAP. Parmi ces principes, trois sont essentiels pour guider la sélection des interventions régionales : le principe de subsidiarité, le principe de complémentarité, et enfin, le principe de coresponsabilité.
663. Dans ce contexte, les programmes mobilisateurs ont été calibrés en se fondant sur trois catégories d'interventions : (i) la gestion des interdépendances entre les pays ; (ii) la coopération autour de problèmes communs permettant de réaliser des économies d'échelle ; et (iii) la gestion des relations de la région avec l'extérieur.
664. Par ailleurs, la définition des programmes mobilisateurs et du Plan Régional a fait l'objet de nombreuses étapes de consultation et de concertation avec les Etats membres et les acteurs régionaux, précisément dans le but de positionner les interventions du niveau régional en fonction des attentes ainsi que des besoins des pays et des acteurs du secteur.
665. Les synergies sont abordées à trois niveaux : (i) entre les plans nationaux et le plan régional ; (ii) entre les trois programmes mobilisateurs au sein du plan régional ; et (iii) entre les politiques sectorielles de la Communauté.

### 8.1 Les synergies entre les plans nationaux et le plan régional

666. Le plan régional ne vient pas se substituer aux interventions prévues dans les plans nationaux, mais fédèrent ces derniers dans une vision régionale commune en raison des interdépendances entre les agricultures nationales et du caractère transnational des bassins de production et d'échanges. Il traite des dimensions régionales de ces plans.
667. C'est notamment le cas de tous les domaines de compétence exclusive de la Communauté : politique commerciale extérieure (TEC) et libéralisation du marché intérieur (marchés des intrants et des produits agricoles), normalisation des produits, réglementation phytosanitaire et vétérinaire, etc.
668. C'est aussi le cas des domaines de compétence partagée entre les Etats membres et le niveau régional : harmonisation de la fiscalité, règles de gestion des ressources partagées, structuration et organisation des chaînes de valeur, etc.
669. Enfin, dans de très nombreux domaines, le plan régional intervient pour faciliter les coopérations techniques entre les Etats membres et réduire ainsi les coûts en mutualisant des ressources. C'est notamment le cas de la recherche, de la diffusion de bonnes pratiques, des échanges d'expériences, etc. Il convient de noter que pour assurer la complémentarité et la convergence des interventions entre le régional et le national, le plan régional retient une innovation importante : le cofinancement des programmes nationaux de subventions aux intrants et aux équipements par exemple.

## **8.2 Les synergies entre les trois programmes mobilisateurs au sein du plan régional.**

670. L'exercice de sélection des priorités des programmes mobilisateurs s'est fondé sur la cohérence de la démarche au regard (i) des axes d'intervention de l'ECOWAP/PDDAA, et (ii) des axes de « l'Offensive pour la production alimentaire et contre la faim » conçue en réponse à la crise induite en 2007/08 par la hausse des prix mondiaux.
671. Le premier programme mobilisateur se concentre sur les enjeux liés à la croissance de la production pour les produits stratégiques au regard de l'évolution de la demande alimentaire, du poids de ces produits dans le déficit de la balance commerciale régionale et des potentialités de développement.
672. Le deuxième programme mobilisateur s'inscrit en continuité des enjeux de production et s'intéresse à l'environnement des producteurs et des autres agents économiques. Il traite essentiellement des questions liées au fonctionnement des marchés ainsi qu'à leur régulation, et à la gestion des ressources communes, dans un contexte de changement climatique. Il traite aussi des enjeux, majeurs, liés à l'information agricole au sens large.
673. Enfin, le troisième programme mobilisateur traite de l'accessibilité à l'alimentation. Dans le contexte régional, la sécurité alimentaire des populations reste très précaire en raison de la pauvreté endémique. La croissance de l'offre n'est pas suffisante pour s'assurer de l'accès à l'alimentation pour tous. C'est la raison pour laquelle ce programme vient renforcer les stratégies nationales de gestion des crises alimentaires, via le stock de sécurité régional et le cofinancement de programmes de filets de sécurité pour les populations vulnérables.

## **8.3 Les synergies entre les politiques sectorielles de la Communauté.**

674. Il s'agit d'un point crucial dans la mesure où le Département de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en eau n'intègre pas dans ses prérogatives certaines politiques fondamentales pour le secteur agricole : la politique de commerce extérieur et intérieur, le développement des infrastructures, la convergence des politiques macroéconomiques, par exemple. Aussi, ces éléments de politique, tout en étant intégrés dans le Plan Régional d'Investissement dans la mesure où ce dernier est porté par l'ensemble de la Communauté, nécessitent un mécanisme institutionnel spécifique permettant à la Commission de la CEDEAO de traiter les enjeux agricoles dans les autres politiques sectorielles. Le Comité Inter- Départements pour l'Agriculture et l'Alimentation est précisément destiné à instruire ces questions et réaliser les arbitrages nécessaires.

## 9 Implications pour les politiques publiques régionales

675. La définition et la mise en œuvre du plan régional d'investissement agricole, instrument privilégié d'opérationnalisation de la politique agricole ECOWAP/PDDAA s'inscrit dans un contexte plus large de renforcement de l'intégration régionale des économies et des échanges, et de gestion concertée des crises alimentaires cycliques qui secouent la région.
676. L'opérationnalisation des options, des orientations et des objectifs retenus lors de l'adoption de la politique agricole, et que prennent en compte les différentes composantes du Plan régional d'Investissement, nécessite des réformes de politiques publiques approfondies pour accélérer la transformation du secteur agricole et assurer la sécurité alimentaire.
677. La mise en œuvre d'instruments régionaux de politique publique devrait permettre d'anticiper les mutations du secteur agricole conformément aux orientations et objectifs initiaux de la politique agricole ECOWAP/PDDAA. Ils se réfèrent à des dispositifs et mécanismes institutionnels spécifiques, mais surtout aux champs de la réglementation et de la normalisation, à des incitations ou dés-incitation, à la régulation, et à des mécanismes spécifiques de gestion des crises ;
678. La politique agricole régionale comprend des dimensions qui échappent aux prérogatives habituelles des administrations de l'agriculture, tant au niveau national que régional. C'est le cas des deuxième et troisième axes d'intervention qui portent explicitement sur l'intégration du marché régional des produits agricoles, sur la politique de commerce extérieur et sur les négociations internationales.
679. La Commission de la CEDEAO s'est engagée dans la mise en place d'un cadre institutionnel adapté, et surtout dans la définition des instruments de politiques publiques régionales visant principalement à :
- Favoriser l'accès aux intrants et aux équipements en vue d' accélérer l'intensification de la production agricole,
  - Stabiliser les prix des produits agricoles en vue de garantir des revenus rémunérateurs aux producteurs agricoles et un accès à prix modérés aux produits alimentaires pour les consommateurs,
  - Permettre l'accès des plus faibles à un minimum alimentaire vital en mettant en œuvre des mécanismes de transfert (filets de sécurité).

### 9.1 Dans le domaine de l'intensification

680. Dans ce domaine, deux types de mesures sont envisagées :
- Des mesures qui relèvent de la compétence exclusive de la CEDEAO. Ces mesures portent principalement sur la politique fiscale et douanière (droits de douanes, TVA, et mesures de sauvegarde). Elles visent une taxation minimale des intrants et du matériel agricole, et de transformation des produits pour promouvoir leur utilisation et améliorer



la compétitivité de l'agriculture. Elles portent aussi sur la réglementation et la législation sur les intrants, la gestion des ressources partagées etc.

- Des mesures partagées entre le régional et le national. Un ensemble de mesures incitatives sont ciblées sur l'intensification, via l'accès aux intrants et aux équipements. Elles prennent la forme de (i) mécanismes de cofinancement des programmes nationaux de subvention des intrants et des équipements par la région, (ii) de mesures de promotion des réseaux de distribution d'intrants et d'équipements, (iii) de mesures de facilitation de l'accès au financement via la bonification des crédits, les fonds de garantie pour réduire les risques induits par les défaillances de remboursement, ciblés notamment sur les organisations de producteurs. . L'ensemble de ces mesures impliquent une forte coordination entre le niveau régional et le national, le public et le secteur privé et les Organisations Professionnelles agricoles.

## 9.2 Les mesures portant sur la régulation des marchés agricoles

681. Ces mesures visent à opérationnaliser les deuxième et troisième axes de la politique agricole régionale. Ces mesures qui doivent contribuer à la promotion du marché régional et à la conquête des marchés extérieurs, portent sur, i) l'adaptation de la fiscalité de porte, ii) l'amélioration du fonctionnement des marchés et la structuration des chaînes de valeur :

- L'adaptation de la fiscalité de porte (droits de douanes, mesures de sauvegarde et TVA) vise (i) à mettre en place un Tarif Extérieur qui sécurise les investissements dans le secteur agricole, (ii) à promouvoir la préférence communautaire et (iii) à exploiter au mieux les énormes potentialités agricoles de l'espace communautaire.
- L'amélioration du fonctionnement du marché intérieur en développant les infrastructures commerciales et en prenant des mesures qui lèvent les nombreux obstacles techniques qui limitent la fluidité des échanges régionaux.

682. L'adoption d'un cadre juridique et réglementaire des activités, de normalisation, d'accréditation, de certification et de promotion de la qualité dans les différents pays de la CEDEAO. Il s'agit de se doter d'un droit des affaires qui sécurise tous les acteurs, et de définir des normes sanitaires et phytosanitaires compatibles avec l'objectif de conquête du marché régional et international.

683. D'autres instruments de régulation comme la constitution de stocks d'intervention, sont envisagés mais doivent être instruits et validés par les Etats membres. . Ils seraient constitués via des formes de contractualisation avec des stockeurs régionaux agréés. Les stocks seraient disséminés sur le territoire communautaire dans les zones excédentaires proches des zones déficitaires pour limiter les coûts de transport. Ils seraient constitués par voie d'appel d'offre.

684. Les politiques et les mesures en faveur des populations vulnérables, portent principalement sur la mise en place d'un stock régional de sécurité alimentaire en appui aux stocks nationaux et le cofinancement des programmes nationaux de filets de sécurité alimentaire. Deux mesures concrètes sont retenues :

- La constitution dans un premier temps (premier plan régional d'Investissement) d'un stock régional de sécurité de 50 000 tonnes de céréales. La gestion de ce stock, propriété de la Communauté et constitué par voie d'appel d'offres, sera contractualisée avec les sociétés et offices nationaux de gestion des stocks nationaux de sécurité.

- Le cofinancement des initiatives des Etats membres en matière de programmes de filets sociaux ciblés sur les populations urbaines et rurales les plus vulnérables.

### **9.3 La mise en œuvre d'un système d'information et d'aide à la décision performant.**

685. Les systèmes d'information fonctionnels sont nombreux dans la région, mais restent fragiles. Dans ce domaine, les mesures régionales doivent porter sur :

- Le développement de méthodes et outils standards pour la collecte de données qualitatives, à partir de l'appui à la réalisation d'opération statistiques types,
- L'appui aux activités de formation pour la collecte et l'analyse des données.
- Le réseautage des dispositifs nationaux et régionaux d'information et leur connexion aux réseaux internationaux.

Cet enjeu est pris en charge par le système régional d'information, AGRIS.

## **10 Mesures de sauvegarde et d'accompagnement**

686. Le Plan Régional d'Investissement est, de par sa nature même, centré sur le secteur agricole. Cependant, l'atteinte des objectifs poursuivis et l'obtention des résultats attendus dépendront, entre autres, de la mise en œuvre efficace de politiques publiques qui ne sont pas spécifiques au secteur agricole.

687. Le premier domaine de politiques publiques dont l'effectivité conditionne la réussite du plan régional d'investissement agricole est celui du commerce extérieur. L'application complète du tarif extérieur commun (TEC) implique notamment de conduire rapidement à son terme le processus de recatégorisation des produits au sein du barème douanier, suite à l'instauration d'une cinquième bande au taux de 35%. En complément des droits de douanes, la dynamisation des filières agricoles de la région nécessite de mettre en œuvre des instruments tarifaires permettant de réagir aux fluctuations de conjoncture sur les marchés internationaux.

688. Le second domaine concerne l'harmonisation régionale des politiques fiscales nationales. La construction d'un véritable marché régional des produits agricoles et alimentaires nécessite de réduire au maximum les disparités de fiscalité nationales en matière de taxation ou encouragement des investissements, d'imposition des bénéfices industriels et commerciaux, de taxation spécifique à telle ou telle activité, etc.

689. Le troisième domaine correspond à l'harmonisation du droit des affaires. L'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) conduit depuis plusieurs années un travail important en la matière dans les pays francophones. Cependant, aujourd'hui, cette dynamique doit être élargie à l'ensemble des pays membres de la CEDEAO. C'est une condition importante du développement d'entreprises de transformation, de stockage et de distribution de produits alimentaires qui soient en mesure de faire face à la progression de la demande des consommateurs de la région.

690. Le dispositif institutionnel de pilotage de l'ECOWAP / PDDAA, en particulier le Comité Consultatif pour l'Agriculture et l'Alimentation et le Comité Inter-Départements pour l'Agriculture et l'Alimentation, sera un élément favorable à une réelle articulation entre le Plan Régional d'Investissement agricole et les autres politiques publiques régionales conditionnant la réussite de celui-ci. Le Comité Consultatif permettra d'attirer l'attention des décideurs publics sur des blocages, effectifs ou potentiels, de la réalisation du plan régional du fait de mesures de politique, relevant d'autres domaines, inadaptées ou non appliquées. Le Comité inter-départements sera l'instance appropriée pour lever ces éventuels blocages en ce qui concerne les mesures relevant des prérogatives de la CEDEAO.

## 11 Evaluation institutionnelle

691. L'opérationnalisation de l'ECOWAP, à travers la mise en œuvre du plan Régional d'Investissement Agricole, intervient dans un contexte institutionnel ouest africain caractérisé par la diversité et la multiplicité des institutions qui interviennent dans les domaines politiques, économiques, commerciaux, sociaux, environnementaux, etc.
692. Au-delà des trois institutions en charge de la gestion du processus d'intégration régionale (CEDEAO, UEMOA et Mano River Union) avec des configurations géographiques différentes, la région compte un grand nombre d'institutions de coopération technique et de réseaux d'acteurs organisés.
693. Les institutions de coopération technique sont de loin les plus nombreuses. Sous cette dénomination, se rangent une large diversité d'institutions sur le plan (i) de leur statut, (ii) de leurs domaines de compétence, (iii) de leurs aire d'intervention. On distingue :
- Les institutions intergouvernementales ouest africaines ou africaines à vocation technique, et les organes spécialisés de ces institutions (CILSS, CMA/AOC, CORAF, etc.), les institutions spécialisées de la CEDEAO : le CCRE, l'OOAS; le Centre africain du Riz, les autorités de gestion des bassins fluviaux (ABN, OMVS, etc.), etc.;
  - Les institutions internationales à vocation technique ayant leur siège ou une représentation dans la région : IFDC, IITA et ICRISAT, IMWI (International Water Management Institute), etc. ;
694. A ce paysage, s'ajoutent les institutions financières : la BOAD, la BIDC, le FAGACE, etc.
695. Hors des institutions, de multiples projets ou programmes couvrent diverses problématiques et interviennent sur plusieurs pays. Le plan régional d'investissement recense une partie de ces initiatives dans l'état des lieux de l'existant réalisé au niveau de chacun des objectifs spécifiques.
696. Les réformes de politiques publiques opérées au cours des vingt dernières années ont favorisé l'émergence et la montée en puissance de réseaux d'organisations qui se positionnent comme de véritables partenaires au développement dans le secteur agricole. Ces réseaux jouent un rôle croissant et déterminant dans l'orientation des politiques sectorielles et garantissent une forte implication des acteurs de la société civile et du

---

<sup>20</sup> Voir, ci-dessus, le chapitre 8 « Synergies entre les programmes »

secteur privé dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et programmes de développement de la région.

697. Parmi ces réseaux d'acteurs organisés, le ROPPA constitue l'organisation la plus structurée. Son réseau repose sur les coordinations nationales des organisations paysannes (CNOP) dans 13 pays. Le RECAO, est quant à lui un cadre de concertation des chambres d'agriculture structurées dans 7 pays de la région. S'ajoutent à cela des réseaux thématiques regroupant les OP par produit ou filières, tels que les pasteurs, les producteurs de riz, etc.
698. D'autres réseaux existent notamment au niveau des entreprises du secteur agroalimentaires (Réseau Interface, etc.). La société civile est structurée au sein de la Plateforme des organisations de la société civile.
699. La formulation de la politique agricole et des documents de base du plan régional d'investissement s'est appuyée sur une forte contribution de ces acteurs : institutions publiques et réseaux d'acteurs. Leur implication dans le dispositif institutionnel de mise en œuvre du plan régional d'investissements, constitue un gage d'efficacité.
700. Cependant, cet atout ne doit pas masquer les problèmes structurels qui affectent le cadre institutionnel ouest africain et peuvent perturber l'atteinte des résultats attendus du Plan régional d'investissement agricole : recouvrement des mandats, des espaces géographiques couverts, etc. qui induisent une dispersion des énergies, des ressources humaines et financières, se pose le problème plus fondamental de l'affirmation de l'autorité de la CEDEAO sur des institutions dont elle n'a pas, seule, le contrôle.
701. Cette question est importante au regard du schéma institutionnel de pilotage de la politique agricole que la CEDEAO met en place : renforcement de la DAERE, et surtout création d'une Agence régionale pour l'Agriculture et l'alimentation. Cette dernière devra contractualiser avec les institutions techniques de la région pour la mise en œuvre des différentes composantes du Plan régional d'investissement agricole.
702. De même, la mise en œuvre du plan régional d'investissement s'accompagne de l'expérimentation d'un certain nombre de mesures de politiques publiques en soutien au développement du secteur agricole : instruments d'intensification, mesures de régulation des marchés, mécanismes de facilitation de l'accès des populations vulnérables à l'alimentation. La plupart des institutions régionales sont peu préparées à la gouvernance de ces politiques et mesures complexes.
703. Ces préoccupations exigent deux actions fortes pour permettre aux institutions techniques et autres réseaux des organisations professionnelles agricoles, du secteur privé et de la société civile de mieux jouer leur rôle dans ce système de partenariat :
- Une transformation des institutions techniques thématiques pour faire correspondre leur structuration, leur mission avec les grands défis et enjeux de la politique agricole, environnementale et de l'eau de la région. Cela suggère une profonde relecture des objectifs et des axes d'intervention de chacune des institutions. En terme clair, il conviendra de procéder à une rationalisation du paysage institutionnel de la région ;
  - Le renforcement des capacités du personnel des institutions techniques régionales, pour faire correspondre les compétences actuelles aux besoins indispensables à une transformation massive de l'agriculture.

## 12 Le suivi-évaluation

704. Le suivi évaluation constitue une dimension importante de la politique agricole régionale. Il est conçu pour jouer quatre fonctions essentielles : (i) une fonction de redevabilité par laquelle la Commission rend compte aux différents acteurs des résultats obtenus par les différentes actions conduites dans le cadre de la politique agricole régionale, (ii) une fonction de gestion en vue de l'amélioration de l'affectation des ressources humaines, financières et matérielles, (iii) une fonction d'aide à la décision permettant de statuer sur la poursuite, l'arrêt ou la réorientation de tel ou tel volet de la politique agricole, (iv) une fonction d'apprentissage, de mobilisation et d'approfondissement du partenariat multi-acteurs, qui permet aux acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'ECOWAP d'appréhender les résultats des actions qu'ils mènent et d'améliorer leur contribution aux objectifs poursuivis.
705. La Commission de la CEDEAO a soumis aux Etats et aux acteurs régionaux une première note de cadrage sur le mécanisme de suivi-évaluation. Sa conception nécessite une instruction détaillée car le mécanisme doit répondre simultanément (i) aux besoins inhérents au pilotage de la politique, (ii) aux besoins du suivi de la mise en œuvre, et (iii) aux besoins d'évaluation des impacts. Le système reposera en grande partie sur l'exploitation des données fournies par le système régional d'information agricole (AGRIS).
706. Le dispositif que la Commission envisage de mettre en œuvre doit en effet permettre de, (i) renforcer ses propres compétences de pilotage de la politique, de (ii) relever périodiquement des indicateurs (intrants, produits, effets, impacts), analyser leur évolution temporelle, les écarts par rapport aux prévisions initiales, les disparités géographiques, sociales, institutionnelles, et enfin, (iii) de jouer le rôle de veille stratégique pour les instances régionales et nationales dûment mandatées (évaluation périodique).
707. Les signataires du pacte régional ont convenu que le mécanisme de suivi-évaluation sera un outil conjoint, permettant à chacune des parties prenantes de suivre la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA dans sa globalité et de disposer d'un outil d'évaluation de leur contribution spécifique. Enfin le mécanisme doit être correctement articulé avec les dispositifs nationaux et avec le dispositif de suivi-évaluation en cours de construction à l'échelle continentale.
708. La démarche de construction du dispositif comporte trois étapes ou phases importantes :
- La définition du champ du suivi-évaluation qui correspond globalement au Plan Régional d'Investissement Agricole pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs de l'ECOWAP, à la dimension régionale des Plans Nationaux d'Investissement Agricoles et aux besoins inhérents au fonctionnement des institutions de mise en œuvre (DAERE, Comité inter-départements pour l'Agriculture et l'Alimentation, Comité Consultatif pour l'Agriculture et l'Alimentation, Agence pour l'Agriculture et l'Alimentation, Institutions techniques de coopération régionales, Organisations Professionnelles Agricoles, Société civile, etc.) ;
  - La construction des cadres logiques du Plan Régional d'Investissement pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs, et des actions à dimension régionale des plans nationaux ;

- La mise au point de la chaîne de collecte, de traitement et d'analyse des données relatives au suivi-évaluation.

709. Le dispositif global identifie trois structures techniques :

- Le ReSAKSS, dispositif continental avec des ramifications au niveau régional et national, jouera les rôles de, (i) facilitation de la revue et l'échange des connaissances dans la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA et, (ii) suivi opérationnel des performances du secteur agricole régional, notamment les effets de l'ECOWAP/PDDAA sur le développement économique en général ;
- Le système d'information AGRIS, réseau fédérateur des systèmes et dispositifs d'information nationaux et régionaux, sera chargé de produire des données fiables sur lesquelles seront construites les analyses des évolutions structurelles du secteur. Il alimentera la prise de décision tant au niveau national que régional ;
- La cellule « suivi-évaluation » placée au sein de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation, sera chargée du S/E de l'ensemble des actions ou initiatives entreprises dans le cadre de la mise en œuvre de l'ECOWAP/PDDAA.

## 13 Evaluation des risques

710. Les risques correspondent à des situations ou des événements, de divers types dont la concrétisation est susceptible de mettre en péril l'atteinte des objectifs et résultats attendus du plan régional. En complément des risques spécifiques aux activités et actions, développées dans la présentation des hypothèses (cf. le cadre logique), ce chapitre expose de façon synthétique les risques transversaux à l'ensemble du programme. Ceux-ci sont principalement de trois types : i) la difficulté de la CEDEAO à exercer un réel leadership régional ; ii) des délais trop longs de mise en œuvre du plan ; iii) une articulation insuffisante entre les plans régionaux et le plan national.

711. Un leadership insuffisant hypothèquerait lourdement l'atteinte des objectifs assignés au plan régional. Plusieurs facteurs pourraient concourir à une telle situation :

- Un renforcement insuffisant des capacités de la Commission de la CEDEAO et des autres parties prenantes ;
- Un retard important dans la mise en place effective des instances de pilotage (Comité consultatif, Comité Inter-Départements), des dispositifs de mise en œuvre (agence régionale, procédures de contractualisation) et du dispositif de suivi-évaluation ;
- Une faible mutualisation des ressources apportées par les différents partenaires. Ce dernier facteur pourra être circonscrit à travers la mise en place d'un mécanisme financier efficace, c'est à dire apte à sécuriser les ressources, et à travers une réelle coordination des interventions des partenaires techniques et financiers.

712. Le second type de risque qui pourrait limiter la réussite du plan régional correspond à un rythme de mise en œuvre trop lent, en particulier dans sa phase de démarrage. Cette éventuelle lenteur pourrait résulter de la combinaison de plusieurs causes : retards dans la mobilisation effective des contributions financières des différents partenaires ;

multiplication des études de faisabilité en réponse aux exigences de procédures spécifiques à chacun des partenaires financiers ; délais d'installation des organes de mise en œuvre de l'ECOWAP.

713. Le troisième type de risque renvoie à la question, particulièrement cruciale, de la cohérence entre le plan régional et les plans nationaux. Celle-ci pourrait se trouver altérée en raison de décalages dans les calendriers de mise en œuvre. Surtout, elle pourrait être hypothéquée par une volonté et/ou une capacité insuffisante des Etats membres à exploiter les leviers et instruments disponibles au niveau régional tels que, par exemple, les mécanismes de cofinancements des programmes nationaux de subventions

## **LISTE DES ANNEXES**

- Annexe n°1 : Cadre logique (7 p)
- Annexe n°2 : Estimation des coûts par action et par an (6 p)
- Annexe n°3 : Récapitulatif des coûts selon les guichets de ECOWADF (1p)



# ANNEXE n°1 : CADRE LOGIQUE

	Logique d'intervention	IOV	Source de vérification	Hypothèses et risques
<b>OS1</b>	<b>Promotion des produits stratégiques pour la sécurité et la souveraineté alimentaire</b>	<b>La part des importations dans la consommation alimentaire diminue</b>	<b>Statistiques agricoles et du commerce extérieur</b>	
<b>Résultats attendus</b>				
1.1	L'Afrique de l'ouest assure la majeure partie de ses besoins en produits alimentaires de base à travers la promotion de la culture de riz, du maïs et du manioc	La croissance de la production est supérieure à la croissance de la consommation de riz, de manioc et de maïs	Statistiques agricoles	(H) Les subventions aux intrants ont un effet d'entraînement durable sur l'augmentation des rendements. ( R ) L'intensification s'accompagne d'une dégradation des ressources naturelles
1.2	Les importations régionales en produits et sous produits animaux sont diminuées substantiellement à travers la promotion des systèmes d'élevage et des filières de produits animaux	La croissance de la production est supérieure à la croissance de la consommation de viandes et de produits laitiers	Statistiques agricoles	(H) L'amélioration des conditions de transhumance favorise l'amélioration des performances des systèmes d'élevage
1.3	Une politique et des stratégies de gestion durable des ressources halieutiques sont définies et mises en œuvre	(i) Degré d'adhésion effective des parties prenantes aux stratégies et politiques régionales ; (ii) La croissance de la production aquacole est supérieure à la croissance de la demande en produits halieutiques	(i) Enquête spécifique. (ii) Statistique du secteur de la pêche	(H) Une adhésion effective aux stratégies est l'une des conditions de gestion durable des ressources halieutiques
<b>Activités et actions</b>		<b>Guichet mobilisé</b>	<b>Coûts</b>	
1.1.1	<b>Appuyer la modernisation des exploitations agricoles familiales et l'intensification durable des systèmes de production.</b>			
1.1.1.1	Mise en place d'un mécanisme de cofinancement de subvention des engrais	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	100 000 000	
1.1.1.2	Mise en place d'un mécanisme de cofinancement de subvention de petit matériel innovant	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	30 000 000	
1.1.1.3	Renforcement du réseau de distribution d'intrants	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	15 000 000	
1.1.1.4	Mise en place d'un mécanisme de garantie des crédits d'intrants	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	40 000 000	
1.1.1.5	Création et diffusion des nouvelles semences	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	15 000 000	
1.1.1.6	Evaluation de l'impact des programmes spéciaux et des politiques fiscales et tarifaires sur l'intensification	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	5 000 000	
1.1.1.7	Réglementation des intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, semences) et appui à leur application	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	10 000 000	
1.1.1.8	Promotion la production locale d'engrais	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	5 000 000	
1.1.1.9	Sécurisation du foncier	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	2 000 000	

<b>1.1.2</b>	<b>Améliorer l'irrigation</b>			
1.1.2.1	Diffusion des bonnes pratiques pour la petite et grande irrigation	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	5 000 000	
<b>1.1.3</b>	<b>Appuyer à la structuration des filières</b>			
1.1.3.1	Appui aux réseaux régionaux d'organisation de producteurs et interprofessions	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	10 000 000	
1.1.3.2	Appui au commerce interrégional des produits vivriers	Prise en charge par objectif 2		
<b>1.1.4</b>	<b>Promouvoir la transformation et la valorisation des produits</b>			
1.1.4.1	Réglementation, normalisation et certification des produits et formation des acteurs	Prise en charge par objectif 2		
1.1.4.2	Diffusion de nouvelles technologies adaptées de transformation	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	10 000 000	
<b>1.2.1</b>	<b>Promouvoir les filières animales bétail viande</b>			
1.2.1.1	Promotion de la santé animale	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	12 000 000	
1.2.1.2	Promotion de la production d'aliment de bétail et accessibilité	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	8 000 000	
<b>1.2.2</b>	<b>Faciliter la mobilité transnationale et la prévention des conflits</b>			
1.2.2.1	Matérialisation des axes transfrontaliers et aménagements des parcours	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	40 000 000	
1.2.2.2	Adaptation des textes sur la transhumance transnationale, appui à leur vulgarisation et contrôle de leur application	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	7 000 000	
1.2.2.3	Mise en place un cadre régional de prévention des conflits	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	5 000 000	
<b>1.2.3</b>	<b>Appuyer la structuration des filières de productions animales régionales</b>			
1.2.3.1	Promouvoir les marchés autogérés	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	10 000 000	
1.2.3.2	Renforcement de l'organisation de l'interprofession et structuration des filières	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	5 000 000	
1.2.3.3	Promotion de la transformation et valorisation des produits animaux	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	5 000 000	
<b>1.3.1</b>	<b>Assurer la cohérence des stratégies de gestion du secteur de la pêche</b>			
1.3.1.1	Formulation d'une politique régionale de la pêche	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	5 000 000	
1.3.1.2	Harmonisation des textes réglementaires en matière de pêche	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	5 000 000	
<b>1.3.2</b>	<b>Assurer la gestion durable des ressources halieutiques maritimes et continentales,</b>			
1.3.2.1	Appui à la réalisation de travaux et de construction d'infrastructures d'aménagement des cours et plans d'eaux	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	10 000 000	
1.3.2.2	Sécurisation des ressources halieutiques tant maritimes que continentales	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	15 000 000	
1.3.2.3	Amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'aquaculture et de la pisciculture.	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	15 000 000	
1.3.2.4	Accompagnement de la structuration et de la professionnalisation des acteurs	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	10 000 000	

OS2	Promotion d' un environnement global favorable au développement agricole régional	A) Le taux de croissance du commerce intrarégional de produits agricoles est supérieur au taux de croissance des échanges extérieurs de produits agricoles. B) Le coefficient de variation interannuelle du volume de la production agricole diminue.	Statistiques agricoles ; statistiques du commerce extérieur	
Résultats attendus				
2.1	L'environnement commercial des filières agro est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Taux de crédit au secteur agricole accordé par les institutions financières;</li> <li>&gt; Nombre et fréquences des pratiques anormales;</li> <li>&gt; Coefficient de variation des prix des produits vivriers;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Rapports des institutions financières;</li> <li>&gt; Rapports des systèmes d'informations sur les marchés;</li> <li>&gt; Rapports des Conseils Nationaux des Chargeurs;</li> </ul>	(H) La construction du marché communautaire intégré est conduite à terme dans les cinq prochaines années (harmonisation et application effective des réglementations) ; (R) Les Etats membres ne respectent pas les réglementations communautaires
2.2	Des mécanismes à la variabilité et au changement climatique et de gestion des ressources partagées sont mis en place au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Existence d'un Observatoire régional sur le changement climatique;</li> <li>&gt; Superficies et nombre de producteurs concernés par les innovations technologiques pour l'adaptation au changement climatique qui sont développées et diffusées;</li> </ul>	Rapports CEDEAO / CILSS / AGHRYMET / ACMAD / Points Focaux sur les changements climatiques	(H) Les innovations pour une meilleure adaptation aux changements climatiques existent; ( R ) Difficultés d'accès des producteurs aux innovations
2.3	Un système d'information et d'aide à la décision est opérationnel	Degré de satisfaction des utilisateurs vis-à-vis de la qualité et de la pertinence des informations diffusées	Enquêtes spécifiques (tous les 2 ans) auprès d'un échantillon d'utilisateurs	(H) Chacun des pays membres a créé ou mis à niveau au cours des 5 prochaines années l'ensemble des dispositifs d'informations et d'aide à la décision. ( R ) 1) Tous les dispositifs nationaux n'ont pas les moyens de produire les informations après leur mise à niveau; 2) Non reconnaissance du rôle de leadership de la CEDEAO
2.4	Les capacités des institutions et des acteurs régionaux sont renforcés	A) Degré de satisfaction des membres des organisations socioprofessionnelles régionales vis-à-vis des services rendus par ces organisations. B) Taux d'utilisation des produits de la recherche et des produits de formation mis au point par les structures régionales.	Etudes périodiques spécifiques	( R ) Mauvais ciblage des structures régionales bénéficiaires des appui.

Activités et actions		Guichet mobilisé	Coûts	
<b>2.1.1</b>	<b>Promouvoir le commerce intra-régional des produits agricoles et agroalimentaires</b>			
2.1.1.1	Facilitation du financement du commerce transfrontalier des produits agricoles et agroalimentaires	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	12 000 000	
2.1.1.2	Concertation sur les transactions transfrontalières pour gérer les risques de change	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	2 300 000	
2.1.1.3	Définition et application de Normes régionales sur la commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	8 500 000	
2.1.1.4	Facilitation de la création de bourses régionales de produits vivriers et de fret	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	10 000 000	
2.1.1.5	Amélioration des conditions de la circulation des denrées dans la sous-région	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	14 000 000	
2.1.1.6	Prévention et lutte contre la volatilité des prix	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	13 000 000	
<b>2.1.2</b>	<b>Développer les infrastructures de commerce adaptées aux produits agricoles</b>			
2.1.2.1	Promotion et équipement des marchés transfrontaliers	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	29 000 000	
<b>2.1.3</b>	<b>Mettre en place des instruments incitatifs et efficaces aux frontières</b>			
2.1.3.1	Mise en place d'une mesure de sauvegarde à l'importation	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	1 500 000	
2.1.3.2	Réforme du Comité de Gestion du TEC et mise en place d'un mécanisme de concertation sur les négociations commerciales	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	500 000	
2.1.3.3	Appui aux Etats pour l'harmonisation du système douanier et la formation des douaniers	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	4 600 000	
<b>2.2.1</b>	<b>Renforcer la recherche régionale pour adapter la production agricole aux changements climatiques</b>			
2.2.1.1	Amélioration des connaissances sur les variations et changements climatiques et leurs impacts sur le secteur agricole	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	18 000 000	
2.2.1.2	Développement de techniques et technologies d'adaptation aux changements climatiques	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	7 000 000	
2.2.1.3	Capitalisation et diffusion des techniques et technologies adaptées aux changements climatiques	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	4 000 000	
2.2.1.4	Mise en place d'un système de veille et d'information sur les négociations internationales sur les Changements Climatiques	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	4 000 000	

<b>2.2.2</b>	<b>Renforcer les capacités de gestion intégrée des ressources naturelles partagées</b>			
2.2.2.1	Gestion intégrée des ressources en eau dans les grands bassins	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	9 000 000	
2.2.2.2	Gestion des écosystèmes forestiers intégrés	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	9 000 000	
<b>2.2.3</b>	<b>Mettre en place de mécanismes assurantiel pour les risques climatiques et environnementaux</b>			
2.2.3.1	Capitalisation des expériences sur les assurances agricoles	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	1 000 000	
2.2.3.2	Réalisation d'études de faisabilité de mécanismes assurantiel	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	2 500 000	
2.2.3.3	Appui à la mise en place d'expériences pilotes d'assurances agricoles	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	10 000 000	
<b>2.3.1</b>	<b>Assurer le suivi de l'environnement écologique et macroéconomique</b>			
2.3.1.1	Mise en place d'un dispositif coordonné de suivi écologique	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	20 000 000	
2.3.1.2	Mise en place d'un dispositif de suivi du contexte macro-économique et des politiques agricoles	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	15 000 000	
<b>2.3.2</b>	<b>Renforcer les dispositifs de suivi des systèmes productifs et de la situation alimentaire et nutritionnelle</b>			
2.3.2.1	Renforcement des dispositifs nationaux de suivi annuel de la campagne agro-sylvo-pastorale	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	10 000 000	
2.3.2.2	Analyse des tendances d'évolution de la production pour les principaux produits et les différents bassins de production	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	2 000 000	
2.3.2.3	Mise en place d'un dispositif d'alerte régionale précoce pour les crises fourragères et hydriques	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	8 000 000	
2.3.2.4	Analyse des tendances d'évolution de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	3 000 000	
<b>2.3.3</b>	<b>Renforcer les dispositifs de suivi des échanges régionaux de produits agricoles et alimentaires</b>			
2.3.3.1	Renforcement des dispositifs de production et de diffusion d'information sur les marchés et les opportunités d'échange	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	5 000 000	
2.3.3.2	Réalisation d'analyses périodiques sur l'intérêt et les performances des chaînes de valeur émergentes d'intérêt régional (sur la base de méthodologie harmonisée)	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	900 000	
<b>2.4.1</b>	<b>Renforcer les capacités institutionnelles des acteurs de la région</b>			
2.4.1.1	Appui aux institutions de recherche et de formation	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	28 000 000	
2.4.1.2	Appui aux organisations socioprofessionnelles régionales	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	31 000 000	

OS3	Réduire l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité structurelle des populations au travers de filets sociaux de sécurité	Part de la population en situation d'insécurité alimentaire ou de malnutrition	Enquêtes nutritionnelles; enquêtes budget / consommation	( R ) Manque d'appropriation à l'échelle des Etats membres
Résultats attendus				
3.1	Un cadre régional harmonisé d'analyse des causes structurelles de la vulnérabilité et des instruments permettant de la réduire est actualisé et mis en œuvre	Degré d'adaptation des cadres d'analyse de la sécurité alimentaire à la diversité des crises et à leur dimension régionale	Etudes périodiques spécifiques	(H) Adoption par les Etats membres et la Commission de la CEDEAO
3.2	Le dispositif de suivi de la vulnérabilité et de prévention des crises alimentaires amélioré et adapté	Degré de satisfaction des utilisateurs des systèmes d'information sur la vulnérabilité vis-à-vis des informations produites par ces S.I.	Enquêtes spécifiques (tous les 2 ans) auprès d'un échantillon d'utilisateurs	(H) Les dispositifs statistiques nationaux sont en mesure de collecter régulièrement des informations statistiquement fiables
3.3	Des instruments régionaux d'appui à la capacité nationale de prévention et de gestion des crises alimentaires et de réduction de la vulnérabilité des populations pauvres sont mis en œuvre	Proportion de la population vulnérable bénéficiant de filets de sécurité	Enquêtes budget / consommation ; données fournies par les structures chargées de la mise en œuvre des filets de sécurité.	(H) Les Etats mettent effectivement en œuvre des filets de sécurité et sollicitent la contribution des instruments régionaux
Activités et actions		Guichet mobilisé	Coûts	
3.1.1	Appuyer la définition d'une approche commune et des instruments d'intervention en faveur de l'accès à l'alimentation des personnes vulnérables.			
3.1.1.1	Evaluation et capitalisation des expériences de filets sociaux en milieu urbain	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	3 500 000	
3.1.1.2	Evaluation et capitalisation des expériences de filets sociaux en milieu rural	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	5 000 000	
3.1.1.3	Identification des instruments nécessitant une harmonisation à l'échelle régionale	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	100 000	
3.1.1.4	Appui à l'élaboration de stratégies nationales en faveur de l'accès à l'alimentation et la réduction de la vulnérabilité	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	2 250 000	
3.1.1.5	Appui à l'intégration des filets de sécurité alimentaire au sein des stratégies nationales de réduction de la pauvreté	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	1 500 000	

<b>3.2.1</b>	<b>Adaptater le dispositif de prévention et gestion des crises à l'évolution du contexte et des facteurs de risque alimentaire</b>			
3.2.1.1	Adoption d'une méthodologie d'analyse de la vulnérabilité fondée sur les systèmes de vie des ménages	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	600 000	
3.2.1.2	Consolidation des dispositifs de veille nutritionnelle	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	9 800 000	
3.2.1.3	Renouvellement l'approche géographique des déterminants de l'insécurité alimentaire pour permettre un ciblage plus précis des filets de sécurité	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	600 000	
3.2.1.4	Renforcement des compétences au niveau national et régional pour la collecte et le traitement des données primaires	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	6 500 000	
<b>3.2.2</b>	<b>Développer la capacité d'aide à la décision pour la prévention des crises au niveau Communautaire et le ciblage des interventions</b>			
3.2.2.1	Renforcement des capacités d'analyse et d'aide à la décision aux niveaux national et régional et améliorer l'interface entre les dispositifs d'information et les instances de décision de la CEDEAO	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	22 000 000	
3.2.2.2	Renforcement des dispositifs nationaux et régionaux de concertation et coordination sur la situation alimentaire et les réponses aux crises	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	11 000 000	
<b>3.3.1</b>	<b>Concevoir un plan de contingence régional</b>			
3.3.1.1	Appui à l'élaboration de plans de contingence nationaux de gestion des crises alimentaires	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	2 250 000	
3.3.1.2	Définition d'un plan de contingence régional	Guichet " Fonds d'appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional" ;	1 950 000	
<b>3.3.2</b>	<b>Activité 3.3 : Renforcer des stocks nationaux et constituer le stock régional de sécurité alimentaire</b>			
3.3.2.1	Renforcement des capacités nationales en matière de stockage public de sécurité.	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	800 000	
3.3.2.2	Renforcement de la coopération entre les pays en matière de stocks de sécurité	Guichet "sécurité alimentaire"	750 000	
3.3.2.3	Mise en place progressive du stock régional de sécurité	Guichet "sécurité alimentaire"	55 000 000	
<b>3.3.3</b>	<b>Appuyer les initiatives nationales « innovantes » de filets sociaux de sécurité</b>			
3.3.3.1	Définition des critères d'éligibilité et de la procédure d'instruction	Guichet « Sécurité alimentaire »	100 000	
3.3.3.2	Cofinancement des opérations nationales de filets sociaux	Guichet « Sécurité alimentaire »	50 000 000	
<b>3.3.4</b>	<b>Harmoniser les méthodologies d'évaluation des impacts des filets sociaux et soutien aux évaluation dans une perspective de capitalisation régionale</b>			
3.3.4.1	Renforcement des capacité en suivi-évaluation du dispositif PREGEC	Guichet « Sécurité alimentaire »	2 000 000	



## ANNEXE N°2 : ESTIMATION DES COUTS PAR ACTION ET PAR AN

	Logique d'intervention	Guichet mobilisé	Année N	N+1	N+2	N+3	N+4	Total	%
<b>OS1</b>	<b>Promotion des produits stratégiques pour la sécurité et la souveraineté alimentaire</b>		<b>41 300 000</b>	<b>57 300 000</b>	<b>81 400 000</b>	<b>100 600 000</b>	<b>118 400 000</b>	<b>399 000 000</b>	<b>100%</b>
<b>Résultats attendus</b>									
1.1	L'Afrique de l'ouest assure la majeure partie de ses besoins en produits alimentaires de base à travers la promotion de la culture de riz, du maïs et du manioc		38 700 000	50 700 000	48 900 000	51 600 000	57 100 000	247 000 000	62%
1.2	Les importations régionales en produits et sous produits animaux sont diminuées substantiellement à travers la promotion des systèmes d'élevage et des filières de produits animaux		2 600 000	6 600 000	20 500 000	31 000 000	31 300 000	92 000 000	23%
1.3	Une politique et des stratégies de gestion durable des ressources halieutiques sont définies et mises en œuvre		0	0	12 000 000	18 000 000	30 000 000	60 000 000	15%
<b>Activités et actions</b>									
<b>1.1.1</b>	<b>Appuyer la modernisation des exploitations agricoles familiales et l'intensification durable des systèmes de production.</b>		38 700 000	48 200 000	43 900 000	44 100 000	47 100 000	222 000 000	56%
1.1.1.1	Mise en place d'un mécanisme de cofinancement de subvention des engrais	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	10 000 000	15 000 000	20 000 000	25 000 000	30 000 000	100 000 000	25%
1.1.1.2	Mise en place d'un mécanisme de cofinancement de subvention de petit matériel innovant	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	3 000 000	3 000 000	6 000 000	9 000 000	9 000 000	30 000 000	8%
1.1.1.3	Renforcement du réseau de distribution d'intrants	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	3 000 000	4 500 000	7 500 000	0	0	15 000 000	4%
1.1.1.4	Mise en place d'un mécanisme de garantie des crédits d'intrants	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	20 000 000	20 000 000	0	0	0	40 000 000	10%
1.1.1.5	Création et diffusion des nouvelles semences	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	1 500 000	3 000 000	4 500 000	6 000 000	15 000 000	4%
1.1.1.6	Evaluation de l'impact des programmes spéciaux et des politiques fiscales et tarifaires sur l'intensification	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	2 500 000	1 000 000	500 000	500 000	500 000	5 000 000	1%
1.1.1.7	Réglementation des intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, semences) et appui à leur application	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	0	3 000 000	4 000 000	2 000 000	1 000 000	10 000 000	3%
1.1.1.8	Promotion la production locale d'engrais	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	0	2 500 000	2 500 000	0	5 000 000	1%
1.1.1.9	Sécurisation du foncier	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	200 000	200 000	400 000	600 000	600 000	2 000 000	1%
<b>1.1.2</b>	<b>Améliorer l'irrigation</b>		0	500 000	1 000 000	1 500 000	2 000 000	5 000 000	1%
1.1.2.1	Diffusion des bonnes pratiques pour la petite et grande irrigation	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	500 000	1 000 000	1 500 000	2 000 000	5 000 000	1%
<b>1.1.3</b>	<b>Appuyer à la structuration des filières</b>		0	1 000 000	2 000 000	3 000 000	4 000 000	10 000 000	3%
1.1.3.1	Appui aux réseaux régionaux d'organisation de producteurs et interprofessions	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	1 000 000	2 000 000	3 000 000	4 000 000	10 000 000	3%
1.1.3.2	Appui au commerce interrégional des produits vivriers	Prise en charge objectif 2	0	0	0	0	0	0	0%
<b>1.1.4</b>	<b>Promouvoir la transformation et la valorisation des produits</b>		0	1 000 000	2 000 000	3 000 000	4 000 000	10 000 000	3%
1.1.4.1	Réglementation, normalisation et certification des produits et formation des acteurs	Prise en charge objectif 2	0	0	0	0	0	0	0%
1.1.4.2	Diffusion de nouvelles technologies adaptées de transformation	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	0	1 000 000	2 000 000	3 000 000	4 000 000	10 000 000	3%
<b>1.2.1</b>	<b>Promouvoir les filières animales bétail viande</b>		1 200 000	1 200 000	4 000 000	6 800 000	6 800 000	20 000 000	5%
1.2.1.1	Promotion de la santé animale	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	1 200 000	1 200 000	2 400 000	3 600 000	3 600 000	12 000 000	3%
1.2.1.2	Promotion de la production d'aliment de bétail et accessibilité	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	0	0	1 600 000	3 200 000	3 200 000	8 000 000	2%



<b>1.2.2</b>	<b>Faciliter la mobilité transnationale et la prévention des conflits</b>		1 400 000	5 400 000	12 500 000	18 200 000	14 500 000	<b>52 000 000</b>	13%
1.2.2.1	Matérialisation des axes transfrontaliers et aménagements des parcours	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	0	4 000 000	8 000 000	16 000 000	12 000 000	<b>40 000 000</b>	10%
1.2.2.2	Adaptation des textes sur la transhumance transnationale, appui à leur vulgarisation et contrôle de leur application	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	1 400 000	1 400 000	3 500 000	700 000	0	<b>7 000 000</b>	2%
1.2.2.3	Mise en place un cadre régional de prévention des conflits	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	0	0	1 000 000	1 500 000	2 500 000	<b>5 000 000</b>	1%
<b>1.2.3</b>	<b>Appuyer la structuration des filières de productions animales régionales</b>		0	0	4 000 000	6 000 000	10 000 000	<b>20 000 000</b>	5%
1.2.3.1	Promotion des marchés autogérés	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	0	2 000 000	3 000 000	5 000 000	<b>10 000 000</b>	3%
1.2.3.2	Renforcement de l'organisation de l'interprofession et structuration des filières	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	0	1 000 000	1 500 000	2 500 000	<b>5 000 000</b>	1%
1.2.3.3	Promotion de la transformation et valorisation des produits animaux	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	0	1 000 000	1 500 000	2 500 000	<b>5 000 000</b>	1%
<b>1.3.1</b>	<b>Assurer la cohérence des stratégies de gestion du secteur de la pêche</b>		0	0	2 000 000	3 000 000	5 000 000	<b>10 000 000</b>	3%
1.3.1.1	Formulation d'une politique régionale de la pêche	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	0	0	1 000 000	1 500 000	2 500 000	<b>5 000 000</b>	1%
1.3.1.2	Harmonisation des textes réglementaires en matière de pêche	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	0	0	1 000 000	1 500 000	2 500 000	<b>5 000 000</b>	1%
<b>1.3.2</b>	<b>Assurer la gestion durable des ressources halieutiques maritimes et continentales,</b>		0	0	10 000 000	15 000 000	25 000 000	<b>50 000 000</b>	13%
1.3.2.1	Appui à la réalisation de travaux et de construction d'infrastructures d'aménagement des cours et plans d'eaux	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	0	0	2 000 000	3 000 000	5 000 000	<b>10 000 000</b>	3%
1.3.2.2	Sécurisation des ressources halieutiques tant maritimes que continentales	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	0	3 000 000	4 500 000	7 500 000	<b>15 000 000</b>	4%
1.3.2.3	Amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'aquaculture et de la pisciculture.	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	0	3 000 000	4 500 000	7 500 000	<b>15 000 000</b>	4%
1.3.2.4	Accompagnement de la structuration et de la professionnalisation des acteurs	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	0	2 000 000	3 000 000	5 000 000	<b>10 000 000</b>	3%

OS2	Promotion d' un environnement global favorable au développement agricole régional		22 400 000	64 030 000	86 160 000	67 130 000	43 080 000	282 800 000	100%
<b>Résultats attendus</b>									
2.1	L'environnement commercial des filières agro est amélioré		4 050 000	16 000 000	31 400 000	27 950 000	16 000 000	95 400 000	34%
2.2	Des mécanismes à la variabilité et au changement climatiques et de gestion des ressources partagées sont mis en place au niveau régional		5 800 000	14 880 000	20 160 000	13 780 000	9 880 000	64 500 000	23%
2.3	Un système d'information et d'aide à la décision est opérationnel		6 500 000	14 700 000	16 800 000	14 300 000	11 600 000	63 900 000	23%
2.4	Les capacités des institutions et des acteurs régionaux sont renforcées		6 050 000	18 450 000	17 800 000	11 100 000	5 600 000	59 000 000	21%
<b>Activités et actions</b>									
2.1.1	Promouvoir le commerce intra-régional des produits agricoles et agroalimentaires		2 050 000	8 750 000	17 450 000	17 950 000	13 600 000	59 800 000	21%
2.1.1.1	Facilitation du financement du commerce transfrontalier des produits agricoles et agroalimentaires	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	500 000	500 000	4 500 000	4 500 000	2 000 000	12 000 000	4%
2.1.1.2	Concertation sur les transactions transfrontalières pour gérer les risques de change	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"			850 000	1 350 000	100 000	2 300 000	1%
2.1.1.3	Définition et application de Normes régionales sur la commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	550 000	1 850 000	2 550 000	2 200 000	1 350 000	8 500 000	3%
2.1.1.4	Facilitation de la création de bourses régionales de produits vivriers et de fret	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"		3 300 000	3 650 000	1 700 000	1 350 000	10 000 000	4%
2.1.1.5	Amélioration des conditions de la circulation des denrées dans la sous-région	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"		1 100 000	2 900 000	5 200 000	4 800 000	14 000 000	5%
2.1.1.6	Prévention et lutte contre la volatilité des prix	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	1 000 000	2 000 000	3 000 000	3 000 000	4 000 000	13 000 000	5%
2.1.2	Développer les infrastructures de commerce adaptées aux produits agricoles		300 000	4 900 000	12 400 000	9 200 000	2 200 000	29 000 000	10%
2.1.2.1	Promotion et équipement des marchés transfrontaliers	Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	300 000	4 900 000	12 400 000	9 200 000	2 200 000	29 000 000	10%
2.1.3	Mettre en place des instruments incitatifs et efficaces aux frontières		1 700 000	2 350 000	1 550 000	800 000	200 000	6 600 000	2%
2.1.3.1	Mise en place d'une mesure de sauvegarde à l'importation	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	300 000	750 000	250 000	100 000	100 000	1 500 000	1%
2.1.3.2	Réforme du Comité de Gestion du TEC et mise en place d'un mécanisme de concertation sur les négociations commerciales	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	500 000	0	0	0	0	500 000	0%
2.1.3.3	Appui aux Etats pour l'harmonisation du système douanier et la formation des douaniers	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	900 000	1 600 000	1 300 000	700 000	100 000	4 600 000	2%
2.2.1	Renforcer la recherche régionale pour adapter la production agricole aux changements climatiques		3 350 000	9 900 000	11 100 000	5 300 000	3 350 000	33 000 000	12%
2.2.1.1	Amélioration des connaissances sur les variations et changements climatiques et leurs impacts sur le secteur agricole	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	950 000	5 700 000	6 450 000	3 400 000	1 500 000	18 000 000	6%
2.2.1.2	Développement de techniques et technologies d'adaptation aux changements climatiques	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	950 000	2 400 000	2 200 000	800 000	650 000	7 000 000	2%
2.2.1.3	Capitalisation et diffusion des techniques et technologies adaptées aux changements climatiques	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	650 000	900 000	1 300 000	550 000	600 000	4 000 000	1%
2.2.1.4	Mise en place d'un système de veille et d'information sur les négociations internationales sur les Changements Climatiques	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	800 000	900 000	1 150 000	550 000	600 000	4 000 000	1%

<b>2.2.2</b>	<b>Renforcer les capacités de gestion intégrée des ressources naturelles partagées</b>		2 150 000	4 300 000	5 400 000	3 900 000	2 250 000	<b>18 000 000</b>	6%
2.2.2.1	Gestion intégrée des ressources en eau dans les grands bassins	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	1 075 000	2 150 000	2 700 000	1 950 000	1 125 000	<b>9 000 000</b>	3%
2.2.2.2	Gestion des écosystèmes forestiers intégrés	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	1 075 000	2 150 000	2 700 000	1 950 000	1 125 000	<b>9 000 000</b>	3%
<b>2.2.3</b>	<b>Mettre en place de mécanismes assurantiels pour les risques climatiques et environnementaux</b>		300 000	680 000	3 660 000	4 580 000	4 280 000	<b>13 500 000</b>	5%
2.2.3.1	Capitalisation des expériences sur les assurances agricoles	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	300 000	680 000	20 000	0	0	<b>1 000 000</b>	0%
2.2.3.2	Réalisation d'études de faisabilité de mécanismes assurantiels	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	0	1 190 000	730 000	580 000	<b>2 500 000</b>	1%
2.2.3.3	Appui à la mise en place d'expériences pilotes d'assurances agricoles	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	0	0	2 450 000	3 850 000	3 700 000	<b>10 000 000</b>	4%
<b>2.3.1</b>	<b>Assurer le suivi de l'environnement écologique et macroéconomique</b>		2 050 000	9 750 000	10 500 000	7 700 000	5 000 000	<b>35 000 000</b>	12%
2.3.1.1	Mise en place d'un dispositif coordonné de suivi écologique	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	1 450 000	6 150 000	5 800 000	4 300 000	2 300 000	<b>20 000 000</b>	7%
2.3.1.2	Mise en place d'un dispositif de suivi du contexte macro-économique et des politiques agricoles	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	600 000	3 600 000	4 700 000	3 400 000	2 700 000	<b>15 000 000</b>	5%
<b>2.3.2</b>	<b>Renforcer les dispositifs de suivi des systèmes productifs et de la situation alimentaire et nutritionnelle</b>		3 300 000	3 800 000	5 100 000	5 400 000	5 400 000	<b>23 000 000</b>	8%
2.3.2.1	Renforcement des dispositifs nationaux de suivi annuel de la campagne agro-sylvo-pastorale	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	<b>10 000 000</b>	4%
2.3.2.2	Analyse des tendances d'évolution de la production pour les principaux produits et les différents bassins de production	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	200 000	300 000	500 000	500 000	500 000	<b>2 000 000</b>	1%
2.3.2.3	Mise en place d'un dispositif d'alerte régionale précoce pour les crises fourragères et hydrauliques	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	800 000	1 200 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	<b>8 000 000</b>	3%
2.3.2.4	Analyse des tendances d'évolution de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	300 000	300 000	600 000	900 000	900 000	<b>3 000 000</b>	1%
<b>2.3.3</b>	<b>Renforcer les dispositifs de suivi des échanges régionaux de produits agricoles et alimentaires</b>		1 150 000	1 150 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	<b>5 900 000</b>	2%
2.3.3.1	Renforcement des dispositifs de production et de diffusion d'information sur les marchés et les opportunités d'échange	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	<b>5 000 000</b>	2%
2.3.3.2	Réalisation d'analyses périodiques sur l'intérêt et les performances des chaînes de valeur émergentes d'intérêt régional (sur la base de méthodologie harmonisée)	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	150 000	150 000	200 000	200 000	200 000	<b>900 000</b>	0%
<b>2.4.1</b>	<b>Renforcer les capacités institutionnelles des acteurs de la région</b>		6 050 000	18 450 000	17 800 000	11 100 000	5 600 000	<b>59 000 000</b>	21%
2.4.1.1	Appui aux institutions de recherche et de formation	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	3 050 000	9 850 000	9 500 000	3 400 000	2 200 000	<b>28 000 000</b>	10%
2.4.1.2	Appui aux organisations socioprofessionnelles régionales	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	3 000 000	8 600 000	8 300 000	7 700 000	3 400 000	<b>31 000 000</b>	11%

OS3	Réduire l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité structurelle des populations au travers de filets sociaux de sécurité		9 150 000	44 600 000	43 650 000	39 450 000	39 350 000	176 200 000	100%
<b>Résultats attendus</b>									
3.1	Un cadre régional harmonisé d'analyse des causes structurelles de la vulnérabilité et des instruments permettant de la réduire est actualisé et mis en œuvre		1 000 000	6 700 000	3 950 000	400 000	300 000	12 350 000	7%
3.2	Le dispositif de suivi de la vulnérabilité et de prévention des crises alimentaires amélioré et adapté		6 000 000	10 200 000	11 700 000	11 300 000	11 300 000	50 500 000	29%
3.3	Des instruments régionaux d'appui à la capacité nationale de prévention et de gestion des crises alimentaires et de réduction de la vulnérabilité des populations pauvres sont mis en œuvre		2 150 000	27 700 000	28 000 000	27 750 000	27 750 000	113 350 000	64%
<b>Activités et actions</b>									
3.1.1	Appuyer la définition d'une approche commune et des instruments d'intervention en faveur de l'accès à l'alimentation des personnes vulnérables.		1 000 000	6 700 000	3 950 000	400 000	300 000	12 350 000	7%
3.1.1.1	Evaluation et capitalisation des expériences de filets sociaux en milieu urbain	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	500 000	2 000 000	1 000 000			3 500 000	2%
3.1.1.2	Evaluation et capitalisation des expériences de filets sociaux en milieu rural	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	500 000	3 000 000	1 500 000			5 000 000	3%
3.1.1.3	Identification des instruments nécessitant une harmonisation à l'échelle régionale	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"		100 000				100 000	0%
3.1.1.4	Appui à l'élaboration de stratégies nationales en faveur de l'accès à l'alimentation et la réduction de la vulnérabilité	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"		1 200 000	1 050 000			2 250 000	1%
3.1.1.5	Appui à l'intégration des filets de sécurité alimentaire au sein des stratégies nationales de réduction de la pauvreté	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"		400 000	400 000	400 000	300 000	1 500 000	1%
3.2.1	Adaptater le dispositif de prévention et gestion des crises à l'évolution du contexte et des facteurs de risque alimentaire		1 500 000	4 200 000	4 200 000	3 800 000	3 800 000	17 500 000	10%
3.2.1.1	Adoption d'une méthodologie d'analyse de la vulnérabilité fondée sur les systèmes de vie des ménages	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	200 000	200 000	200 000	0	0	600 000	0%
3.2.1.2	Consolidation des dispositifs de veille nutritionnelle	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	600 000	2 300 000	2 300 000	2 300 000	2 300 000	9 800 000	6%
3.2.1.3	Renouvellement l'approche géographique des déterminants de l'insécurité alimentaire pour permettre un ciblage plus précis des filets de sécurité	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	200 000	200 000	200 000	0	0	600 000	0%
3.2.1.4	Renforcement des compétences au niveau national et régional pour la collecte et le traitement des données primaires	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	6 500 000	4%
3.2.2	Développer la capacité d'aide à la décision pour la prévention des crises au niveau Communautaire et le ciblage des interventions		4 500 000	6 000 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	33 000 000	19%
3.2.2.1	Renforcement des capacités d'analyse et d'aide à la décision aux niveaux national et régional et améliorer l'interface entre les dispositifs d'information et les instances de décision de la CEDEAO	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	3 000 000	4 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	22 000 000	12%
3.2.2.2	Renforcement des dispositifs nationaux et régionaux de concertation et coordination sur la situation alimentaire et les réponses aux crises	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	1 500 000	2 000 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	11 000 000	6%

3.3.1	Concevoir un plan de contingence régional		1 700 000	2 350 000	150 000	0	0	4 200 000	2%
3.3.1.1	Appui à l'élaboration de plans de contingence nationaux de gestion des crises alimentaires	Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	1 200 000	1 050 000				2 250 000	1%
3.3.1.2	Définition d'un plan de contingence régional	Guichet " Fonds d'appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	500 000	1 300 000	150 000			1 950 000	1%
3.3.2	Activité 3.3 : Renforcer des stocks nationaux et constituer le stock régional de sécurité alimentaire		350 000	19 850 000	12 350 000	12 250 000	12 250 000	57 050 000	32%
3.3.2.1	Renforcement des capacités nationales en matière de stockage public de sécurité.	Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	200 000	200 000	200 000	100 000	100 000	800 000	0%
3.3.2.2	Renforcement de la coopération entre les pays en matière de stocks de sécurité	Guichet « Sécurité alimentaire »	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	750 000	0%
3.3.2.3	Mise en place progressive du stock régional de sécurité	Guichet « Sécurité alimentaire »		19 500 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000	55 500 000	31%
3.3.3	Appuyer les initiatives nationales « innovantes » de filets sociaux de sécurité		100 000	5 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	50 100 000	28%
3.3.3.1	Définition des critères d'éligibilité et de la procédure d'instruction	Guichet « Sécurité alimentaire »	100 000					100 000	0%
3.3.3.2	Cofinancement des opérations nationales de filets sociaux	Guichet « Sécurité alimentaire »		5 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	50 000 000	28%
3.3.4	Harmoniser les méthodologies d'évaluation des impacts des filets sociaux et soutien aux évaluation dans une perspective de capitalisation régionale		0	500 000	500 000	500 000	500 000	2 000 000	1%
3.3.4.1	Renforcement des capacité en suivi-évaluation du dispositif PREGEC	Guichet « Sécurité alimentaire »		500 000	500 000	500 000	500 000	2 000 000	1%

ANNEXE N°3 : REPARTITION DES COUTS SELON LES GUICHETS DE ECOWADF

	<b>Année N</b>	<b>N+1</b>	<b>N+2</b>	<b>N+3</b>	<b>N+4</b>	<b>Total</b>	<b>%</b>
Guichet "Appui à l'intégration agricole régionale"	36 850 000	49 050 000	58 900 000	60 800 000	60 400 000	266 000 000	<b>31%</b>
Guichet « Sécurité alimentaire »	250 000	25 150 000	27 650 000	27 650 000	27 650 000	108 350 000	<b>13%</b>
Guichet "Appui à l'innovation et au renforcement des capacités"	21 950 000	56 730 000	85 210 000	80 880 000	81 630 000	326 400 000	<b>38%</b>
Guichet "Appui au cadre politique, institutionnel et réglementaire régional"	12 850 000	34 150 000	41 350 000	39 250 000	29 650 000	157 250 000	<b>18%</b>
<b>Total</b>	<b>71 900 000</b>	<b>165 080 000</b>	<b>213 110 000</b>	<b>208 580 000</b>	<b>199 330 000</b>	<b>858 000 000</b>	<b>100%</b>

Ce document constitue le Plan Régional d'Investissement Agricole pour la mise en œuvre des programmes mobilisateurs sur la période 2011-2015. Ces derniers constituent la dimension régionale de la politique agricole de l'Afrique de l'Ouest, l'ECOWAP/PDDAA.

Il a été préparé dans le cadre du processus ECOWAP/PDDAA, piloté par la Commission de la CEDEAO. Il a bénéficié de l'appui technique de l'IFPRI, de l'IITA, du ReSAKSS, du Groupement Issala/ Iram/ Lares/ MSU et de la FAO.

Il est financé par les ressources de la Commission de la CEDEAO, de l'USAID, de la France, de l'Espagne, de la Banque Mondiale et de l'Union européenne.